

*À la mémoire de deux femmes qui m'ont donné toute leur affection :
ma grand-mère Annette Boissonneault-Langlois-Girard
pour qui l'éducation des femmes était de première importance, et
ma grand-mère (mia càra) Maria Rizzi qui m'a appris la persévérance.*

**UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
CENTRE – URBANISATION CULTURE SOCIÉTÉ**

**LA COMMUNAUTÉ SUD-ASIATIQUE DE MONTRÉAL:
Urbanité et multiplicité des formes de capital social immigrant**

Par

Anna Maria FIORE

Maîtrise ès Science en anthropologie

Thèse par articles présentée pour obtenir le grade de

Philosophiae Doctor (Ph.D.)

Études urbaines

Programme offert conjointement par l'INRS et l'UQAM

SEPTEMBRE 2010

© Anna Maria FIORE 2010

Cette thèse intitulée :

**LA COMMUNAUTÉ SUD-ASIATIQUE DE MONTRÉAL:
Urbanité et multiplicité des formes de capital social immigrant**

et présentée par

Anna Maria FIORE

a été évaluée par un jury composé de

M. Xavier LELOUP, président

Mme Annick GERMAIN, directrice de thèse

Mme Winnie FROHN, examinateur externe et

Mme Valerie PRESTON, examinateur externe

RÉSUMÉ

Les communautés ethniques sont des construits politiques et sociohistoriques dont les frontières se structurent continuellement selon les contextes. Notre thèse porte sur ce processus de structuration chez les Sud-Asiatiques de Montréal, groupes de la « nouvelle immigration » moins connus et souvent stigmatisés en raison d'appartenances religieuses ou ethniques perçues par la société hôte.

Dans une perspective constructiviste de l'ethnicité, nous explorons ici les éléments de leur histoire et de leur démographie à Montréal. Nous avons également étudié le capital social produit par leurs associations. Notre recherche s'appuie sur plusieurs sources historiques et démographiques secondaires dans une perspective comparative avec Toronto et Vancouver. Nous avons également analysé les données statistiques des recensements canadiens de 2001 et 2006 pour documenter leur intégration socio-économique. Par ailleurs, les résultats d'enquêtes spéciales et de recherches ont été consultés. *L'Atlas de l'immigration pour la région métropolitaine de Montréal en 2001* nous a permis d'illustrer la spatialisation de cette communauté. Nous avons également effectué une enquête auprès d'informateurs-clés et de leaders de ces groupes dans la région métropolitaine de Montréal en 2006 et 2007. Nous avons aussi réalisé quelques entretiens complémentaires dans les villes de Toronto et de Vancouver, à des fins comparatives. Trente-neuf leaders issus des différents groupes de la communauté sud-asiatique ont été interviewés.

Cette thèse par articles comprend cinq chapitres. Le chapitre 1 est une présentation générale exposant l'objet de la recherche, soit de donner un éclairage qualitatif sur le processus de construction de l'ethnicité postmigratoire en contexte urbain notamment en analysant les types de capital social produits par les associations ethnospcifiques des groupes sud-asiatiques. On y présente également la contribution scientifique à l'avancement des connaissances, les liens et la cohérence de la recherche. Les chapitres 2, 3 et 4 sont des articles qui ont été soumis dans des revues scientifiques. Deux de ces articles ont été publiés et le troisième est en évaluation. Le chapitre 2 présente des éléments d'histoire et de démographie des Sud-Asiatiques de Montréal et explore l'hypothèse des prémices d'une communalisation. Le chapitre 3 présente les parcours identitaires des immigrants originaires de l'Asie du Sud et explore la construction d'une appartenance sud-asiatique multiple.

Le chapitre 4 discute du concept de capital social et explore l'hypothèse de la transitivité des catégories de capital social appliquée au cas de figure d'associations sud-asiatiques. Le chapitre 5 est une discussion synthèse portant sur nos objectifs et notre approche méthodologique. Nous y présentons aussi nos principaux résultats et réalisons un retour théorique sur la notion de capital social. Il offre aussi une réflexion sur la contribution de la thèse au champ des études urbaines. Ce chapitre propose également des pistes de recherche pour l'avenir.

Notre analyse révèle que des barrières linguistiques et socio-économiques ainsi que de la discrimination favoriseraient une ségrégation spatiale d'une majorité des membres de ces groupes à Montréal. Simultanément, la vie associative dynamique de ces groupes témoigne du développement d'une appartenance communautaire postmigratoire dont les frontières se façonnent de manière dynamique au contact de la société hôte et en relation avec les dynamiques nationales et interethniques des principaux pays sources d'immigration. Nous proposons notamment que le contexte socio-politique et urbain montréalais revêt une importance dans la construction de l'appartenance des Sud-Asiatiques de Montréal, qui diffère de celles des groupes sud-asiatiques de Vancouver et de Toronto. Nous avons observé qu'à Montréal la vie associative des Sud-Asiatiques leur permet de renforcer la production de capitaux sociaux de différentes catégories qui relie d'une part, les membres des divers groupes sud-asiatiques entre eux, et, d'autre part, les Sud-Asiatiques à la société hôte. Les femmes sud-asiatiques jouent un rôle important dans la production du capital social associatif. Nous explorons l'hypothèse d'une transitivité des formes de capital social.

Mots-clés : communauté sud-asiatique; histoire migratoire; démographie; ethnicité; vie associative; capital social immigrant; femmes; Montréal

ABSTRACT

THE SOUTH ASIAN COMMUNITY IN MONTREAL: Urbanity and multiple forms of immigrant social capital

Ethnic communities are political and socio-historical constructs with continuously structuring boundaries according to the various contexts. Our thesis is focussing on this process of structuration among Montreal South Asians groups. Those groups from the 'new immigration' are not well-known and often stigmatised on the perceived religious or ethnic belonging grounds by the host society.

In a constructivist perspective of ethnicity, we explore here the elements of its history and demography in Montreal. We have also studied the social capital produced by their associations. Our research is based on several historical and demographic secondary sources in a comparative perspective with Toronto and Vancouver. We analysed statistical data from the Canadian censuses of 2001 and 2006 to document their socioeconomic integration. Besides, results from special surveys and research have been consulted. The *Atlas of immigration for the Montreal Census Metropolitan Area in 2001* allowed the illustration of this community's spatialization. We carried out a study among key respondents and community leaders from these groups in the Montreal metropolitan area in 2006 and 2007. We also conducted complementary interviews in the cities of Toronto and Vancouver, for comparative purposes. Thirty-nine leaders from different groups in the South Asian community were interviewed.

This thesis based on articles is organized in five chapters. Chapter 1 is a general presentation that is exposing the research object, which is to bring a qualitative assessment on the process of post-migration ethnicity construction in an urban context, particularly by analyzing the forms of social capital that are produced by South Asians ethno-specific associations. We also present the scientific contribution to the advancement of knowledge, the links and the research coherence. Chapters 2, 3 and 4 are the articles submitted to scientific journals. Two of these articles have been published and the third is under review. Chapter 2 presents elements of history and demography of South Asians in Montreal and explores the hypothesis of the premises of communalization.

Chapter 3 presents the crossed identity trajectories of immigrants coming from South Asia and explores the construction of a multiple South Asian belonging. The chapter 4 discusses the concept of social capital. It also explores the hypothesis of the transitivity of social capital categories, based on the example of South Asian associations.

The chapter 5 is a discussion synthesis focussing on our objectives and our methodological approach. We also present our main results and revisit the theoretical concept of social capital. This chapter is also bringing a reflection on the contribution of the thesis in the field of urban studies. Finally, the chapter is proposing some ideas and directions for future research.

Our analysis reveals that linguistic and socioeconomic obstacles and discrimination favor a spatial segregation of a majority of the members from these groups in Montreal. Simultaneously, the dynamic associational life of these groups is showing the development of a post-migration community belonging whose boundaries are shaping in a dynamic way through the contact with the host society and in connection with national and inter-ethnic dynamics of the main source countries of immigration. We propose particularly that the sociopolitical and urban context in Montreal is important in the construction of belonging of South Asians living in this area, which is different from those of South Asian groups in Vancouver and Toronto. We observed that in Montreal the associational life of South Asians allows them to reinforce the production of social capital of various categories that links, on the one hand the members of various South Asian groups among themselves, and on the other hand the South Asians to the host society. South Asian women play an important role in the production of associative social capital. We explore the hypothesis of a transitivity of social capital categories.

Key words: South Asian community; migration history; demography; ethnicity; community life; immigrant social capital; women; Montreal

AVANT-PROPOS

*Je ne veux pas que ma maison soit murée de toutes parts,
ni mes fenêtres closes, mais qu'y circule librement la brise
que m'apportent les cultures de tous les pays.*

Gandhi

Mon premier contact avec des membres la communauté sud-asiatique du Québec remonte aux années 1980 alors que, nouvellement diplômée en anthropologie, je travaillais en région éloignée dans le Grand Nord. J'avais été accueillie par un couple d'enseignants. Le mari était originaire de l'Inde et la jeune femme était Canadienne française. Je me souviens d'un souper symbiotique où nous avons dégusté de l'outarde et des *chapatis*, petites galettes indiennes. Leur accueil chaleureux a été un modèle de cet esprit du don si bien décrit par Jacques T. Godbout (1992). Ce couple a aussi été un modèle inspirant illustrant les possibilités de dialogue au-delà des *frontières ethniques*.

Plus tard, mon parcours a croisé une seconde fois des membres de ce groupe dans un contexte totalement différent, caractéristique cette fois de l'urbanité nord-américaine dans les années 1990. C'est à Montréal à Parc-Extension, dans le cadre de mon travail de conseillère en affaires interculturelles à la Ville de Montréal, que j'ai pris contact avec des associations de cette communauté en émergence. Dans ce petit quartier, enclavé et défavorisé où des groupes originaires de différents pays de l'Asie du Sud cohabitent, partagent des services, structurent leur vie communautaire avec d'autres groupes ethniques, se produit un deuxième rendez-vous déterminant. Ce dernier a été la source de mes premiers questionnements de recherche.

REMERCIEMENTS

Je souhaite exprimer ici toute ma reconnaissance à Annick Germain, cette experte et pédagogue engagée qui a lu et commenté mes textes avec beaucoup de justesse. Elle m'a aussi soutenue dans cette exigeante démarche universitaire en me guidant vers de nouveaux horizons théoriques et urbains. Je voudrais également exprimer mon appréciation aux professeurs du programme conjoint de l'INRS-UCS et de l'UQAM particulièrement à Damaris Rose. Je tiens à remercier chaleureusement le personnel de l'INRS qui m'a appuyé de façon cordiale au fil des ans, surtout Nathalie Vachon pour la cartographie et Tuyet Trinh. Je remercie également le Centre métropolis immigration du Québec-Immigration et métropoles qui m'a permis de présenter mes travaux.

Je voudrais aussi exprimer ma gratitude à mon mari Denis Gonthier, démographe, qui a pris le relais des obligations familiales lors des périodes les plus critiques de ce parcours et m'a aidé de ses conseils. Mes enfants Gabriella et Laurent m'ont aussi stimulée dans cette aventure de longue durée. J'exprime aussi ma reconnaissance à ma mère Monique Girard, artiste-peintre, qui m'a encouragée à poursuivre mes études en dépit des obstacles. Je tiens aussi à remercier mes amis qui m'ont soutenu avec beaucoup de patience. Je souhaite remercier mes collègues de la Ville de Montréal qui ont compris et appuyé cette démarche de retour aux études.

J'exprime également une profonde gratitude à Kalpana Das, Sadeqa Siddiqui, Ramesh Singhal, et Louise Gagné dont l'expertise a éclairé cette recherche. Je voudrais aussi remercier toutes les personnes de la communauté sud-asiatique qui ont accepté de répondre à mes questions. Elles m'ont accueillie dans leurs associations avec générosité et chaleur.

Je dédie cette thèse à Giuseppe Fiore, mon père, qui est une source d'inspiration enthousiaste et n'aura pas eu, peut-être, la chance de vivre pleinement tous les moments de cette belle aventure intellectuelle.

Cette étude a été effectuée sans financement gouvernemental ni lien avec mon travail pendant mes congés. Les conclusions de cette recherche n'engagent que moi.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	III
ABSTRACT.....	V
AVANT-PROPOS.....	VII
REMERCIEMENTS.....	VIII
TABLE DES MATIÈRES.....	IX
Liste des tableaux.....	XII
Liste des figures.....	XV
Liste des abréviations et des sigles.....	XVII
Introduction.....	1
Chapitre 1 : Présentation générale.....	5
De la structuration communautaire au capital social.....	5
L'objet de la recherche.....	5
Contribution à l'avancement des connaissances.....	8
Liens et cohérence.....	9
Chapitre 2 : Éléments d'histoire et de démographie des Sud-Asiatiques de Montréal :	
Prémices d'une communalisation?.....	13
Introduction.....	13
La communauté : un construit sociohistorique dynamique et multivarié.....	14
Les Sud-Asiatiques : un construit social postmigratoire.....	16
Continuités et ruptures du construit identitaire sud-asiatique en contexte prémigratoire.....	19
Historique migratoire : un parcours discontinu.....	24
Profil d'un groupe en croissance.....	28
Conclusion.....	41
Chapitre 3 : Parcours identitaires croisés : le cas des immigrants originaires de l'Asie du Sud au Québec.....	45
Les identités indienne et sud-asiatique : des origines à la diaspora.....	45
L'approche de recherche.....	45

Québec et Asie du Sud : retour historique et points de convergence identitaire.....	47
De l'Asie du Sud au Québec : parcours migratoire.....	50
Concentration dans les quartiers centraux.....	53
L'émergence de nouveaux liens sociaux au Québec.....	59
Le cas de la Fondation Kala Bharati.....	62
La construction d'une appartenance multiple.....	66
Conclusion.....	69
Chapitre 4 : Le capital social des populations issues de l'immigration :	
Une analyse qualitative des associations sud-asiatiques de Montréal	73
Introduction.....	73
Le capital social : concept polysémique.....	76
Les Sud-Asiatiques : une communauté en émergence?.....	79
Portrait du réseau associatif des Sud-Asiatiques de Montréal.....	88
La transitivité des formes de capital social des organismes sud-asiatiques : deux exemples.....	92
Le cas d'une fondation.....	92
Le cas d'un centre de femmes.....	96
Discussion.....	104
Conclusion.....	106
Chapitre 5 : Discussion-synthèse.....	109
Retour sur la démarche.....	109
Synthèse des résultats.....	112
Retour théorique sur les questions de recherche.....	121
Le concept de capital social : réflexion et hypothèse.....	126
Conclusion : Contribution et pistes de recherche pour l'avenir.....	145

ANNEXE I : L'approche méthodologique.....	149
Stratégie d'enquête.....	149
Méthodologie.....	152
L'analyse documentaire.....	153
L'analyse sociodémographique.....	154
L'entretien semi-dirigé.....	155
L'observation non participante.....	157
Méthodes d'analyse des données.....	157
Considérations éthiques.....	158
ANNEXE II : Guide d'entretien sur la vie associative du groupe originaire de l'Asie du Sud.....	159
ANNEXE III : Formulaire de consentement et document d'information.....	163
ANNEXE IV : Bilan d'enquête sur les groupes sud-asiatiques.....	167
ANNEXE V : Typologie des principales associations sud-asiatiques de la région métropolitaine de Montréal, 2007.....	168
ANNEXE VI : Grille d'analyse transversale.....	169
ANNEXE VII : Répartition spatiale des immigrants appartenant à la minorité visible sud-asiatique, RMR de Montréal, 2001.....	170
ANNEXE VIII : Répartition spatiale des immigrants de confession hindoue, RMR de Montréal, 2001.....	171
ANNEXE IX : Répartition spatiale des immigrants de confession sikhe, RMR de Montréal, 2001.....	172
ANNEXE X : Profil sociodémographique des femmes de la communauté sud-asiatiques interviewées à Montréal 2006-2007.....	173
BIBLIOGRAPHIE.....	175

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Facteurs de communalisation des Sud-Asiatiques	16
Tableau 2 : Principales origines sud-asiatiques, 2001.....	19
Tableau 3 : Répartition de la population d'origine sud-asiatique, principales régions administratives du Québec, par sexe, 2001.....	29
Tableau 4 : Répartition de la population des personnes d'origine sud-asiatique selon le statut des générations, Québec, 2006.....	30
Tableau 5 : Répartition de la population active expérimentée d'origine sud-asiatique par profession (CNP) et par sexes, 2001.....	37
Tableau 6 : Connaissance du français et de l'anglais des personnes d'origines sud-asiatiques, par sexe, 2001.....	38
Tableau 7 : Comparaison entre la population de 15 ans et plus d'origine sud-asiatique et celle de l'ensemble de la population du Québec, 2006.....	38
Tableau 8 : Connaissance du français et de l'anglais des personnes d'origine sud-asiatiques, par sexe, 2006.....	39
Tableau 9 : Immigrants de la minorité visible sud-asiatique au Canada et au Québec, par période d'immigration,2006.....	51

Tableau 10 : Répartition de la population d'origine sud-asiatique du Québec selon les principales religions, 2001.....	54
Tableau 11 : Répartition de la population âgée de 15 ans et plus d'origine sud-asiatique selon le niveau de scolarité atteint, par sexe, 2001.....	57
Tableau 12 : Langue utilisée le plus souvent au travail par la population d'origine sud-asiatique, par sexe, 2001.....	58
Tableau 13 : Répartition des personnes interviewées par pays ou continent de naissance.....	74
Tableau 14 : Répartition résidentielle des leaders interviewés dans la région métropolitaine de Montréal.....	75
Tableau 15 : Répartition de la minorité visible sud-asiatique dans les provinces et territoires, Canada, 2006.....	80
Tableau 16 : Population immigrante sud-asiatique admise au Québec de 1997 à 2006 présente en 2008, par pays de résidence et catégorie d'immigrant.....	83
Tableau 17 : Population de la minorité visible sud-asiatique dans les principales municipalités du Québec, 2006.....	84
Tableau 18 : Connaissance du français et de l'anglais des personnes d'origine sud-asiatique, par sexe, 2006.....	86
Tableau 19 : Typologie des associations sud-asiatiques répertoriées dans la région métropolitaine de Montréal, 2007.....	89
Tableau 20 : Rôle des femmes de la communauté sud-asiatique interviewées à Montréal dans la structuration communautaire, liens autres réseaux, 2006-2007.....	98

Tableau 21 : Occurrence des liens entre les organismes sud-asiatiques et les autres réseaux.....	123
Tableau 22 : Comparaison exploratoire des groupes sud-asiatiques dans trois régions métropolitaines, Canada.....	147
Tableau 23 : Variables censitaires analysées.....	155

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : L'Asie du Sud et les pays environnants, 2004.....	22
Figure 2 : Répartition de la minorité visible sud-asiatique dans les principales régions métropolitaines, Canada, 2006.....	25
Figure 3 : Évolution de l'immigration sud-asiatique et indienne par périodes d'immigration, 2006, Québec.....	27
Figure 4 : Concentration de la population de la minorité visible sud-asiatique, RMRde Montréal,2006.....	31
Figure 5 : Concentration de la population immigrante de la minorité visible sud-asiatique, RMR de Montréal, 2006.....	32
Figure 6 : Concentration de la population non-immigrante de la minorité visible sud-asiatique, RMR de Montréal, 2006.....	33
Figure 7 : Immigrants sud-asiatiques admis de 1991 à 2001, Parc-Extension, Ville de Montréal, 2001.....	34
Figure 8 : Danseuses en costumes traditionnels - Fondation Kala Bharati.....	64
Figure 9 : Fondation Kala Bharati et la troupe de danse contemporaine Tangente dans Seasonscape.....	66

Figure 10: Répartition comparée des immigrants de la minorité visible sud-asiatique, par RMR et période d'immigration, Canada, 2006.....	81
Figure 11 : Principales langues maternelles uniques sud-asiatiques, région métropolitaine de Montréal, 2006.....	85
Figure 12 : Le continuum du capital social des organisations ethniques.....	140

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES

ANCOI	Association nationale des Canadiens d'origine indienne
CLE	Centre local d'emploi
CLSC	Centre local de services communautaires
CCFSA	Centre communautaire des femmes sud-asiatiques
Coord.	coordonnatrice
Dir.	direction
EDE	Enquête sur la diversité ethnique
EGS	Enquête sociale générale
ENDBP	Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation (devenue Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation civique [ECDBP])
Et al.	et alii (et autres)
Etc.	et cetera
Ibid.	ibidem
INRS-UCS	Institut national de recherche scientifique-urbanisation, culture et société
MCCI	Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration
MICC	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
MRCI	Ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration
No	numéro
p.	page

PICS	Progressive Intercultural Community Services Society
RAMQ	Régime de l'assurance maladie du Québec
RMR	Région métropolitaine de recensement
SIDA	Syndrome de l'immunodéficience acquise
SCHL	Société canadienne d'hypothèques et de logement
Vol.	volume

INTRODUCTION

L'ethnicité post-moderne est une énigme selon Zelinsky (2001). Parmi les principales modélisations du comportement sociospatial des communautés ethniques immigrées - assimilationisme, pluralisme, hétérolocalisme - aucune ne peut à elle seule rendre compte de l'ensemble des possibles, parfois au sein même d'un contexte national et local particulier (Charbonneau et Germain, 1998). Les communautés ethniques se développent, se structurent, se multiplient. Ce phénomène prend de l'ampleur malgré la plus grande dispersion des groupes sur le territoire ainsi que les programmes et les politiques mis en œuvre par les États pour leur intégration ainsi que la sensibilisation citoyenne contre la discrimination et le racisme.

Ces communautés perdurent après plusieurs générations. On les définit même comme une « nouvelle ethnicité » (Martiniello, 1992; Gans, 1979). Ainsi, la mort annoncée de ces regroupements par les théories classiques de la modernité n'est pas advenue. Rappelons que ces théories postulaient qu'avec le temps, le regroupement ethnique, perçu comme un reliquat particulariste et segmentaire des sociétés prémodernes disparaîtrait pour être remplacé par des regroupements fonctionnels ou liés aux intérêts de classe (Winter, 2004). Or, la persistance des communautés ethniques est loin d'être incompatible avec la modernité et la postmodernité (Hechter, 1976; Rex, 1986; McAll, 1990). Cette persistance devient même une composante importante de nos sociétés avec l'augmentation de la mobilité des populations à l'échelle mondiale.

Le fait communautaire ethnique est donc une réalité incontournable et complexe. Il est difficile à comprendre et à gérer pour les acteurs sociaux, notamment les instances administratives et politiques. Cette complexité est surtout une réalité des grandes villes qui continuent d'attirer une majorité d'immigrants dont les provenances sont de plus en plus diverses. C'est donc aussi dans les grandes villes que l'on retrouve la majeure partie des organisations des populations issues de l'immigration.

Or, ces modes de regroupements ethniques suscitent de fortes interrogations au sein de la société civile. Pour certains, ces regroupements seraient liés au besoin d'agrégation des populations pour des raisons sociales, culturelles ou économiques (McNicoll, 1993; Portes et Shafer, 2006; Qadeer et Kumar, 2006). Pour d'autres, la persistance de ces formes de regroupement serait dûe à la discrimination et au racisme (Banton, 1983; Blauner, 1972; Breton, 1996; Grosfoguel, 2004; Reitz et Benerjee, 2006).

Selon plusieurs, le maintien des affiliations ethniques affecterait de manière négative la mobilité sociale des communautés ethniques (Reitz et Breton, 1994; Reitz et Sklar, 1997) et pourrait être une source de conflits (Putnam, 1993; Breton, Hartman et Reed, 2004).

On s'interroge aussi sur le type de capital social produit par les populations issues de l'immigration, surtout celui des organisations créées par ces dernières (Germain, 2004), au point même d'en limiter le financement public au Québec à tout le moins (Helly, Lavallée et McAndrew, 2000). L'immigration minerait-elle la cohésion sociétale, comme Robert Putnam (2007) le suggérait récemment? Ces questionnements constituent les fondements de notre recherche qui tentera d'y apporter des éléments de réponse à la lumière du cas de figure des Sud-Asiatiques de Montréal.

Le format de cette thèse est celui d'une thèse par articles. Il répond aux exigences du protocole de l'INRS en cette matière. Cette thèse comprend trois articles qui ont été soumis dans des revues scientifiques. Deux de ces articles ont été publiés et le troisième est en évaluation. En voici la liste :

- « Éléments d'histoire et de démographie des Sud-Asiatiques de Montréal : Prémices d'une communalisation? » 2008, *Diversité urbaine*, vol.8, no.1, p.63-88.

- « Parcours identitaires croisés : Le cas des immigrants originaire de l'Asie du Sud au Québec ». Dans *Inde-Québec : Regards croisés et rencontres francophones*, sous la dir. de V.Vencatesan et V. Rao, *Synergie Inde*, no 3, année 2008, p.19-40., Paris : Revue du GERFLINT.

- « Le capital social des populations issues de l'immigration : Une analyse qualitative des associations sud-asiatiques de Montréal ». *Canadian Ethnic Studies/Études ethniques au Canada*, Soumis.

Cette thèse comprend cinq chapitres. Le chapitre 1 est une présentation générale exposant l'objet de la recherche, soit de donner un éclairage qualitatif sur le processus de construction de l'ethnicité postmigratoire en contexte urbain notamment en analysant les types de capital social produits par les associations ethnospcifiques des groupes sud-asiatiques. On y présente également la contribution scientifique à l'avancement des connaissances, les liens et la cohérence de la recherche. Les chapitres 2, 3 et 4 sont des articles qui ont été soumis dans des revues scientifiques. Deux de ces articles ont été publiés et le troisième est en évaluation.

Le chapitre 2 présente des éléments d'histoire et de démographie des Sud-Asiatiques de Montréal et explore l'hypothèse des prémices d'une communalisation. Le chapitre 3 présente les parcours identitaires croisés des immigrants originaires de l'Asie du Sud et explore la construction d'une appartenance sud-asiatique multiple. Le chapitre 4 discute du concept de capital social et explore l'hypothèse de la transitivité des catégories de capital social avec le cas de figure d'associations sud-asiatiques. Le chapitre 5 est une discussion synthèse portant sur nos objectifs et notre approche méthodologique. Nous y présentons aussi nos principaux résultats et réalisons un retour théorique sur la notion de capital social. Il offre aussi une réflexion sur la contribution de la thèse au champ des études urbaines. Ce chapitre propose également des pistes de recherche pour l'avenir.

CHAPITRE 1 : PRÉSENTATION GÉNÉRALE

De la structuration communautaire au capital social

De façon générale, l'objectif de notre étude est de donner un éclairage qualitatif sur le processus de construction de l'ethnicité postmigratoire en contexte urbain, plus particulièrement d'analyser la structuration communautaire ethnospcifique, notamment en observant les types de capital social produits par ce tissu associatif. Les questions de recherche que nous nous posons sont de deux ordres. Dans un premier temps, comment les nouvelles communautés des populations issues de l'immigration se structurent-elles? Quels sont les facteurs à l'origine de ce processus (agrégation, ségrégation résidentielle, barrières socio-économiques ou linguistiques, discrimination, racisme) ? Deuxièmement, ces organisations produisent-elles uniquement un capital social qui relie les membres d'un même groupe entre eux (*bonding*) ou créent-elles des liens avec les membres de la société hôte (*bridging et linking*) ?¹

L'objet de la recherche

Nous avons axé nos travaux sur les Sud-Asiatiques, un groupe de populations issues de l'immigration des plus récents, appartenant au groupe des minorités visibles². Ce groupe constitue actuellement le groupe immigrant dont la croissance est la plus importante au Canada. Il a fait l'objet de peu d'études et est encore peu connu. Il présente une grande diversité ethnoculturelle et vit des difficultés d'intégration socio-économique importantes, particulièrement au Québec. Il apparaît important de pouvoir mieux le documenter afin d'orienter les interventions et les actions visant à améliorer son insertion.

Parmi les groupes des minorités visibles du Québec, le groupe sud-asiatique³ présente la particularité d'avoir des membres de diverses confessions religieuses : chrétienne, mais surtout hindoue, musulmane et sikhe ainsi que d'autres religions et spiritualités asiatiques. Certaines de ces minorités religieuses peuvent davantage faire l'objet d'une discrimination.

¹ Nous reviendrons plus loin sur la genèse de la terminologie du capital social.

² La loi canadienne sur l'équité en matière d'emploi définit les minorités visibles comme des personnes, autres que les autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou qui n'ont pas la peau blanche. Quoique cette catégorisation pose, selon la Commission des droits de la personne du Québec, des problèmes au plan de sa connotation politique et de son opérationnalisation (voir Alberte Ledoyen 1992 : 35-37), nous l'utilisons ici.

³ Nous verrons plus loin qu'en Colombie-Britannique le groupe sud-asiatique est moins diversifié. Il est surtout originaire de la province indienne du Pendjab. En Ontario, la diversité du groupe est semblable à celle du Québec.

Cela revêt un intérêt particulier à l'heure où la diversité religieuse est une question *sensible* (Derouin, 2004; Potvin, Audet et McAndrew, 2008). Le groupe sud-asiatique cumule donc deux facteurs, la « race » et la religion, pouvant être liés à une discrimination menant à une plus grande ségrégation (Eid, 2007).

Par ailleurs, nous avons centré notre recherche sur la vie associative de ce groupe, car elle constitue un des lieux importants de production culturelle et politique de l'ethnicité immigrante (Labelle et Lévy, 1995; Breton, 1964, 1983). C'est également par le biais de la vie associative qu'une partie des populations issues de l'immigration peut trouver tantôt un support matériel et psychosocial au cours de leurs premières années d'établissement (Germain, 2004), tantôt un véhicule de mobilisation pour faire entendre leur voix et se défendre contre l'exclusion et la discrimination (Labelle et Lévy, 1995). La vie associative des groupes ethniques est également, un lieu de socialité permettant de créer des liens entre les membres d'un même groupe ainsi qu'avec ceux de la société hôte, nous y reviendrons. Cette vie associative est donc un observatoire privilégié pour suivre les transformations du processus de bricolage continu qui contribue à construire de nouvelles identités et communautés (Bilge, 2004). C'est aussi un lieu de production du capital social immigrant.

Pour mieux connaître cette vie associative, nous avons notamment mené des entrevues auprès des leaders⁴ communautaires de ces associations. En effet, les leaders sont, selon Labelle et Lévy (*idem*), souvent les porte-parole de leur groupe, et à ce titre, ils exercent une influence importante sur le processus de structuration communautaire, les activités, les orientations socio-culturelles et les politiques des associations. Plusieurs leaders sont également la mémoire vivante de leur groupe. Leurs témoignages ont grandement contribué à réaliser l'historique du processus migratoire et de l'établissement de leur communauté dans le contexte de la présente étude. D'autant plus que très peu d'études portaient sur ce groupe au Québec. Le leader bénéficie également d'une certaine reconnaissance tant au sein du groupe qu'il représente que des membres de la société hôte qui reconnaissent sa légitimité. Il joue ainsi, d'une part à l'interne, un rôle de rassembleur influant sur la cohésion et les orientations socio-politiques de son groupe et, d'autre part, à l'externe, un rôle d'intermédiaire, de « pont » entre les membres des associations des populations issues de l'immigration et la société hôte. Les leaders auraient, selon nous, un rôle important dans le processus de production des divers types de capital social de leurs associations tant celui de type *bonding* qui relie les membres d'un même groupe entre eux que ceux de type *bridging* et *linking* qui relient les groupes à la société hôte.

En outre, nous avons choisi de porter une attention particulière aux femmes qui, par leur rôle central au sein de l'unité familiale des populations issues de l'immigration, contribuent grandement à la production et à la reproduction de l'ethnicité postmigratoire en forgeant l'identité des enfants, selon Juteau (1999). Cette ethnicité est le fondement des mécanismes de cohésion interne des groupes et des mécanismes de production du capital social de type *bonding*. De plus, les femmes immigrantes par leur rôle actif sur le marché du travail (Labelle, Turcotte, Kempeneers, Meintel, 1987) et dans la sphère communautaire, créent également des liens avec la société hôte et sont à pied d'œuvre dans la production des capitaux sociaux de type *bridging* et *linking*.

Nous avons opté au départ pour l'analyse de la vie associative des groupes originaires de l'Inde à Montréal. Toutefois, les premières études consultées sur la localisation spatiale des groupes originaires de l'Inde dans la région métropolitaine de Montréal (Apparicio et al., 2006) nous ont indiqué que ces derniers partageaient les mêmes territoires urbains que les groupes originaires d'autres pays de l'Asie du Sud comme le Pakistan, le Bangladesh et le Sri Lanka (voir Chapitre 2 : Éléments d'histoire et de démographie des Sud-Asiatiques de Montréal : prémices d'une communalisation). De plus, nos premières entrevues nous confirmaient que les Sud-Asiatiques des différents pays se réunissaient au sein des mêmes associations et organisaient souvent des activités communes dont plusieurs avaient une envergure notable sur le plan local et même national, nous le verrons (voir Chapitre 4 : Le capital social des populations issues de l'immigration : Une analyse qualitative des associations sud-asiatiques de Montréal).

En outre, diverses enquêtes révélaient que la dénomination sud-asiatique était largement utilisée par les membres des groupes eux-mêmes au Québec, au Canada et ailleurs en diaspora pour désigner les personnes originaires du sous-continent indien (Buchignani, Indra et Srivastava, 1985; Ledoyen, 1992; Tran, Kaddatz et Allard, 2005) bien que cette autoidentification ne corresponde pas aux frontières nationales actuelles des pays de l'Asie du Sud (voir Chapitre 3 : Parcours identitaires croisés le cas des immigrants originaires de l'Asie du Sud au Québec). Nous avons donc élargi la portée de notre recherche pour tester l'hypothèse que les Sud-Asiatiques constituaient une communauté ou du moins que le début d'un processus de « communalisation » au sens wébérien était en cours pour ces groupes (voir Annexe I : L'approche méthodologique).

Contribution à l'avancement des connaissances

Plusieurs éléments justifiaient la contribution scientifique du choix du cas de figure des Sud-Asiatiques⁵. Ils ont jusqu'à tout récemment fait l'objet de très peu d'études, surtout au Québec comme nous l'avons déjà mentionné plus haut. Ces groupes sont arrivés relativement récemment au Québec. Ils font à la fois partie des minorités visibles et religieuses selon la classification du recensement canadien. De plus, ils sont plutôt atypiques par rapport au profil de la nouvelle immigration au Québec, car ils maîtrisent moins bien le français et mieux l'anglais (surtout les membres les plus scolarisés). Les Sud-Asiatiques sont également moins connus, souvent stigmatisés, notamment dans les médias, ou discriminés en raison de leur ethnicité ou de leur confession religieuse (Potvin, Audet et McAndrew, 2008).

Pour cette recherche nous avons choisi de nous centrer sur la structuration communautaire et sur le capital social produit par les organisations sud-asiatiques de Montréal. Cette région métropolitaine constitue un observatoire privilégié puisqu'elle regroupe la majorité des organisations sud-asiatiques du Québec ainsi qu'un grand nombre d'autres organisations sans but lucratif. La dynamique communautaire y est particulièrement riche et ancienne tant sur le plan de l'ensemble de la région métropolitaine, qu'à l'échelle microlocale des quartiers. Cela nous a notamment permis de documenter le processus de structuration communautaire et de production de capital social pour une période longue de 20 à 30 ans pour certaines organisations sud-asiatiques. Nous avons porté une attention particulière au quartier comme unité d'observation, notamment pour les activités socio-culturelles et politiques, car il demeure un espace important de construction de l'identité collective et individuelle des sociétés tant pour les natifs que pour les populations issues de l'immigration (Morin et Rochefort, 1998; Germain, 2004). Nous avons cependant constaté que, comme dans le cas de bien des associations des populations issues de l'immigration, la portée des organisations sud-asiatiques dépassait souvent le cadre du quartier pour rejoindre des membres de toute la région métropolitaine et parfois d'autres régions métropolitaines comme Ottawa-Hull et Toronto. En effet, les regroupements de ces groupes sont davantage basés sur des intérêts communs au plan socio-culturel et politique, que sur la seule proximité résidentielle.

Les études sur la structuration communautaire des groupes immigrants, et, plus particulièrement sur le type de capital social produit par les organisations des populations issues de l'immigration sont nécessaires pour mieux rendre compte des dynamiques

⁵ Voir le chapitre 2 pour une discussion sur cette appellation.

interactionnelles à l'œuvre entre les associations des groupes issus de l'immigration et la société hôte, surtout pour les immigrants récents (Ravanera, 2008; Woolcock et Narayan, 2000). D'autant plus que la structuration communautaire des groupes et la production du capital social associatif sont souvent analysées dans le contexte de grandes enquêtes comparatives qui portent sur les individus pendant une période limitée (ex. : Enquête sur la diversité ethnique, 2002).

Or, la structuration communautaire des groupes et la dynamique de production du capital social s'inscrivent également dans un contexte plus large impliquant les organisations pendant des périodes souvent beaucoup plus longues. Une constellation de facteurs objectifs (démographie, concentration spatiale, isolement, historique prémigratoire et migratoire, etc.) et subjectifs (identité, discrimination, racisme) sont à l'œuvre. La prise en compte de ces derniers requiert l'utilisation d'une approche méthodologique holistique combinant une triangulation de méthodes alliant l'analyse quantitative et qualitative dans le but d'en arriver à une analyse transversale (Juteau, 1999) pour suivre l'évolution de la structuration communautaire et de la production du capital social des groupes dans le temps. Notre thèse utilisera cette approche méthodologique holistique et transversale afin d'explorer plus en profondeur des hypothèses concernant la structuration communautaire et le capital social des associations des populations issues de l'immigration (voir Annexe VI : Grille d'analyse transversale : Structuration communautaire ethnique).

Liens et cohérence

Cette thèse regroupe trois articles dont nous sommes l'auteure. Deux d'entre eux portent sur la structuration communautaire du groupe sud-asiatique. Le troisième a pour thème le capital social produit par les associations de ce groupe. Ces articles ont été soumis en français pour publication à des revues canadienne et internationale de langue française et anglaise. Deux des articles ont été publiés en 2008. Un autre fait l'objet d'une évaluation.

Nous avons travaillé en étroite collaboration avec les associations des communautés et avons été soucieuse de faire connaître nos premiers résultats tant aux membres de la communauté sud-asiatique qu'à la communauté scientifique par le biais de diverses communications. Nous avons également présenté nos premiers résultats aux intervenants communautaires et gouvernementaux qui oeuvrent auprès de ces groupes, car avec la croissance récente de la population sud-asiatique, ils ont un besoin pressant d'information (voir Annexe I : L'approche méthodologique).

Le chapitre 2 de la thèse s'appuie sur un article publié en 2008 dans la revue canadienne *Diversité urbaine* du Groupe de recherche diversité urbaine (GRDU) et du Centre d'études ethniques des universités montréalaises. Il a pour titre : *Éléments d'histoire et de démographie des Sud-Asiatiques de Montréal : Premices d'une communalisation ?* Nous y explorons l'hypothèse d'une communalisation des groupes sud-asiatiques à Montréal avec l'analyse d'une série d'indicateurs objectifs comme l'histoire prémigratoire et postmigratoire, la localisation spatiale dans les territoires urbains (répartition, et indice d'isolement, etc.) et des indicateurs socio-économiques (voir Annexe I : L'approche méthodologique). Nous renforçons notre hypothèse avec l'analyse de quelques données qualitatives recueillies dans le contexte de notre enquête, de l'Enquête sur la diversité ethnique, 2002, ainsi que d'autres sources documentaires secondaires (Tran, Kaddatz et Allard, 2005; Ledoyen, 1992).

Le chapitre 3 de la thèse est basé sur un article publié dans la revue internationale *Synergie Monde* en 2008. Il a pour titre « *Parcours identitaires croisés : le cas des immigrants originaires de l'Asie du Sud au Québec* ». Ce chapitre introductif décrit sommairement mon cheminement de recherche et explore les facteurs objectifs et subjectifs qui contribuent à construire l'ethnicité sud-asiatique dans le contexte national et politique du Québec, notamment l'histoire et la démographie, la trajectoire migratoire, les obstacles rencontrés dans le processus d'intégration. Il aborde également les éléments subjectifs à l'œuvre dans la construction de l'ethnicité postmigratoire sud-asiatique en faisant ressortir la variété des cas de figure liée au statut générationnel des répondants de l'enquête terrain.

On y fait aussi un bref historique de la vie associative sud-asiatique à la lumière des événements politiques les plus marquants pour la communauté. Le cas d'une association culturelle sud-asiatique y est présenté. Il illustre les liens sociaux diversifiés créés avec la société hôte dans l'une des sphères de la vie associative sud-asiatique la plus directement liée à la reproduction et à la construction de l'identité postmigratoire de ses membres : la culture vernaculaire.

Le chapitre 4, constitue la partie la plus importante de notre thèse. Il se fonde sur un troisième article soumis pour publication à la revue *Études ethniques au Canada (Canadian Ethnic Studies)*. Le titre préliminaire de cet article est : *Le capital social des populations issues de l'immigration : Une analyse qualitative des associations sud-asiatiques de Montréal*. Cet article explore l'hypothèse d'une transivité des formes de capital social produit par les associations sud-asiatiques. Il repose sur l'analyse de 39 entrevues en profondeur réalisées auprès d'informateurs-clés et de leaders de première et de seconde génération sud-asiatiques. Cette enquête a été effectuée de 2006 à 2007 surtout dans la région de Montréal.

¹⁰ Quelques entretiens complémentaires ont été faits à Vancouver et à Toronto. Ce chapitre se

subdivise en quatre parties. La première fait un bref retour sur la notion de capital social. La seconde dresse un portrait sociodémographique des Sud-Asiatiques. La troisième fait une description de leur réseau associatif à Montréal. La quatrième analyse le capital social produit par deux de leurs principales et plus anciennes organisations en portant une attention particulière au rôle des femmes.

Le chapitre 5 est une discussion synthèse qui résume de façon substantielle le contenu de chacun des articles en faisant ressortir les observations et les conclusions générales se dégageant de ces textes. On y réalise un retour théorique sur le concept de capital social notamment sur celui des immigrants. La possibilité de l'hypothèse du continuum des formes de capital social est explorée. On y propose aussi quelques pistes de recherches pour l'avenir. Les annexes comprennent : un chapitre sur notre approche méthodologique, le guide des entretiens sur la vie associative des groupes sud-asiatiques ainsi que les divers tableaux que nous n'avons pas inclus au corps du texte.

Cette thèse est une étude exploratoire. À ce jour, peu de recherches ont été publiées sur les Sud-Asiatiques au Québec. Nous avons colligé des informations de sources variées (communautaires, gouvernementales, médiatiques et statistiques) pour dresser un premier portrait de ce groupe au Québec et au Canada. Cependant, c'est surtout l'enquête terrain qui nous a permis de rassembler le plus de renseignements sur la dynamique de la structuration communautaire de ce groupe et la production de capital social de ses associations à Montréal. En raison de la forme de présentation de la thèse par articles, des choix difficiles ont dû être faits pour illustrer adéquatement nos hypothèses et demeurer synthétiques. Toute la richesse des témoignages recueillis et de la diversité de la communauté sud-asiatique n'est donc pas représentée ici, mais nous souhaitons poursuivre le travail d'analyse de ce matériel dans des publications ou communications ultérieures.

CHAPITRE 2 : ÉLÉMENTS D'HISTOIRE ET DE DÉMOGRAPHIE DES SUD-ASIATIQUES DE MONTRÉAL : PRÉMICES D'UNE COMMUNALISATION?

Introduction

Montréal se distingue des autres métropoles canadiennes par une immigration particulièrement variée dont les composantes ethniques principales sont assez différentes. Le groupe d'immigrants de l'Asie du Sud y a connu une croissance remarquée ces dernières années moins par son importance numérique — relativement modeste si on la compare à celles observées à Vancouver et à Toronto — que par ses caractéristiques linguistiques et religieuses. D'autant plus que cette nouvelle immigration, encore peu documentée, provient de contextes socio-politiques particulièrement complexes souvent peu connus, voire mal interprétés. Elle est, en tout cas, souvent présentée comme une communauté distincte. Paradoxalement, la diversité nationale, culturelle, linguistique et religieuse de ces groupes, essentiellement composés de nouveaux immigrants, interroge les « idéaux types » de communauté qu'on repère généralement d'après une certaine « homogénéité ethnoculturelle ». Il s'agit donc de se demander si ces groupes constituent une communauté au sens *wébérien*.⁶

Nous souhaitons apporter un début de réponse à cette question en examinant leur histoire et leurs composantes sociodémographiques, avec un regard comparatif sur la situation de ces mêmes groupes à Toronto et à Vancouver. Nous utiliserons pour ce faire principalement des sources documentaires historiques, les données des recensements de 2001 et 2006 et d'enquêtes spéciales (Tran, Kaddatz et Allard 2005, Derouin, 2004), *l'Atlas de l'immigration de la région métropolitaine de recensement de Montréal en 2001* (Apparicio et al., 2006) ainsi qu'une série d'entrevues effectuées dans le contexte de notre recherche doctorale, auprès d'informateurs-clés (3) et de leaders (36) de ces groupes en 2006, en majeure partie à Montréal, mais également, à Toronto et à Vancouver.

⁶ Nous utilisons une définition de la communauté ethnique (Bilge, 2004 : 209) s'inspirant de Max Weber ([1921]1971) qui fut l'un des premiers à la définir comme une construction sociale plutôt qu'une donnée biologique ou culturelle. Voir aussi Elke Winter (2004).

La communauté : un construit sociohistorique dynamique et multivarié

Le mot communauté a une connotation plutôt négative en Europe, où il est souvent associé aux groupes minoritaires issus de l'immigration en situation de repli identitaire. Selon cette dernière perspective plutôt essentialiste, ces groupes seraient également immuables (Geertz, 1973). Dans le contexte nord-américain, le terme communauté a une connotation plus neutre, voire positive. Il est utilisé pour désigner des groupes sociaux qu'ils soient immigrants ou non-immigrants.

Au Québec, le terme communauté culturelle désigne la plupart des groupes d'origine immigrante. Notre recherche s'inscrit dans ce dernier contexte. Elle adopte en outre l'approche théorique constructiviste de l'ethnicité selon laquelle l'ethnicité est un produit, en constante transformation, de relations sociales inégales (Juteau, 1999; Martiniello, 1995; Weber [1921] 1971). Dans cette optique, une communauté ethnique serait le fruit d'un processus de bricolage continu. L'ethnicité n'est pas acquise une fois pour toutes dès la naissance, c'est un processus par lequel s'opère une dichotomie entre les membres de la communauté et les autres que l'on nomme *communalisation*. Cette dernière peut dépendre de facteurs endogènes propres aux différents groupes minoritaires qui les amènent à redéfinir leurs *frontières* en fonction de leur identité ancestrale réelle ou imaginée, de leur catégorie sociale, de leur appartenance religieuse ou de leur orientation politique.

Rappelons quelques éléments théoriques importants concernant les *frontières ethniques et leurs faces externes et internes* (Barth, 1969). Celles-ci sont constituées de constellations de traits qui représentent des marqueurs symboliques de différenciation entre les communautés construites et reconnues comme telles par les acteurs eux-mêmes. L'un des traits les plus importants est l'auto-attribution ou l'attribution par d'autres d'une catégorie ethnique. Cette attribution peut, pour un même groupe, changer selon les époques et, bien entendu, différer d'un individu à l'autre en fonction, par exemple, de son histoire personnelle, de son âge et de son genre. L'existence d'une communauté ne correspond pas nécessairement à une homogénéité de traits culturels ou de styles de vie. L'extrême diversité d'une communauté ne l'empêche pas de se concevoir ou d'être perçue comme une entité ethnique dotée de frontières sociales la démarquant, comme dans le cas de la communauté juive, par exemple.

La communalisation dépend également de facteurs exogènes locaux ou internationaux tant politiques, sociaux, qu'économiques. Pour les groupes issus de l'immigration, les contextes sociaux et politiques prémigratoires et postmigratoires ont une importance cruciale dans la construction de l'ethnicité. Selon Grosfoguel (2004) l'identité d'un groupe se *racialise* de façon négative ou positive selon les contextes : la politique de l'État envers ce groupe, la perception de l'opinion publique, la présence ou non d'une communauté organisée, ainsi que l'historique relationnel entre le pays d'accueil et le pays source d'immigration. L'historique colonial ou néocolonial des pays sources peut ainsi infléchir de manière négative la trajectoire sociale des immigrants, comme dans le cas des Afro-américains aux États-Unis et des Maghrébins en France. La communalisation des groupes peut également être liée à l'évolution de la conjoncture internationale. Les tensions politiques mondiales peuvent contribuer à la communalisation de certains groupes de populations tels que les Arabes (Eid, 2007).

La communalisation est aussi favorisée par la situation socio-économique d'un groupe. Celle-ci peut, notamment, avoir un impact sur ses choix résidentiels et conditionner sa concentration ou sa dispersion dans l'espace (Grafmeyer et Joseph, 1990). Le réseau institutionnel des groupes et le capital social qu'il produit, sont également des facteurs importants à considérer dans ce processus (Germain, 2004; Li, 2004; Putnam, 2007). En somme, une communauté ethnique n'est pas une entité éternelle et homogène.

C'est une variable dépendante liée à des facteurs objectifs comme la langue, la religion, le réseau institutionnel, l'historique prémigratoire et postmigratoire du groupe. C'est également une construction sociale subjective dépendant simultanément de l'auto-identification et de l'attribution par la majorité d'une identité. Nous adopterons donc ici une définition de la communauté ethnique qui tient compte de ce caractère sociohistorique dynamique, en l'occurrence celle proposée par Sirma Bilge (2004 : 209) :

Un ensemble d'individus d'origine immigrante ayant : 1) le sentiment de former un groupe distinct, sentiment fondé sur la croyance d'avoir des ancêtres communs réels ou putatifs, sur des expériences socioculturelles et/ou des caractéristiques physiques communes; 2) un certain degré d'organisation collective qui exprime cette identification commune; 3) l'action sociale concertée, le plus souvent politique, constituée sur la base de cette identification.

Notre analyse tiendra également compte des facteurs exogènes de communalisation (Tableau 1) notamment les inégalités sur les plans économique, politique et social qui contribueraient à dichotomiser la population issue de l’immigration sud-asiatique en créant des relations sociales inégales entre cette dernière et l’ensemble de la population du Québec (Weber, [1921-1922]1971; Juteau, 1999).

Tableau 1 : Facteurs de communalisation des Sud-Asiatiques

Facteurs objectifs	Facteurs subjectifs (autoreprésentation)
1. Historique prémigratoire et postmigratoire	1. Appartenance commune
2. Taille/concentration	2. Racialisation
3. Isolement	
4. Statut des générations	
5. Polarisation économique	
6. Contraintes linguistiques	

Les Sud-Asiatiques : un construit social postmigratoire

L’appellation « sud-asiatique » est largement utilisée tant dans les publications scientifiques que dans les médias. Ce terme est un néologisme qui s’est construit en contexte postmigratoire. Il est en usage chez les membres de ce groupe de même que chez les membres de la société hôte. Selon les recensements canadiens, un Sud-Asiatique est une personne déclarant avoir des origines ethniques du Sud de l’Asie, ou, qui s’identifie au groupe de la minorité visible sud-asiatique. Cette variable censitaire saisit la dimension d’auto-identification de l’ethnicité forgée au contact de la société hôte. Un peu plus d’un million de personnes se déclarent Sud-Asiatiques au Canada (Tran, Kaddatz et Allard, 2005 ; Canada, Statistique Canada, 2008a).

Le référent sud-asiatique est aussi assez généralisé en contexte québécois. Selon une enquête réalisée à la fin des années 1980 sur différents groupes minoritaires au Québec (Ledoyen, 1992),⁷ incluant un échantillon d’environ 200 personnes des groupes sud-asiatiques, ces derniers s’autodésignaient très souvent avec cette appellation. Selon Ledoyen (*ibid.*), celle-ci ne correspond pas à une affiliation nationale, religieuse ou linguistique. Elle aurait été internalisée en partie à cause des liens de solidarité créés par l’histoire coloniale, et

⁷ Cette étude porte sur huit communautés ethnoculturelles de la région montréalaise dont la communauté sud-asiatique du Québec. Elle a été réalisée entre décembre 1986 et mai 1987. L’étude se base sur un échantillon de 2 200 entrevues dont 205 ont été effectuées auprès des Sud-Asiatiques.

aussi, en raison de la discrimination subie par les premiers immigrants sud-asiatiques en Occident.

Toujours d'après Ledoyen (1992), une proportion des Sud-Asiatiques s'identifiait aussi comme « Indiens ». La référence à l'Inde n'étant pas nécessairement liée, selon nous, à l'État que nous connaissons aujourd'hui, mais à une réalité plus ancienne, coloniale, voire précoloniale, qui englobait les territoires de plusieurs pays contemporains de l'Asie du Sud, dont nous reparlerons plus loin. Ces références à l'Inde d'un passé lointain commun et quasi mythique contribueraient à la cohésion sociale tant dans les pays d'origine (Zins, 1999) que dans la diaspora (Buchignani, Indra et Srivastava, 1985; Bibeau, Lomomba et Das, 2002). Nos entrevues menées auprès des *leaders* sud-asiatiques quelque vingt années après l'étude de Ledoyen suggèrent que cette tendance est moins marquée, mais se maintient. Cette utilisation simultanée des deux appellations est d'ailleurs aussi observable également au plan institutionnel.

Selon nous, les référents « sud-asiatique » et « indien » constitueraient des marqueurs de la *face externe* de la frontière ethnique entre cette communauté et la société hôte. Cette appellation refléterait la construction d'une identité postmigratoire qui se renforcerait avec le temps, entre autres, avec le développement d'un réseau communautaire spécifique. En effet, ces immigrants se regroupent davantage qu'ils ne le feraient dans leurs régions d'origine, et ce, afin d'avoir un accès à des services ou à des infrastructures, voire pour acquérir plus de pouvoir politique; ce qui est d'autre part observé chez plusieurs groupes immigrants (Breton, 1983, 1996). Cette tendance s'accentuerait encore chez les immigrants de deuxième génération de ce groupe (Bibeau, Lomomba et Das, 2002), phénomène d'ailleurs aussi courant pour plusieurs groupes d'immigrants. Les autres facteurs contribuant à leur regroupement sont d'ordre socio-culturel.

Des analyses réalisées sur le groupe sud-asiatique au Canada par Tran, Kaddatz et Allard (2005) et par Derouin (2004) d'après *l'Enquête sur la diversité ethnique 2002* vont dans le même sens.⁸ Celle de Tran et ses collaborateurs (2005) révèle que les Sud-Asiatiques possèdent un certain nombre de valeurs familiales traditionnelles et religieuses similaires, les distinguant fortement de la société hôte. Selon les données de *l'Enquête sur la diversité ethnique* de 2002, 83 % des Sud-Asiatiques ont déclaré que leur religion était importante ou très importante comparativement à 53 % de tous les Canadiens. L'importance de la religion se maintient pour les Sud-Asiatiques de deuxième génération dont 76 % déclarent que leur

⁸ *L'enquête sur la diversité ethnique 2002* a été réalisée par Statistique Canada en collaboration avec le ministère du Patrimoine. Elle a joint 42 500 répondants âgés de 15 ans et plus, répartis dans 10 provinces canadiennes.

religion est importante ou très importante. En corollaire, la pratique religieuse est aussi plus forte (97 % contre 87 % de l'ensemble de la population canadienne) (ibid.). Au Québec, la comparaison des données sur la famille est aussi révélatrice. Par exemple en 2006, en ce qui concerne l'état matrimonial des personnes d'origine sud-asiatique de 15 ans et plus, on dénombre plus de personnes mariées (60 %) et moins de célibataires (32 %) chez les Sud-Asiatiques que dans l'ensemble de la population du Québec où ces proportions sont de, respectivement, 38 % et de 43 %. De plus, le nombre de partenaires en union libre est beaucoup plus bas chez les Sud-Asiatiques que dans l'ensemble de la population québécoise soit de 2 % contre 17 %. Au sein des familles, le poids relatif représenté par les enfants est significativement plus élevé dans la communauté sud-asiatique qu'il ne l'est dans la population du Québec soit de 41 % contre 29 %. (Québec, MICC, 2010 : 4). Ces quelques indicateurs illustrent des différences sur le plan des systèmes de valeurs. Ces différences de valeurs constitueraient des facteurs identitaires importants favorisant leur regroupement communautaire.

Le dernier facteur de regroupement, exogène cette fois, qui pourrait favoriser cette identité postmigratoire est la discrimination subie par ces groupes (Breton, 1996). Rappelons que leur historique migratoire a été ponctué d'épisodes de marginalisation et même de racisme. De plus, les analyses de Derouin (2004) montrent aussi que près du tiers des Sud-Asiatiques déclarent avoir subi de la discrimination ou des traitements injustes dans les villes de Toronto et de Vancouver. Pour ce qui concerne le Québec, les dérapages racistes entourant l'affaire du kirpan dont nous reparlerons plus loin touchaient également les membres de ce groupe (Potvin, Audet et McAndrew, 2008).⁹

En dépit de cette identité postmigratoire en émergence, les Sud-Asiatiques se distinguent par une diversité interne. Les différents sous-groupes connaissent des cycles de cohabitations harmonieuses, mais également, des périodes de tensions liées tant à la dynamique de leurs pays et régions sources qu'à la diversité de leurs situations sociales et de leurs positionnements politiques en contexte postmigratoire, nous le verrons. Ces cycles ont contribué à façonner les *faces internes* des frontières ethniques de ce groupe dont certains marqueurs objectifs sont, entre autres, les pays de naissance, les langues maternelles, la religion et l'origine ethnique (Tableau 2).

⁹ Rappelons qu'un accommodement raisonnable avait été réalisé, destiné à permettre à un élève de confession sikhe de porter, selon certaines conditions, le couteau symbolique à l'école. Cette affaire a occupé l'espace médiatique de 2001 à 2006 (Potvin, Audet et McAndrew, 2008).

Tableau 2 : Principales origines sud-asiatiques, 2001

Origines sud-asiatiques
Bangladeshi, Bengali, Origines du Cachemire, Cingalais
Origines de Goa, Gujarati, Indien de l'Inde, Pakistanais
Pendjabi, Népalais, Sri-Lankais, Tamoul
Sud-Asiatique non inclus ailleurs

a. Source : Canada, Statistique Canada, 2001a

Cette diversité notable se reflète d'ailleurs aussi dans leur mode de regroupement associatif au Québec. Ainsi, parallèlement aux associations parapluies qui regroupent plusieurs associations ou personnes de diverses origines ou confessions, nous comptons aussi des organisations plus modestes, correspondant à différents cas de figure.

Continuités et ruptures du construit identitaire sud-asiatique en contexte prémigratoire

L'analyse de l'histoire des groupes d'immigrants constitue un moyen privilégié pour comprendre la dynamique de production et la persistance de leur ethnicité. Comme nous l'avons mentionné plus haut, l'ethnicité n'est pas aléatoire, mais résulte de relations sociales passées et récentes tant dans le contexte des sociétés d'origines que dans celui des pays hôtes : « La communalisation ethnique n'est pas un jeu, elle a un sens et ses propres règles. Elle ne repose ni sur l'essence ni sur l'imaginaire, mais elle se construit historiquement et a des effets matériels et symboliques tout à fait réels. » (Juteau, 1999 : 162).

Dans le cas des Sud-Asiatiques un retour historique s'avère d'autant plus pertinent que (nous l'avons vu plus haut) l'attachement au passé mythique est une référence identitaire forte dont l'impact social est non négligeable sur les relations sociales actuelles, entre autres, en matière de pratiques matrimoniales et de statut des femmes (Ladouceur, 2002; Merali et Shariff, 2006; Naidoo et Campbell, 1988; Nair, 1998). L'identité sud-asiatique est le produit d'une histoire millénaire où de multiples cultures sont entrées en contact. Néanmoins, il est important de mentionner que cette identité est en pleine mutation (on pourrait la qualifier de post-moderne) tant, en raison des changements politiques et économiques majeurs qui ont

récemment marqué les pays sources d'immigration, qu'à cause du contact des immigrants sud-asiatiques avec la société hôte, surtout ceux de deuxième et de troisième génération.

Rappelons quelques éléments nous permettant de mieux comprendre l'historique prémigratoire des Sud-Asiatiques. L'Asie du Sud comprend aujourd'hui sept pays indépendants: le Bangladesh, l'Inde, le Pakistan, le Népal, le Bhoutan, le Sri Lanka et les Maldives (Figure 1).

L'Asie du Sud a eu, au cours de son histoire, des frontières plutôt mouvantes, tant au sens propre que figuré. Elle poursuit encore actuellement sa quête identitaire nationale avec des cycles de tensions entre des forces politiques unitaires et des pressions plus communalistes (Jaffrelot, 1999, 2000, 2006; Zins, 1999, 2002). Ce continent fut le point de rencontre de différents peuples.

Les premières civilisations sud-asiatiques sont nées du contact entre les peuples dravidiens et les groupes nomades d'Asie orientale. Ces civilisations donnèrent naissance à l'hindouisme, religion dont l'impact sur la vie sociale contemporaine demeure prégnant. Par exemple, la catégorisation sociale appelée *caste* par les Occidentaux (*jati* en langue hindi) en est un produit. Elle divise la société en groupes et en sous-groupes hiérarchisés et endogames fondés sur l'appartenance à un groupe professionnel et religieux, et dont l'appartenance est héréditaire (Deliège, 1993). Les *jati* se retrouvent aussi chez les populations musulmanes et chrétiennes sud-asiatiques. Elles connaissent un renouveau en conservant une importance sociale et politique tant en Asie du Sud qu'en diaspora (Deliège, 1993; Jaffrelot, 2005).¹⁰

L'implantation des populations arabo-musulmanes qui s'installèrent dès le VI^e siècle, surtout dans le nord de la péninsule indienne (Markovits, 1994) constitue le deuxième moment important de l'histoire sud-asiatique. Un certain syncrétisme s'opère entre les cultures hindoues et musulmanes au plan culturel avec, entre autres, le développement de langues comme l'ourdou¹¹ et l'émergence de littératures musulmanes en bengali, gujarati et kashmiri. Selon Zins (1999), la coexistence entre hindous et musulmans a été ponctuée d'épisodes conflictuels et pacifiques. Pour lui, la réalité des musulmans de l'Asie du Sud ne peut se

¹⁰ Le terme « caste » est emprunté au portugais *casta*. Selon Deliège (1993), les *Lois de Manou*, l'un des textes sacrés de l'hindouisme, expliquent leur sens mythologique correspondant aux *varna* (*couleur* en sanskrit) soit les quatre catégories hiérarchisées du système, auxquelles s'ajoutent les hors-castes (ou *intouchables* ou *schedule caste*) qui se nomment elles-mêmes *dalit* (*opprimés*). La réalité sociologique est plus complexe. Le système, nommé plutôt *jati*, compte plusieurs milliers de sous-groupes différents selon les régions. Pour certains, les *jati* seraient des catégories économiques pour d'autres des catégories sociales, religieuses ou une force politique.

¹¹ L'ourdou est un parler hindoustani proche de l'hindi et du sanscrit dont plusieurs mots sont empruntés au vocabulaire arabo-persan qui s'écrit en caractères arabes.

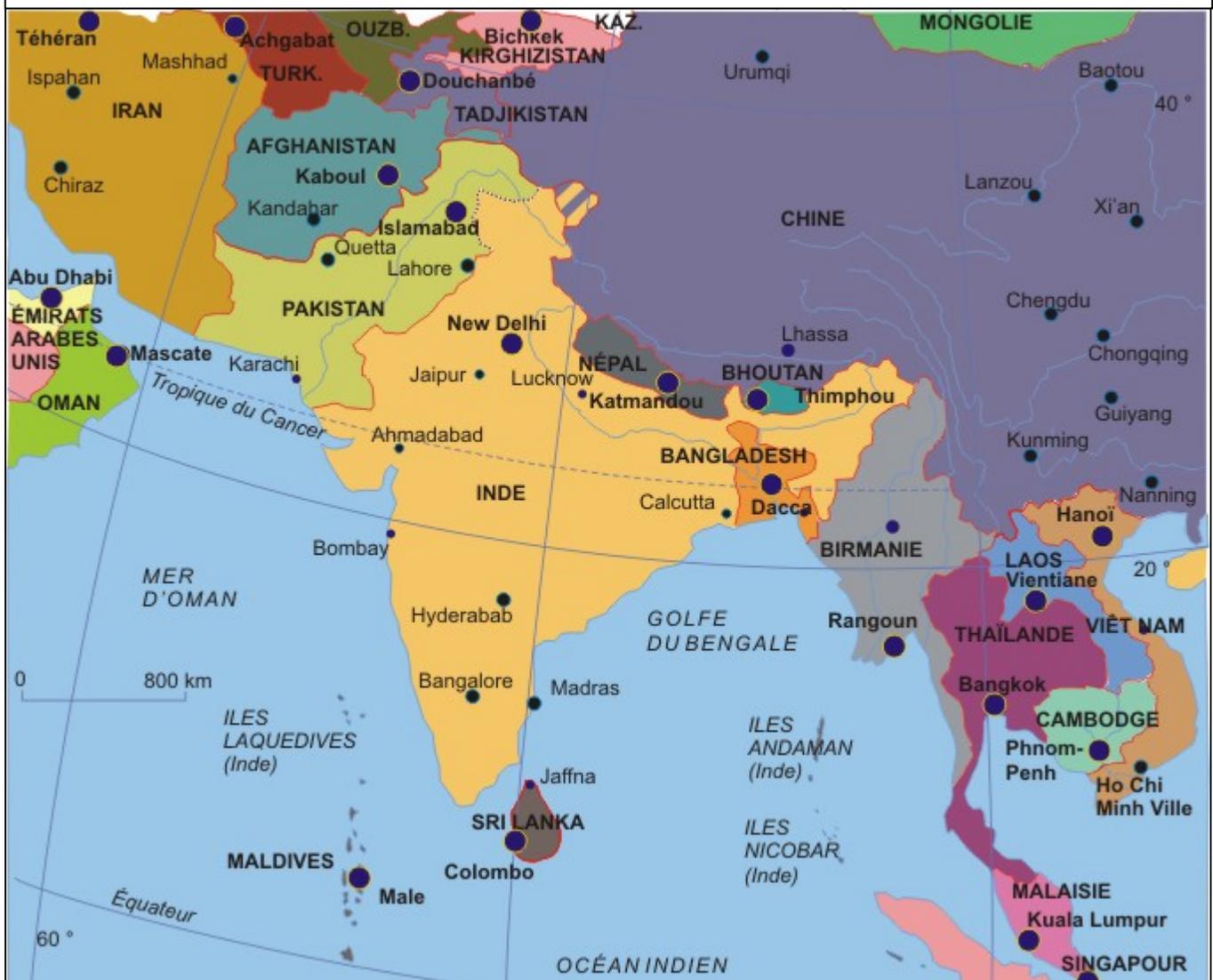
comprendre uniquement à travers le prisme de la religion, mais bien dans son contexte politique et social propre. Si les musulmans de cette région ont eu un statut de minorité dominante à l'époque des sultanats, ce rapport s'est inversé par la suite. Ils durent à partir de l'époque coloniale défendre leurs droits politiques et religieux (*ibid.*).

Un troisième tournant de l'histoire sud-asiatique est la colonisation européenne à partir du XVI^e siècle qui apportera d'autres transformations. On compte d'abord une présence portugaise et française. L'Angleterre jouera ensuite un rôle prédominant dans le sous-continent indien en étendant son emprise sur sa quasi-totalité pendant près de deux siècles (Markovits, 1994). La colonisation a, paradoxalement, contribué à lier les populations des différentes régions de la péninsule indienne, mais a, par contre, renforcé certaines tensions. Elle a favorisé une « *racialisaton* » des populations autochtones considérées comme « non blanches ». Certains clivages religieux ont été renforcés et instrumentalisés politiquement. Par contre, la colonisation a ouvert la voie à l'émancipation des basses castes et des hors-castes (Jaffrelot, 2006) ainsi qu'à celle des femmes. Elle a aussi jeté les bases structurelles et institutionnelles d'États modernes, entre autres, par le biais d'une scolarisation plus généralisée et de la diffusion de l'anglais qui demeure, encore aujourd'hui très utilisée dans cette région.

Un autre tournant décisif de l'histoire moderne de cette région est la lutte pour l'indépendance, lors de laquelle on misa sur le regroupement de l'ensemble des Sud-Asiatiques pour, notamment, se libérer de la domination britannique par la non-violence. Cette lutte a contribué à forger un sentiment identitaire national plus « républicain » (Markovits, 1994). L'indépendance s'est réalisé en 1947, presque simultanément avec la *partition* du territoire et la création de deux nouveaux États, l'Inde démocratique et le Pakistan, État islamique (Jaffrelot, 2000, 2006).

La partition se fit suite aux émeutes qui causèrent des centaines de milliers de morts, victimes de nettoyage ethnique (*safa' i*), le déplacement de plus de dix millions de personnes et l'émigration de plusieurs (Zins, 1999). Des millions de musulmans de l'Inde (*muhajir*) s'expatrièrent vers le Pakistan. Les hindous vivant sur le territoire du Pakistan trouvèrent refuge en Inde.

Figure 1 : L'Asie du Sud et les pays environnants, 2004



a. Source : Les Dossiers en ligne de la Documentation française

Les sikhs¹² durent également s'expatrier vers l'Inde, abandonnant une partie du Pendjab au Pakistan sans pour autant bénéficier, en Inde, d'un territoire régional autonome. Des groupes, qui cohabitaient depuis des siècles, se retrouvèrent de part et d'autre de nouvelles frontières nationales. Cinquante ans après la partition, les divers pays de l'Asie du Sud sont loin d'être devenus des États « homogènes », ils sont différenciés les uns des autres sur le plan ethnique et religieux. L'Inde par exemple compte une grande majorité d'hindous, mais aussi des millions de musulmans, de chrétiens, de sikhs, de bouddhistes, de jaïns ainsi que quelques milliers de juifs, de parsis et d'animistes (Khilnani, 2005). Le Pakistan et le Bangladesh même s'ils comportent, quant à eux, des populations musulmanes majoritaires demeurent assez différents sur le plan ethnique et linguistique.

Le Sri Lanka possède, quant à lui, une histoire et une culture tout à fait particulière marquée par l'antagonisme entre les groupes cinghalais et tamouls. À partir des années 1970, des crises et des conflits se sont succédés dans la région. Cela la déstabilisa et favorisa de nouveaux mouvements migratoires. Citons notamment, le démembrement du Pakistan et la création du Bangladesh en 1971; la crise autonomiste du Pendjab au nord de l'Inde dans les années 1980 (Basran et Bolaria, 2003); le massacre en 2002 des musulmans du Gujrat - province du nord-est de l'Inde -; et les conflits opposant la minorité tamoule et l'État sri-lankais qui perdurent encore aujourd'hui. Depuis les dix dernières années, la situation sociale et économique de la péninsule sud-asiatique se transforme et se modernise à un rythme accéléré, particulièrement en Inde et au Pakistan. Cependant, cette modernisation s'est, paradoxalement, accompagnée d'une certaine radicalisation traditionaliste, notamment chez certains groupes hindous de l'Inde et chez certains musulmans du Pakistan (Khilnani 2005; Zins, 2002). Les situations du Sri Lanka et du Bangladesh sont plus problématiques sur le plan économique; le premier étant aux prises avec un conflit armé persistant (Meyer, 2007) et le second avec une crise environnementale (Garnier, 2007).

Ces quelques repères sur l'histoire de l'Asie du Sud, nous permettent de dégager la trame de fond du contexte migratoire de ce groupe et certains traits de leurs frontières ethniques. Pour la *face externe*, mentionnons un passé historique mythique et parfois syncrétique (à tout le moins sur le plan culturel), une catégorisation sociale particulière (caste), des problématiques socio-économiques, une volonté d'émancipation par rapport à l'Occident.

¹² Le terme sikh (qui signifie disciple en langue pendjabi) désigne les adeptes de la quatrième communauté religieuse de l'Inde comptant 19 millions de personnes en 2005, surtout au Pendjab (Jaffrelot, 2006). Cette religion monothéiste a été fondée au XV^e siècle par le *Guru Nanak*. Elle rejette le système des castes et prône l'égalité entre les hommes et les femmes. Seuls, les sikhs « baptisés » (soit environ 10 %) appartiennent à la communauté *Khalsa* et doivent porter les cinq signes distinctifs. Selon Basran et Bolaria (2003), ce n'est pas une communauté monolithique. Elle est très diversifiée avec plusieurs tendances politiques, de modérées à traditionalistes. Cette minorité religieuse a dû défendre ses droits politiques, religieux et linguistiques tout au long de son histoire.

En ce qui concerne la *face interne* des frontières de ces groupes, nous relevons l'existence de divergences politiques, de différenciations économiques et de tensions entre les communautés et nations diverses. L'identité sud-asiatique est encore en plein processus de construction au sein même des pays d'origine, ce qui se traduit par des tensions constantes entre des courants traditionalistes et d'autres plus modernes, tensions qui ont un impact sur leur réseau communautaire et sur la communalisation des immigrants sud-asiatiques au Canada (Fiore, 2008c).

Historique migratoire : un parcours discontinu

Plusieurs facteurs politiques et économiques, nous l'avons vu plus haut, ont favorisé l'émigration des Sud-Asiatiques vers l'Afrique, l'Europe et l'Amérique. Actuellement la « diaspora » sud-asiatique a une importance numérique notable à l'échelle mondiale. Pour le sous-groupe indien seulement, on dénombre aujourd'hui 22 millions de personnes (*non residents Indians*) (Thureau-Dangin, 2006). Le Canada est l'une de leur destination relativement importante en raison de ses liens particuliers avec la Grande-Bretagne. Il constitue souvent un pays de deuxième ou de troisième établissement, car les immigrants sud-asiatiques transitent fréquemment par la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Allemagne et l'Australie avant d'y immigrer.

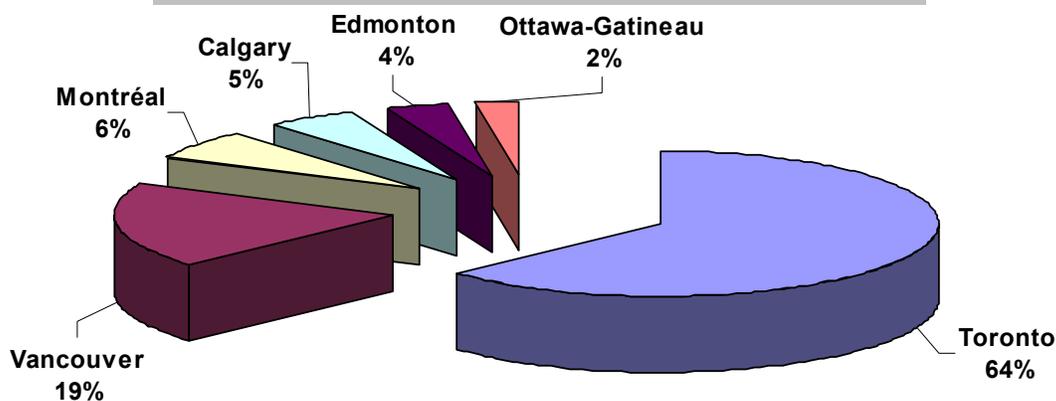
La Colombie-Britannique a été la première province d'implantation des Sud-Asiatiques en raison de sa relative proximité géographique avec l'Asie. Les premiers immigrants y arrivèrent à partir de la fin du XIX^e siècle. Ils provenaient surtout de la province du Pendjab située au Nord de l'Inde. Ils étaient en majorité de religion sikhe. Principalement constituée de travailleurs manuels, cette première vague d'immigration fut employée dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie forestière. La plupart d'entre eux étaient peu instruits et d'origine villageoise. Leurs conditions de vie et de travail au Canada étaient très pénibles. Ils subirent de la discrimination et du racisme, phénomènes qui culminèrent avec les grandes émeutes anti-asiatiques de 1907 (Basran et Bolaria, 2003).

Le gouvernement canadien adopta, de 1909 à la Deuxième Guerre mondiale, une série de mesures qui ont limité l'immigration asiatique, dont la taxe d'entrée et l'obligation de parvenir au Canada sans escale¹³. Au début du siècle, le pays a été presque totalement fermé à l'immigration sud-asiatique, exception faite des quelques étudiants universitaires, entre

¹³ À propos de l'interdiction d'entrer au pays des Sud-Asiatiques voir l'incident du navire *Komagata Maru* en 1914. Quelque 400 personnes durent retourner dans leurs pays (Basran et Bolaria, 2003 : 100-103) et chapitre 3.

autres de l'Université McGill. En 1950, des accords furent conclus avec l'Inde, le Pakistan et le Ceylan (aujourd'hui Sri Lanka) pour ouvrir les frontières à cette immigration, de manière cependant encore timide. Cette croissance a été notable dans les provinces de l'Ontario, de la Colombie-Britannique du Québec et de l'Alberta, surtout dans les grandes régions métropolitaines (Figure 2).

Figure 2 : Répartition de la minorité visible sud-asiatique, principales régions métropolitaines, Canada, 2006



a. Source: Canada, Statistique Canada, 2008b

Ce n'est qu'avec l'abrogation des lois discriminatoires canadiennes de l'immigration dans les années 1960, que la croissance numérique de ce groupe est devenue graduellement plus significative. Selon Tran, Kaddazt et Allard (2005 : 24), le nombre de Sud-Asiatiques au pays a plus que triplé passant de 223 000 personnes en 1981 à 917 000 en 2001. Cette croissance est attribuable à l'immigration en provenance de l'Asie du Sud.

En Colombie-Britannique, l'immigration sud-asiatique a continué d'être plutôt rurale jusqu' aux années 1970. Elle demeure, encore aujourd'hui, surtout originaire du Pendjab et concentrée dans certaines municipalités périphériques de la région métropolitaine de Vancouver (Basran et Bolaria, 2003; Nayar, 2004).

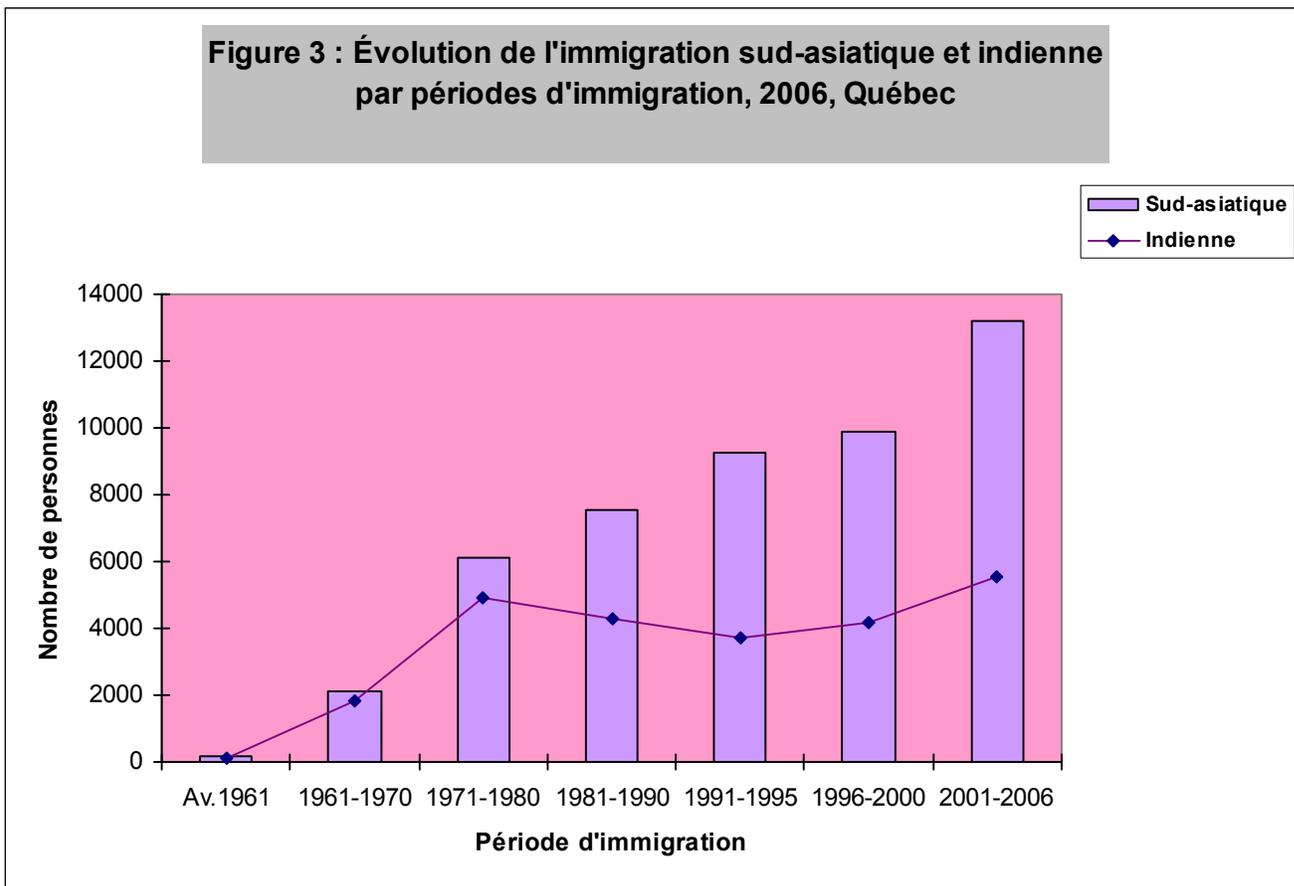
Inversement, en Ontario, elle est plutôt urbaine et très concentrée dans la région métropolitaine de Toronto où sa croissance a été assez prononcée à partir du milieu des années 1970. Le profil de l'immigration sud-asiatique de cette région métropolitaine est beaucoup plus diversifié au plan ethnolinguistique, et du statut économique qu'en Colombie-Britannique (Ornstein, 2000). Le sous-groupe le plus important provient surtout du nord de l'Inde. Le second est le groupe tamoul suivi par les groupes pakistanais et bangladais (*ibid*).

Au Québec, l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et le Sri Lanka constituent les principaux pays sources d'immigration. La croissance de la population sud-asiatique y a été beaucoup plus lente, probablement en raison des défis d'intégration posés par l'apprentissage du français (Figure 3). Ailleurs au Canada, la population sud-asiatique a augmenté plus rapidement (voir Tableaux 9, 15 et Figure 10) (Hou et Picot, 2004). En effet, une grande partie des Sud-Asiatiques avait, nous l'avons mentionné plus haut, déjà une familiarité, voire - dans le cas des immigrants plus scolarisés - une bonne connaissance de l'anglais. La rigueur du climat québécois, comparativement à celui de l'ouest du pays, serait aussi un facteur ayant freiné cette immigration. Ce facteur est d'ailleurs souvent invoqué comme une difficulté notable par bien des immigrants récents à Montréal plus que dans les autres métropoles canadiennes, (Schellenberg et Maheux, 2007).

Dans les années 1960, la première vague d'immigrants sud-asiatiques du Québec était surtout originaire de l'Inde, urbaine et très scolarisée. Elle était de faible importance numérique et constituée de jeunes professionnels s'orientant dans les domaines du génie, de l'enseignement, de l'administration et de la médecine (Montréal et Québec, 1995). Ces immigrants résidaient de façon plutôt dispersée dans l'Ouest de l'île de Montréal et sur la Rive-Sud. Dès cette époque, la vie communautaire s'organise pourtant avec la mise sur pied de l'*Association Inde-Canada* dont les objectifs étaient essentiellement socio-culturels.

Dans les années 1970-1980, la proportion de Sud-Asiatiques triple au Québec. Le profil de l'immigration se transforme, comprenant également les immigrants de la catégorie de la famille et des réfugiés. Il se diversifie également davantage sur le plan des pays et régions d'origine avec des immigrants du Pakistan et de l'Afrique (*ibid.*). Les Sud-Asiatiques provenant du continent africain, notamment de l'Ouganda et du Kenya, sont surtout originaires de l'enclave de Goa et de confession chrétienne. Ils ont dû quitter l'Afrique dans le contexte du processus de décolonisation et constituent le premier groupe de réfugiés sud-asiatiques au

Québec. Ils mirent sur pied à la fin des années 1970, l'*Association goanaise du Québec*. L'immigration des années 1970 reste assez spécialisée au plan professionnel; cependant s'y ajoutent des travailleurs des secteurs administratifs et des services.



a. Source: Statistique Canada, recensement de 2001, 97F0010XCB01040 et recensement 2006, compilation spéciale MICC

À partir des années 1980, le profil de l'immigration sud-asiatique change encore davantage avec les immigrants des catégories de la famille et des réfugiés. Ceux-ci proviennent encore majoritairement de l'Inde (surtout du Nord du pays), mais désormais également du Sri Lanka, du Bangladesh et du Pakistan (Montréal et Québec, 1995). Le réseau communautaire se consolide avec les grandes associations parapluies comme l'*Association nationale des Canadiens d'origine indienne* et le *Centre communautaire des femmes sud-asiatiques* dont les missions sont plus larges et comprennent désormais une dimension sociale et politique. Ce réseau se diversifie également pour atteindre une plus grande complétude institutionnelle (Breton, 1964) en offrant une gamme plus étendue de services (Fiore, 2008c).

Profil d'un groupe en croissance

La concentration spatiale des immigrants constitue l'un des indicateurs classiques de sa communalisation. Ainsi, le modèle de concentration et de dispersion de l'immigration élaboré par l'École de Chicago (Grafmeyer et Joseph, 1990) garde une pertinence, surtout à Montréal (Leloup, 2007). Néanmoins, on observe que la communalisation des immigrants persiste aussi dans certaines villes malgré une plus grande dispersion spatiale, notamment à Los Angeles (Zelinsky, 2001). Toutefois, il faut s'interroger sur la signification réelle de la concentration spatiale des groupes immigrants. Celle-ci n'est pas toujours le résultat d'un processus de relégation sociale (Charbonneau et Germain, 1998) ou de repli identitaire. Les immigrants peuvent jusqu'à un certain point choisir de se rassembler pour des raisons pratiques et économiques (McNicoll, 1993; Portes et Shafer, 2006).

Qu'en est-il des Sud-Asiatiques? Un des indices premiers de leur communalisation serait leur importance numérique croissante. C'est, en 2006, le premier groupe de minorités visibles au Canada avec une population totale de 1 262 865 personnes (Canada, Statistique Canada, 2008a). Leur nombre a connu une forte croissance depuis 1981, principalement en raison de l'augmentation notable d'immigrants en provenance de l'Asie du Sud (Tran, Kaddatz et Allard 2005; Balakrishnan, Maxim et Rozzet, 2005).

Cette croissance pourrait se poursuivre à l'avenir. Elle atteindrait 1,8 million d'individus d'ici 2017, selon les prévisions démographiques (Bélanger et Malenfant-Caron, 2005). Le deuxième indice de leur communalisation serait leur concentration spatiale. Comme nous l'avons mentionné plus haut, ce groupe est essentiellement urbain, se concentrant notamment, selon les données du recensement de 2006, dans les régions métropolitaines de Toronto (684 070), Vancouver (207 160) et Montréal (70 615). Il faut aussi mentionner que la population sud-asiatique a augmenté également dans les villes canadiennes de Calgary et d'Edmonton (Figure 2). Concernant la présence des Sud-Asiatiques au Québec, il est à noter qu'ils étaient presque totalement absents des autres régions administratives que Montréal (Tableau 3).¹⁴

¹⁴ Seules les données par régions métropolitaines étaient disponibles pour le recensement de 2006. L'article Fiore 2008a a été réalisé surtout avec les données de 2001. Le chapitre qui suit intègre des données 2006 supplémentaires.

Tableau 3 : Répartition de la population d'origine sud-asiatique, principales régions administratives du Québec, par sexe, 2001

Région administrative	Femmes		Hommes		TOTAL	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Capitale-Nationale	205	0,7	160	0,5	365	0,6
Montréal	24 965	84,6	28 515	86,2	53 480	85,5
Outaouais	380	1,3	315	1,0	695	1,1
Laval	720	2,4	780	2,4	1 500	2,4
Laurentides	175	0,6	190	0,6	360	0,6
Montérégie	2 730	9,3	2 740	8,3	5 470	8,7
Autres régions administratives	325	1,1	385	1,2	715	1,1
Population totale	29 500	100,0	33 085	100,0	62 585	100,0

a. Source : Québec, MICC, 2005: 9

Cette concentration des Sud-Asiatiques à Montréal peut s'expliquer par le fait que la grande majorité d'entre eux sont de première génération et donc nés à l'extérieur du Canada comme nous le montre les données plus récentes du recensement de 2006 (Tableau 4).

Tableau 4 : Répartition de la population des personnes d'origine sud-asiatique selon le statut des générations, Québec, 2006

Statut des générations	Pourcentage
1^{ère}	83,5
2^{ième}	14,4
3^{ième}	2,1
Population âgée de 15 ans et plus	100,0

a. Source : Québec, MICC, 2010

b. Statistique Canada dérive la variable « statut des générations » à partir des réponses aux questions sur le lieu de naissance du répondant, le lieu de naissance du père et le lieu de naissance de la mère.¹⁵

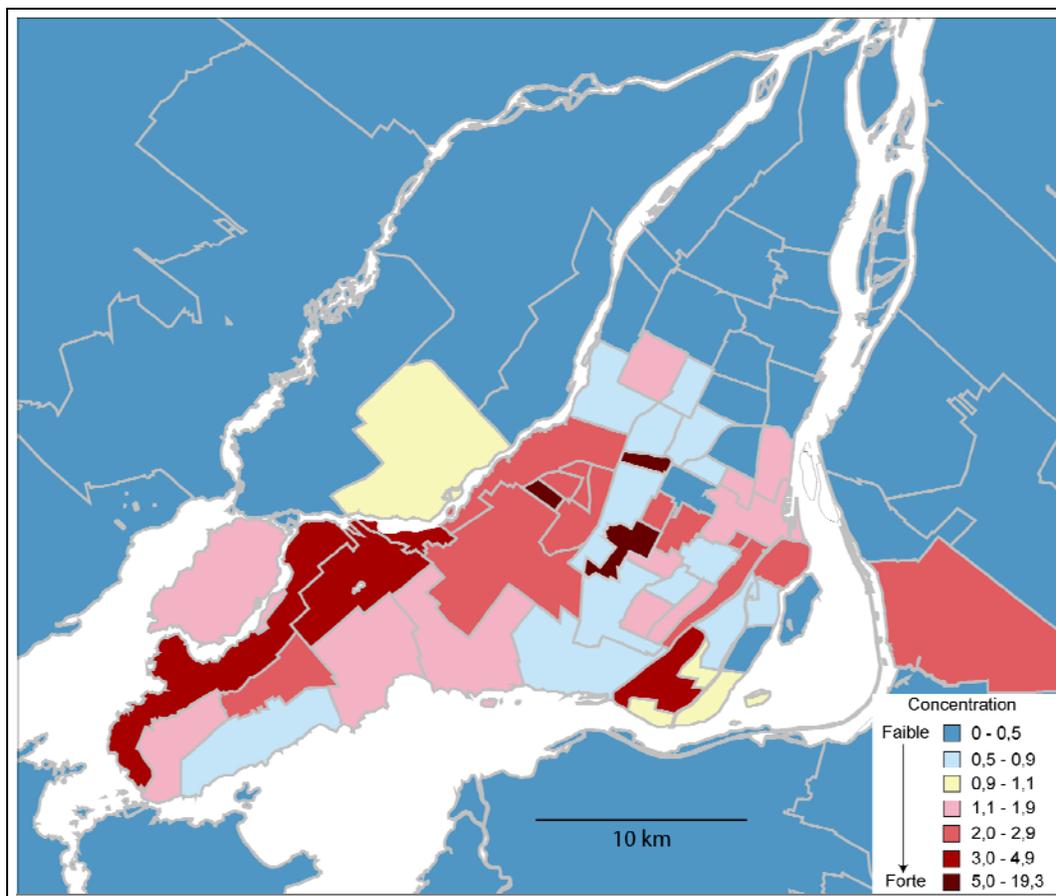
À Montréal, ils se concentrent surtout dans les quartiers de Parc-Extension et de Côte-des-Neiges (de La Savane) et Saint-Laurent (Norgate) (Figure 4). On observe une différence entre le comportement résidentiel des immigrants et des non-immigrants. Les premiers se concentrent dans les quartiers centraux (Figure 5) alors que les seconds optent davantage pour les arrondissements périphériques et la banlieue. (Figure 6).

La très forte concentration des Sud-Asiatiques dans trois zones : Parc-Extension, Côte-des-Neiges (de la Savane) et Saint-Laurent (Norgate) est notable. Cette concentration dans ces zones pauvres du centre est explicable par le statut d'immigrant. Nous avons vu que les immigrants sud-asiatiques sont assez récemment arrivés avec souvent le statut de réfugiés ou de demandeurs d'asile. Cette concentration spatiale témoigne aussi des difficultés d'insertion économique et linguistique de ce groupe, nous y reviendrons.

Une certaine dispersion des personnes de la minorité visible sud-asiatique se réalise néanmoins pour les personnes non-immigrantes dans le Sud et le Nord-Ouest de l'île de Montréal et de façon moins importante dans les banlieues de la Rive-Sud (surtout à Brossard) et de la Rive-Nord (particulièrement à Laval) de Montréal.

¹⁵ Une personne de première génération est née à l'extérieur du Canada (immigrant, réfugiés, demandeurs d'asile, étudiants, etc.). Un individu de 2^e génération est une personne née au Canada dont au moins un des parents est né à l'extérieur du Canada. Un individu de 3^e génération est une personne née au Canada dont les deux parents sont nés au Canada (les grands-parents de ces personnes peuvent être nés au Canada ou à l'extérieur du Canada). (Canada, Statistique Canada, 2006)

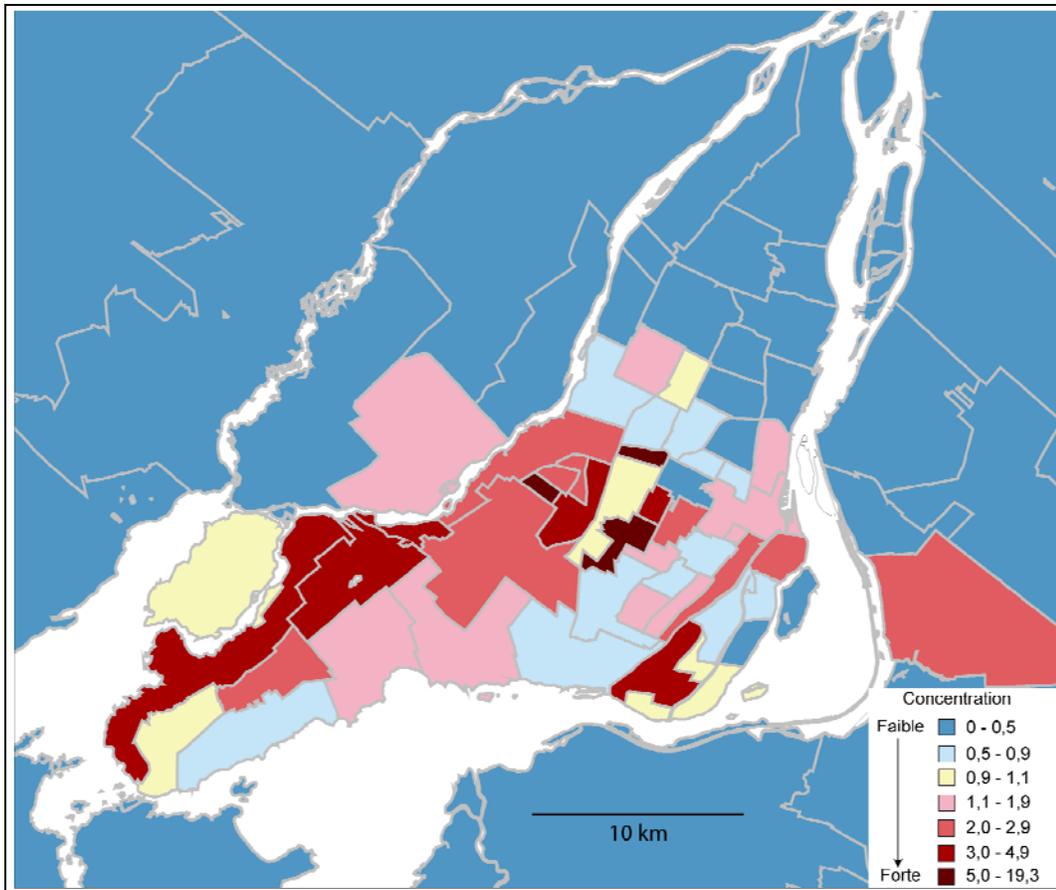
Figure 4 : Concentration de la population de minorité visible sud-asiatique, RMR de Montréal, 2006



Source : Statistique Canada, recensement de 2006

Crédit : Nathalie Vachon, INRS

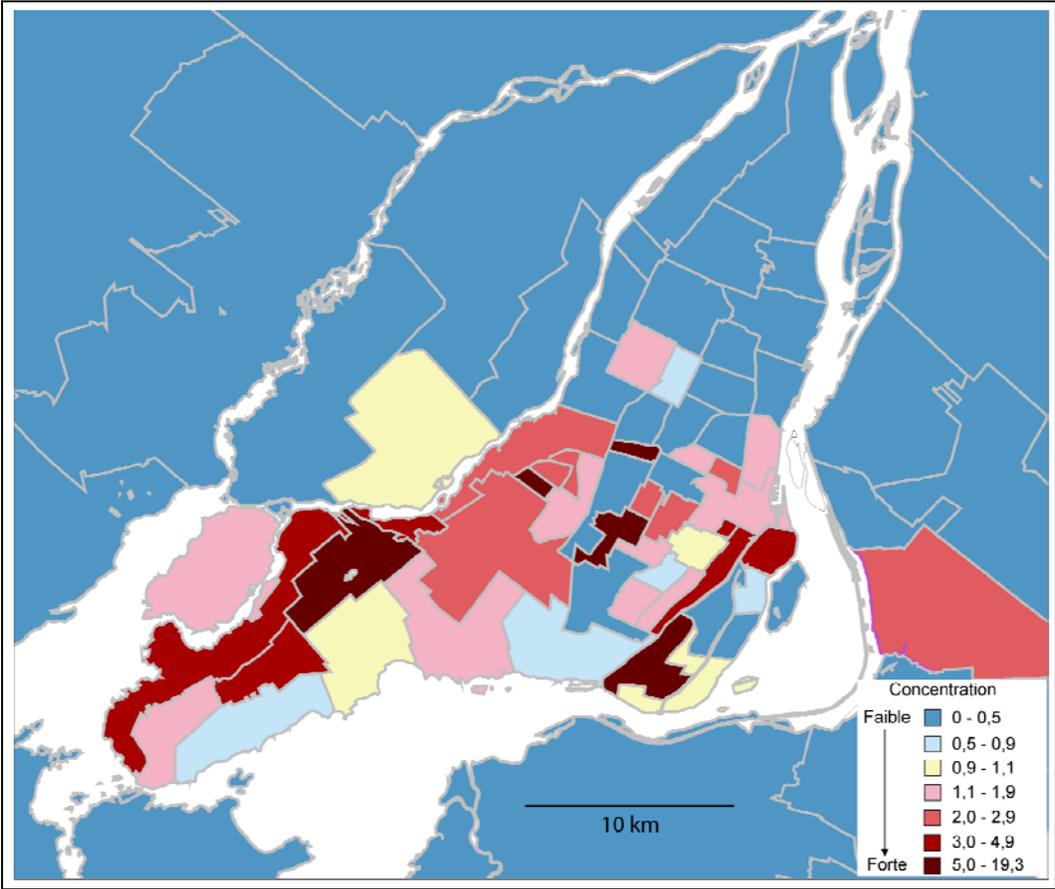
Figure 5 : Concentration de la population immigrante de minorité visible sud-asiatique, RMR de Montréal, 2006



Source : Statistique Canada, recensement de 2006

Crédit : Nathalie Vachon, INRS

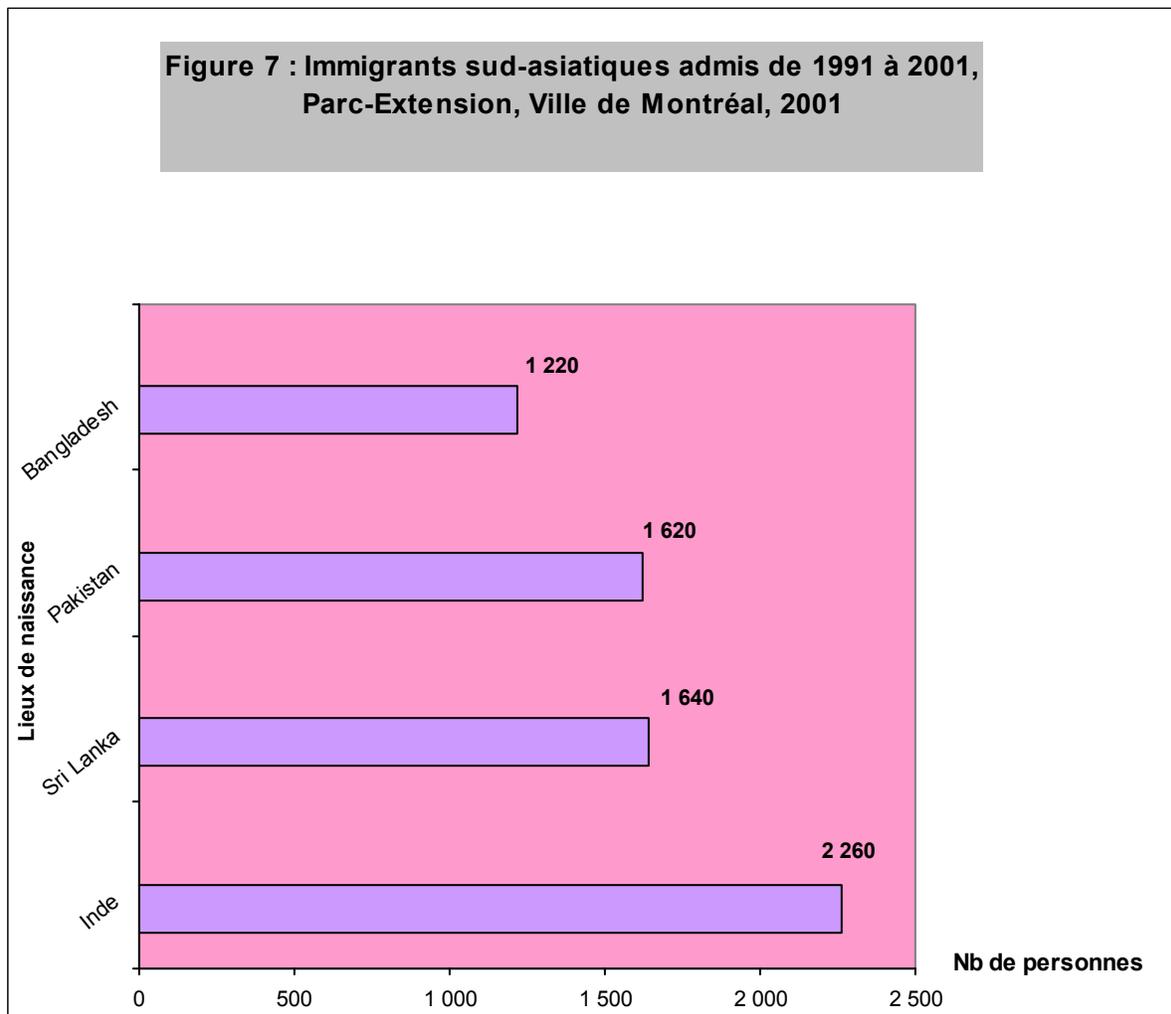
Figure 6 : Concentration de la population non-immigrante de minorité visible sud-asiatique, RMR de Montréal, 2006



Source : Statistique Canada, recensement de 2006

Crédit : Nathalie Vachon, INRS

Un retour aux données de 2001, nous montre que les Sud-Asiatiques cohabitent dans la zone de Parc-Extension, et ce, même s'ils sont de confessions différentes, comme dans le cas des hindous et des sikhs (Annexes VIII et IX). En effet, les Sud-Asiatiques de nationalités et de langues différentes cohabitent dans ce même quartier (Figure 7).



a. Source : Recensement canadien, 2001, compilation spéciale Ville de Montréal

L'analyse de leur répartition spatiale révèle que les Sud-Asiatiques sont l'un des groupes ethniques le plus ségrégués de la région de Montréal (Apparicio, Leloup et Rivet, 2006 : 15). L'indice d'isolement ¹⁶ des Sud-Asiatiques par rapport à la société hôte et à d'autres groupes à Montréal a quadruplé de 1981 à 2001 passant de 3 à 12, bien qu'il soit toujours inférieur à ceux observés pour les mêmes périodes à Toronto (6 et 20) et à Vancouver (7 et 25) (Hou et Picot, 2004). Si la variation de cet indice d'isolement semble davantage être liée à l'augmentation de la proportion de ces groupes par rapport à l'ensemble de la population des régions métropolitaines de Toronto (3 % à 11 %) et de Vancouver (3 % à 8 %), elle serait plutôt due, à Montréal, à la ségrégation résidentielle puisque l'augmentation de la proportion de Sud-Asiatiques qui y a été observée est, somme toute, peu significative (*ibid.*). La ségrégation de ces groupes s'est accrue de la première à la troisième génération d'immigrants dans les trois villes (Balakrishnan, Maxim et Rozzet, 2005).

D'entrée de jeu, l'un des facteurs pouvant expliquer ce phénomène de concentration est leur arrivée assez récente au Canada. Cela est d'ailleurs un comportement résidentiel généralisé chez les nouveaux immigrants à Montréal. Cela correspond au modèle classique de l'École de Chicago et le réactualise, contrairement à ce que l'on observe dans les villes de Toronto et de Vancouver (Leloup, 2007). Nous l'avons vu, l'importance numérique des Sud-Asiatiques n'a fait un bond notable au Québec qu'à partir des années 1990 (Figure 3); quelque 60 % d'entre eux sont arrivés entre 1991 et 2001.

L'autre facteur explicatif de leur concentration résidentielle serait leur statut migratoire. Six pour cent de ces immigrants sont des résidents non permanents, dont une part notable de la catégorie des demandeurs d'asile. Or, cette catégorie d'immigrants a encore plus de difficultés à se loger en raison de la fragmentation de son réseau social et de son insertion économique précaire (Rose, Germain et Ferreira, 2006). On observe d'ailleurs que la majorité des ménages sud-asiatiques (68 %) sont locataires. De plus, une proportion notable des ménages sud-asiatiques, qu'ils soient propriétaires ou locataires, a un taux d'effort pour le logement se situant à plus de 30 % de leur revenu (*ibid.*).

Ceci nous amène à aborder le troisième facteur favorisant leur concentration dans les zones centrales plus modestes de Montréal : le faible revenu des Sud-Asiatiques au Québec.

¹⁶ Cet indice mesure le degré d'exposition des membres d'un groupe minoritaire aux membres du même groupe dans leur quartier. Un indice de 12 à Montréal signifie qu'il y a 12 % de probabilité que les Sud-Asiatiques ne rencontrent que d'autres membres de leur groupe dans leur quartier (Voir Hou et Picot, 2004: 10). Formule : $I_x = \frac{\sum_i x_i / X \cdot x_i / t_i}{n}$, x_i = Pop. du groupe X dans l'unité spatiale i, X = Pop. du groupe X dans la ville, t_i = Pop. tot. dans l'unité spatiale i, n = Nb d'unités spatiales (Apparicio, 2007).

Il se situe bien en dessous du revenu de la population de l'ensemble du Québec soit respectivement à 13 436 \$ contre 20 000 \$¹⁷ (Québec, MICC, 2005). Cela est attribuable à leur concentration dans des secteurs professionnels moins spécialisés. Cependant, il est à noter que le groupe sud-asiatique est très contrasté. En effet, parallèlement, plus du tiers de sa population active, hommes et femmes confondus, occupe des emplois très qualifiés dans les secteurs de l'administration, des sciences et l'enseignement (Tableau 5).

La faible intégration de ce groupe au marché du travail permet aussi d'expliquer son faible revenu. Les Sud-Asiatiques ont en effet des taux d'activité (62 %) et d'emploi (51 %) inférieurs à ceux de la population de l'ensemble du Québec (respectivement 64 % et 59 %) et ont un taux de chômage plus de deux fois plus élevé (17 % contre 8 %) (*ibid.*).

Nous suggérons que d'autres facteurs (scolarité, langue) pourraient contribuer à la persistance de la précarité économique d'une proportion des Sud-Asiatiques à long terme en faisant obstacle à leur entrée sur le marché du travail. Tout d'abord sur le plan de la scolarité, on observe que près de la moitié des Sud-Asiatiques de 15 ans et plus (un peu plus chez les femmes) n'ont pas de formation postsecondaire. Encore une fois, signalons le contraste au sein de ce groupe, car la proportion de personnes détenant un grade universitaire y est de loin supérieure (21 %) à celle de la population de l'ensemble du Québec (14 %), surtout chez les hommes (*ibid.*). Toutefois comme beaucoup d'immigrants, ces derniers ont des difficultés à faire reconnaître leurs diplômes et leur expérience. De plus, des facteurs linguistiques pourraient aussi faire obstacle à leur insertion économique au Québec, alors que dans le reste du Canada, la connaissance de l'anglais leur facilite plutôt les choses. Au Québec, où le français est la langue officielle, on observe que l'anglais est nettement prédominant (72 %) comparativement au français (12 %) comme langue de travail pour ce groupe. En ce qui concerne leur connaissance de l'anglais et du français, près de la moitié des personnes d'origine sud-asiatique a déclaré ne connaître que l'anglais (Tableau 6). Une proportion notable des membres de ce groupe ne connaît aucune des deux langues officielles. Cette méconnaissance du français est un peu plus prononcée chez les femmes, dont une proportion est moins scolarisée que les hommes. Ces lacunes linguistiques retardent non seulement leur insertion économique, mais contribuent également à accroître leur isolement social, les rendant plus dépendantes du réseau de leur communauté ou de leur famille au Québec, plus qu'ailleurs au Canada.

36 ¹⁷ Il s'agit ici des revenus médians selon les données du recensement de 2001.

Tableau 5 : Répartition de la population active expérimentée d'origine sud-asiatique, par profession (CNP) et par sexe, 2001

Professions (CNP)	Femmes		Hommes		TOTAL	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Gestion, affaires, finance et administration	2 485	24,9	3 485	21,1	5 970	22,4
Sciences naturelles et appliquées et Secteur de la santé	980	9,9	1 755	10,5	2 740	10,3
Sciences sociales, enseignement, admin. publique	705	7,1	720	4,3	1 425	5,4
Arts, culture, sports et loisirs	235	2,4	270	1,6	510	1,9
Ventes et services	2 015	20,2	4 070	24,6	6 080	22,9
Métiers, transports et machinerie	300	3,0	2 065	12,5	2 360	9,0
Professions propres au secteur primaire	-	-	85	0,5	85	0,3
Transformations, fabrication et services d'utilité publique	3 275	32,8	4 130	24,9	7 400	27,9
Total de la population active expérimentée	9 995	100,0	16 575	100,0	26 570	100,0

a. Source : Québec, MICC, 2005

Tableau 6 : Connaissance du français et de l'anglais des personnes d'origine sud-asiatique, par sexe, 2001

Connaissance du français et de l'anglais	Femmes		Hommes		TOTAL	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Français seulement	1 280	4,3	1 275	3,9	2 555	4,1
Français et anglais	11 570	39,2	12 650	38,2	24 215	38,7
Anglais seulement	13 220	44,8	17 005	51,4	30 220	48,3
Ni français ni anglais	3 435	11,6	2 160	6,5	5 595	8,9
Population totale	29 500	100,0	33 085	100,0	62 585	100,0

a.Source : Québec, MICC, 2005 : 6

Cette situation peu favorable sur le plan économique et linguistique perdure en 2006 (Tableau 7 et 8).

Tableau 7 : Comparaison entre la population des 15 ans et plus d'origine sud-asiatique et celle de l'ensemble de la population du Québec, 2006

Indicateurs	Population d'origine sud-asiatique de 15 ans et plus	Population de l'ensemble du Québec de 15 ans et plus
Taux d'activité	61,8 %	64,9 %
Taux d'emploi	52,6 %	60,4 %
Taux de chômage	14,8 %	7,0 %
15 et plus sans diplôme d'études secondaires	51,9 %	47,3%
Proportion détenant un grade universitaire	23,2 %	16,5 %
Revenu moyen	22 814 \$	32 074 \$
Revenu médian	15 621 \$	24 430 \$

a. Source : Québec, MICC, 2010

Tableau 8 : Connaissance du français et de l'anglais des personnes d'origine sud-asiatique, par sexe, 2006

Connaissance du français et de l'anglais	Femmes		Hommes		TOTAL	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Français seulement	1 955	5,3	2 000	5,0	3 955	5,1
Français et anglais	15 570	42,3	17 555	43,7	33 130	43,0
Anglais seulement	15 455	42,0	18 415	45,8	33 870	44,0
Ni français ni anglais	3 845	10,4	2 190	5,5	6 035	7,8
Population totale	36 820	100,0	40 170	100,0	76 990	100,0

a. Source : Québec, MICC, 2010 : 5

Les autres facteurs pouvant favoriser leur concentration spatiale seraient d'ordre socio-culturel (Balakrishnan, Maxim et Rozzet, 2005). L'analyse de *l'Enquête sur la diversité ethnique* (2002) révèle, qu'au Canada, les Sud-Asiatiques résident plus volontiers avec leur famille étendue et qu'ils maintiennent des contacts étroits avec le réseau social ethnique de leur communauté (Tran, Kaddatz et Allard, 2005), ce qui s'observe dans les principales régions métropolitaines. Ainsi, la taille moyenne des ménages sud-asiatiques (3,5) est la plus élevée des groupes ethniques de la région métropolitaine de Montréal (Rose, Germain et Ferreira, 2006 : 38).

Les Sud-Asiatiques comptent également une proportion plus élevée de ménages unifamiliaux avec enfants (56 %) (*ibid.*). Selon le recensement de 2001, sur le plan familial, les personnes d'origine ethnique sud-asiatique se différencient de la population de l'ensemble du Québec par leur structure familiale plus traditionnelle comptant une forte proportion de couples mariés et non séparés (60 % contre 41 %), une plus faible proportion de célibataires (32 % contre 41 %) et peu de personnes divorcées (3 % contre 10 %) et vivant en union libre (2 % contre 14 %) (Québec, MICC, 2005). La structure des ménages d'origine sud-asiatique est₃₉

d'ailleurs semblable dans les régions métropolitaines de Toronto et de Vancouver (Hiebert *et al.*, 2006 : 6).

Un dernier facteur pouvant expliquer leur concentration spatiale serait la religion. L'*Enquête sur la diversité ethnique* (Tran, Kaddatz et Allard, 2005) met en évidence l'attachement plus grand des Sud-Asiatiques à leurs coutumes et traditions, entre autres, celles qui sont reliées à la religion. Ce dernier se traduit notamment aussi par une pratique religieuse plus assidue que celle observée aujourd'hui dans la société hôte. Or, les pratiques religieuses requièrent une certaine concentration de la population pour faciliter la mise en commun des ressources nécessaires à la construction d'infrastructures spécialisées. Le nombre de lieux de culte des Sud-Asiatiques non chrétiens (mandirs, mosquées et gurdwara) a d'ailleurs considérablement augmenté ces dernières années à Montréal, non sans susciter des polémiques au niveau local, tant chez les autorités municipales, que chez les riverains (Germain et Poirier, 2007). En plus des lieux de culte, on pourrait aussi mentionner les commerces. Ces éléments constituent autant d'indices de marquage ethnique des quartiers montréalais par les Sud-Asiatiques (Poirier, 2006).

Toutefois, la concentration spatiale de ce groupe, observée dans certains quartiers montréalais, ne semble pas remettre en question la prévalence du modèle du quartier multiethnique à Montréal, tel que relevé par Charbonneau et Germain (1998) dans les années 1990, puisque ce groupe est encore d'importance numérique moyenne. La mixité ethnique est d'ailleurs notable dans certains quartiers de prédilection des Sud-Asiatiques comme Dollard-Des Ormeaux ou ceux plus modestes de Côte-des-Neiges et de Parc-Extension (Dansereau *et al.*, 1995; Poirier, 2006). Inversement, à Toronto et à Vancouver, les Sud-Asiatiques vivent plutôt dans des enclaves plus homogènes sur le plan ethnique situées dans les périphéries des deux régions métropolitaines qui attirent et retiennent davantage de membres de ces groupes depuis plusieurs décennies (Balakrishnan, Maxim et Rozzet, 2005; Qadeer et Kumar, 2006). Tant à Vancouver qu'à Toronto, ces enclaves ne sont pas nécessairement des zones plus modestes, mais plutôt des zones mixtes au plan économique où des populations de revenus divers cohabitent et partagent des services.

Conclusion

Notre analyse de l'immigration sud-asiatique au Québec fait ressortir la grande diversité interne de ce groupe dont les frontières ethniques ne correspondent pas nécessairement aux frontières nationales actuelles de leurs pays d'origine. En ce sens, les Sud-Asiatiques constituent un cas de figure complexe et sans contredit, l'un des modèles des plus dynamiques de construction socio-politique dont les frontières se transforment tant en amont qu'en aval du processus migratoire.

Cette diversité s'explique, surtout, par la multiplicité des contextes prémigratoires. Nous avons vu que les Sud-Asiatiques proviennent de pays et même de continents différents. Au sein même des pays et des régions de provenance, la diversité ethnoculturelle est notoire. Les contextes politiques de ces immigrants ont également connu des transformations importantes faisant varier les frontières nationales. Les immigrants sud-asiatiques proviennent aussi de contextes sociaux assez contrastés. On retrouve des immigrants très scolarisés provenant des grands centres urbains et des immigrants peu scolarisés originaires des milieux ruraux. Cette variabilité des contextes d'origine induit, il va sans dire, des parcours migratoires différenciés selon les périodes d'arrivée. La diversité des Sud-Asiatiques du Canada s'explique également par la variété des contextes d'établissement notamment des régions métropolitaines de Vancouver, de Toronto et de Montréal sur le plan, entre autres, du marché de l'emploi et de l'habitation ainsi que des langues d'usage.

Néanmoins, au-delà de la diversité des cas de figure chez les Sud-Asiatiques nous observons, par contre, des cheminements socio-historiques interreliés. La colonisation britannique, la lutte pour l'indépendance et l'amélioration de leurs conditions sociales et économiques en sont les fils conducteurs et constituent des moments forts de leur mémoire collective commune (Buchignani, Indra et Srivastava, 1985). En outre, un certain nombre de traits culturels communs notamment sur le plan familial et religieux constituent des facteurs rassembleurs (Tran, Kaddatz et Allard, 2005).

De plus, les solidarités plus ou moins contraintes, liées aux éléments marquant les parcours d'insertion au Québec — comme les obstacles à l'intégration économique, les difficultés linguistiques (Québec, MICC, 2005), la discrimination et le racisme (Derouin, 2004; Potvin, Audet et McAndrew, 2008) — favoriseraient le développement d'une identité sud-asiatique commune qui se reflète dans l'auto-identification des membres de ce groupe tant dans les contextes du recensement (Tran, Kaddatz et Allard, 2005) que dans celui d'enquête spécifique (Ledoyen, 1992). Cette identité post-migratoire qui constitue la *face externe de la*

frontière ethnique (Barth, 1969) de cette communauté en émergence, coexiste avec les *frontières internes* du groupe liées, entre autres, aux appartenances religieuses ou aux langues maternelles.

L'autre indicateur nous permettant d'explorer l'hypothèse des prémices d'une communalisation des Sud-Asiatiques à Montréal est sa concentration spatiale plus importante dans certains quartiers à proximité du centre de la métropole. Ce phénomène est commun à plusieurs groupes d'immigration récente, mais l'ancienneté de l'établissement des premières vagues sud-asiatiques aurait pu favoriser leur étalement vers les banlieues comme dans le cas des Grecs, par exemple. Au phénomène de la concentration des Sud-Asiatiques dans quelques quartiers montréalais modestes se juxtapose la croissance de leur indice d'isolement qui a quadruplé dans les deux dernières décennies (Hou et Picot, 2004) et demeure le plus élevé de la région de Montréal (Apparicio, Leloup et Rivet, 2006).

Toutefois, contrairement à l'image stéréotypée parfois véhiculée dans les médias, les quartiers où se concentrent les Sud-Asiatiques sont loin d'être des ghettos. Ce sont plutôt des quartiers d'intégration (Poirier, 2006), des lieux de transition où se côtoient divers groupes d'immigrants récents. De plus, la présence de petites concentrations de Sud-Asiatiques dans les quartiers aisés témoigne des contrastes économiques observables au sein de ce groupe.

Nous proposons également que la concentration des Sud-Asiatiques s'explique différemment à Montréal que dans les villes de Toronto et Vancouver. Dans ces dernières, les Sud-Asiatiques, toutes origines socioéconomiques confondues, se regroupent dans des quartiers mixtes selon un modèle d'agrégation (McNicoll, 1993) ou d'enclaves (Portes et Shafer, 2006; Balakrishnan, Maxim et Rozzet, 2005).

Le cas des Sud-Asiatiques montréalais semblerait correspondre davantage à un modèle plus « contraint » de ségrégation (Apparicio, Leloup et Rivet, 2006) due à l'effet combiné de barrières socioéconomique, linguistique et discriminatoire. Ces barrières sont d'ailleurs partagées par plusieurs groupes d'immigrants au Québec depuis les années 1990. L'immigration demeure plus centralisée à Montréal que dans les autres métropoles canadiennes. Ce constat nous amène à suggérer comme Leloup (2007) un nouvel examen de la thèse de l'École de Chicago.

CHAPITRE 3 : PARCOURS IDENTITAIRES CROISÉS : LE CAS DES IMMIGRANTS ORIGINAIRES DE L'ASIE DU SUD AU QUÉBEC¹⁸

Ce chapitre a fait l'objet d'une publication spéciale de la Revue Synergie Inde consacrée aux échanges socio-culturels entre le Québec et la péninsule indienne. Il explore les éléments communs de la construction identitaire des Sud-Asiatiques et des Québécois. L'histoire, des éléments socio-politiques et culturels communs entre la péninsule indienne et le Québec s'y rencontrent de manière étonnante. Le colonialisme britannique, la lutte pour l'indépendance, la cohabitation de groupes ethniques différents, sont autant d'éléments du parcours identitaire croisé entre les immigrants originaires de l'Asie du Sud et des Québécois. L'article traite aussi du parcours migratoire des Sud-Asiatiques au Canada et au Québec, de l'historique de leur établissement ainsi que de leur vie associative. On y présente aussi l'hypothèse de la construction d'une appartenance multiple chez les immigrants sud-asiatiques de première et de deuxième génération.

Les identités indienne et sud-asiatique: des origines à la diaspora

L'approche de recherche

Les communautés ethniques ne sont pas immuables. Ce sont des construits sociohistoriques et identitaires en constante transformation (Juteau, 1999). Les identités indiennes et sud-asiatiques constituent des cas de figure énigmatiques, une culture de la complexité selon le sociologue indien Khilnani, un mille-feuille culturel et religieux pour le prix Nobel d'économie Amartya Sen (Thureau-Dangin, 2006). Elle est le résultat d'un brassage de cultures indiennes et arabo-musulmanes millénaires auquel se sont ajoutées, avec la colonisation, les cultures européennes. Cette identité s'est structurée par la permutation de certains traits sociétaux vernaculaires et occidentaux, surtout britanniques, mais aussi portugais et français (Jaffrelot, 2006). Avec la décolonisation, la grande diversité culturelle et religieuse du sous-continent s'est affirmée par la création de plusieurs États-Nations comme l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et le Sri Lanka. L'identité sud-asiatique continue donc de se construire de plain-pied dans la modernité et même la postmodernité.

¹⁸ Ce chapitre est tiré d'un article du numéro 3 de la *Revue Synergies Inde* de 2008.

Cette identité se restructure non seulement au sein du sous-continent de l'Asie du Sud, mais aussi en diaspora selon les conditions d'immigration de différents groupes et les contextes politiques et culturels des pays hôtes. La diaspora indienne par exemple compte quelque 22 millions de personnes réparties dans tous les continents (Thureau-Dangin, 2006). Le Canada est l'un des pays d'établissement important. Ce texte porte sur l'histoire migratoire des Sud-Asiatiques dans l'une des provinces canadiennes : le Québec. Nous tenterons de voir si les populations sud-asiatiques sont en voie de devenir une communauté, soit un groupe distinct ayant le sentiment d'avoir une histoire commune ou un certain degré d'organisation collective (Bilge, 2004), à travers les témoignages de leurs leaders communautaires.

Pour comprendre les facteurs à l'origine de la structuration de l'appartenance communautaire des immigrants originaires de l'Inde au Québec, nous ferons un bref retour historique sur leur contexte socio-politique prémigratoire et postmigratoire car nous considérons, dans une perspective constructiviste de l'ethnicité, que ceux-ci jouent un rôle crucial dans l'émergence des communautés immigrantes.

Le *paradigme constructiviste* de l'ethnicité conçoit en effet la communauté comme le fruit d'un bricolage identitaire continu. Dans le cas de la formation des communautés immigrantes, une série de facteurs peuvent entrer en ligne de compte. On identifie des éléments d'ordre endogènes propres au groupe comme la langue, l'origine ethnique et la religion. Ce processus est cependant loin d'être passif, les individus et les groupes participent à leur définition en choisissant une série de marqueurs symboliques leur apparaissant importants qui vont permettre d'établir des *frontières ethniques*. Ces dernières sont des constellations de traits culturels qui différencient les groupes les uns des autres (Barth, 1969). De plus, des facteurs exogènes entrent aussi en ligne de compte dans la formation des communautés immigrantes comme les politiques des États hôtes, la discrimination, le racisme et le contexte international, notamment dans le cas des Noirs et des Arabes (Eid, 2007).

Les communautés immigrantes sont donc des construits sociohistoriques liées tant à des facteurs objectifs qu'à des éléments subjectifs. Ces communautés changent aussi au fil des interactions sociales continues qu'elles ont avec différents groupes (Barth, 1969). Ces interactions contribuent à faire varier leurs *frontières ethniques*. Elles induisent aussi de nouvelles *métamorphoses* identitaires, et forgent des appartenances plus complexes.

Québec et Asie du Sud : retour historique et points de convergence identitaire¹⁹

Le Québec est une nation francophone minoritaire dans une Amérique du Nord majoritairement anglo-saxonne. La structuration des communautés immigrantes y aurait la particularité de se réaliser dans le contexte d'une société encore à la recherche d'elle-même, comme le déclarait le sociologue Gérard Bouchard.²⁰

Le cas de la structuration communautaire des immigrants originaires de l'Asie du Sud au Québec est assez singulier. Malgré le fait que ces immigrants aient une plus grande familiarité avec la culture britannique à cause de leur passé colonial, il existe, selon nous, des points de convergence entre les cultures et les cheminements identitaires et politiques des Sud-Asiatiques et des Canadiens-français. Dans une perspective anthropologique, mentionnons tout d'abord des traits culturels qui relèvent de leur ontogenèse historique. Les deux peuples ont des racines indo-européennes comme en témoignent, par exemple, plusieurs mots hindis ou ourdou qui ont des liens avec le français. Outre ces traits culturels anciens, les Sud-Asiatiques et les Canadiens français ont aussi en partage des cheminements historiques et politiques semblables. Tous deux se sont démarqués à l'époque contemporaine par une volonté de sécession par rapport au colonialisme britannique. Les pays de l'Asie du Sud et le Québec sont devenus des nations par la voie de la démocratie. Ils avaient d'ailleurs un projet national similaire : créer des nations modernes se distanciant d'un passé traditionnel où le religieux avait eu une forte emprise. Cet élan de libération nationale a été accompagné d'une volonté de protéger, de valoriser et de réinterpréter certains éléments de leurs traditions culturelles, notamment la langue, la culture et la musique.

Le cheminement des Sud-Asiatiques et des Québécois a connu des épisodes critiques. En Inde, en dépit du message de non-violence de Gandhi, l'indépendance s'est réalisée au prix de milliers de morts, puisqu'au même moment, la partition érigea de nouvelles frontières nationales fragmentant la péninsule indienne sur une base religieuse notamment avec la création du Pakistan, État islamique. Néanmoins même après leur séparation, les deux pays sont demeurés très diversifiés au plan linguistique, culturel et religieux. Les identités indiennes et pakistanaïses continueront leur construction en opposition l'une par rapport à l'autre. Elles se sont traduites par plusieurs conflits frontaliers et quatre guerres (Badie et Tolotti, 2007). Le Bangladesh se séparera à son tour du Pakistan dans les années 1970.

¹⁹ Le Québec n'est pas pas une nation politiquement autonome au sens où le sont devenus certains pays de l'Asie du Sud. Cependant les obstacles liés à la reconnaissance nationale et au cheminement identitaire ont certaines similitudes dans les deux cas pour nous.

²⁰ Ces propos de G. Bouchard sont tirés de l'article de C. Cauchy, *Le Québec est convié au défi de la diversité*, Le Devoir 15 août 2007. 47

Le Sri Lanka poursuivra pour sa part son cheminement historique particulier marqué par le conflit interne entre les Tamouls et les Cinghalais. Toutefois, ces constructions identitaires se réaliseront sur la base de la valorisation d'un patrimoine multiple, surtout en Inde, qui a d'ailleurs adopté une politique multiculturelle reconnaissant et soutenant certaines minorités sociales et religieuses. « L'unité dans la diversité » cette formule de Nerhu, premier ministre de l'Inde, a été le leitmotiv politique de la modernité dans cette région du monde.

De son côté, la quête identitaire québécoise s'est plutôt construite, dans un premier temps du moins, autour du *mythe* de l'homogénéité ethnique de la nation Canadienne-française catholique. À l'instar de l'Inde, cette recherche identitaire a connu des moments difficiles. Le Québec était un territoire où vivaient des Nations autochtones. Il devint un territoire colonial français au 15^e siècle. Il fut cédé ensuite aux Britanniques en 1763. Les Canadiens-français ont cependant lutté pour la survie de leur langue et de leurs institutions, d'abord avec le mouvement des patriotes au 19^e siècle puis avec le Front de libération du Québec dans les années 1960. Cette quête s'est par la suite positionnée sur le terrain politique et culturel vers la fin des années 1970. Le Québec a surtout mené sa recherche d'autonomie politique par la voie parlementaire, notamment sous la bannière du *Parti québécois* élu à la tête de la province pour la première fois en 1976. Cependant, quelles que soient les formations politiques au pouvoir, les questions linguistiques, culturelles, de même que l'autonomie du gouvernement du Québec, entre autres, en matière d'éducation, de développement social et économique et d'immigration ont toujours été à l'ordre du jour.

Quoiqu'il ait raté de justesse deux rendez-vous référendaires en 1980 et 1995 sur la question de la souveraineté politique, le Québec a pu acquérir davantage d'autonomie. Il a été reconnu comme une Nation récemment par le gouvernement canadien sans que cela lui donne cependant de pouvoirs accrus. Rappelons néanmoins que depuis 1977 avec l'adoption de la loi 101, le Québec est l'unique province canadienne où le français est la seule langue officielle. L'un des autres piliers du projet national québécois a été le principe de laïcité des institutions. Cette déconfessionnalisation s'est cependant opérée assez lentement à partir des années 1960. Récemment encore, les écoles avaient un statut confessionnel (Milot, 2008). Le Québec a aussi été la première province canadienne à récupérer d'importants pouvoirs en matière d'immigration qui lui permettent, entre autres, de sélectionner davantage d'immigrants francophones, et de déterminer sa propre politique d'intégration.

Selon Helly (1996), le gouvernement québécois a développé une politique d'intégration qui suit un principe particulariste visant à réduire la discrimination et la marginalisation de certaines minorités et à reconnaître la contribution de groupes d'immigrants au patrimoine commun. La politique d'intégration québécoise privilégie aussi le rapprochement interculturel soit le dialogue entre les différents groupes ethniques, entre autres, par les activités culturelles, nous le verrons plus loin. Parallèlement, cette politique québécoise s'inscrit dans le contexte de la *Politique du multiculturalisme canadien* qui reconnaît davantage la pluralité culturelle dans sa définition politique intrinsèque et protège ainsi que valorise le patrimoine culturel des minorités ethnoculturelles (*ibid.*). Cette dernière a d'ailleurs force de loi depuis 1985.

À l'heure actuelle, l'Asie du Sud et le Québec se transforment et demeurent toujours en quête d'identité. L'instrumentalisation de la diversité culturelle et religieuse à des fins politiques, et plus encore la persistance d'inégalités économiques et sociales profondes ramènent de façon récurrente, en Asie du Sud, la question des frontières nationales et les crises communalistes dans l'actualité malgré les acquis formidables de la modernisation économique (Jaffrelot, 2006; Zins, 2002). Ce qui n'est pas sans influencer sur la formation des communautés en diaspora, notamment dans le cas des sikhs (Basran et Bolaria, 2003). De son côté, le Québec avec le grand débat public sur les accommodements raisonnables remet aussi la question identitaire à l'avant-plan, nous le verrons plus loin. D'autant plus que le profil de sa population est en pleine mutation avec la stagnation de sa croissance démographique et son vieillissement. L'augmentation de l'immigration internationale, l'apport culturel de plusieurs générations d'immigrants et la multiplication des unions mixtes, surtout à Montréal, sont des facteurs qui modifient la donne démographique. La diversité ethnoculturelle devient de plus en plus, comme dans toutes les sociétés modernes, un élément incontournable de sa trame sociale. Cette diversité intègre graduellement davantage le paysage québécois, mais demeurera vraisemblablement pressée de s'inscrire dans le projet politique national francophone.

Ce bref retour historique sur l'Asie du Sud et le Québec a fait ressortir certaines différences. Il nous a aussi, et, surtout, permis de dégager certains points de convergence entre les cheminements politiques et culturels sud-asiatique et québécois notamment sur le plan de l'importance de la quête d'autonomie et de la culture comme leviers identitaires. Nous verrons plus loin qu'ils donnent lieu à des rencontres interculturelles étonnantes qui participent à la structuration de nouvelles appartenances.

De l'Asie du Sud au Québec : parcours migratoire

Au Canada, l'histoire de l'immigration des Sud-Asiatiques débute modestement à la fin du 19^e siècle. Ce n'est pas la distance géographique qui explique ce faible flux migratoire. Au contraire, le Canada était plutôt une destination de choix pour beaucoup d'immigrants, du moins sur le plan économique. Les obstacles à leur immigration furent plutôt d'ordre politiques et légaux.

Dès 1909, après des émeutes anti-asiatiques, le gouvernement canadien adopta une série de mesures qui eurent pour effet de limiter cette immigration. Entre autres, ces immigrants devaient payer une taxe d'entrée. De plus, le voyage qui les menait au Canada était tenu de se faire sans escale dans d'autres pays. Ces mesures discriminatoires rendirent l'entrée en territoire canadien des Indiens quasi impossible. Ceux qui les défièrent en subirent les conséquences. En 1914, le navire *Komagata Maru*, dont la majorité des passagers étaient originaires du Nord de l'Inde, avait dû faire escale en Chine avant d'arriver au Canada. Il s'est donc vu refuser l'entrée du port de Vancouver dans l'Ouest canadien et dut revenir en Inde. À leur retour, plusieurs passagers, surtout ceux de religion sikhe, furent tués ou emprisonnés (Basran et Bolaria, 2003 *op.cit.*). Pendant une longue période, le Canada a donc été, pour ainsi dire, fermé à l'immigration originaire de l'Inde.

Seul un faible nombre d'immigrants de l'Asie du Sud purent, surtout en Colombie-Britannique, travailler dans des conditions du reste assez pénibles dans les secteurs forestier et agricole. Dans le meilleur des cas, une minorité d'entre eux fréquenta les universités de langue anglaise.

Ce n'est qu'avec l'abrogation des mesures et des lois discriminatoires en matière d'immigration vers la fin des années 1960, que la croissance numérique des Sud-Asiatiques est devenue plus importante au Canada. Cette croissance a surtout été observée dans trois provinces : l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec. La Colombie-Britannique a reçu une immigration rurale originaire du Pendjab jusqu'à la fin des années 1970 (Nayar, 2004). L'immigration sud-asiatique est beaucoup plus diversifiée dans les provinces de l'Ontario et du Québec. Dans cette dernière province, elle n'y prend de l'importance qu'à partir des années 1960 (Tableau 9 et Figure 3).

Tableau 9 : Immigrants de la minorité visible sud-asiatique au Canada et au Québec, par période d'immigration, 2006

Période d'immigration	Canada	Québec
Avant 1991	295 180	16 000
1991 - 1995	147 330	9 130
1996 – 2000	182 690	9 680
2001 – 2006	242 250	12 990
Total	867 450	47 800

a. Source : Canada, Statistique Canada, 2008b

Au Québec, les premières vagues d'immigrants sont surtout composées de professionnels provenant des zones urbaines du Nord de l'Inde. À partir des années 1970, l'immigration sud-asiatique se diversifie considérablement avec l'arrivée des premiers réfugiés. Entre autres, les Goanais²¹ établis en Ouganda durent quitter l'Afrique suite à la décolonisation. Pendant cette période, l'immigration pakistanaise causée par les tensions frontalières récurrentes et les guerres avec l'Inde, notamment celle qui a mené à la création du Bangladesh, vient grossir le flux d'immigration sud-asiatique. À partir de la fin des années 1980, les conflits internes du Sri Lanka et du Pendjab ainsi que les conditions économiques et écologiques déplorables de certaines régions déracineront d'autres immigrants et réfugiés. Ainsi, le profil des groupes sud-asiatiques du Québec est aujourd'hui extrêmement diversifié sur le plan ethnique et religieux.

Les groupes immigrants sud-asiatiques sont longtemps restés plutôt invisibles dans les médias canadiens. Toutefois, la situation change à partir des années 1980. La montée des mouvements plus orthodoxes ou communalistes à l'échelle internationale a joué un certain rôle dans la stigmatisation de ces groupes. À cet égard, l'attentat terroriste perpétré par un groupe extrémiste sikh opérant dans l'Ouest canadien contre le vol 182 d'*Air India* en 1985 - où plus 300 canadiens d'origine indienne périrent - est un événement qui a fait couler beaucoup d'encre jusqu'à tout récemment. Les lacunes du processus judiciaire ont d'ailleurs été démontrées par une Commission royale d'enquête.

²¹ Ces personnes sont originaires de l'ancienne colonie portugaise de Goa. Cette dernière est devenue un État de l'Inde en 1962.

Ensuite, l'affaire du *kirpan*²² a également fait les manchettes de 2001 à 2006 (Potvin, Audet et McAndrew, 2008). Elle mérite qu'on s'y attarde, car elle suscita une levée de boucliers sans précédent au Québec et a eu un effet boule de neige sur plusieurs groupes issus de la nouvelle immigration²³. Cette affaire, impliquait un élève sikh orthodoxe qui avait fait la demande de porter le *kirpan* à l'école. Elle a eu de nombreux rebondissements. Initialement, un accommodement avait été négocié entre les parents du jeune et la Commission scolaire pour permettre le port de ce symbole religieux à certaines conditions. Cependant, le Conseil d'établissement, instance composée de parents, s'y est opposé. Le cas a ensuite été déféré à différents tribunaux. Ces derniers ont fini par l'autoriser, en vertu du respect de la liberté religieuse protégée par les chartes internationale et nationale. Cette décision a été très mal reçue par la presse canadienne et l'opinion publique. Elle a suscité des débats et des dérapages racistes (*ibid.*).

Par la suite d'autres cas d'accommodements, pour les minorités juives et musulmanes ont également été montés en épingle par les médias. Une remise en question des politiques nationales d'intégration des immigrants et des droits de la personne s'ensuivit même. Peu après, le gouvernement du Québec a créé une commission nationale sur les accommodements raisonnables dont nous avons fait mention plus haut. Des organisations sud-asiatiques y ont d'ailleurs présenté des mémoires qui traitent de leurs problématiques de discrimination et de racisme et expliquent leurs croyances religieuses et revendiquent la liberté de les afficher dans l'espace public.

Par ailleurs, les musulmans sud-asiatiques ont subi les contrecoups de septembre 2001, notamment avec le renforcement des mesures de sécurité. Plusieurs affaires ont touché ce groupe confessionnel. Mentionnons la controverse des tribunaux islamiques en 2004 avec le rapport Boyd qui préconisait la légalisation des tribunaux islamiques. Ce rapport a soulevé l'opinion publique canadienne. L'Assemblée nationale du Québec a même adopté une motion contre la légalisation de ces tribunaux en 2005 alors que les associations musulmanes du Québec n'avaient jamais fait la demande d'une telle légalisation. Par la suite, l'arrestation d'une quinzaine de présumés « islamistes », dont plusieurs étaient originaires de l'Asie du Sud, à Toronto en 2006 a aussi contribué à une stigmatisation de ces groupes. En 2007, l'enquête sur les liens entre les associations tamoules canadiennes et les *Tigres de libération de l'Eelam tamouls*, a également été rendue publique. Ces cas ont eu un traitement médiatique assez large, et parfois exagérément alarmiste qui a pu entraîner un raidissement de l'opinion et des réactions xénophobes à l'égard des Sud-Asiatiques. *L'Enquête sur la*

²² Le *kirpan* est une arme symbolique similaire à un poignard porté par les sikhs baptisés du groupe des *kalsas*. Il symbolise la lutte contre l'oppression et l'injustice.

²³ En 2006 près de 35 éditoriaux, 66 lettres de lecteurs et 247 commentaires sur blogue et dans la presse écrite francophone du Québec ont été répertoriés (Potvin, Audet et McAndrew, 2008).

diversité ethnique réalisée par Statistique Canada (Derouin, 2004) montre d'ailleurs qu'une proportion non négligeable de Sud-Asiatiques déclare être victimes de discrimination.

Concentration dans les quartiers centraux

En plus de la visibilité politique, les autres indicateurs classiques de l'émergence communautaire d'un groupe sont l'importance numérique, la concentration dans l'espace (Grafmeyer et Joseph, 1990) et le marquage ethnique des quartiers. Depuis les années 1980, les commerces et les lieux de cultes sud-asiatiques se sont multipliés dans la région de Montréal (Poirier, 2006) avec la diversification religieuse notable de ce groupe (Tableau 10).

Les temples, gurdwara et mosquées de plus en plus imposantes font désormais partie du paysage de l'île et des banlieues de la région de Montréal. On retrouve souvent ces lieux de cultes de différentes confessions dans les mêmes quartiers surtout à Parc-Extension et à Dollard-des Ormeaux. Leur construction a d'ailleurs plusieurs fois suscité des polémiques entre les riverains et les autorités municipales qui craignaient les impacts fiscaux, sociaux et urbanistiques de tels projets (Germain, *et al.* 2003).

Quoique certains puissent interpréter l'augmentation des lieux de cultes non chrétiens comme un phénomène de repli de ces groupes sur eux-mêmes, on peut aussi en faire une lecture différente, notamment lorsqu'on prend en compte les contextes des pays d'origine, surtout celui de l'Inde. Dans ce pays, depuis les années 1980, des religions qui étaient peu présentes dans l'espace public sont plus visibles aujourd'hui sous l'influence des religions chrétiennes et avec le développement d'une nouvelle classe moyenne qui a désormais les moyens d'investir dans ses lieux de cultes plus imposants (Jaffrelot, 2006). L'hindouisme, par exemple, était dans le passé plus tourné vers les pratiques religieuses domestiques alors qu'aujourd'hui ces rituels se déroulent plus fréquemment dans des temples imposants. Pareillement, les groupes immigrants sud-asiatiques du Québec, de plus en plus importants sur le plan numérique nous le verrons, disposent de plus de ressources aujourd'hui qu'au début de leur implantation au Québec. Ils peuvent donc financer des infrastructures spécialisées qui ne passent plus inaperçues dans la ville.

Tableau 10 : Répartition de la population d'origine sud-asiatique du Québec selon les principales religions, 2001

Religion	Nombre	%
Bouddhiste	595	0,95
Chrétienne	10 175	16,25
Hindoue	22 535	36,00
Musulmane	18 315	29,27
Sikhe	7 945	12,70
Religions orientales	520	0,83
Autres religions	35	0,06
Aucune	2 465	3,94
Population totale	62 585	100,00

a. Source : Québec, MICC, 2005

Un autre indicateur de communalisation est la croissance de l'effectif du groupe. Les Sud-Asiatiques sont de plus en plus nombreux au Canada ces dernières années. Ils sont aussi plus concentrés dans les agglomérations urbaines, comme nous l'avons vu plus haut. En 2006, on dénombrait plus d'un million de ressortissants originaires de l'Inde et d'autres pays sud-asiatiques au Canada (Canada, Statistique Canada, 2008a). Les projections démographiques prévoient que ce groupe d'immigrants sera l'un de ceux qui connaîtront la croissance la plus importante d'ici 2017 (Bélanger, Caron-Malenfant, 2005).

Il faut souligner l'importance numérique des groupes sud-asiatiques beaucoup plus modeste au Québec qu'en Ontario et en Colombie-Britannique (Tableau 15). Il est probable que les défis d'intégration supplémentaires pour ces immigrants qui connaissent rarement le français avant leur arrivée au Canada expliquent cet état de fait.

La rigueur du climat québécois comparativement à ceux des deux autres provinces serait peut-être aussi un autre facteur explicatif de la réticence de ces immigrants à faire du Québec leur premier choix d'établissement (Schellenberg et Maheux, 2007).

On observe également une grande concentration spatiale résidentielle, des Sud-Asiatiques de toutes origines nationales et religieuses dans certains quartiers des régions métropolitaines de Vancouver, Toronto et Montréal ainsi qu'à Calgary et Edmonton (Figure 2), phénomène généralisé à l'ensemble des groupes immigrants. Cependant, les Sud-Asiatiques sont davantage spatialement isolés par rapport à la population native que d'autres groupes d'immigrants notamment à Montréal (Apparicio, Leloup et Rivet, 2006). Cette tendance s'est accentuée depuis les dernières années comme en témoigne l'indice d'isolement de ces groupes qui a triplé dans les trois villes considérées (Hou et Picot, 2004). Il est à noter que la concentration varie selon les sous-groupes sud-asiatiques. À Montréal, le groupe de religion hindoue est moins fortement concentré que le groupe de religion sikhe dans le quartier de Parc Extension mais les chiffres absolus sont faibles (Apparicio, Leloup et Rivet, 2006).

Ce phénomène de concentration semble lié à des facteurs socio-culturels à Toronto et à Vancouver où les Sud-Asiatiques sont regroupés dans des agglomérations de banlieues mixtes au plan économique (Balakrishnan, Maxim et Rozzet, 2005). Notamment, les valeurs familiales contribueraient à une certaine pérennité de l'unité familiale traditionnelle (Tran, Kaddatz et Allard 2005). À cet égard, la taille relative plus élevée de leurs ménages par rapport à ceux des natifs révèle en tout cas une dynamique familiale plus prégnante (Rose, Germain et Ferreira, 2006). À Montréal cependant, bien que les facteurs culturels constituent aussi une cause de regroupement qui permet, entre autres, de partager des services et des ressources (Germain, 2004) nous avons exploré l'hypothèse de l'agrégation par contrainte économique, nous y reviendrons (Fiore, 2008a). Les Sud-Asiatiques y sont, en effet, concentrés dans des zones modestes et même défavorisées situées au centre de l'île de Montréal : Parc-Extension, Côte-des-Neiges (de La Savane et Parc-Kent) et Saint-Laurent. C'est l'un des groupes les plus concentrés de la région de Montréal. Il importe cependant de mentionner qu'il y a des Sud-Asiatiques dans les quartiers de classe moyenne comme LaSalle et plus aisée de la banlieue comme Brossard et Dollard-des Ormeaux (Figure 4, 5 et 6).

À Montréal, dans les quartiers où ils sont très concentrés, on observe que les groupes de sud-asiatiques de différents pays, langues et religion cohabitent et partagent nous le verrons plus loin des services. À Parc-Extension par exemple, on retrouve des immigrants de l'Inde, du Pakistan, du Bangladesh et du Sri Lanka (Figure 7).

La concentration des Sud-Asiatiques dans des zones plus pauvres de Montréal s'explique évidemment par leur immigration récente et leur condition économique. Près de la moitié de la population active expérimentée se répartit dans des catégories professionnelles peu spécialisées comme les métiers, le transport et la fabrication, nous l'avons vu plus haut (Tableau 5).

On en retrouve cependant le tiers dans les domaines des affaires, des sciences et de l'administration. Le secteur des ventes et des services comprend, quant à lui, près du quart de la population active de ces groupes. Conséquemment, le revenu médian de ce groupe est près de deux fois moins élevé que celui de la population de l'ensemble du Québec et il a un taux de chômage de plus du double (Québec, MICC, 2005). Cette situation économique précaire est en partie attribuable à une faible diplomation. Près du tiers de la population âgée de 15 ans et plus, n'a pas terminé d'études secondaires (Tableau 11). Par contre, la proportion de personnes sud-asiatiques ayant réalisé des études universitaires est nettement supérieure à celle de la population de l'ensemble du Québec, soit de près de 25 % contre 14 %, ce qui traduit les grands contrastes que présente ce groupe. Toutefois, l'arrivée relativement récente de ces immigrants scolarisés ne facilite pas leur insertion économique. En outre, il semble que la moins grande maîtrise du français de la grande majorité des Sud-Asiatiques soit l'un des facteurs explicatifs de leur moins grande insertion au marché du travail québécois. Il apparaît d'ailleurs qu'ils parlent plus souvent l'anglais au travail contrairement aux autres groupes d'immigrants récents (Tableau 12).

Tableau 11 : Répartition de la population âgée de 15 ans et plus d'origine sud-asiatique, plus haut niveau de scolarité atteint, par sexe, 2001

Plus haut niveau de scolarité atteint	Femmes		Hommes		TOTAL	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Niveau inférieur au certificat d'études secondaires	7 890	36,2	7 725	30,6	15 615	33,2
Certificat d'études secondaires	3 780	17,3	4 100	16,2	7 880	16,7
Formation postsecondaire partielle	2 435	11,2	2 770	11,0	5 205	11,1
Certificat ou diplôme d'une école de métiers	615	2,8	1 250	5,0	1 865	4,0
Certificat ou diplôme collégial	2 395	11,0	2 710	10,7	5 110	10,9
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	625	2,9	720	2,9	1 345	2,9
Grade universitaire	4 085	18,7	5 955	23,3	10 035	21,3
Total de la population âgée de 15 ans et plus	21 820	100,0	25 235	100,0	47 055	100,0

a. Source : Québec, MICC, 2005 : 7

Tableau 12 : Langue utilisée le plus souvent au travail par la population d'origine sud-asiatique, par sexe, 2001

Langue utilisée le plus souvent	Femmes		Hommes		TOTAL	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Français	1 630	14,1	2 000	10,9	3 625	12,2
Anglais	8 075	70,0	13 330	72,9	21 405	71,7
Autres	265	2,3	445	2,4	710	2,4
Réponses multiples	1 565	13,6	2 530	13,8	4 085	13,7
Tl population au travail (01/01/00)	11 540	100,0	18 295	100,0	29 835	100,0

a. Source : Québec, MICC, 2005 : 8

En outre, la non-reconnaissance des diplômes de ces immigrants serait un autre facteur contribuant à ralentir leur entrée sur le marché du travail. La discrimination raciale et religieuse, dont nous avons parlé plus haut, se juxtaposerait aux obstacles économiques et freinerait leur pleine participation économique. Néanmoins, une proportion non négligeable des immigrants plus scolarisés possède les atouts nécessaires leur permettant de faire des percées intéressantes surtout dans les domaines des affaires et des sciences. Ces derniers assument aussi un rôle social indéniable dans la collectivité québécoise. Plusieurs des leaders rencontrés occupaient ou ont pratiqué des professions dans les domaines scientifiques (génie, science biomédicale, informatique), de l'enseignement universitaire et collégial, des affaires, politique, social et de l'administration. Nous verrons plus loin les cas de leaders dans le domaine social et culturel.

L'émergence de nouveaux liens sociaux au Québec

Les réseaux ou organisations des immigrants sont souvent considérés comme plus fermés sur eux-mêmes, car ils sont réputés créer un lien social qui unit les immigrants entre eux plutôt que de générer des ponts ou des liens avec la société hôte. Cependant, nos observations du fonctionnement des organisations sud-asiatiques du Québec nous amènent à proposer que les liens sociaux créés par les associations immigrantes peuvent aussi comporter une valeur inclusive ou, qu'à tout le moins, ils n'entravent pas nécessairement le développement de liens avec la société hôte.

Au Québec, la concentration spatiale des Sud-Asiatiques et leur volonté d'affirmer davantage leur présence par un certain marquage du territoire dans certains quartiers ne semblent pas correspondre à un isolement social complet, malgré la conjoncture politique *sensible* des dernières années à l'égard de l'immigration, dont nous avons parlé plus haut. Si la majeure partie des organisations de ces groupes sont localisées sur le territoire de la région métropolitaine de Montréal, il n'en demeure pas moins que plusieurs d'entre elles ont développé des collaborations formelles et informelles avec le réseau associatif et les institutions de la société hôte leur permettant de faciliter l'accès de leurs membres ou de leurs usagers à des ressources essentielles à leur insertion notamment à celles des services sociaux et de santé.

Néanmoins, en dépit de son ouverture, le réseau communautaire sud-asiatique au Québec est assez complet. Il comporte une vaste gamme d'organisations culturelles, sociales, de loisirs, éducatives, religieuses tout comme le réseau des organismes de la société hôte.

Ce réseau comprend plusieurs organisations séculières qui entretiennent des liens avec le réseau communautaire de la société hôte ou encore avec les organisations d'autres groupes ethniques, ce qui est moins fréquent chez les organisations sud-asiatiques de Vancouver où la vie communautaire gravite surtout autour des lieux de culte et est davantage isolée des organisations de la société hôte (Nayar, 2004). De plus au Québec, les missions et le fonctionnement de plusieurs organisations sud-asiatiques sont comparables à celles que l'on retrouve chez les associations composées majoritairement de natifs. Certaines associations religieuses sont même plus démocratiques sur le plan du fonctionnement que ce que l'on observe parfois dans la société hôte chez les catholiques.

Par exemple, les temples et les gurdwaras ont des conseils d'administration séculiers où l'on peut retrouver des femmes. Ces derniers ont droit de regard sur la gestion et sur toutes les activités religieuses. Notamment, les religieux des lieux de cultes sont choisis par ces

conseils d'administration autant en fonction de leurs compétences religieuses que de leurs habiletés sociales. La vie communautaire des Sud-Asiatiques du Québec est donc plus ouverte qu'il n'y paraît de prime abord et s'arrime relativement bien aux réseaux de la société hôte.

Voyons à travers les principales étapes de l'évolution du réseau communautaire sud-asiatique des exemples de liens créés tant à l'intérieur de leurs propres frontières ethniques qu'à l'extérieur. Dès les années 1960, avec l'arrivée de la première vague d'immigration très scolarisée en provenance de l'Inde, leur vie communautaire s'organise à Montréal. La mission des premières organisations était essentiellement culturelle avec, par exemple nous le verrons plus loin, l'enseignement de la danse indienne. Pour les premiers immigrants provenant de milieux plus aisés, l'un des besoins essentiels était de pouvoir rester en contact avec leur culture d'origine. Ils voulaient recréer une vie communautaire pouvant suppléer à l'absence des liens traditionnels de la famille élargie et de la caste. Cette vie communautaire a permis des interactions entre les membres de diverses religions originaires de divers pays de l'Asie du Sud.

À partir des années 1980, le réseau communautaire se consolide avec les associations parapluies qui regroupent des organisations ou des membres des sous-groupes sud-asiatiques différents. Deux centres communautaires séculiers sont créés l'un pour l'ensemble des groupes avec un volet important pour les personnes âgées et les plus démunis et l'autre pour les femmes. Le premier centre est surtout financé par les membres de la communauté elle-même, quelles que soient leur origine nationale et leur confession religieuse plutôt que par les différents paliers de gouvernement. Le centre des femmes reçoit, pour sa part, un soutien de la municipalité, du gouvernement du Québec et du gouvernement canadien. Ces deux centres sont ouverts tant à des individus de confession sikhe, hindoue ou musulmane originaires des pays de l'Asie du Sud et des Caraïbes. À cette époque, les premiers lieux de cultes sont également construits. L'événement d'*Air India* au milieu des années 1980 et des nouvelles vagues d'immigrations, surtout de réfugiés et de demandeurs de statut de réfugiés en provenance de l'Afghanistan, du Nord de l'Inde, du Bangladesh et du Sri Lanka, a également coïncidé avec l'augmentation de certaines tensions intercommunautaires entre les Sud-Asiatiques. Avec la diversification linguistique, ethnique et religieuse, le réseau communautaire s'est légèrement fragmenté et diversifié. Toutefois, des liens et des échanges existent entre les Sud-Asiatiques de diverses origines nationales, régionales ou confessions religieuses, notamment en raison de la cohabitation de ces groupes dans les mêmes quartiers, qui se manifestent lors des fêtes populaires.

Le grand dynamisme de la vie communautaire de ces groupes est un élément qui constitue un facteur indiquant une communalisation, ou à tout le moins, le sentiment d'appartenir à un groupe sud-asiatique ou indien.²⁴ Au plan interne, les *frontières ethniques* entre les divers groupes sud-asiatiques eux-mêmes demeurent relativement floues et changeantes suivant l'évolution de la situation de ces groupes au Canada et dans les pays ou régions d'origine. En tout cas, les expériences de cohabitation interethnique dans leurs pays d'origine ou en diaspora expliquent également une relative ouverture des sous-groupes les uns par rapport aux autres même si certaines tensions intercommunautaires refont surface ponctuellement.

Pour les immigrants plus anciens, la nécessité de collaboration créée par leurs ressources limitées, à leur arrivée du moins, « contraint » aussi certainement une plus grande solidarité dans leurs premières années d'établissement, ce qui explique l'émergence d'une communauté sinon d'une appartenance communautaire post-migratoire commune (Fiore, 2008a).

De plus, la proximité de la vie de quartier expliquerait aussi ces rapprochements. Rappelons que les Sud-Asiatiques de toutes origines se concentrent surtout dans deux quartiers (Parc-Extension et Côte-des-Neiges) relativement modestes, notamment lors de leurs premières années d'établissement, nous l'avons mentionné plus haut. Par ailleurs, les politiques municipales, provinciales et fédérales encouragent également une certaine mise en commun des ressources et le développement de relations interculturelles. En outre, les Sud-Asiatiques se réuniraient aussi notamment plus volontiers pour obtenir un certain pouvoir politique, phénomène observé chez plusieurs groupes d'immigrants.

Les exemples de collaboration intergroupe entre Sud-Asiatiques sont multiples au Québec. Par exemple, dans le quartier Parc-Extension, une *gurdwara* a accueilli des hindous dont le temple était en reconstruction. Dans ce même quartier, les Sud-Asiatiques organisent également chaque année le Défilé de l'unité, subventionné par la Ville de Montréal, qui regroupe des participants originaires de tous les pays d'Asie du Sud et constitue un moment privilégié pour établir des liens avec les représentants politiques des gouvernements fédéral, provincial et municipal de la société hôte. Les centres communautaires dispensent également des services à tous les immigrants sud-asiatiques indépendamment de leurs origines nationales, nous l'avons mentionné. Le développement de ce sentiment d'appartenance sud-asiatique ou indien ne signifie pas que le groupe est fermé sur lui-même. Des associations sud-asiatiques collaborent aussi parfois avec des associations de la société hôte, par le biais des tables de concertations de quartier par exemple à Parc-Extension. Ces tables de

²⁴ Voir le chapitre 2 pour une discussion plus élaborée sur l'identité indienne et sud-asiatique.

concertation intersectorielles sont subventionnées par les paliers de gouvernement municipal, provincial et Centraide, l'une des principales organisations caritatives de la région de Montréal (Poirier, 2006). D'autres organisations sud-asiatiques sont affiliées à de grands regroupements associatifs québécois comme le Regroupement québécois des groupes de femmes ou encore collaborent avec des centres locaux de services communautaires (CLSC).

Le cas de la Fondation Kala Bharati

Nous voulons présenter de façon plus approfondie un cas qui constitue un exemple d'interaction d'un organisme sud-asiatique avec la société hôte, moins contrainte cette fois par les nécessités matérielles ou politiques. Cet exemple illustre le potentiel interactionnel multiple d'une activité artistique traditionnelle pratiquée par les immigrants. Cette activité, nous le verrons, génère des liens qui unissent les immigrants sud-asiatiques entre eux, mais qui relie aussi ces derniers avec des membres de la société hôte.

La *Fondation Khala Bharati* est un centre de danse néo-classique indienne de style *Bharata Nātya*. Cette fondation a été créée à Montréal en 1981. Elle enseigne un art dont les origines sont anciennes. La danse sacrée du *Bharata Nātya* est l'un des aspects de la religion hindoue.²⁵ Après plusieurs siècles d'oubli, surtout pendant l'époque coloniale britannique, cette danse a connu une formidable renaissance au 20^e siècle, devenant un symbole fort de l'identité indienne contemporaine.

À l'origine, cet art était transmis par des *gourous* uniquement aux membres d'une même famille. À partir des années 1930, il est enseigné à un public plus large en Inde et en diaspora. Pour les immigrants professionnels indiens scolarisés et plutôt occidentalisés, la pratique de cette danse était un moyen de maintenir les liens avec leur culture d'origine (Nyogi-Nakra, 2003). Ces écoles de danse se sont donc multipliées au Canada et aux États-Unis. Nous en avons répertorié deux à Montréal. La *Fondation Kala Bharati* a la particularité d'avoir permis aux non hindous d'y avoir accès gratuitement dans les années 1980 :

Le Québec avait fait tellement de choses pour moi en m'ouvrant des possibilités professionnelles, en m'acceptant. Je désirais contribuer à la société québécoise à mon tour. C'est pour cela que nous avons ouvert le centre aux Québécois de toutes origines. Notre devise était :

²⁵ C'est l'une des plus anciennes danses classiques indiennes originaires du Sud de l'Inde (environ 500 av. J.-C.). Selon la mythologie, cette danse est considérée comme le cinquième Veda hindou, la danse du feu. À l'origine, elle était dansée dans les temples hindous. Après être tombée dans l'oubli elle est aujourd'hui la danse néo-classique indienne la plus populaire tant en Inde que dans la diaspora. Ce style de danse a diverses appellations notamment Bharatha Nātyam (Académie de musique de Madras). Ce centre a adopté l'appellation sanskrite Bharatha Nātya que nous utiliserons ici.

« Par la danse, le rapprochement. »Présidente fondatrice et directrice artistique *Fondation Kala Bharati* (Traduction libre par l'auteure)

C'est un modèle intéressant de don de l'étranger à la société hôte (Godbout, 1992). Les fondateurs de l'organisation, un couple de professionnels indiens très scolarisés aujourd'hui retraités, ont en effet très bien réussi professionnellement au Québec. Ils voulaient, en quelque sorte, transmettre à la société québécoise une partie de leur héritage culturel. Cet enseignement est pour eux non seulement un loisir, mais aussi une manière de vivre, de penser et de dialoguer, tant dans l'entre soi de la communauté indienne, qu'avec des personnes d'autres confessions religieuses. C'est à la fois un art et une forme de spiritualité ouverte sur l'autre dans l'esprit réformateur des ancêtres de la fondatrice de l'organisme.²⁶

La mission de la fondation a évolué considérablement d'une école pour les enfants, à une troupe de danse pour finalement devenir un centre reconnu dans plusieurs pays du monde. Les activités de ce centre sont diversifiées. Il donne une éducation mixte aux jeunes filles et garçons de toutes origines et confessions religieuses. Des présentations sont aussi réalisées dans le réseau des écoles publiques. La fondation présente également des spectacles au Canada et en Inde. Elle a aussi produit un livre sur l'enseignement de la danse et a créé un site internet interactif où l'on peut faire l'apprentissage de cet art. De plus, elle réalise des activités de rapprochement interculturel (Nyyogi-Nakra, 2007). Le centre garde un contact étroit avec l'Inde où l'école a des filiales, et où les chorégraphies créées à Montréal ont eu un grand succès.

²⁶ La grand-mère de la fondatrice a ouvert la première école pour fille dans sa province. De plus, son grand-père faisait partie du mouvement de réforme hindoue *Brahmo Samaj of India* qui prônait l'abolition des castes et l'émancipation des femmes.

Figure 8 : Danseuses en costumes traditionnels - Fondation Kala Bharati



Photographie de Michel Neveu

C'est l'une des organisations sud-asiatiques à inclure des membres d'autres origines, surtout des Canadiens-français. Son membership n'est pas lié à l'origine ethnique ou à la confession religieuse. Toute personne qui fait de la danse ou qui participe à l'organisation des activités peut devenir membre. La majorité des familles qui participent aux activités de l'école sont hindoues, mais on retrouve aussi des familles chrétiennes.

Ainsi paradoxalement, cette organisation avec une mission typiquement traditionnelle de transmission d'un art sacré hindou, activité de l'entre soi par excellence, est ouverte aux non hindous et crée même des partenariats avec la société hôte. Elle inclut des Canadiens-français à tous les niveaux de son organisation (participant, conseil d'administration). En outre, la présidente de l'organisation siège au conseil d'administration ou est membre de plusieurs regroupements artistiques canadiens prestigieux comme le *Conseil des arts du Canada*,

le *Conseil des arts de Montréal*, le *Regroupement de la danse du Québec* et l'*Association Montréal Culture*.

L'interaction avec la société hôte va plus loin et induit une métamorphose de l'expression artistique traditionnelle. L'art du *Bharata Nāṭya* se transforme par sa rencontre et sa fusion avec la danse contemporaine québécoise (Figure 9).²⁷ Le langage du *Bharata Nāṭya* enseigné dans ce centre s'en est trouvé modifié passant d'une gestuelle narrative plutôt individuelle aux chorégraphies de groupe caractéristiques de la danse contemporaine. Des expériences de fusion ont été réalisées avec du jazz et des poèmes japonais de style *haïku*. L'exemple de la *Fondation Kala Bharati* illustre que des organisations ou des activités ethniques traditionnelles peuvent dépasser leurs *frontières ethniques* propres et permettent d'établir des liens sociaux tangibles. Le cas de la fondation reflète aussi les processus qui entourent le remodelage de traits culturels en diaspora, reflet d'une redéfinition des appartenances identitaires sud-asiatiques au contact de la société hôte.

²⁷ Avec la *Troupe de danse contemporaine Tangente*, reconnue internationalement, la *Troupe Kala Bharati* a créé une œuvre sur le thème des saisons. Cette œuvre a été produite à la Place des Arts et a bénéficié de l'appui financier du *Programme de soutien à l'interculturalisme*, ancien programme conjoint de la Ville de Montréal et du Ministère de la Culture et des Communications du Québec.

Figure 9 : Fondation Kala Bharati et la troupe de danse contemporaine Tangente dans Seasonscape



Photographie de Michel Neveu

La construction d'une appartenance multiple

La construction d'une nouvelle appartenance ethnique se traduit notamment aussi par des modifications de la désignation et de l'*autodésignation* des groupes qui témoignent des métamorphoses complexes de leur appartenance communautaire et de leur identité. Dans le cas de Sud-Asiatiques du Québec, si dans les années 1950 l'appellation indienne était très utilisée, la désignation sud-asiatique se généralise aussi comme dans plusieurs pays où se sont établis des immigrants de l'Asie du Sud. Elle est employée dans le recensement canadien et dans la littérature scientifique et les médias.

Au Québec, une étude réalisée dans les années 1980 (Ledoyen, 1992) révèle que les immigrants de l'Asie du Sud s'autodésignent très souvent par l'appellation sud-asiatique. Cette
66 appellation qui ne correspond pas à une affiliation nationale, religieuse ou linguistique aurait

été internalisée à cause des liens de solidarité créés par l'histoire coloniale, et en raison de la discrimination subie par les immigrants sud-asiatiques en Occident (*idem*).

Selon cette même étude, les ressortissants de l'Asie du Sud s'identifient simultanément à l'Inde, la référence à l'Inde n'étant pas nécessairement ici, liée à l'État que nous connaissons aujourd'hui, mais plutôt au territoire de l'époque coloniale et même précoloniale. Nos propres recherches suggèrent que ces autodésignations se maintiennent. Elles se reflètent également, nous l'avons vu, sur le mode de regroupement de ces groupes ainsi que dans l'appellation et la structuration de leurs organisations.

Cette « unité » des immigrants de l'Asie du Sud constituerait la *face externe* de la frontière ethnique de la communauté par rapport à la société hôte alors que par ailleurs, d'un point de vue interne, les clivages religieux et nationaux de la « communauté sud-asiatique » demeureraient, mais seraient moins importants que dans les pays d'origine. Ces clivages constitueraient en quelque sorte *les frontières internes* de la communauté. Cependant, l'appartenance postmigratoire indienne combine également des dimensions québécoise et canadienne :

Il m'est difficile de définir mon identité. Elle me semble avoir tellement de composantes. Je m'identifie à différents mondes à cause de mon milieu d'origine et de ma profession d'ingénieur. J'ai mes propres limites identitaires à cause de ma langue et de ma culture hindoue. Cependant, je m'identifie aussi au sens de la justice sociale des Québécois. Je m'identifie avec la liberté et l'ouverture de la société dans laquelle je vis. L'identité a pour moi plusieurs facettes. Je pense qu'en immigrant j'ai laissé derrière moi beaucoup de choses et adopté de nouvelles habitudes culturelles alors il m'est impossible d'avoir une idée unique de mon identité. (Membre de la *Fondation Kala Bharati*, âgé de 70 ans, immigré au Québec dans les années 1960, traduction libre par l'auteure)

La dualité identitaire semble aller de soi pour les immigrants de première génération, mais elle est perçue comme moins forte pour les jeunes :

Je suis ici depuis près de 20 ans et j'ai aujourd'hui deux pays: mon pays adoptif et l'Inde. Je joue au hockey et au cricket. Je suis à la fois Canadien et Indien mais mes enfants sont à 100 % canadiens parce qu'ils sont nés ici. (Président de l'*Organisation Inde-Canada*, âgé de 49 ans immigré au Québec il y a 20 ans, traduction libre par l'auteure).

La réalité identitaire de ces jeunes semble cependant plus complexe. L'attachement à l'identité indienne persisterait :

Il subsiste des liens avec l'Inde, notamment la langue, la nourriture, nos vêtements, nos coutumes. Nous faisons nos célébrations à la maison. Nous ne fréquentons pas les temples. (Président du *Conseil Inde-Québec* âgé de 35 ans immigré au Québec à un très jeune âge, traduction libre par l'auteure)

Cette appartenance indienne se transformerait donc avec le temps en conservant des éléments d'origine et en y incorporant simultanément des éléments culturels de la société hôte en les réinterprétant bien sûr. Cette réinterprétation identitaire serait plus fréquente chez les plus jeunes à travers la socialisation de l'école.

Je suis hindou quelque soit ce que cela signifie. Pour moi, l'hindouisme est une manière de vivre de respecter les gens, de ne faire de mal à personne. Je ne vais pas nécessairement au temple, car je ne crois pas que cela soit nécessaire. Nous n'avons pas besoin de cet hindouisme-là. J'ai étudié les religions et j'y crois, mais de manière moins stricte. Selon moi, les légendes et les mythes racontent à leur manière comment vivre de façon harmonieuse. En tant qu'artiste, ces textes sont pour moi l'expression d'une quête spirituelle encore valable dans la vie moderne. (*idem*)

L'appartenance postmigratoire indienne aurait ainsi plusieurs facettes. Des œuvres littéraires récentes portent d'ailleurs sur ce phénomène identitaire multiple présent surtout chez des jeunes immigrants sud-asiatiques comme la nouvelle « *The Namesake* » de Jhumpa Lahiri.

Cette appartenance « multiple » reflète une réalité en transition. Elle se composerait des diverses couches identitaires héritées des générations passées et du vécu prémigratoire, mais réinterprétées de façon plus globale au fil du parcours migratoire. À cet égard, une autre enquête suggère que certains jeunes originaires de l'Inde nés ici conservent un attachement pour les coutumes indiennes à cause de la perpétuation des liens de la famille et de la caste ainsi que de la religion (Bibeau, Lomomba et Das, 2002). Cette identité postmigratoire multiple semble quelque peu difficile à accepter pour les Canadiens-français, dont l'identité, nous l'avons vu précédemment, est plutôt construite autour du mythe de l'homogénéité culturelle et linguistique. Elle est d'autant plus difficile à admettre que souvent, les personnes originaires de l'Inde parlent moins fréquemment le français à leur arrivée au Québec que d'autres immigrants.

Les immigrants sud-asiatiques qui sont arrivés très jeunes au Canada ou ceux de deuxième génération se perçoivent néanmoins comme des Québécois à part entière et souhaiteraient être reconnus comme tels avec leur idiosyncrasie religieuse ou culturelle :

J'ai toujours vécu ici, mais il y a une chose qui m'exaspère c'est lorsque des jeunes du Québec me disent : « C'est ma province, c'est mon Québec ». J'ai 40 ans et je suis au Québec depuis plus longtemps qu'eux, je paie des taxes. Je suis Québécoise moi aussi, mais les gens me demandent toujours quelle est ma nationalité....Je ne veux pas être critique, mais je tiens à vous le dire (rire). (Secrétaire du *Conseil sikh canadien*, âgée de 40, traduction libre par l'auteure)

Cette reconnaissance de la légitimité d'une identité « multiple » des jeunes serait d'autant plus souhaitable qu'elle pourrait être une plus-value en cette période de mondialisation où des liens plus étroits se tissent au-delà des frontières nationales et où l'habileté à bâtir des ponts devient sans contredit un atout :

Vous savez j'ai deux appartenances si pour une raison ou une autre l'Inde et le Canada deviennent des rivaux, j'essaierais de créer des ponts parce que je suis aussi à l'aise dans les deux cultures. L'une comme l'autre ne me sont pas étrangères. (Éditrice du *Journal Bharat Times* âgée de 38 ans, elle a immigré au Canada à un très jeune âge, traduction libre par l'auteure)

Conclusion

Les immigrants originaires de l'Asie du Sud du Québec vivent un certain isolement en raison de barrières linguistiques, culturelles et économiques, à tout le moins pendant leurs premières années d'établissement. De plus, les tensions politiques internationales récentes qui stigmatisent les groupes sud-asiatiques ne facilitent pas leur intégration.

Par ailleurs, les Sud-Asiatiques arrivent à contrer les effets négatifs de cet isolement au Québec peut-être plus qu'ailleurs au Canada. Certains points de convergence culturels et politiques entre l'Asie du Sud et le Québec, communs aux sociétés qui ont lutté pour leur autonomie, y sont pour quelque chose. Néanmoins, cette ouverture est surtout attribuable à leur interaction avec la société hôte qui génère de nouveaux liens sociaux tangibles. Les groupes sud-asiatiques arrivent grâce à leur réseau communautaire relativement complet et diversifié à multiplier les relations sociales à l'extérieur des limites de leurs *frontières ethniques*. Ce processus interactionnel est ponctuellement appuyé par la société hôte qui met en œuvre des programmes et des activités de rapprochement interculturel à l'échelle locale.

De cette interaction naît une nouvelle appartenance multiple qui combine des éléments de la culture d'origine et ceux de la société québécoise. Cette appartenance est le reflet d'un processus d'insertion graduelle de ces groupes immigrants à une société francophone en mouvement qui développe peu à peu sa trame sociale en relation avec une « nouvelle » Altérité.

CHAPITRE 4 : LE CAPITAL SOCIAL DES POPULATIONS ISSUES DE L'IMMIGRATION

Une analyse qualitative des associations sud-asiatiques de Montréal

Introduction

De plus en plus de questionnements entourent le capital social produit par les immigrants. La *Revue de l'intégration et de la migration internationale* (Li et Kunz (dir.), 2004) y a d'ailleurs consacré l'un de ses numéros. Deux catégories de questions se posent : les unes sur le type de capital social produit, les autres sur l'articulation entre les différents types de capital. Le capital social des populations issues de l'immigration, notamment celui qui unit les membres d'une même communauté ou d'un groupe, permet-il d'établir des liens avec d'autres types de réseaux? Ces interrogations réactualisent d'ailleurs un débat ancien sur le faible potentiel de soutien à l'intégration à la société hôte des associations ethniques lorsque les réseaux atteignent une certaine complétude (Breton, 1996).

Notre recherche s'inscrit dans ce questionnement critique sur le capital social et explore les conditions de sa production par les associations immigrantes. Nous avons opté pour une approche qualitative nous permettant de mieux saisir la qualité des interactions sociales qui en sont à l'origine, car ces dernières seraient, selon Charbonneau et Simard (2005), des caractéristiques structurelles importantes. Nous avons choisi de mener une étude sur le cas de figure des Sud-Asiatiques au Québec, groupe qui est encore mal connu, souvent stigmatisé dans les médias et l'opinion publique (Cauchy, 2003a et b). Dans des publications antérieures (Fiore, 2008a et b), nous avons présenté des éléments historiques et démographiques liés à leur « communalisation » (au sens webérien).

Nous nous intéresserons ici à leur vie associative et au capital social qu'elle génère. Nos questions de recherche sont les suivantes : Quel type de capital social est produit par les associations sud-asiatiques ? Existe-t-il des relations de transitivité entre les formes de capital social produites par ces associations ? Notre recherche est exploratoire.²⁸

Dans cette perspective, nous avons mené une enquête de terrain auprès des leaders de première et de seconde génération de 2006 à 2007. Nous avons réalisé 39 entrevues en profondeur. Ces dernières ont surtout été effectuées en anglais, langue mieux maîtrisée par les interviewés, car très utilisée en Asie du Sud. Elles ont été surtout effectuées dans la région métropolitaine de Montréal. Quelques entretiens complémentaires ont aussi été faits à Vancouver et à Toronto. Parmi les personnes interviewées, nous comptons 19 femmes et 20

²⁸ Cet article a été soumis à la *Revue Études ethniques au Canada* en janvier 2010.

hommes assez représentatifs de la diversité ethnoculturelle et générationnelle de ce groupe (Tableau 13). Nos interviewés provenaient de la région métropolitaine de Montréal, surtout de l'île de Montréal, mais aussi de la Rive-Nord et de la Rive-Sud (Tableau 14).

Tableau 13 : Répartition des personnes interviewées par pays ou continent de naissance

Pays de naissance	Nombre	%
1. Bangladesh	2	5,1
2. Canada	3	7,7
3. Fidji	1	2,6
4. France	1	2,6
5. Hong Kong	1	2,6
6. Inde	26	66,6
7. Pakistan	3	7,7
8. Sri Lanka	1	2,6
9. Afrique	1	2,6
Total	39	100,0

Tableau 14 : Répartition résidentielle des leaders interviewés dans la région métropolitaine de Montréal

Quartier/Arrondissement/Ville liée/Ville	Nombre	
Total île de Montréal (23)	Parc-Extension	5
	Ville-Marie	2
	Le Plateau-Mont-Royal	2
	Villeray	1
	Rosemont-La- Petite-Patrie	1
	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	2
	LaSalle	1
	Saint-Laurent	1
	Notre-Dame-de-Grâce	1
	Kirkland	1
	Dollard-des Ormeaux	1
	Pointe-Claire	2
	Pierrefonds	1
	Montréal-Ouest	1
Beaconsfield	1	
Total Rive Sud (5)	Brossard	4
	Saint-Bruno	1
Total Rive Nord (2)	Laval-des-Rapides	1
	Mascouche	1
Total région métropolitaine de Montréal	30	

L'article comprend quatre parties. La première partie fait un bref retour sur la notion de capital social. La seconde dresse un portrait sociodémographique des Sud-Asiatiques. La troisième présente leur réseau associatif à Montréal. La quatrième analyse le capital social produit par deux de leurs principales organisations et porte une attention particulière au rôle des femmes dans sa production.

Le capital social : concept polysémique

Le capital social est un concept qui a suscité une pléthore de recherches dans des domaines aussi divers que l'économie, l'éducation, les sciences politiques, la sociologie et la santé (Caillé, 2006). Ce concept fait référence, entre autres, aux notions de confiance, de participation civique, de liens sociaux et de cohésion sociale (Helly, 1999, 2003; Charbonneau et Simard, 2005).

Au début des années 1980, la notion de capital social est développée par le sociologue Pierre Bourdieu dont la démarche est influencée par la micro-économie. Il distingue trois formes de capital individuel : le capital économique (fortune, salaire, etc.), le capital culturel (connaissances, diplômes, etc.) et le capital social (réseau de relations). Pour lui, ces différents types de capital utilisés conjointement par l'acteur social servent à établir ou à reproduire sa position de domination au sein d'une société de classe. Sa définition du capital social est la suivante :

...l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un *réseau durable de relations* plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissances et d'interreconnaissances; ou, en d'autres termes, à l'*appartenance à un groupe* comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes), mais sont aussi unies par des liaisons permanentes et utiles. (Bourdieu, 1980 : 2)

James Coleman (1988), dans le courant des approches économiques néo-classiques, reprend cette notion en mettant en relief la fonction de ressources du capital social pour faciliter l'action des acteurs, des entreprises et des organisations.

Pour lui, les relations primordiales (famille, voisinage, religion) ou les relations sociales au sein des organisations sont un capital social donnant aux individus la capacité de travailler ensemble à des fins communes dans des groupes ou des organisations. Coleman souligne le rôle de la confiance qui permet d'économiser des coûts de transaction. Il propose qu'une forme donnée de capital social pourrait s'avérer utile dans une situation, mais nuisible dans une autre. Il observe que les communautés closes, soudées par des normes strictes, où règne la confiance mutuelle, produisent davantage de capital social, par exemple la communauté juive de New York.

Le politologue Putnam (1993, 2000, 2007) étend la portée analytique du concept de capital social en y incluant les notions de culture civique. Au-delà de l'individu, centre des observations de Bourdieu, et des communautés locales étudiées par Coleman, il se propose d'analyser le capital social des régions et même des pays. Putnam développe aussi l'idée que le capital social peut aussi avoir un côté « sombre ». Pour lui, ce côté aurait souvent une dimension ethnique. Le « bon » capital social favoriserait la démocratie, la participation civique et le développement économique et serait produit par les collectivités plus riches alors que le « mauvais » capital serait lié à la famille et au clan, le plus souvent des groupes ethniques. Ce dernier amènerait des difficultés économiques, un déficit démocratique et un manque de cohésion sociale. Putnam (2007) attribue même, l'érosion des démocraties occidentales à leur diversité ethnoculturelle croissante, nous y reviendrons.

Par contre, d'autres recherches sur le capital social présentent le capital social des populations issues de l'immigration sous un jour plus nuancé (Reitz et Banerjee 2006; Portes et Shafer, 2006; Li, 2004; Ravanera, 2008; Woolcock et Narayan, 2000). Selon celles-ci, les effets de ce capital social varient beaucoup d'un contexte à l'autre en fonction de toute une gamme de facteurs individuels ou collectifs : historique migratoire, groupe de population (appartenance au groupe des minorités visibles), origine ethnique, situation économique et politique des pays hôtes, etc. Reitz et Banerjee (2006) et Ravanera (2008) considèrent que pour mieux comprendre le capital social des populations issues de l'immigration il importe de raffiner les analyses en utilisant des techniques qualitatives et quantitatives nous permettant de suivre les transformations de ce capital social dans le temps.

Lévesque et White (1999) suggèrent, quant à eux, qu'il n'y a pas de capital social positif ou négatif intrinsèquement identifiable qu'il soit ethnique ou non. Un même capital social aurait des effets différents selon la façon dont les individus et les groupes l'utilisent. Des liens sociaux forts (affectifs, identitaires, économiques et politiques) peuvent produire un capital social dont les effets sont différents, par exemple les « gangs de rue » ou la famille. Cette conception moins normative du capital social tient davantage compte du réseau de

liens dans lequel s'inscrit la production du capital social. Dans cette perspective, Woolcock et Narayan (2000) proposent même une vision *synergique* du capital social qui intègre toutes les composantes entrant en ligne de jeu dans sa production. Selon eux, l'individu, les communautés, les collectivités, les gouvernements ne produisent pas nécessairement un capital social d'un type particulier. Tout dépend de la dynamique interactionnelle, du réseautage, de l'orientation choisie par les acteurs et de la complémentarité des actions sociales. Pour eux, les effets du capital social sont éminemment variables selon les contextes sociaux et politiques. Nous situons notre recherche dans ce dernier paradigme. Nous adoptons la définition du capital social de Charbonneau et Simard (2005), car elle rend compte des dimensions individuelles et collectives du capital social : « les ressources, dérivées des relations sociales, mobilisées et produites par les individus et les communautés, pour atteindre leurs objectifs. » (2005 : 154). Notre étude portera surtout sur les types de capital social produits par les populations issues de l'immigration. Rappelons que Putnam (2000) en identifie deux :

- le capital social qui unit (*bonding*) les individus d'un même regroupement entre eux comme une famille ou un clan. Ce type de capital permet d'obtenir de l'information, de l'influence, du pouvoir, des liens de solidarité et des biens matériels. Il implique le développement de liens de confiance et de réciprocité dans un réseau fermé;
- le capital social qui relie horizontalement (*bridging*) en créant en quelque sorte des ponts entre les membres de groupes et de réseaux multiples et qui favorise un accès à plus de ressources sociales et économiques.

Woolcock (1998) définit un troisième type de capital social :

- le capital social qui lie (*linking*) de façon verticale les individus aux représentants du gouvernement et aux institutions qui peut être utilisé pour avoir des ressources et du pouvoir.

Notre recherche veut notamment explorer les liens entre ces types de capital social. Le capital social de type *bonding*, soit le capital qui unit, favorise-t-il ou nuit-il à celui qui établit des ponts avec les individus ou les groupes de la société hôte soit les capitaux de type *bridging* et *linking*? Ces deux derniers types de capital social peuvent-ils être développés indépendamment du premier, ou au contraire, seraient-ils liés les uns aux autres?

Nous proposons à titre d'hypothèse qu'il existe une relation de « transitivité » entre les divers types de capital social car les acteurs sociaux demeurent en continuelle interaction. Les liens sociaux créés au sein de la famille ou des associations locales, participeraient à la création de liens dans d'autres sphères de la vie sociale et politique. Les types de capital social ne seraient pas des catégories discrètes, mais continues. Le capital social serait ainsi un continuum dynamique produit par les individus et les groupes à travers une série d'activités et d'échanges constituant les ingrédients de la cohésion sociale. Nous explorerons cette hypothèse, à travers le cas de figure de la vie associative sud-asiatique de Montréal à l'échelle locale, niveau d'analyse où ce concept a, somme toute, le plus de pertinence (Portes 1998).

Les Sud-Asiatiques : une communauté en émergence?

En 2006, le groupe sud-asiatique est passé au premier rang des minorités visibles au Canada (Canada, Statistique Canada, 2008a). Sa croissance démographique remarquable est surtout attribuable à l'immigration internationale. Ainsi, bien que ce groupe ait une histoire relativement ancienne en Colombie-Britannique (Fiore 2008a), plus des deux tiers de ses membres sont nés à l'étranger. Il compte une proportion modeste de personnes de seconde et de troisième génération (15 %) (Canada, Statistique Canada, 2008c).

Ce groupe est très diversifié. Il comprend des personnes originaires du sous-continent indien, notamment de l'Inde (69 %), du Pakistan (9 %), du Sri Lanka (8 %), du Pendjab (4 %) et du Bangladesh (2 %). À ceux-ci s'ajoute ceux originaires de la Guyane, de Trinité-et-Tobago, de Fidji, de la République unie de Tanzanie, du Kenya et du Royaume-Uni où on retrouvait d'importantes communautés de la diaspora sud-asiatique. Au Québec, le nombre de Sud-Asiatiques demeure relativement faible comparativement à ceux que l'on retrouve dans d'autres provinces. L'Ontario accueille plus de la moitié de l'effectif de ce groupe et la Colombie-Britannique un peu plus du quart (Tableau 15).

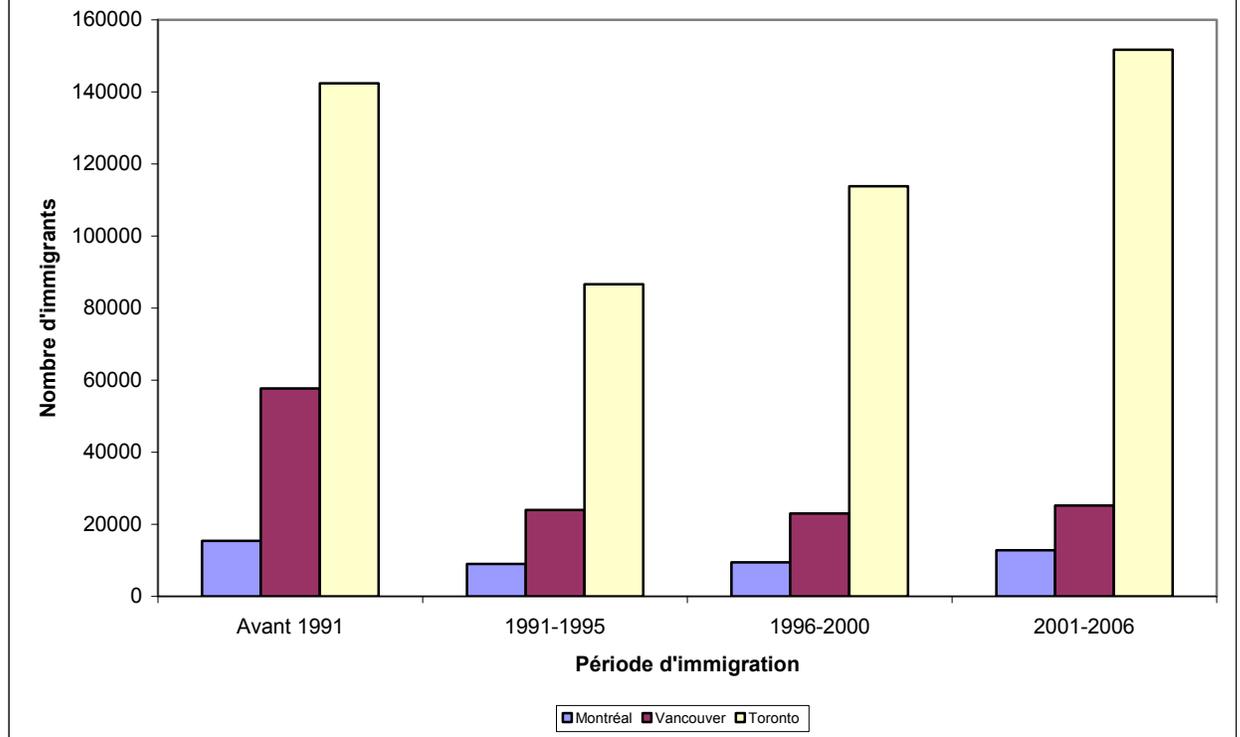
Tableau 15 : Répartition de la minorité visible sud-asiatique dans les provinces et territoires, Canada, 2006

Provinces / Territoires	Effectif	%
Ontario	794 170	62,89
Colombie-Britannique	262 290	20,77
Alberta	103 885	8,23
Québec	72 845	5,77
Provinces de l'Atlantique	7 490	0,60
Yukon, Nord-Ouest, Nunavut	485	0,04
Population totale	1 262 865	100,00

a. Canada, Statistique Canada. 2008 b

L'évolution de la population sud-asiatique dans les régions métropolitaines de Toronto, Montréal et Vancouver est très différente sur le plan numérique (Figure 10). Toronto a pour chacune des périodes d'immigration considérées un nombre d'immigrants de cette minorité visible très supérieur. Loin derrière, Vancouver a accueilli des personnes de ce groupe surtout avant 1991. Montréal a le nombre le plus faible d'immigrants de ce groupe pour chacune des périodes considérées. L'un des facteurs explicatifs de la présence limitée de ce groupe au Québec, comparativement à d'autres provinces canadiennes est le caractère plus récent de cette immigration. Les premières vagues d'immigrants sud-asiatiques se sont établies en Colombie-Britannique à la fin du XIX^e siècle alors qu'au Québec elles arrivent en 1950.

Figure 10 : Répartition comparée des immigrants de la minorité visible sud-asiatique par RMR et période d'immigration, 2006



a. Source : Canada, Statistique Canada, 2008d.

L'autre facteur expliquant leur importance numérique moindre au Québec que dans d'autres provinces est le petit nombre d'admissions d'immigrants internationaux. Cela s'explique par le changement d'orientation de la politique de sélection de l'immigration du Québec pendant cette période qui visait à augmenter la proportion de l'immigration francophone (Québec, MICC, 1990). La proportion d'immigrants connaissant le français est d'ailleurs passée de 38 % en 1997 à 58% en 2006 (Québec, MICC, 2007 : 17). Cette politique a eu pour effet de diminuer l'entrée au Québec d'immigrants sud-asiatiques qui connaissaient plutôt l'anglais. Le flux migratoire en provenance de l'Asie du Sud a baissé au Québec de près de la moitié de 1996 à 2007 passant d'environ 13 pour cent à environ 6 pour cent de l'ensemble des admissions (Québec, MRCI, 2000; Québec, MICC, 2008a).

À ces facteurs, expliquant leur faible importance numérique comparativement à d'autres provinces, s'ajoute une rétention des immigrants récents de ce groupe moins grande. Ils ont une présence moindre au Québec²⁹ que celle des immigrants provenant d'autres

²⁹ Une personne immigrante est considérée comme présente au Québec si elle détient un statut valide d'admissibilité au régime de l'assurance maladie du Québec (RAMQ). Le taux de présence se définit comme le rapport entre le nombre de personnes immigrantes admissibles et donc présentes au Québec au moment de

régions du monde. Notamment pour les immigrants sud-asiatiques admis de 1997 à 2006 et présents en 2008, elle était de 74 pour cent contre 92 pour cent pour les immigrants des Antilles et de l'Afrique du Nord pendant la même période (Québec, MICC, 2008a).

Selon le MICC, le facteur linguistique est l'un des plus significatifs pour expliquer la faible présence des Sud-Asiatiques (*idem*). Les immigrants de langue maternelle française ou connaissant cette langue, et ne connaissant pas l'anglais, seraient plus susceptibles de demeurer au Québec.

D'après nous, un autre facteur explicatif de la rétention moindre des Sud-Asiatiques est le statut d'immigration. La présence de l'immigration économique, beaucoup plus mobile, est plus faible que celle des immigrants de la catégorie du regroupement familial et des réfugiés. Cela s'observe dans le cas des Sud-Asiatiques. Ce sont surtout les immigrants de cette catégorie qui quittent le Québec. Notamment, la présence des immigrants provenant de l'Inde est la plus faible (70 %) alors que la présence des immigrants provenant du Bangladesh est la plus élevée (81 %) (Tableau 16). Or, un plus grand nombre d'immigrants indiens appartiennent à la catégorie économique. Ils maîtrisent bien l'anglais, sont plus mobiles et peuvent facilement migrer vers d'autres provinces canadiennes avec les membres de leur famille. À l'opposé, les immigrants du Bangladesh surtout admis dans les catégories des réfugiés et de la famille sont moins mobiles et plus présents au Québec. Les immigrants tamouls admis aussi, surtout dans les catégories *réfugié* et *famille*, sont le second groupe moins présent. Les immigrants pakistanais constituent un cas de figure particulier avec un nombre d'immigrants économique comparable à celui des immigrants indiens et une présence au Québec similaire à celle des immigrants tamouls.

82 l'observation statistique et celui de l'ensemble de la population immigrante admise au cours de la période considérée. Cette présence a été mesurée au mois de janvier 2008. L'univers porte sur l'ensemble des admissions permanentes des années 1997 à 2006 (Québec, MICC, 2008a).

Tableau 16 : Population immigrante sud-asiatique admise au Québec de 1997 à 2006 présente en 2008, par pays de dernière résidence et catégorie d'immigrant

Catégorie	Économique			Familial			Réfugié			Total ³		
	Admis	Présents	%	Admis	Présents	%	Admis	Présents	%	Admis	Présents	%
Bangladesh	813	489	60,1	2 127	1 896	89,1	2 193	1 766	80,5	5 237	4 243	81,0
Inde	1 947	971	49,9	4 048	3 312	81,8	4 630	3 137	67,8	10 777	7 535	69,9
Pakistan	1 369	772	56,4	2 786	2 216	79,5	4 985	3 851	77,3	9 272	6 941	74,9
Sri Lanka	89	56	62,9	1 510	1 325	87,7	4 814	3 413	70,9	6 743	5 069	75,2
Total	4 218	2 288	54,2	10 471	8 749	83,6	16 622	12 167	73,2	32 029	23 788	74,3

a. Source : Québec, MICC, 2008a.

b. Le total comprend les immigrants admis dans la catégorie autres.

Au Québec, les Sud-Asiatiques se retrouvent surtout dans la région de Montréal. Ils se concentrent dans les quartiers défavorisés mais on en compte aussi dans quelques villes de banlieues de classe moyenne comme Dollard-Des Ormeaux, Brossard, Laval, Longueuil et Kirkland (Tableau 17).

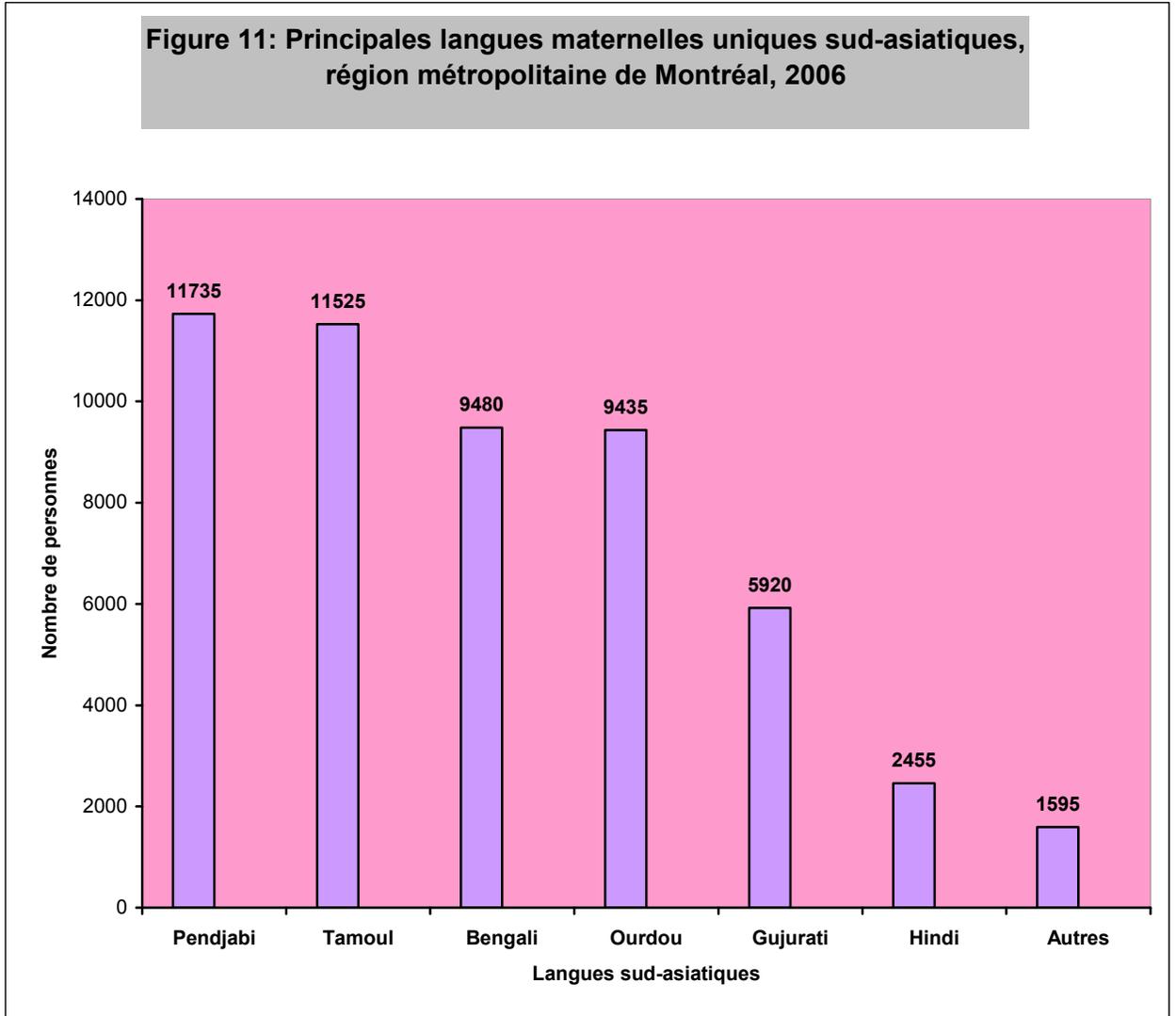
Les données du recensement de 2001 nous apprenaient qu'en dépit de la taille relativement modeste de ce groupe à Montréal, c'était le groupe le plus ségrégué et isolé au plan résidentiel (Apparicio, Leloup et Rivet, 2006). La majorité des immigrants de ce groupe était concentrée dans les quartiers assez modestes de Parc-Extension et de Côte-des-Neiges où ils établissent leurs institutions et leur commerce et construisent leur communauté. (Fiore 2008a).

Tableau 17 : Population de la minorité visible sud-asiatique dans les principales municipalités du Québec, 2006

Région métropolitaine de recensement	Villes et agglomérations	Effectif	%	Rang
Montréal	Montréal	51 255	69,64	1
	Dollard-des-Ormeaux	4 795	6,51	2
	Kirkland	1 060	1,44	5
	Pointe-Claire	870	1,18	6
	Dorval	495	0,67	7
	Côte-Saint-Luc	345	0,47	11
	Mont-Royal	290	0,39	14
	Westmount	265	0,36	15
	Ste-Anne-de-Bellevue	120	0,16	16
Total Ouest de l'île de Montréal		8 240	11,20	
Total Île de Montréal		59 495	80,84	/
	Laval	3 355	4,56	3
	Autres	255	0,35	/
Total Rive-Nord de Montréal		3 610	4,90	
	Longueuil	1 615	2,19	4
	Vaudreuil-Dorion	375	0,51	10
	Chateauguay	340	0,46	12
	Saint-Lambert	110	0,15	17
	Autres	555	0,75	/
Total Rive-Sud de Montréal		2 995	4,07	
TOTAL RMR de Montréal		66 100	89,81	/
Ottawa -Gatineau	Gatineau	455	0,62	8
Québec	Québec	425	0,57	9
Sherbrooke	Sherbrooke	310	0,42	13
	Autres	6 310	8,58	/
	TOTAL QUÉBEC	73 600	100,00	

a. Source : Canada, Statistique Canada, 2008b

Les Sud-Asiatiques établis du Québec, comme ceux de l'ensemble du Canada, constituent une communauté diversifiée en raison de leurs différents pays de provenance, ethnies, langues maternelles et religions. Selon les données du recensement de 2006, les langues maternelles les plus importantes sont : le pendjabi, le tamoul, le bengali, l'ourdou, le gujarati et l'hindi. (Figure 11)



a. Source : Canada, Statistique Canada, 2008e

Cependant, l'anglais est parlé par l'ensemble des personnes scolarisées sud-asiatiques, héritage culturel de la colonisation britannique qui, nous le rappelons a été de près de deux cents ans.

Tableau 18 : Connaissance du français et de l'anglais des personnes d'origine sud-asiatique, par sexe, 2006

Connaissance du français et de l'anglais	Femmes		Hommes		TOTAL	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Français seulement	1 955	5,3	2 000	5,0	3 955	5,1
Français et anglais	15 570	42,3	17 555	43,7	33 130	43,0
Anglais seulement	15 455	42,0	18 415	45,8	33 870	44,0
Ni français ni anglais	3 845	10,4	2 190	5,5	6 035	7,8
Population totale	36 820	100,0	40 170	100,0	76 990	100,0

a. Source : Québec, MICC, 2010: 5

L'appartenance religieuse est également un facteur de pluralité important. En 2001³⁰ les principales religions répertoriées de ce groupe étaient par ordre d'importance : hindoue, musulmane, chrétienne et sikhe (Fiore, 2008c). Le statut social et économique est une autre forme de différenciation marquant des clivages sociaux notables au sein de ce groupe. On retrouve en effet les Sud-Asiatiques aux deux pôles des catégories d'emploi : de la gestion et de l'enseignement aux catégories des services et de la transformation. (Fiore, 2008a) Cette polarisation est une conséquence des statuts d'immigration différents liés à la situation politique et sociale prévalant dans les pays d'origine. Il y a, d'une part des immigrants économiques et des travailleurs spécialisés, surtout originaires de l'Inde et du Pakistan dont l'insertion économique est notable dans le domaine des affaires et des sciences. D'autre part,

on retrouve également des demandeurs d'asile et des réfugiés, surtout originaires du Sri Lanka, du Bangladesh et des zones frontalières du Nord de l'Inde dont l'insertion économique est plus problématique notamment en raison des circonstances difficiles liées à leur parcours migratoire. La polarisation économique des Sud-Asiatiques est aussi, dans une moindre mesure, un reliquat des catégorisations sociales des pays d'origine lié aux inégalités du système des castes (*ibid.*).

La diversité interne du groupe va cependant de pair avec sa « communalisation », observée tant au Québec que dans d'autres provinces canadiennes (Balakrishnan, Maxim et Rozzet, 2005 ; Fiore 2008a, Ledoyen 1992, Tran, Kaddatz et Allard, 2005). Les indicateurs de ce phénomène sont la concentration résidentielle, le réseautage associatif, le marquage territorial de l'espace, l'appartenance culturelle en dépit de la diversité des cas de figure liés au contexte de chaque ville ou province. Cette « communalisation » se traduit, aussi, par une autodésignation commune : Sud-Asiatique. En diaspora, elle prévaudrait, car l'expérience coloniale et migratoire ainsi que la discrimination ont créé des liens de solidarité favorisant l'émergence d'une *nouvelle ethnicité* (Ledoyen, 1992). Cette identité post-migratoire était mentionnée par un grand nombre de personnes sud-asiatiques dès la fin des années 1980 au Québec dans une étude de la Commission des droits de la personne par exemple (*ibid.*).

Récemment, l'*Enquête sur la diversité ethnique* (2002) indique la prégnance de cette auto-identification même chez les personnes de seconde génération notamment en raison de la discrimination et du racisme. (Derouin 2004; Reitz et Banerjee, 2006). Une leader sud-asiatique du Québec nous faisait mention de ce phénomène d'exclusion:

On n'est pas blancs. On n'a jamais été accepté à part entière... Je pense que l'un des plus grands problèmes c'est le manque de compréhension de la soi-disant société d'accueil. L'ignorance quasi totale dans laquelle tous les noms sud-asiatiques sombrent et le manque de volonté de s'informer. En fait, c'est le racisme... et ça s'est empiré après le 11 septembre à cause du *backlash* contre les musulmans...On nous met tous dans le même sac...(Ancienne présidente, CCFSA)

Portrait du réseau associatif des Sud-Asiatiques de Montréal

L'État joue un rôle notable dans l'intégration des immigrants. Au Québec, le gouvernement subventionne plusieurs organisations ethniques surtout pour la francisation des immigrants depuis la fin des années 1980. Cependant, ce financement est nécessairement conditionnel à la conformité des services et des programmes qu'elles offrent, ainsi qu'au mode de fonctionnement interne, qui doit correspondre avec les objectifs et les critères établis par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Dans les années 1990, le Québec a révisé ses politiques d'attribution des subventions. Les organisations monoethniques, soit celles qui donnaient une prestation aux membres d'un seul groupe, durent pour continuer à bénéficier des subsides gouvernementaux ouvrir leur porte à tous les immigrants résidant dans la province depuis moins de trois ans. Un certain nombre d'organisations monoethniques ont poursuivi leurs activités avec le principal soutien de leurs membres. Parmi celles-ci, surtout celles desservant les plus anciennes communautés (juive, italienne, chinoise), certaines ont gardé la même dynamique de fonctionnement grâce au soutien d'un bassin de membres plus important, mais reçoivent un support ponctuel du gouvernement. Alors que d'autres, plus modestes, créées par des immigrants récents survivent plus ou moins en marge des institutions ou des programmes *mainstream*, avec le soutien financier et le bénévolat de leurs membres et parfois avec l'apport ponctuel et minimal des municipalités (surtout Montréal) et des gouvernements fédéral et provincial.

Le réseau des organismes sud-asiatiques appartient à cette dernière catégorie. Il s'est développé graduellement de façon assez autonome à partir des années 1980 avec l'augmentation numérique de ce groupe et de sa concentration spatiale accrue à Montréal. Plus tard, les associations se sont diversifiées. Notre enquête auprès des leaders de cette communauté de première et de seconde génération, assez représentatifs de la diversité ethnique des immigrants sud-asiatiques,³¹ a permis de retracer l'historique de ces organisations présenté dans deux publications antérieures (Fiore, 2008a et c).

L'inventaire des organisations sud-asiatiques montréalaises que nous avons effectué pour Montréal nous révèle que le tissu associatif sud-asiatique est assez complet.³² Il offre certains services répondant aux besoins spécifiques des diverses catégories d'immigrants sud-asiatique au plan social, culturel et économique, notamment au plan linguistique (interprétariat, traduction, orientation et francisation). En 2006, ce réseau associatif était

³¹ Soixante-six pour cent des interviewés étaient originaires de l'Inde.

³² Il a été réalisé à l'aide du répertoire ethnoculturel de Montréal — Édition 2005 et avec l'aide de conseillers du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec.

composé de près d'une quarantaine d'organisations. Nous proposons une typologie du tissu associatif comprenant neuf sous-groupes correspondant à des secteurs d'activités (Tableau 19).

Tableau 19 : Typologie des associations sud-asiatiques répertoriées dans la région métropolitaine de Montréal

Catégorie	Nombre
Parapluie	4
Sociale	6
Culturelle	6
Éducative	3
Religieuse	11
Sportive	1
Régionale	8
Affaires	2
Médias	6
TOTAL	47

a. Source : Répertoire ethnoculturel de Montréal, 2005 et enquête terrain

L'analyse des organisations nous révèle que près du tiers des organisations sont à vocation religieuse. On trouve des temples hindous, des gurdwaras sikhes et une association islamique.³³ Ces organismes produisent des liens de type *bonding* assez forts entre les immigrants de même confession religieuse. Le deuxième groupe d'associations le plus important est celui des associations nationales et régionales. Les principaux pays représentés sont l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et le Sri Lanka, mais l'on retrouve aussi des associations régionales (Pendjab, Gujarat et Goa). Ce groupe produit lui aussi des liens de type *bonding* entre les immigrants originaires d'une même région ou d'un même pays.

³³ Les mosquées ne sont pas associées à un groupe ethnique en particulier. Les chrétiens sud-asiatiques fréquentent les églises catholiques de leur quartier.

Toutefois, les Sud-Asiatiques se rassemblent aussi au-delà des *frontières ethniques* internes du groupe à des fins politiques ou sociales. Des organismes parapluies regroupent des organismes de plusieurs régions et même pays. Par exemple, l'*Association nationale des Canadiens d'origine indienne* (ANCOI) comprend des associations de différentes régions de l'Inde. C'est l'une des associations les plus anciennes et influentes. Elle a son siège social à Toronto, mais compte un membership montréalais. Cette organisation a essentiellement un rôle politique auprès des divers paliers de gouvernement et produit des capitaux sociaux de type *bridging* et *linking* avec les organisations *mainstream* et les représentants politiques et les fonctionnaires. L'*Alliance des communautés de l'Asie du Sud* rassemble des membres de différents pays sud-asiatiques. Elle œuvre activement à l'insertion socio-économique des jeunes et des femmes, surtout dans le quartier Côte-des-Neiges. L'*Organisation Inde-Canada* regroupe quant à elle des membres indiens, pakistanais, bangladais de diverses confessions religieuses. Cette organisation beaucoup plus récente a été fondée en 2003. Elle organise chaque année le *Défilé de l'Unité* rassemblant près de 7000 personnes dans le quartier Parc-Extension. Ce défilé constitue une activité de type *bonding* entre les membres de la communauté mais est aussi une activité politique qui a pour objectif, de créer un capital social de type *linking* avec la société hôte. Les organisateurs veulent avec cette activité rendre plus visible les Sud-Asiatiques au plan politique, notamment afin de mieux faire connaître des aspects de leur culture et contribuer à contrer les préjugés et la discrimination. Plusieurs représentants politiques (municipal, provincial et fédéral) participent à ce défilé qui est d'ailleurs soutenu financièrement par diverses instances locales et politiques de même que par les membres de la communauté.

En outre, le tissu associatif sud-asiatique comprend des organismes sectoriels dans le domaine social qui incluent des membres originaires de différents pays de l'Asie du Sud ou de diverses religions. La *Fondation Bharat Bhavan* comporte ainsi des membres de plusieurs confessions religieuses (hindou, chrétienne, musulmane, sikhe) originaires de divers régions et pays. Le *Centre communautaire des femmes sud-asiatiques* (CCFSA) a également un membership très diversifié. Ces deux organisations à vocation sociale oeuvrent surtout auprès des clientèles des femmes et des personnes âgées particulièrement vulnérables et isolées en raison de leur connaissance moins grande du français et de l'anglais et de leur statut économique précaire. Ces organisations contribuent à créer différentes formes de capital social, nous y reviendrons plus loin.

Nous avons aussi répertorié des associations culturelles qui regroupent des Sud-Asiatiques de plusieurs régions et pays et qui établissent en même temps des liens avec la société hôte. Par exemple, la *Fondation Kala Bharati* qui enseigne la danse indienne a réussi à

attirer des membres de la société hôte et originaires de différents pays tout en créant des liens avec des organismes culturels majeurs de la société hôte comme le *Conseil des Arts du Canada* (Fiore 2008c). Ainsi, même si la culture est le domaine privilégié des liens de type *bonding* car elle constitue un marqueur identitaire important, elle peut devenir un moyen d'expression « universel » qui contribue à briser la barrière de l'isolement pour les populations issues de l'immigration.

Dans le secteur des affaires, nous avons également identifié l'*Association Inde-Québec* qui a notamment contribué à créer des liens de type *bridging* entre les gens d'affaires de la société hôte et les gens d'affaires originaires de l'Inde, en plus de favoriser l'établissement de liens de type *linking* avec les représentants du gouvernement du Québec. Cette association comporte un bon nombre de femmes dont le leadership est important.

Dans le secteur sportif l'*Association de cricket*, qui, au moment de l'enquête, n'avait pas de statut légal, était active sur le plan local et avait aussi fait un effort pour créer des liens avec la société hôte, notamment en organisant des activités regroupant des jeunes et des policiers.

La diversité associative de la communauté sud-asiatique est ainsi assez grande malgré son importance numérique moyenne et la décroissance du nombre d'immigrants admis ces dernières années. Cette diversité est attribuable à la présence de personnes d'origines ethniques et de religions différentes. Le caractère relativement récent de cette immigration explique aussi l'importance accordée aux liens entre les membres d'un même sous-groupe. Les Sud-Asiatiques se regroupent cependant au-delà des frontières internes de leurs origines ethniques et de leurs religions, pour mettre en commun des ressources, ou encore, pour avoir plus de pouvoir politique et obtenir davantage de subsides gouvernementaux. Cette stratégie postmigratoire a été assez efficace dans plusieurs cas. Par ailleurs, nous avons observé que malgré la relative complétude institutionnelle de leur réseau, celui-ci n'est pas fermé ou replié sur lui-même et ne se cantonne pas aux liens de type *bonding*. Des organisations sud-asiatiques de plusieurs secteurs créent des liens sociaux de toutes sortes à l'extérieur de la *frontière externe* de leur communauté et produisent du capital social de type *bridging* et de type *linking*.

La transitivité des formes de capital social des organismes sud-asiatiques : deux exemples

Nous examinerons plus particulièrement ici les cas de deux associations qui ont pignon sur rue à Montréal depuis plus de deux décennies et dont le membership est important au plan numérique. Notre objectif est d'analyser la connectivité des organisations sud-asiatiques, les liens sociaux et le capital social qu'elles produisent ainsi que d'explorer l'hypothèse de la transitivité des formes de capital social. Nous avons choisi ces deux cas car ils constituent deux modèles uniques de collaboration intergroupes sud-asiatiques non répertoriés ailleurs au Canada. Bien que nous ayons fait des entrevues avec des associations religieuses et qu'il aurait été pertinent d'étudier le capital social des associations religieuses, nous n'avons pas choisi de les exposer ici en profondeur car des associations religieuses sud-asiatiques ont déjà fait l'objet de recherches et de publications au Québec (Bradley, 2007; Germain *et al.* 2003). L'analyse de la structuration communautaire d'associations sectorielles sud-asiatiques nous apparaissait plus novatrice. À travers ces deux cas, nous aurons aussi l'occasion de faire ressortir le rôle des femmes dans la production du capital social. Notre enquête de terrain nous a révélé que les femmes sud-asiatiques occupent une position névralgique au sein de plusieurs organisations et de la vie économique et sociale des quartiers, de même qu'au sein de leur famille. Elles catalysent, avec leur travail bénévole au sein de multiples réseaux, la transformation des liens de type *bonding* en liens de type *bridging* et *linking*, nous y reviendrons plus loin.

Le cas d'une fondation

La *Fondation Bharat Bhavan* a été créée en 1984 par un groupe d'une vingtaine de femmes et d'hommes d'origines ethniques, de confessions religieuses et de statut divers. Son membership reflète aussi la pluralité de la communauté sud-asiatique du Québec. Cette fondation séculière a présidé à la création de plusieurs organismes. La mission de la Fondation a passablement évolué au fil du temps. Dans sa première charte fédérale, elle se définissait comme une organisation socio-culturelle dont la mission était de préserver la culture sud-asiatique. À cette époque, elle était affiliée à l'*Association nationale des Canadiens d'origine indienne* (ANCOI), organisation parapluie pancanadienne dont nous avons parlé plus haut.

Puis en 1994, la charte de la Fondation est amendée. Le mandat de l'organisation est élargi pour inclure le développement social, économique, éducationnel et religieux de ses membres et de la communauté locale dans son ensemble.

Cette transformation répondait, notamment aux besoins des nouvelles vagues d'immigration sud-asiatiques dont le statut économique était plus précaire et aux exigences des bailleurs de fonds du gouvernement. À compter de cette période, le fonctionnement de la Fondation se formalise davantage avec une charte élaborée. La Fondation a aussi réussi à augmenter la participation active des organisations et des membres les plus divers. Une trentaine de personnes siègent sur les conseils d'administration, notamment composés de femmes et d'hommes en proportion équivalente, de personnes d'origines ethniques, de confessions religieuses et de statut social différents.

La Fondation a notamment favorisé la participation des femmes aux échelons les plus élevés de son organisation en adoptant un règlement d'alternance femme/homme à la présidence pour garantir aux femmes l'accès à ce poste. En 2006, au moment de notre enquête une femme était présidente du Conseil d'administration. L'article 73 de la cette charte stipule:

In the event that the President is a male, the vice president shall be a female. If a male has been President for two consecutive terms, a female shall be elected for the same office for the next term and vice versa.

Selon l'un des anciens présidents, cet article de la charte était important pour valoriser la contribution des femmes de la communauté. Au moment, de notre enquête une femme était d'ailleurs présidente depuis deux ans. Cette femme de religion hindoue qui avait été enseignante à l'université dans son pays d'origine a connu de grandes difficultés d'intégration en emploi en arrivant au Québec. Elle a pu cependant se réorienter et démarrer sa propre entreprise. Elle nous a affirmé qu'elle ne tenait pas à occuper le poste de présidente car elle était déjà active dans deux autres associations mais les membres du conseil d'administration l'avaient sollicitée et l'avaient finalement convaincue d'accepter ce poste.

Une autre femme de religion sikhe coordonnait également les activités et les services du point de service de la Fondation à Parc-Extension. Cette dernière a eu un parcours particulièrement difficile de demandeur d'asile et de chef de famille monoparentale. Elle travaille de longues heures pour l'association avec des revenus modestes. Elle se considérait néanmoins plus heureuse au Canada car elle y a acquis une grande indépendance. Dans son pays d'origine, elle déclarait avoir très peu de liberté notamment au sein de la famille. Il

apparaît donc qu'au sein de cette association, le rôle des femmes prend de l'importance et qu'elles arrivent à occuper des postes intéressants quelle que soit leur classe sociale et leur religion.

Selon les périodes, la fondation a compté de 500 à 1000 membres résidant dans la région de Montréal. L'organisation s'autofinance en grande partie grâce à une campagne de financement annuelle. Par ailleurs, elle a créé un système de membership contribuant à générer des donations régulières importantes.³⁴ Au plan local, elle reçoit également de petites subventions sur une base ponctuelle de la Ville de Montréal, du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, du ministère du Patrimoine canadien, de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et d'une caisse populaire.

Le premier grand projet rassembleur et fondateur de cette organisation a été le Centre communautaire Bharat Bhavan-Maison de l'Inde. C'est à la fin des années 1980, qu'une première collecte de fonds importante de 100 000\$ a permis de faire l'achat d'une église du quartier Saint-Henri de Montréal. Cet édifice situé au centre de la région métropolitaine représentait un emplacement de choix accessible par les autoroutes et les moyens de transport publics pour l'ensemble de la communauté. Ensuite, avec l'augmentation de la concentration démographique de la communauté dans les quartiers centraux de Côte-des-Neiges et de Parc-Extension à la fin des années 1990, d'autres points de services ont été créés à Parc-Extension avec le soutien de la Ville de Montréal. Dans ce quartier plus défavorisé, un espace de bureau est alloué dans le Complexe William-Hingston et un chalet dans un des parcs. Ces points de services ont vite pris de l'importance et devinrent des lieux de référence pour d'autres institutions et organisations (organisation d'aide à l'établissement des immigrants, CLSC, mairie d'arrondissement) qui y recrutent ponctuellement de nombreux bénévoles (surtout des femmes) s'exprimant dans plusieurs langues sud-asiatiques qui servent d'interprètes, ou encore, prêtent main forte dans l'organisation d'activités communautaires locales. Dernièrement avec l'augmentation de la proportion de personnes du troisième âge dans la communauté sud-asiatique, de nouveaux projets de construction d'habitation adaptée sont développés avec la collaboration de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). La Fondation a ainsi contribué à établir des liens de type *bonding* entre les membres de la communauté sud-asiatique de divers pays d'origine.

Cependant, ces liens de type *bonding* ont aussi contribué à forger des liens de *bridging* avec des organismes et institutions *mainstream*. La Fondation est devenue un centre de référence, un intermédiaire pour établir des liens avec les membres d'une communauté plus

³⁴ La Fondation a quatre catégories de membres selon leur contribution financière (de 100 \$ à 10 000 \$). Des individus et des organisations peuvent être membres. Les membres donateurs peuvent être élus au conseil d'administration. Les épouses et les veuves des donateurs ont les mêmes privilèges.

difficile à rejoindre en raison des barrières linguistiques. Selon les périodes, la Fondation a participé aux instances de concertation locales, surtout dans les années 1990.

À Parc-Extension, Poirier (2006) souligne que cette collaboration a été tendue, car cette organisation était perçue comme « étrangère » étant donné que son siège social était dans un autre quartier. De plus, la faible maîtrise du français de certains représentants ne contribuait pas à la communication avec les leaders locaux des organisations *mainstream*, le plus souvent francophones. Cette marginalisation des Sud-Asiatiques due à des barrières linguistiques était un obstacle :

.... On était pas assez important pour être considéré comme un groupe à part...On est pas anglophone ou francophone. On tombait un petit peu entre deux marches. Y a jamais eu d'étude des besoins par les instances gouvernementales sur la communauté sud-asiatique. C'est seulement quand les situations sont devenues un peu plus graves qu'on a commencé à en parler dans Parc-Extension ... (Ancien membre de la Fondation Bharat Bhavan)

La « mise à l'écart » de cette organisation était aussi liée selon Poirier (*ibid.*), au style de leadership assez centralisé et au fonctionnement formel des instances de quartier de Parc-Extension. Cette problématique a d'ailleurs paralysé le fonctionnement de la démocratie locale par la suite. La table de concertation de ce quartier a même été dissoute. Néanmoins, dans d'autres quartiers, la fondation a siégé à différentes instances (CLSC de Saint-Henri, de Notre-Dame-de-Grâce, et de Brossard). Elle a également été partie prenante d'organisations régionales et nationales avec plus de succès notamment le *Comité des relations interculturelles et interraciales de Montréal*, celui de la *Communauté urbaine de Montréal* ainsi que le *Conseil interculturel* du gouvernement du Québec.

Les fêtes de quartiers sont aussi pour la Fondation des occasions de créer des liens sociaux. La fondation organise des centaines d'activités qui contribuent à forger des liens de type *bonding* entre les membres de la communauté, mais qui créent aussi des ponts ou des liens de type *bridging* avec les membres de la société hôte. Les journées festives liées aux différentes confessions religieuses comme la Diwali,³⁵ l'Eid³⁶, la Vaisaki³⁷ ainsi que les fêtes nationales des pays d'origines ponctuent l'année et sont ouvertes aux membres de la société hôte. On y invite notamment des représentants politiques et des fonctionnaires. Plusieurs autres activités comme les repas communautaires gratuits, les collectes de fonds créent des liens de type *bonding* entre les membres de la communauté. Parallèlement, la Fondation prend une part active à des événements de type *bridging* comme les fêtes de quartiers locales et régionales et les fêtes nationales du Québec et du Canada, la Journée internationale des

³⁵ Fête des lumières d'origine hindoue.

³⁶ Fête du sacrifice d'origine musulmane.

³⁷ Fête du printemps et anniversaire du kalsa d'origine sikhe.

femmes et la Fête des enfants de Montréal, entre autres, avec l'apport de plusieurs centaines de bénévoles, souvent des femmes, parfois au pays depuis très peu de temps. Cela témoigne d'une volonté très forte de participation aux activités locales. Notamment, les femmes de la communauté y prennent une part importante. Pour ce faire, certaines modifient même leurs habitudes vestimentaires :

... Si vous êtes dans un pays, vous devez vous adapter à la culture...à Rome comme chez les Romains. Vous devez changer mentalement et physiquement aussi. Ici, je porte des jeans et jamais dans mon pays je ne l'aurais fait. Je porte toujours des robes là-bas mais ici quand je porte mes robes je me sens un peu déplacée... Alors, je m'habille comme vous et je me sens plus confortable (rires)...

(Organisatrice communautaire, Fondation Barath Bhavan)

La Fondation organise également d'autres activités qui amènent à renforcer les liens avec la société hôte comme les activités de sensibilisation et de formation. Par exemple, des ateliers de soutien ou d'apprentissage des langues pour les immigrants, des conférences sur diverses thématiques (violence aux femmes, justice, etc.), des visites guidées de quartier et d'institutions (hôtel de ville, parlement) sont organisées. Cette organisation réalise aussi un travail d'orientation et de référence vers d'autres services spécialisés (CLSC). Toutes ces activités contribuent autant à créer un capital social de type *bonding* entre les membres de la communauté sud-asiatique qu'un capital social de type *linking* et de type *bridging* avec la société hôte.

Le cas d'un centre de femmes

Margaret Walton-Roberts et Geraldine Pratt (2003) questionnent les analyses féministes qui présupposent que les progrès concernant les droits des femmes seraient surtout observables dans les pays Occidentaux :

But bringing gender (and women) into view can come with its own theoretical oversights, and some gendered analyses have been criticized for being thoroughly saturated by an ideology that locates progress, including gender equity, in the West, and the most oppressive patriarchal relations in non-western contexts (2003 : 3).

Selon Walton Roberts et Pratt (*ibid.*), la communauté sud-asiatique de Vancouver est l'une de celle qui remet en question ces clichés sur le patriarcat ethnique. Pour elles, les femmes sud-asiatiques de Vancouver défient le patriarcat tant au sein de l'unité familiale que par leur participation active sur le plan politique notamment dans le cas de la législation sur l'immigration. Leurs recherches sur les immigrants sud-asiatiques récents et plus anciennement établis montrent que les femmes immigrantes sud-asiatiques ont un leadership significatif au sein de leur famille, de leur communauté et des entreprises. Il est évident que cette transformation du rôle des femmes est plus notable chez les Sud-Asiatiques nées au Canada comme le note Nayar (2004 : 55) dans son étude intitulée *The Sikh Diaspora in Vancouver Three Generations Amid Tradition, Modernity, and Multiculturalism*.

Cette évolution du rôle des femmes est aussi d'ailleurs observable dans plusieurs pays sud-asiatiques car l'éducation des femmes a connue des progrès notables depuis les deux dernières décennies, surtout Inde. Le féminisme indien a notamment mené plusieurs grands combats (Haase-Dubosc *et al.* 2002). Les femmes sud-asiatiques sont ainsi plus actives et autonomes et jouent un rôle social, économique et politique croissant dans leur propre pays d'origine.

Au Québec, nos propres données d'enquête pour la région métropolitaine de Montréal révèlent que des femmes d'origine sud-asiatique ont aussi un rôle central dans la dynamique communautaire locale et dans d'autres réseaux.

Au sein des organisations rencontrées lors de notre enquête, plusieurs femmes avaient occupé des postes importants (Tableau 20) et avaient des liens avec plusieurs autres réseaux dans le domaine social, artistique, scientifique et des affaires. La majorité de ces femmes détenaient des diplômes universitaires, parfois de 2^e et de 3^e cycle, étaient actives sur le marché du travail et avaient des enfants (Annexe X).

Tableau 20 : Rôle des femmes de la communauté sud-asiatique interviewées à Montréal dans la structuration communautaire, liens autres réseaux, 2006-2007

INT.	Rôle dans les associations sud-asiatiques	Liens autres réseaux
1	Présidente et directrice artistique Fondation Kala Bharati	Ville de Montréal (Service de la culture) Gouvernement fédéral (années 1990) Conseil des Arts du Canada Musée Pointe-à-Callière, Musée Nicolet Festival Métropolis Bleu, Regroupement de la danse du Québec Commission scolaire, Écoles primaires et secondaires CEGEPS et universités
2	Membre fondateur et ancienne présidente Cercle des femmes d'origine indienne	Liens avec le gouvernement fédéral (années 1990)
3	Présidente de la Fondation Bharat Bavan (2004-2006) Membre du Cercle des femmes d'origine indienne Membre du Temple hindou du Québec Membre du Club de l'âge d'or du peuple d'origine indienne Membre de l'Association nationale des Canadiens d'origine indienne (ANCOI)	Membre d'un groupe de dialogue interreligieux
4	Directrice de l'Institut interculturel de Montréal Liens avec la Fondation Bharat Bhavan Liens avec le Centre des femmes sud-asiatiques Liens avec le Temple hindou du Québec	Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration Agence canadienne de développement international Fondation canadienne des droits humains Université de Delhi

Tableau 20 : Rôle des femmes de la communauté sud-asiatique interviewées à Montréal dans la structuration communautaire, liens autres réseaux, 2006-2007(suite)

INT.	Rôle dans les associations sud-asiatiques	Liens autres réseaux
5	<p>Membre fondateur et ancienne présidente du Conseil des Affaires Inde-Québec</p> <p>Membre de l'Association nationale des Canadiens d'origine indienne (ANCOI)</p> <p>Ancienne directrice de la Chambre de commerce Indo-canadienne (première femme directrice de cette association)</p> <p>Ancien membre du CA de la Société de musique Bharathiya</p> <p>Membre de Canorient Christian Montreal Chapter</p> <p>Membre Kanadda Koota of Montreal</p>	<p>Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)</p> <p>Ministère du développement économique, Innovation et exportation (MDEIE)</p> <p>Chambre de commerce et de l'Industrie de Saint-Laurent</p> <p>Desjardins Bois Francs</p> <p>Gouvernement fédéral</p> <p>Ville de Montréal</p>
6	Directrice Fondation Nrithyalaya	<p>Maison de la culture (ville de Montréal)</p> <p>Musique Multi-Montréal</p>
7	<p>Présidente du Centre des femmes sud-asiatiques (2000-2004)</p> <p>Membre du centre des femmes sud-asiatique</p>	<p>Ville de Montréal</p> <p>Commission des écoles catholiques de Montréal</p> <p>Fédération des femmes du Québec</p> <p>Université McGill</p> <p>Comité aviseur sur les relations interculturelles et interraciales (Ville de Montréal)</p>
8	<p>Travailleuse communautaire</p> <p>Fondation Bharat Bhavan</p> <p>Liens avec le centre des femmes sud-asiatiques</p> <p>Himalaya Seniors</p>	<p>Ville de Montréal (Tandem, conseillers municipaux)</p> <p>Parti politique</p> <p>Carrefour de liaison et d'aide multi-ethnique</p> <p>Organisation des jeunes de Parc-Extension</p> <p>Centre haïtien d'animation et d'intervention sociale</p> <p>Parc-Extension –Quartier en santé</p>

Tableau 20 : Rôle des femmes de la communauté sud-asiatique interviewées à Montréal dans la structuration communautaire, liens autres réseaux, 2006-2007(suite)

INT.	Rôle dans les associations sud-asiatiques	Liens autres réseaux
9	Travailleuse communautaire Centre des femmes sud-asiatiques Présidente du Congrès tamoul – Chapitre de Montréal Association «Thamilar Olli » Association mondiale Tamoule	Centre locaux de services communautaires (CLSC) Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles Amnistie Internationale Nations Unies Croix Rouge
10	Secrétaire du Conseil sikhe canadien	Conférence interreligieuse Association des guides du Canada Conseil d'établissement Ville de Montréal Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (MICC)
11	Travailleuse communautaire Centre des femmes sud-asiatiques	Table régionale des Centres de femmes Montréal métropolitain/Laval CLSC Parc-Extension et Côte-des-Neiges Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes Tables de concertation de quartier
12	Ancienne présidente de l'Association nationale des Canadiens d'origine indienne (ANCOI) (1 ^{ère} femme élue) (2004- 2005)	Membre du Conseil régional des Élus de Montréal
13	Directrice du Journal Bharat Times	Liens avec associations d'autres groupes immigrants (juifs, philippains, etc.) à Montréal, Toronto et Vancouver

Paradoxalement, l'un des facteurs ayant favorisé cette participation importante des femmes au sein des associations sud-asiatiques est leur rôle privilégié dans la transmission de la culture d'origine, surtout dans le cas des femmes appartenant aux classes moyennes et supérieures (Fiore 2008c). Le rôle des femmes immigrantes dans la reproduction et la transmission de la culture d'origine des immigrants a d'ailleurs été mis en lumière par Juteau (1999). Cependant, nous avons constaté que ce rôle, loin de confiner les femmes sud-asiatiques à l'espace domestique les amène à tisser des liens à l'extérieur de la famille et de la communauté, d'autant plus que des femmes sud-asiatiques ont des niveaux de scolarité élevés.

D'ailleurs, il faut souligner que la vie familiale des femmes sud-asiatiques est passablement réduite en situation migratoire à la famille nucléaire, alors que dans leur pays d'origine, la famille étendue constituait un réseau social beaucoup plus vaste. Cet isolement dans le pays hôte amène certaines femmes, surtout des classes moyennes et supérieures à fonder ou soutenir très activement des organismes. Elles élargissent ainsi souvent le cercle de leurs relations à l'extérieur de la famille nucléaire ou de la communauté pour y inclure des personnes d'autres origines. Par exemple, la *Fondation Kala Barathi*, fondée par une femme qui a exercé par ailleurs le métier de professeur au CEGEP, enseigne la danse classique indienne à une clientèle de toutes origines. Cette organisation a créé de nombreux liens avec des associations culturelles de la société hôte, comme nous l'avons mentionné plus haut (Fiore 2008c).

À l'échelle du quartier notamment, les femmes sud-asiatiques développent des liens avec les centres locaux de services communautaires (CLSC) et les écoles fréquentées par leurs enfants. Elles sont également actives sur le marché du travail dans tous les secteurs de l'économie, notamment dans le domaine des affaires. Plusieurs femmes rencontrées dans le cadre de notre enquête ont développé des liens avec les divers paliers de gouvernement tant sur le plan administratif que politique et bien d'autres réseaux. Tous ces secteurs de la vie sociale constituent autant de lieux de maillage propices au réseautage (Tableau 20). La contribution plus notable des femmes sud-asiatiques à la vie communautaire locale a débuté il y a une vingtaine d'années au Québec. Dans les années 1950, au début de l'émergence de la vie communautaire de ce groupe, les organisations sud-asiatiques étaient plutôt contrôlées par des hommes alors que l'immigration était surtout économique. Le réseau des organisations sud-asiatiques se transforme avec l'arrivée importante des immigrantes de la catégorie des parrainés et des réfugiés de la deuxième et de la troisième vague d'immigration dans les années 1980 et 1990. Pendant ces deux décennies, les associations à vocation sociale se consolident.

Le *Centre communautaire des femmes sud-asiatiques* (CCFSA) est un organisme développé par et pour les femmes sud-asiatiques pendant cette période, nous en ferons ici un bref historique. Ce centre a mis en œuvre des activités et des programmes à vocation sociale avec le soutien de départ d'instances locales comme la Ville de Montréal qui lui a accordé des locaux gratuits pour démarrer ses activités. La création d'un tel organisme constituait tout un défi à cause des contextes d'origine très diversifiés tant au plan ethnique, linguistique, national que social. En outre, l'isolement de certaines femmes sud-asiatiques à Montréal, contrairement à la situation qui prévalait en contexte prémigratoire où la famille élargie pourvoyait en quelque sorte à bien des besoins sociaux, économiques et affectifs, représentait un autre obstacle à surmonter.

Dans ces conditions, la création d'un climat de confiance était un élément majeur pour assurer le succès et la pérennité d'une organisation de femmes. Ce centre a été fondé par des universitaires de diverses origines nationales et confessions religieuses :

... les membres fondatrices voulaient créer un réseau entre les femmes sud-asiatiques parce qu'elles viennent d'une société où les sexes sont très ségrégués...lorsqu'on les sort de ce milieu-là et qu'on les transplante ici dans une maison où il y leur mari (qu'elle ne connaissait souvent pas ou peu avant leur mariage) qui a des liens avec d'autres hommes alors qu'elle n'a pas de liens avec d'autres femmes et qu'elle sort moins que lui, elles deviennent vraiment isolées ... (Ancienne présidente,CCFSA)

La participation à la vie associative apparaît donc pour ces femmes comme cruciale pour reconstituer un nouveau réseau les connectant à des femmes non apparentées, mais vivant tout de même des problématiques semblables. L'association devient un substitut de la famille élargie, un lieu où le capital social de type *bonding* se forge au-delà des *frontières internes* du sous-groupe. Des pratiques d'échange se développent au sein de l'organisation entre des musulmanes et des hindoues, par exemple. De plus, le CCFSA offre des services facilitant l'intégration à la société hôte comme l'aide à l'établissement, les cours de français et d'anglais, l'interprétariat et la traduction, les activités d'information et de formation, le soutien à l'employabilité, les services de garde pour les enfants, les camps de jour, etc. Cette offre de service se réalise en partenariat avec les institutions locales comme les CLSC, les CLÉ et les divers services de la Ville de Montréal (bibliothèques, centre de loisirs, parc, police, etc.) Des liens importants sont donc établis avec la société hôte, soit un capital social de type *linking*. Par ces activités, les femmes sud-asiatiques brisent leur isolement et augmentent leur autonomie. L'une des intervenantes décrit ainsi les objectifs des activités du centre :

Nous voulons que les femmes sortent de chez elles spécialement celles qui sont au foyer. Elles ne travaillent pas à l'extérieur, elles sont toujours à la maison Nous voulons leur apprendre des choses qu'elles peuvent faire par elles-mêmes. Elles n'ont pas besoin d'attendre que leurs maris les aident, ou, qui se soit d'autre d'ailleurs. C'est notre objectif principal : rendre les femmes autonomes. (Intervenante sociocommunautaire, CCFSA)

En outre, le CCFSA a été plus loin dans sa démarche de réseautage avec la société hôte en s'associant de façon plus formelle avec les objectifs poursuivis par les grandes organisations de femmes locales notamment la *Fédération des femmes du Québec*. Cette forme d'association plus politique de type *bridging* et de type *linking* s'est manifestée publiquement à l'occasion de la *Marche mondiale des femmes* en 1995, un événement dont l'impact médiatique et politique a été majeur. Le CCFSA s'y est illustré, entre autres, au côté du *Centro donne* (Centre des femmes italiennes) et de plusieurs organisations de femmes mainstream et d'autres organisations des populations issues de l'immigration.

En plus de cette activité qui l'a rapproché du mouvement féministe québécois mainstream, le CCFSA a également fait des représentations pour être reconnu par le *Regroupement des centres de femmes du Québec*. Ce processus de reconnaissance a cependant été assez long. Près de trois ans se sont écoulés avant que le centre n'obtienne le statut de centre de femmes qui lui assurera le bénéfice d'un financement récurrent annuel du ministère de la Santé et des Services Sociaux d'environ 30 000 \$, montant minimal pour assurer une permanence. Les résistances à l'insertion du CCFSA étaient fortes en dépit de l'appui d'une personnalité légendaire du féminisme québécois comme Madeleine Parent. Le centre a dû notamment faire accepter les particularités de son mode de fonctionnement. Par exemple, il est dédié à une clientèle de femmes sud-asiatiques mais admet quand même quelques hommes comme membres alors que les centres de femmes du Québec sont habituellement ouverts à toutes les femmes et n'incluent pas d'hommes :

... Ça nous a pris des années pour expliquer qu'une femme sud-asiatique se voit dans un contexte familial. Pour elle, ses liens familiaux sont super importants. Elles ne se voient pas comme des personnes qui font leur vie toutes seules. Elles ont souvent un mari, un père, des frères. Les femmes viennent avec leur famille... il y a vraiment des incompréhensions culturelles majeures autour de l'idée de l'individu versus la collectivité parce que les sociétés sud-asiatiques sont très collectivistes comparativement aux sociétés occidentales. (Ancienne présidente, CCFSA)

Finalement, le *Regroupement des centres de femmes du Québec* a admis l'importance d'intervenir auprès de cette clientèle spécifique, notamment auprès des femmes réfugiées ou victimes de violence familiale. Le CCFSA a obtenu une reconnaissance officielle. Il a pu, dès lors, fonctionner sur une base régulière en renforçant de façon continue et graduelle ses liens avec les organisations de la société hôte. Le CCFSA a pu conserver certaines de ses spécificités organisationnelles. Ainsi, cette organisation a d'abord produit un capital social de type *bonding* qui s'est ensuite transformé, avec le déploiement d'une stratégie de développement communautaire persistante émanant de l'intérieur même de l'association, en un capital social de type *bridging* et *linking* qui lui a permis d'établir des mécanismes relationnels externes avec les instances communautaires ou gouvernementales significatives.

Discussion

Les cas du *Centre des femmes sud-asiatiques* et de la *Fondation Bharat Bhavan* illustrent le potentiel de production de capital social multiple que peuvent avoir les associations monoethniques. Ces deux associations, parmi les plus importantes des associations sud-asiatiques du Québec, arrivent à établir des liens de type *bonding* entre les membres de la communauté tout en créant des liens assez étroits de type *bridging* et de type *linking* avec les organisations de la société hôte, et ce, en dépit d'un financement public plutôt modeste et des obstacles liés à la faible connaissance du français, à la ségrégation résidentielle et la discrimination dont sont victimes les membres de cette communauté.

Dans d'autres villes canadiennes, on retrouve aussi des associations sud-asiatiques assez actives qui connectent les Sud-Asiatiques les uns aux autres, au-delà de leurs différences ethniques et sociales, tout en développant leur capacité d'insertion à la société hôte. Dans la région de Vancouver par exemple, les conditions de vie et de travail difficiles dans le secteur de l'agriculture, causant même des accidents mortels impliquant les travailleurs et leurs familles, les amènent à se mobiliser (Basran, Gill et MacLean. 1995). Une importante association sud-asiatique est créée le *Progressive Intercultural Community Services Society* (PICS). Celle-ci est issue de la fusion de plusieurs associations de défense des droits des travailleurs. Elle était à l'origine très peu subventionnée.

Rappelons qu'en Colombie-Britannique, la vie associative était relativement peu soutenue par les villes et les différents paliers de gouvernement comparativement au Québec et à l'Ontario, jusqu'à tout récemment. En dépit de cela, étant donné les besoins pressants de la communauté, un réseau d'entraide monoethnique de type *bonding* se met en place, avec

au départ très peu de ressources, à Surrey une ville de la banlieue de Vancouver comptant une concentration importante de Sud-Asiatiques.

Puis, avec la prise de pouvoir du *Nouveau Parti Démocratique*, suivie par celle du *Parti Libéral* (qui a d'ailleurs fait élire un premier ministre d'origine sud-asiatique pour la première fois au Canada), les premières subventions sont attribuées au PICS pour le soutien à l'insertion en emploi. Le PICS bénéficie actuellement de subventions des gouvernements fédéral et provincial ainsi que de donations privées. De 2000 à 2006, le budget de l'organisme est passé de zéro à cinq millions de dollars. L'association compte actuellement quatre-vingts employés, deux points de services (Vancouver, Surrey) et deux résidences pour les personnes âgées. Cette organisation, monoethnique à l'origine, a diversifié son membership, son personnel et la composition de son conseil d'administration tant au plan des origines, du genre que de l'âge.

Au sein du PICS, plusieurs femmes dirigent aujourd'hui des programmes. Par ses activités de formation, d'éducation et de mentorat, cet organisme contribue de façon notable à l'insertion socio-économique de ses usagers. Aux liens de capital social de type *bonding* se sont donc ajoutés les liens de type *bridging* et de type *linking* stimulés, cette fois par un soutien financier important de l'État et de fondations privées. Cela a contribué à briser l'isolement et la marginalisation de membres plus vulnérables de cette communauté.

Le cas de figure du tissu associatif sud-asiatique de Toronto est lui aussi particulier. Nous l'avons vu plus haut, la région de Toronto compte la plus importante concentration de Sud-Asiatiques du Canada. Cette population sud-asiatique est toutefois répartie dans plusieurs villes de banlieues parfois assez éloignées les unes des autres, notamment Scarborough, Rexdale, Brampton, Mississauga. Selon Qadeer et Kumar (2006) de véritables enclaves ethniques s'y constituent où les Sud-Asiatiques se regroupent selon leurs langues, leurs pays d'origines et leurs religions. Dans ces villes de la banlieue torontoise où les budgets de fonctionnement sont moins importants que celui de la ville centre de Toronto, les infrastructures municipales et communautaires sont beaucoup moins développées et les organismes à but non lucratif peu subventionnés. Néanmoins, des centaines d'organisations sud-asiatiques se développent grâce au soutien de bénévoles. Elles regroupent généralement des personnes d'une même origine. Parallèlement à cela, une vingtaine d'organisations à but non lucratif qui desservent principalement des Sud-Asiatiques se sont formées. Ces dernières interviennent dans des domaines particuliers comme la lutte contre le SIDA, la condition féminine, les services à la famille, l'immigration et le logement.

Ces organisations sont subventionnées et comptent des membres de toutes les origines. Elles se sont regroupées au sein d'une association parapluie (*Council of Agencies Serving South Asian*). Le conseil d'administration de cet organisme regroupe des membres des différentes composantes de la communauté sud-asiatique de Toronto. Cette coalition entretient de nombreux liens avec les agences et institutions de la société hôte. On observe donc ainsi à Toronto en dépit de la masse critique très importante de chaque composante de la communauté sud-asiatique et des politiques de subvention restreintes des villes de banlieues, des efforts de coalition entre les groupes sud-asiatiques d'origines différentes qui créent à la fois des liens de type *bonding*, de type *bridging* et de type *linking* avec la société hôte.

Conclusion

L'étude exploratoire que nous avons menée sur le réseau associatif sud-asiatique montre que dans bien des cas de figure la volonté de participation et d'engagement civique précoce à la société hôte de ce groupe d'immigrants est notable dans plusieurs contextes sociaux différents et que le capital social produit est de plusieurs types. Elle met en lumière le potentiel d'intégration à la société hôte du capital social des populations issues de l'immigration, notamment à l'échelle locale.

Le capital social produit par les associations sud-asiatiques est dans les premières phases d'implantation des organisations de type *bonding*. Pendant cette période, il s'agit bien sûr pour les immigrants de créer des liens forts entre eux. Au départ, il constitue d'ailleurs un groupe diasporique assez hétérogène au Québec. Ces membres sont souvent non apparentés et, de surcroît, assez diversifiés sur le plan national et religieux. Pour briser leur isolement, ils construisent une appartenance culturelle post-migratoire nouvelle. Cependant, ce capital de type *bonding* ne tarde pas à se transformer en dépit du faible soutien financier de l'État. Des organisations sud-asiatiques établissent des liens de type *bridging* et de type *linking* avec les organisations *mainstream* et les différents paliers de gouvernement.

Nous avons aussi observé qu'il existe des liens de transitivité entre les diverses formes de capital social de cette population issue de l'immigration. Ainsi, les liens de type *bonding* créés entre les membres des groupes sud-asiatiques peuvent favoriser le développement de liens de type *bridging* et de type *linking* avec la société hôte notamment en accélérant la circulation de l'information ou en facilitant la mobilisation d'un plus grand nombre de personnes pour les activités civiques.

Le processus de transformation des liens de type *bonding* en liens de type *bridging* et de type *linking* est favorisé par les dynamiques participatives locales dans la mesure où les acteurs locaux ont la volonté d'inclure les immigrants ou les associations immigrantes. Le soutien financier de l'État ou d'autres instances comme les municipalités peut aussi contribuer à accélérer ce processus, on l'a vu avec le cas d'une association de Vancouver. Les femmes sud-asiatiques, avec leur travail bénévole important, contribuent également de façon notable à resserrer les liens entre le réseau communautaire sud-asiatique et le réseau *mainstream*, particulièrement à Montréal.

Nos conclusions sur le capital social immigrant rejoignent celles de certains auteurs ayant étudié la dynamique associative immigrante à Montréal. Les recherches menées par Germain *et al.* (1995) sur la vie associative des quartiers multiethniques de Montréal montraient, elles aussi, que les immigrants prenaient une part active à la vie civique locale. Une autre recherche de Germain et Sweeney (2002) sur la présence des associations immigrantes aux tables de concertations de quartier à Montréal indiquait que les organismes ethniques produisaient divers types de capital social notamment de type *bridging* et de type *linking*. Sur le plan national, le rapport du Conseil canadien du développement social basé sur l'*Enquête sociale générale* (EGS) de 2003 et l'*Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation* (ENDBP) (Scott, Selbee et Reed, 2006) montrent que les immigrants s'en sortent plutôt bien sur le plan de l'intégration, de la participation civique, malgré les obstacles persistants même chez les immigrants de deuxième génération (Reitz et Banerjee 2006; Ravanera, 2008) notamment sur le plan de l'insertion en emploi, surtout pour les minorités visibles. Le capital social des populations issues de l'immigration serait ainsi bien moins sombre que ne le soutient Putnam. Il n'en demeure pas moins que le questionnement sur le capital social des populations issues de l'immigration reste très actuel. D'autres analyses qualitatives plus fines sont encore nécessaires pour déconstruire les conceptions inexactes relativement à ce capital social. Il serait, entre autres, important de continuer d'explorer l'hypothèse d'une transitivité des divers types de capital social (*bonding-bridging-linking*) pour mieux saisir le rôle d'acteurs intermédiaires comme l'État ou les instances de gouvernance locales dans ce processus.

CHAPITRE 5 : DISCUSSION-SYNTHESE

Retour sur la démarche

L'objectif de notre recherche était d'explorer le processus de construction de l'ethnicité énigmatique, pour reprendre l'expression de Zelinsky (2001), de populations issues de l'immigration. Nous voulions par la même occasion mieux comprendre le type de capital social créé par ces populations et leurs associations ainsi que les relations entre les différentes formes de capital. Nous voulions éclairer les dynamiques interactionnelles au sein des associations ethniques et entre ces dernières. Nous souhaitions aussi analyser les relations qui se dessinent entre ces associations et la société hôte.

À l'origine, notre projet portait sur les associations des personnes originaires de l'Inde. Cependant, les premières études consultées et les entretiens préliminaires avec les leaders communautaires, nous indiquèrent que les *frontières internes* du groupe étaient élargies en contexte post-migratoire et que des personnes originaires de l'Inde partageaient souvent les mêmes territoires urbains et pouvaient oeuvrer au sein d'associations communes avec des personnes originaires d'autres pays de l'Asie du Sud.

Nous avons donc élargi notre objet d'étude à l'ensemble des associations des groupes sud-asiatiques. Nous avons voulu vérifier l'hypothèse de leur *communalisation* au sens wébérien. Nous souhaitions également à travers le cas de figure de ces groupes vérifier l'hypothèse de la possibilité d'une transivité des différentes formes de capital social produites par les associations ethniques. À savoir le capital social de type *bonding* qui relie les membres d'un même groupe peut-il se transformer en capital de type *bridging* reliant différentes communautés ou *linking* reliant les immigrants à la société hôte ?

Dans une perspective constructiviste de l'ethnicité et du capital social, l'approche méthodologique que nous avons utilisée consistait en une triangulation de méthodes qualitatives et quantitatives pour prendre en compte les facteurs subjectifs et objectifs à la base de la structuration des associations et de la création du capital social.

Notamment, l'analyse des sources documentaires secondaires nous a permis de mieux comprendre les facteurs explicatifs objectifs des prémices de la *communalisation* des Sud-Asiatiques à Montréal : soit les facteurs expliquant leur immigration et les éléments historiques et politiques permettant de faire la lumière sur la construction de leur appartenance commune dans le contexte de la diversité socio-culturelle de leurs groupes. Cette analyse documentaire a aussi permis de rassembler les informations concernant l'historique de leur immigration au Québec et au Canada, leur localisation spatiale ainsi que leurs principales caractéristiques socio-démographiques, autres facteurs pouvant expliquer la structuration associative de cette communauté.

Les entretiens avec les leaders de la communauté sud-asiatique nous ont permis de recueillir d'autres informations pertinentes sur les facteurs subjectifs et objectifs concernant la structuration communautaire ainsi que sur le capital social produit par leurs associations. Les thématiques abordées pendant les entretiens étaient : l'historique migratoire, les obstacles rencontrés lors de l'établissement, les réseaux sociaux, l'identité culturelle et le sentiment d'appartenance des répondants. Nous avons réalisé 39 entretiens semi-dirigés avec des leaders communautaires issus d'une variété de milieux et présentant des caractéristiques différentes au plan des origines, du genre, de l'âge, des catégories sociales, du statut d'immigration et de la religion. Ces personnes étaient assez représentatives de la diversité des groupes sud-asiatiques. Pour leur recrutement, nous avons adopté la méthode dite *boule de neige* en nous appuyant sur les recommandations de nos informateurs-clés. Nous avons interviewé 19 femmes et 20 hommes.

La majorité des entretiens ont été réalisés à Montréal. Nous avons effectué quelques entrevues à Vancouver et à Toronto. Les personnes interviewées étaient originaires des endroits suivants : Bangladesh, Canada, Fidji, France, Hong Kong, Inde, Pakistan, Sri Lanka et Afrique. Parmi elles, on retrouvait des personnes occupant une variété de fonctions au sein des associations : membres de conseil d'administration, coordonnateurs d'organismes, travailleurs communautaires ainsi que membres et ex-membres d'associations. Deux politiciens et un membre du personnel politique ont aussi bien voulu répondre à nos questions. Notre *échantillon* comptait des professionnels de plusieurs catégories (sciences, enseignants, administrateur, communication), des gens d'affaires, des techniciens, des mères de famille, des retraités et des étudiants. Les trois informateurs-clés étaient : des conseillers du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles oeuvrant depuis plusieurs années auprès des groupes sud-asiatiques et une travailleuse communautaire d'un organisme interculturel d'origine sud-asiatique.

Les leaders communautaires oeuvraient au sein d'organismes variés (politique, social, culturel, médias). Parmi eux, quelques personnes étaient actives au sein d'organismes ou institutions *mainstream*. Les entretiens ont été retranscrits intégralement et ont fait l'objet d'une analyse transversale nous permettant de *croiser* les données relatives à la structuration communautaire et au capital social produit par ce tissu associatif.

Dans un premier temps, nous voulions vérifier l'hypothèse de l'existence d'une communauté sud-asiatique. S'agissait-il d'un groupe qui s'auto-identifiait et qui était reconnu ou distingué par la société hôte ? Nous avons opté pour l'approche sociale ou constructiviste de l'ethnicité selon laquelle le groupe ethnique est une construction sociale en constante transformation produite par des interactions sociales inégales (Weber [1921-1922]1971). Dans cette perspective, nous nous sommes servis de la définition de la communauté ethnique de Sirma Bilge :

...un ensemble d'individus ayant : 1) le sentiment de former un groupe distinct, sentiment fondé sur la croyance d'avoir des ancêtres réels ou putatifs, sur des expériences socio-culturelles et/ou des caractéristiques physiques communes ; 2) un certain degré d'organisation collective qui exprime cette identification commune; 3) l'action concertée le plus souvent politique, constituée sur la base de cette identification...De tels groupes peuvent être identifiés par leurs membres et/ou par les gens de l'extérieur à un dénominateur religieux, «racial», culturel, national, linguistique et/ou géographique. Ainsi, ce qu'auraient en commun les membres d'un groupe ethnique serait leur *ethnicité*, c'est-à-dire leur sens d'unité et d'unicité en tant que groupe distinct, le sens collectif qu'ils ont de leur histoire et de leur devenir communs (Bilge, 2004 : 209).

Il s'agissait donc de vérifier pour le cas des groupes sud-asiatiques s'ils constituaient une *communauté* au sens wébérien, à l'aide de l'analyse transversale de divers facteurs liés aux caractéristiques objectives de ces groupes comme l'histoire commune, la localisation spatiale, la ségrégation ou l'agrégation et le degré de structuration communautaire. Nous avons porté une attention particulière au quartier pour vérifier l'importance de sa signification comme espace social et politique et lieu d'établissement des réseaux sociaux pour les groupes sud-asiatiques (Morin et Rochefort 1998; Blockland-Potters, 2003). À l'analyse de ces facteurs objectifs, s'ajoutait celle des facteurs subjectifs de la *communalisation* soit l'auto-identification, le sentiment d'appartenance et la racialisation.

Nous voulions également retracer l'évolution des *frontières ethniques* de la *communauté* sud-asiatique en contexte post-migratoire. Ces frontières sont, selon Barth (1969), délimitées par des marqueurs symboliques variant dans le temps. Rappelons que dans le contexte de la théorie wébérienne l'ethnicité n'est pas une qualité inhérente à l'individu acquise une fois pour toutes dès la naissance, mais un processus de dichotomisation (Nous/Autre) qui est constamment réactivé au cours des contacts entre les individus et les groupes. Selon Barth, cette dichotomisation est loin de produire des situations d'isolement et de repli. Les groupes ethniques ont des contacts culturels et économiques continus entre eux. Ils ne sont donc pas stables. Pour Barth, le groupe ethnique ne se définit pas par la somme de ses traits culturels mais plutôt par ses *frontières ethniques*. Ces dernières sont, en quelque sorte, une constellation de traits culturels choisis comme marqueurs symboliques pour différencier les groupes les uns des autres. L'action de s'auto-attribuer, ou d'attribuer aux autres, une catégorie ethnique devient donc centrale. Elle peut être liée tant à des facteurs externes aux groupes comme le contexte politique local, national et international qu'à des facteurs internes liés aux relations entre les différents sous-groupes. Notre analyse a surtout privilégié l'autoperception des leaders sud-asiatiques relativement à leur appartenance et à leur racialisation. Quelques entrevues ont également été réalisées avec des informateurs-clés de la société hôte. Dans un deuxième temps, nous voulions aussi analyser quel type de capital social était produit par les associations sud-asiatiques (*bonding-bridging-linking*) et vérifier l'hypothèse d'une transitivité entre les différentes formes de capital social.

Synthèse des résultats

Le cas de la structuration communautaire des immigrants de l'Asie du Sud à Montréal est assez particulier, car l'un des premiers constats de notre enquête était que des regroupements communautaires, dont nous expliquerons la structure plus loin, se réalisent au-delà de la diversité nationale des Sud-Asiatiques, entre des personnes qui sont originaires de pays ou de régions qui ont été en guerre ou de personnes de religions différentes.

C'est pourquoi un bref retour historique était nécessaire pour mieux comprendre les origines de cette habileté à cohabiter dans la différence ainsi que pour nous éclairer sur les représentations identitaires à la base de la dynamique de la structuration communautaire de ces groupes qui ne correspondent pas toujours aux frontières actuelles des pays d'Asie du Sud.

D'autant plus que lors des entretiens préparatoires, l'attachement au passé mythique commun apparaissait comme un élément identitaire unitaire important, auquel des leaders se référaient de façon récurrente. Ce retour historique nous a permis de mieux comprendre l'origine des liens complexes entre les différents groupes sud-asiatiques et la dynamique de la mobilité de leurs *frontières ethniques*. Cependant, il est à noter que nous n'adoptons en aucun cas un déterminisme historique puisque les groupes immigrants reconstruisent la mémoire de leur histoire ou s'en distancient.

Nous avons observé d'ailleurs que des immigrants sud-asiatiques de Montréal, même s'ils ont quitté leur pays parfois en raison de conflits ethniques ou nationaux, adoptent souvent une posture de distanciation par rapport aux conflits et guerres des pays d'origine et ont la volonté d'harmoniser les relations entre les différents groupes sud-asiatiques par le biais d'activités collectives et de regroupements associatifs qui reçoivent d'ailleurs parfois l'appui financier des bailleurs de fonds gouvernementaux tant au plan local que national.

Néanmoins, l'identité diasporique sud-asiatique est jusqu'à un certain point tributaire d'une longue histoire dont les racines prémigratoires sont millénaires et dont la construction se poursuit encore aujourd'hui tant en fonction de l'évolution des identités nationales des pays d'origine qu'en fonction des transformations des diverses entités diasporiques. L'une de ces caractéristiques importantes est sans contredit la volonté unitaire dans la diversité culturelle, si on reprend ici la formule de Nehru.

Historiquement, l'identité des peuples de l'Asie du Sud est en effet le produit du contact de multiples cultures, notamment dravidiennes, indo-européennes et arabo-musulmanes. Ces populations de langues et de cultures diverses se sont côtoyées d'assez près. Des périodes de cohabitations contraintes pacifiques et conflictuelles se sont succédées donnant lieu à de grands brassages culturels. Il en est résulté un certain syncrétisme entre les cultures en présence.

Pendant la période pré-coloniale, des entités politiques (sultanats, royaumes hindous et sikhs) ont favorisé ou contraint la construction d'identités communes chez des populations relativement diversifiées. À partir du XVI^e siècle, la colonisation, surtout britannique, a contribué à renforcer les contacts entre les sous-groupes de populations sud-asiatiques avec le développement des moyens de transport, le renforcement de la structure étatique, la scolarisation de masse, l'ouverture à l'émancipation des basses castes et des femmes, la généralisation de l'utilisation de l'anglais dans toutes les régions de la péninsule indienne.

La colonisation britannique a aussi amené une *racialisation* des populations autochtones. Ce phénomène de *racialisation* se retrouve aussi d'ailleurs en diaspora où les

populations sud-asiatiques sont, de surcroît, minoritaires au sein de populations blanches souvent d'origine britannique.

La lutte pour l'indépendance a par la suite aussi favorisé un regroupement des peuples sud-asiatiques qui se sont solidarisés contre les Britanniques. Ainsi en dépit de la diversité culturelle, sociale et nationale de l'Asie du Sud, une identité diasporique sud-asiatique a pu se forger sur la base d'un passé syncrétique, mythique commun pour certains membres de la communauté, nous y reviendrons.

Ce passé mythique a pu jouer un rôle dans la construction de la catégorisation sud-asiatique qui est en usage au Québec comme aussi ailleurs au Canada et dans des pays comme l'Angleterre et les États-Unis. Au Canada, la catégorie sud-asiatique est utilisée dans le recensement. Rappelons que cette variable saisit la dimension d'auto-identification de l'ethnicité construite essentiellement en contexte post-migratoire. Une enquête réalisée dans les années 1980 sur les groupes minoritaires au Québec révélait aussi que le référent sud-asiatique était souvent utilisé par les Sud-Asiatiques eux-mêmes. Pour Ledoyen (1992), cette appellation aurait été internalisée par les membres de ce groupe à cause à la fois des liens de solidarité unissant les immigrants à l'extérieur de leur pays d'origine et de la discrimination subie par ce groupe. Ledoyen souligne que les immigrants s'identifient également comme *Indiens*, mais que cette référence ne couvre pas nécessairement uniquement les personnes originaires de l'État indien actuel, mais comprend les personnes originaires d'un territoire plus vaste, réalité coloniale, voire précoloniale, Inde mythique (Bhārat).

Des analyses plus récentes d'après *l'Enquête sur la diversité ethnique* (2002) révèlent que les groupes sud-asiatiques du Canada continuent de construire leur identité commune en diaspora autour de valeurs familiales traditionnelles et religieuses, surtout les premières générations (Tran, Kaddatz et Allard, 2005). Ces facteurs favoriseraient, une agrégation des groupes sud-asiatiques surtout dans les grands centres urbains de Toronto, Vancouver et Montréal.

Or, pour d'autres auteurs, l'agrégation des Sud-Asiatiques ne semble pas expliquer à elle seule la concentration spatiale de cette communauté, à tout le moins à Montréal. La ségrégation résidentielle contribuerait davantage à renforcer l'isolement des Sud-Asiatiques par rapport à la société hôte. Au Québec, à Montréal surtout, le phénomène de la ségrégation résidentielle des Sud-Asiatiques est important.

C'est le groupe le plus ségrégué de la région métropolitaine selon Apparicio, Leloup et Rivet (2006). D'après leur analyse, ce groupe est celui qui a l'indice d'isolement le plus élevé.

Cet indice, mesure du degré d'exposition des membres d'un groupe minoritaire aux membres du

même groupe dans leur quartier, a quadruplé de 1981 à 2001. D'ailleurs, une autre étude comparative réalisée sur la ségrégation résidentielle des Sud-Asiatiques dans les villes de Toronto, de Vancouver et de Montréal indique que cette ségrégation résidentielle s'accroît de génération en génération dans les trois villes (Balakrisnan, Maxim et Rozzet, 2005).

Pour ce qui concerne le Québec, notre analyse révèle que plusieurs facteurs expliquent cette ségrégation résidentielle à Montréal. Le premier facteur est leur arrivée relativement récente au pays. Soixante pour cent des Sud-Asiatiques sont arrivés au pays entre 1991 et 2001. Le deuxième, dont le poids est significatif, est leur précarité économique liée à leur statut migratoire (résident non permanent et demandeur d'asile) et à leur faible revenu qui se situe bien en dessous de l'ensemble de la population québécoise (13 436 \$ pour les Sud-Asiatiques contre 20 000 \$ pour l'ensemble de la population québécoise). Cette précarité économique est due à la forte proportion de la population active sud-asiatique dans des secteurs moins spécialisés (quoique l'on retrouve une part de cette population dans des secteurs professionnels de haut niveau) et à sa faible intégration au marché du travail comme en témoigne, entre autres, un taux de chômage plus de deux fois plus élevé (17 % pour les Sud-Asiatiques contre 8 % pour l'ensemble de la population québécoise) (Québec, MICC, 2005).

Cette précarité économique contraint considérablement les ménages sud-asiatiques. La majorité d'entre eux sont locataires (68 %). De plus, que les ménages soient locataires ou propriétaires, leur taux d'effort pour le logement se situe à plus de 30 % de leur revenu (Rose, Germain et Ferreira 2006). Ce qui explique leur concentration dans des zones urbaines plus défavorisées. La ségrégation résidentielle du groupe sud-asiatique pourrait persister dans le temps car sur le plan de la scolarité, on observe que près de la moitié des Sud-Asiatiques de 15 ans et plus n'ont pas de formation post-secondaire (Québec, MICC, 2005).

Par contre, ceux qui détiennent un grade universitaire (pour les Sud-Asiatiques c'est une proportion supérieure (21 %) à celle de la population de l'ensemble du Québec (14 %) (Québec, MICC, 2005) ont des difficultés à faire reconnaître leurs diplômes et leur expérience et demeurent déqualifiés même après plusieurs années sur le marché du travail (Ledoyen, 1992 : 146). De plus, la méconnaissance du français (57 % des personnes d'origine sud-asiatiques ne connaissent pas le français (Québec, MICC, 2005) pourrait retarder leur intégration économique et contribuer à leur isolement social à moyen terme.

En plus des difficultés liées à leur parcours migratoire, à leur insertion économique et linguistique et à leur ségrégation résidentielle, s'ajoutent également les obstacles de la discrimination et la stigmatisation en raison de facteurs socio-culturels et politiques.

D'après une étude réalisée par la Commission des droits de la personne du Québec, la dissociation entre la perception de soi en tant qu'étranger et le sentiment d'être perçu comme étranger est particulièrement forte dans les communautés sud-asiatiques (13 % contre 45,5 %) et indiquerait un sentiment de marginalisation plus élevé encore que dans d'autres groupes des minorités visibles comme les communautés noires anglophones (Ledoyen 1992 : 83). Selon la même enquête, les Sud-Asiatiques, au même titre que les Noirs, se sentent surtout exclus en raison de leur apparence physique (idem : 86). Selon les constats de Derouin (2004) tirée de *l'Enquête sur la diversité ethnique* (2002) près du tiers des Sud-Asiatiques déclarent avoir subi de la discrimination ou des traitements injustes au Canada. En plus, la religion et la politique pourraient être des facteurs additionnels de stigmatisation, entre autres par les médias, pour certains sous-groupes comme les sikhs, notamment suite aux affaires d'*Air India* et de celle du *kirpan* (Potvin, Audet et McAndrew, 2008). D'autres groupes sud-asiatiques sont stigmatisés comme les musulmans avec le cas de la légalisation des tribunaux islamiques ainsi que les Tamouls avec l'enquête sur les liens entre les associations tamoules canadiennes et le mouvement des *Tigres de libération de l'Eelam tamoul*.

Cet isolement et cette marginalisation ont favorisé très tôt le développement d'une appartenance communautaire. La croissance du groupe sud-asiatique a été très lente et tardive au Québec-comparativement par exemple à la Colombie-Britannique, moins distante de l'Asie où les Sud-Asiatiques ont immigré dès la fin du XIX^e siècle — probablement en raison des défis d'intégration plus grands posés par le français et de l'éloignement géographique. La vie associative sud-asiatique s'y est toutefois structurée rapidement.

Rappelons-en les grandes périodes. À partir des années 1960, avec l'abrogation des lois discriminatoires de l'immigration canadienne, les premières vagues d'immigrants scolarisés originaires de l'Inde arrivent au Québec. Celles-ci mettent sur pied l'Association Inde-Canada dont la mission était surtout culturelle.

Dans les années 1970, l'immigration sud-asiatique augmente et se diversifie davantage avec des immigrants originaires du Pakistan et de l'Afrique. D'autres associations à vocation socio-culturelle se créent.

À partir des années 1980, l'immigration sud-asiatique augmente considérablement avec l'arrivée des vagues d'immigration provenant toujours de l'Inde et du Pakistan mais également du Sri Lanka et du Bangladesh (Montréal et Québec, 1995).

À cette époque le réseau communautaire se structure encore plus avec la création d'organisations parapluies et de centres communautaires qui regroupent des organisations de différents pays de l'Asie du Sud ou de différents groupes ethniques. La mission des organismes les plus importants se complexifie également davantage. Il ne s'agit plus uniquement d'organiser des activités socio-culturelles mais aussi d'offrir des services divers aux nouveaux arrivants pour soutenir leur intégration socio-économique ou défendre leurs droits.

Dans les années 1990, le réseau sud-asiatique s'étend encore davantage en se diversifiant pour atteindre un degré de complétude important en dépit du fait que les gouvernements du Québec et du Canada aient révisé leur politiques de subvention à la baisse pour les organisations ethniques surtout monoethniques et culturelles. Ainsi, le tissu associatif sud-asiatique s'est développé de façon relativement autonome essentiellement grâce au soutien des membres des organisations par le biais de campagnes de levée de fonds en fonction de la croissance numérique de la communauté Sud-Asiatique.

Les associations sud-asiatiques sont pour la plupart localisées sur l'île de Montréal en particulier dans les quartiers centraux comptant des concentrations importantes de Sud-Asiatiques notamment à Parc-Extension, dans le Plateau-Mont-Royal, dans le Sud-Ouest, à Dollard-des Ormeaux et à LaSalle. La concentration résidentielle et la proximité physique joue donc un rôle-clé dans la structuration communautaire de la communauté sud-asiatique. D'autant plus qu'une part importante de la communauté vit dans des conditions économiques précaires et est moins mobile sur le plan des transports.

En 2007, notre inventaire des associations sud-asiatiques nous a permis de constater l'existence d'un réseau assez complet comprenant des associations de différents types : sociale, culturelle, éducative, religieuse, sportive, régionale, affaires, médias. Plus du trois quarts des organisations sud-asiatiques de Montréal sont séculières contre le quart d'associations religieuses (Annexe V : Typologie des principales associations sud-asiatiques de la région métropolitaine de Montréal, 2007). Les Sud-Asiatiques ont réalisé des efforts de regroupement importants. Quatre associations parapluies regroupent des associations de plusieurs pays ou groupes ethniques ou des membres de divers sous-groupes sud-asiatiques.

L'une des plus anciennes l'*Association nationale des Canadiens d'origine indienne* (ANCOI) a essentiellement un rôle de lobbyiste politique auprès des divers paliers de gouvernements (municipal, provincial ou fédéral). D'autres comme l'*Organisation Inde-Canada* organisent des activités communes comme le *Défilé de l'unité* qui regroupe près de 7000 participants à Montréal rassemblant des Sud-Asiatiques de toutes les confessions religieuses et de différents pays dans les rues de Montréal. Ces associations produisent¹¹⁷

donc à la fois un capital social de type *bonding* qui les rend significatives au plan politique et leur permettent de produire du capital social de types *bridging* et *linking*.

Le type d'association le plus important au plan numérique chez les Sud-Asiatiques est l'association religieuse. Deux facteurs expliquent cette importance : d'une part la diversité religieuse chez les Sud-Asiatique (hindou, sikh, musulman, chrétiens, etc.) et, d'autre part, une pratique religieuse plus significative chez ces groupes (surtout hindous et sikhs) que chez des groupes religieux des natifs, surtout les groupes chrétiens comme l'indiquent les analyses faites sur la base de l'*Enquête sur la diversité ethnique* (EDE) (Eid, 2009).

Ces associations religieuses ont notamment construit plusieurs lieux de culte, parfois dans la controverse sociale et politique, dans des municipalités de banlieue notamment à Dollard-des Ormeaux, à Lasalle et à Laval. Dans les quartiers centraux plus anciens comme Parc-Extension et le Sud-Ouest, les Sud-Asiatiques ont aussi réaménagé des anciens lieux de culte chrétien, centres communautaires ou commerciaux depuis quelques années (Germain *et al.* 2003).

Plusieurs de ces lieux de cultes ont des équipements communautaires et des fonctions mixtes. Les temples, les gurdwaras et les mosquées sont plus que des lieux de célébrations religieuses. Ce sont aussi des endroits de rassemblement où l'on tisse des liens sociaux, prend des repas collectifs, donne des spectacles de musique et de danse.

Ces lieux de cultes revêtent une importance particulière pour les nouveaux arrivants sud-asiatiques qui maîtrisent peu le français, ne connaissent pas encore les ressources locales et vivent de l'isolement et de l'exclusion. Ce sont évidemment des endroits où l'on produit un capital social de type *bonding* important entre les membres d'un même groupe religieux. Toutefois, se sont des endroits ouverts où des activités de type *linking* avec les membres de la société hôte sont également pratiquées de façon périodique notamment lors des sessions portes ouvertes réalisées en collaboration avec les établissements d'enseignement et les divers paliers de gouvernement. De plus, la tradition d'hospitalité dans les lieux de cultes sud-asiatiques est très ancienne.

Le troisième type d'association le plus important est celui des associations régionales ou nationales dont la fonction est essentiellement de regrouper les immigrants de même origine. Ces associations dont le fonctionnement est plutôt ponctuel et relié à la célébration de certaines fêtes sur une base annuelle se réunissent rarement et créent essentiellement des liens de type *bonding*. Leur lien avec la société hôte peut être épisodique ou plus étroit.

Le réseau associatif sud-asiatique compte également des organismes à vocation sociale dont la structure et le fonctionnement se sont consolidés avec l'arrivée des vagues d'immigration comptant plus de demandeurs d'asile et de personnes admises dans la catégorie familiale notamment les femmes et les personnes âgées dans les années 1980-1990.

Parmi ces organismes sociaux, les deux plus importants sont le Centre communautaire de la Fondation Bharat Bhavan dans le Sud-Ouest qui a également deux points de services à Parc-Extension et le Centre communautaire des femmes sud-asiatiques. Ces deux organismes ont des bases très différentes. Le premier est orienté vers l'action caritative et socio-religieuse multiconfessionnelle. Le deuxième, développé selon le modèle d'intervention féministe, a pour objectif la défense des droits des femmes et leur autonomie. Ils ont en commun d'avoir été fondés à la même époque pour répondre aux besoins de clientèles beaucoup plus vulnérables. Dans les deux organisations, les femmes jouent un rôle important en collaboration avec les hommes. Ces deux organisations ont également en commun de produire des capitaux de plusieurs types : *bonding* reliant les nouveaux arrivants entre eux et *linking* reliant les immigrants à la société d'accueil. Ces associations sont dotées d'installations communautaires (bureaux, locaux, cuisine communautaire, salles de classe) qui leur permettent d'avoir des activités régulières. Elles ont un rayonnement qui dépasse l'espace du quartier où elles sont localisées.

Les associations à caractère social sont également reconnues par les instances gouvernementales et locales qui les financent ponctuellement ou développent des collaborations dans le contexte d'interventions auprès des clientèles cibles ou de projets et de programmes.

Un autre des grands groupes d'association est également celui des associations culturelles notamment celles qui favorisent l'apprentissage des langues d'origines, de la danse et de la musique. Ces associations favorisent les liens de type *bonding* et la transmission de la culture d'origine chez les jeunes. Elles permettent de renforcer les bases culturelles de la communauté sud-asiatique passablement acculturée dans le contexte de la scolarisation et du processus de migration. L'une d'entre elles la *Fondation Khala Bharati* se spécialise dans le domaine de la danse classique indienne. Elle a notamment réussi à faire une percée intéressante auprès de membres de la société hôte.

La communauté sud-asiatique compte également plusieurs médias, surtout écrits de langue anglaise ou sud-asiatiques. Ces derniers créent des liens de type *bonding* entre les locuteurs d'une même langue, mais certains tentent de créer des liens de type *bridging* avec la société hôte en développant des chroniques qui portent sur la vie politique et culturelle de la société hôte. Ce qui permet aux personnes dont la maîtrise du français ou de l'anglais est faible d'avoir des informations de base sur le pays hôte.

Deux associations d'affaires sont également très actives au sein de la communauté sud-asiatique et ont créé des liens de type *bonding* entre les gens d'affaires de la communauté ainsi que certains liens de type *bridging* avec les entrepreneurs de la société hôte. Le gouvernement du Québec s'est d'ailleurs appuyé sur l'expertise de ces associations pour organiser ses premières missions commerciales en Inde récemment.

Les groupes sud-asiatiques ont donc amorcé un processus de communalisation important qui s'est construit dans les associations culturelles et sociales communes dans un premier temps. Ce processus s'est consolidé dans le contexte de leur cohabitation contrainte dans des quartiers défavorisés notamment à Parc-Extension et à Côte-des-Neiges avec l'arrivée de vagues d'immigrants plus précaires dans les années 1990. Une communalisation s'est aussi construite autour de cette marginalisation en raison de leurs caractéristiques socio-culturelles et de leur *racialisation*. Pour contrer ce phénomène de marginalisation et d'exclusion socio-économique, la communauté sud-asiatique de Montréal se construit un filet de sécurité par le biais du réseau associatif en utilisant, entre autres, des référents symboliques historiques ou en réalisant des activités sociales communes (souvent non-religieuses ou multiconfessionnelles).

Les activités communes contribuent à la création d'un capital social de type *bonding* et renforcent la cohésion politique du groupe en vue d'obtenir davantage de ressources pour soutenir l'intégration des plus vulnérables comme nous l'avons vu avec le Centre communautaire de la Fondation Bharat Bhavan et le Centre communautaire des femmes sud-asiatiques. Parallèlement, ces mêmes associations tissent des liens avec les associations et instances administratives, surtout locales en créant un capital social de type *bridging* et *linking* pour mieux s'intégrer à la société hôte.

Retour théorique sur les questions de recherche

Notre recherche visait à explorer le processus de construction de l'ethnicité post-migratoire avec le cas de figure des Sud-Asiatiques de Montréal. L'une de nos questions de recherche était la suivante : Les groupes sud-asiatiques constituent-ils une communauté? Pour y répondre, revenons aux éléments de la définition constructiviste de l'ethnicité de Sirma Bilge qui s'appuient sur les fondements théoriques posés par Weber ([1921-1922]1971) et Barth (1969) pour vérifier cette hypothèse présentée précédemment. Le premier élément de sa définition est le sentiment d'appartenance commun.

Dans le cas des groupes sud-asiatiques qui sont très hétérogènes sur le plan ethnique, national et religieux, il apparaît, suite à notre enquête de terrain et aux recherches réalisées précédemment (Ledoyen, 1992; Derouin, 2004) que ce sens d'appartenance commun est surtout un construit politique dont les premiers éléments se sont édifiés dans le continent d'origine dans les États pré-coloniaux et coloniaux. Pendant la colonisation ce sentiment d'appartenance commun s'est, entre autres, développé avec la *racialisation* des populations sud-asiatiques par les Occidentaux. Par la suite, la lutte pour l'indépendance a encore nourri les solidarités entre les Sud-Asiatiques. En diaspora, le développement d'une appartenance commune sud-asiatique diffère selon les contextes des sociétés hôtes. Au Québec, les groupes sud-asiatiques divers sont concentrés dans les mêmes zones urbaines défavorisées de Montréal. Une appartenance politique commune est donc en émergence d'autant plus que les groupes sud-asiatiques vivent une ségrégation résidentielle (Apparicio, Leloup et Rivet, 2006), des obstacles d'insertion à l'emploi (Québec, MICC, 2005) et une exclusion en raison de leur apparence physique (Ledoyen, 1992 : 86).

Le deuxième élément d'identification de la communauté pour Bilge (2004) est «un certain degré d'organisation collective». Dans le cas des associations sud-asiatiques, notre enquête indique un degré d'organisation collective assez développé avec un tissu d'associations comprenant surtout des associations séculières regroupant, dans plusieurs cas, des membres de plusieurs origines, groupes nationaux, et religieux différents. En outre, le tissu associatif sud-asiatique est assez complet comprenant une gamme d'associations dans plusieurs domaines. Ce tissu associatif comprend plusieurs associations parapluies qui regroupent des membres de différents groupes ou associations régionales. Le troisième élément d'identification d'une communauté selon Bilge (*ibid.*) est l'action concertée, le plus souvent politique, constituée sur la base de cette identification. Dans le cas des associations sud-asiatiques montréalaises, nous avons vu qu'elles ont réalisé plusieurs actions¹²¹

politiques concertées menant à l'organisation de plusieurs activités collectives d'envergure notamment le *Défilé de l'unité* et la *Marche mondiale des femmes*. Ces actions concertées ont également eu un impact sur le plan local avec la création de centres communautaires ou de lieux de cultes spécifiques.

Les Sud-Asiatiques se sont aussi solidarisés dans des moments de crise importants comme les controverses autour des accommodements raisonnables et la crise du 11 septembre, moments où les dérapages racistes ont été plus fréquents à leur endroit. De plus, leur ségrégation résidentielle dans des quartiers défavorisés de Montréal, notamment dans le quartier de Parc-Extension contribue encore à leur auto-identification et à leur identification par la société hôte comme une communauté distincte.

Ce premier constat concernant les prémices d'une communalisation au sens wébérien, s'accompagne d'un second constat concernant le type de capital social créé par ces populations et les relations entre leurs différentes formes de capital social en réponse à notre deuxième question de recherche. Selon nous, le capital social produit par les Sud-Asiatiques est de plusieurs types (*bonding, bridging et linking*) et crée des liens tant entre les Sud-Asiatiques qu'avec la société hôte, entre autres, par de nombreuses activités sociales et politiques (Tableau 21). Dans ce processus de production du capital social, l'effet de quartier prend une importance centrale puisque c'est par le biais du contact avec les institutions locales (CLSC, table de concertation locale, mairies, écoles) que les nouveaux arrivants sud-asiatiques tissent leurs premiers liens avec la société hôte. Notre recherche nous a amenés à constater que des liens se sont établis entre les associations sud-asiatiques et ces organisations locales, même si les relations étaient parfois tendues ou plus sensibles en raison d'obstacles linguistiques et culturels. Les organisations sud-asiatiques établissent aussi des liens avec des institutions publiques et les paliers de gouvernements.

Les organisations sud-asiatiques de Montréal ont des liens avec d'autres réseaux. Quatorze des associations rencontrées avaient des liens forts ou moyens avec d'autres réseaux, soit près de 63 % des associations rencontrées à Montréal. Sept associations avaient peu de liens et une seule n'avait aucun lien. Ainsi, le réseau sud-asiatique est loin d'être fermé sur lui-même. Il apparaît que les organismes parapluies, les associations sociales, d'affaires, régionales et les médias sont ceux qui sont le plus susceptibles d'avoir des liens forts et moyens avec d'autres réseaux. Par contre, les associations religieuses sont moins enclines à développer des liens avec d'autres réseaux. (Tableau 21)

Tableau 21 : Occurrence des liens entre des organismes sud-asiatiques montréalais et les autres réseaux

Type d'organisme	Occurrence des liens			
	Nul	Peu	Moyen	Fort
1- Parapluie et regroupement				
Alliance des communautés de l'Asie du Sud			X	
Association nationale des Canadiens d'origine indienne				X
Conseil sikh canadien			X	
Organisation Inde-Canada			X	
2- Sociaux				
Centre communautaire des femmes sud-asiatiques				X
Fondation Bharat Bhavan				X
Club de l'âge d'or du peuple d'origine indienne			X	
Himalaya Seniors			X	
Cercle des femmes d'origine indienne		X		
3- Culture et média				
Fondation Kala Bharati				X
Fondation Nrithyala	X			
Journal Bharat Time			X	
4- Affaires				
Chambre de commerce indo-canadienne			X	
Conseil des affaires Inde-Québec			X	
5- Régionales				
Société internationale du Bangladesh				X
Association goanaise du Québec		X		
Association Inde-Canada			X	
6- Religieux				
Maison de Dieu Québec (Gurdawara Sahib Québec, inc.)		X		
Mission hindoue du Canada		X		
Temple hindou de Dollard-des Ormeaux		X		
The Can Orient Christian Association – Montreal Chapter		X		
Gurbani Sagar (Montreal- Shri Guru Ravidass Temple)		X		

En ce qui touche au type de capital social créé, nous avons observé que la plupart des associations produisaient plusieurs types de capital social. Dans un premier temps, lors de la fondation des associations sud-asiatiques, c'est le capital social de type *bonding* qui était prévalant. Par la suite, lorsque les organisations arrivent à une certaine «maturité», elles développaient rapidement un capital social de type *bridging* et *linking* en raison de la volonté et des efforts des membres des communautés qui aspirent à l'amélioration de leur situation socio-économique et à briser l'isolement social.

Selon nous, il y a une transitivité, voire même un continuum, entre les différentes formes de capital social créées par les populations issues de l'immigration et les associations ethniques (Figure 12: Le continuum du capital social des organisations ethniques). Le capital social de type *bonding* créé dans les familles immigrantes, notamment les femmes, participe à la création de certains regroupements et associations locales constitués surtout autour d'intérêts communs (religion, loisir, culture, soutien psychosocial, sport, politique). Le bénévolat, le don et les mécanismes d'entraide nourrissent ces premiers regroupements primaires. Puis, avec la consolidation des associations et au contact des associations et institutions de la société hôte, d'autres formes de collaboration se développent, notamment avec des travailleuses communautaires rémunérées ou très souvent bénévoles grâce au soutien financier des membres de la communauté et de l'État. Au même moment, des formes de participation civique plus élaborées se développent entre les associations sud-asiatiques et entre ces dernières et les associations et les institutions de la société hôte notamment par la participation aux élections, aux tables de concertation locales et sectorielles.

Le rôle des femmes dans la production du capital social est notable. On les retrouve à différents paliers de la structure communautaire tant comme bénévole, travailleuse communautaire que comme présidente de conseil d'administration. Parmi les femmes que nous avons interviewées à Montréal, le profil socio-démographique était diversifié tant sur le plan de l'âge, des origines ethniques, des pays de provenance, de la religion, des langues maternelles, de l'état civil et des caractéristiques socio-professionnelles (Annexe X : Profil socio-démographique des femmes de la communauté sud-asiatique interviewées à Montréal, 2006-2007).

Cette diversification des rôles des femmes dans les associations sud-asiatiques de Montréal est notable (Tableau 20). Quelques femmes ont même occupé des postes à la présidence des conseils d'administration d'organisation au membership très masculin comme l'*Association National des canadiens d'origine indienne* ou la *Chambre de commerce indo-canadienne*. Cela est tout à fait novateur par rapport à la structuration communautaire sud-asiatique des années 1970-1980, sauf bien entendu dans le cas d'organisations sud-asiatiques de femmes.

Au sein de ces associations sud-asiatiques, elles créent des liens de *bonding*. Par ailleurs, ces leaders sud-asiatiques féminines participent à la création de liens avec plusieurs autres réseaux (Tableau 20). Elles ont souvent des liens avec les paliers de gouvernement locaux comme les arrondissements ou la Ville de Montréal. Plusieurs ont des liens avec différents organismes d'autres communautés culturelles, des organismes de quartier, des réseaux de concertation (femmes, quartier, immigration, santé, éducation). Elles développent aussi des liens avec les établissements scolaires, écoles primaires et secondaires, CEGEPS, universités (surtout anglophones ou indiennes) ainsi que des organisations *mainstream* dans les domaines du développement social, de la culture, des affaires, de la santé et de la politique. Les femmes développent aussi des liens avec les ministères sur le plan provincial et fédéral. Les liens de *bonding* établis dans les organisations sud-asiatiques mènent aussi à l'établissement de liens de *bridging* et de *linking* avec d'autres réseaux (Tableau 20).

Selon Ledoyen (1992 : 77), les groupes originaires de l'Asie du Sud se caractérisent d'ailleurs par un type d'insertion politico-économique soit avec une tendance à établir avec la société hôte des relations d'inclusion économique, sociale et politique dans les structures et institutions de l'ensemble de la société et l'émergence de solidarités internes ou le *bonding* et le *bridging* se complètent. La communauté sud-asiatique du Québec tente par des moyens politiques de mieux s'intégrer. Pour elle, la création de réseaux est un atout de première importance. L'un des éléments-clés des solidarités communautaires sud-asiatiques est le sentiment d'exclusion et de racialisation particulièrement pour les cohortes immigrées récemment, plus vulnérables. Ce sentiment d'exclusion aurait été renforcé après les événements du 11 septembre et la crise des accommodements raisonnables, moments où les personnes de religion non-chrétiennes ont été davantage visées par les dérapages racisants (Potvin, Audet et McAndrew, 2008).

Parallèlement d'autres solidarités communautaires se construisent, avec des membres de la société hôte, autour de projets politiques, sociaux et économiques communs, entre autres, l'amélioration de la condition de la femmes et le soutien aux membres les plus vulnérables de la communauté comme les personnes âgées, les jeunes et les groupes défavorisés. Des regroupements d'affaires sont aussi en émergence, témoignant du rôle économique des femmes et des hommes de cette communauté.

Le concept de capital social : réflexions et hypothèse

Le cas des associations sud-asiatiques nous amène à effectuer un retour théorique sur le métaconcept de capital social pour explorer les conditions de sa construction par les immigrants. Nous avons vu plus haut que la notion de capital social relie des domaines, à première vue, opposés du spectre des activités humaines soit celui de la production de la richesse et celui des relations sociales. Elle met, en quelque sorte, en lumière la valeur économique des relations sociales. Ainsi, le capital social est, selon l'orientation des réseaux et l'agentivité des acteurs, un élément déterminant modelant la dynamique sociétale. Cette forme de capital dont certains aspects demeurent intangibles et parfois difficilement mesurables par le biais d'indicateurs quantitatifs, constitue un des ingrédients essentiels du mieux-être des individus et des groupes. Il favorise la production de la richesse (Coleman 1990), une meilleure santé des individus et des collectivités (van Kemenade, 2002). Le capital social est aussi un ingrédient incontournable du fonctionnement de la démocratie et permet une meilleure cohésion sociale (Putnam, Leonardi et Nanetti, 1993). Au-delà des constats sur les vertus du capital social qui font l'unanimité dans la société civile, la question de ses composantes, des conditions de sa production et de sa reproduction ainsi que de ses vices soulèvent de grands débats.

Revenons ici aux sources de ce concept pour en comprendre la mécanique et les enjeux parfois idéologiques. À l'origine, les explications sur la composition du capital social sont assez simples. Selon M. Lallement (2006), qui a voulu retracer la genèse de la notion de capital social dans la sociologie classique, c'est Alexis de Tocqueville ([1835] (1992)) qui avait, le premier, mis en évidence le rôle notable des associations locales dans le bon fonctionnement de la démocratie et la cohésion sociale en Amérique. Plusieurs politologues contemporains comme Putnam et Fukuyama font d'ailleurs explicitement référence à ces premiers travaux.

Parmi les fondateurs, Lallement identifie aussi M. Weber, qui a étudié, lui aussi, les composantes de la vie associative en Amérique mais plus particulièrement les religions protestantes dont l'impact économique a été notable. Dans *l'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Weber ([1904-1905]1964) soutient que c'est l'influence de ces religions avec des structures fermées aux normes strictes, qui assurèrent le succès économique de leurs membres, et même, de l'Amérique. Lallement (ibid), identifie chez ces deux penseurs de la sociologie les tensions de la théorie du capital social qui demeurent encore prégnantes aujourd'hui entre les tenants d'une approche explicative plutôt politique et ceux qui optent pour une vision plus strictement économique du capital social.

Le capital social n'a été nommé que beaucoup plus tard. Toutefois, sa définition demeure non consensuelle. Ce qui traduit la diversité des questionnements, des méthodes et des interprétations des utilisateurs de cette notion. Dans une perspective que certains nomment fonctionnaliste, Bourdieu ([1983]1986) et Coleman (1990) définissent le capital social comme une qualité de la structure sociale mais aussi et surtout par sa finalité, ses produits. Bourdieu (*idem*), nous l'avons vu plus haut, voit le capital social comme la somme des ressources actuelles et virtuelles d'un groupe ou d'un sous-groupe social. Les idées-forces de Bourdieu sont l'existence d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées et l'importance de la connaissance et de la (re)connaissance mutuelle. Pour Bourdieu, le capital social permet aux personnes de conforter leur place dans la hiérarchie de classe. Le capital social permet ainsi la reproduction des classes sociales. Cette forme de capital n'est pas autonome, mais plutôt liée et même assujettie aux autres formes de capital, notamment le capital économique et humain.

Dans le même esprit, Coleman dans *Foundations of Social Theory* (1990), présente le capital social comme une variété d'éléments divers ayant deux caractéristiques communes : 1) être un élément de la structure sociale 2) être un levier facilitant l'action des individus au sein de la structure sociale. Pour lui le capital social, à l'instar d'autres formes de capital, est productif et permet à l'individu d'accomplir des actions qu'il n'aurait pas pu accomplir sans lui. Le capital social est **une ressource** facilitant l'action. Cette action peut être individuelle ou collective. Elle peut bénéficier à l'individu, mais aussi aux membres de la communauté auquel il appartient, et, ultimement, à la société tout entière.

Toutefois, nous discuterons plus particulièrement ici des travaux importants du politologue R. D. Putnam car ils touchent plus directement l'impact de la diversité ethnique sur la production de capital social.

De plus, ils ont eu des échos notables dans la société civile. Putnam, comme Tocqueville, s'intéresse aux associations et aux groupes sociaux. Il se penche sur les «vertus» du capital social mais aussi sur des aspects qu'il qualifie de «sombres» (Putnam, 2000). Pour lui, les normes occupent une place importante dans les composantes du capital social. Une autre idée-forte de Putnam, Leonardi et Nanetti est la valeur des réseaux en regard, non seulement du positionnement social ou économique d'un individu ou d'un groupe au sein de la société, mais aussi de l'efficacité d'une société en soi. Selon eux, les réseaux facilitent les **actions coordonnées** des acteurs sociaux. (Putnam, Leonardi et Nanetti, 1993).

Leur définition du capital social est moins axée sur le produit final pour un individu (richesse, position) que sur son impact sur le fonctionnement de la société dans son ensemble: « Social capital refers to features of social organization, such as trust, norms and networks, that can improve the efficiency of society by facilitating coordinated actions. » (*idem* : 167). Pour Putnam et ses collaborateurs, c'est la **communauté civique** qui garantit le fonctionnement sociétal harmonieux. Les indicateurs de la communauté civique sont une vie associative importante et une participation active à la vie politique. Pour lui, les facteurs politiques et sociaux auraient peu d'influence sur la « performance » civique. Selon eux, certaines communautés auraient **hérité** d'un stock substantiel de capital social prenant la forme de normes de réciprocité et d'un réseau d'engagement civique alors que d'autres en serait moins bien pourvues.

Putnam va plus loin dans sa description des composantes du capital social. Dans une perspective normative, il suggère qu'il y a un « bon capital social » qui produit une vie démocratique harmonieuse et garantit la santé de l'économie. Ses grandes enquêtes comparées, notamment en Italie et aux États-Unis, mettent d'ailleurs en évidence des différenciations liées à la qualité des liens sociaux et du capital social. Une société où les liens **sociaux forts** prédominent serait moins prospère et moins démocratique. Inversement, une société où **les liens faibles** (Granovetter, 1973) sont les plus importants serait plus riche et plus démocratique, car ces liens faibles, créés entre des personnes ou des groupes diversifiés, permettent une meilleure circulation de l'information dans la société qui favoriserait notamment l'innovation. Putnam, s'inspirant de cette catégorisation propose une typologie binaire des formes de capital social : 1) le capital de type *bonding* qui unit les individus présentant des caractéristiques familiales, sociales ou ethniques communes 2) le capital de type *bridging* qui relie des personnes ou des groupes différents. Cette typologie sera amplement discutée et utilisée par Putnam et ses collaborateurs et dans la littérature.

Par exemple, dans *Making Democracy Work : Civic Traditions in Modern Italy*, (Putnam, Leonardi et Nanetti, 1993), le retard économique et les déficits démocratiques du *Mezzogiorno* sont expliqués par la nature intrinsèque des liens sociaux familiaux qui y prédominent. Ces liens forts entraveraient le fonctionnement de l'économie méridionale italienne. Par contre dans le Nord de la péninsule, le succès économique serait imputable à la prédominance de liens faibles, associatifs, corporatifs. Ils soutiennent que l'existence de cette différenciation des liens sociaux a des racines historiques profondes.

Une autre recherche de Putnam, dans une optique plus pessimiste, avance l'hypothèse d'un déclin du capital social dans les sociétés contemporaines. *Bowling Alone* (2000) basée sur l'étude de l'évolution du membership d'une trentaine de grandes associations américaines, constate une décroissance significative de la participation à ces associations à partir des années 1970. De plus, cet ouvrage fait le constat d'un déclin de la participation à des activités sociales moins formelles comme les pique-niques et le *bowling*. Les dons de charité et des dons de sang sont aussi des pratiques en décroissance. Parallèlement, Putnam observe aussi une baisse de participation généralisée à la vie politique. En somme, Putnam conclut qu'une érosion du capital social gagne la société américaine. Les facteurs de déclin de ce capital sont multiples : l'étalement urbain, le travail, l'évolution du rôle des femmes, la télévision et la diversité ethnoculturelle.

Toutefois, c'est dans l'article *E pluribus unum : Diversity and community in the twenty-first century* (2007) que Putnam explore plus explicitement l'impact de la diversité ethnoculturelle, entre autres de l'immigration, sur le capital social des sociétés occidentales, en le réifiant. Selon lui, bien que l'immigration soit bénéfique à long terme pour les sociétés occidentales sur le plan social et économique, elle constitue un défi, sinon le défi majeur, pour la cohésion sociale. L'immigration nuirait au développement du capital social, à court terme à tout le moins. Selon Putnam, la diversité ethnique minerait la confiance et la solidarité au sein de la société. La diversité inhiberait la création des deux types de capital social (*bonding* et *bridging*) (*idem* : 144). Ses analyses sur la population américaine indiquent une corrélation positive entre la confiance et l'homogénéité ethnique (*idem* : 147). Pour lui la diversité ne crée pas nécessairement de conflits entre les groupes mais plutôt de **l'isolement social ou de l'anomie**. Les communautés résidant dans des collectivités diversifiées se retireraient de la vie collective en raison du manque de confiance (*idem* : 150) : « Diversity, at least in the short run, seems to bring out the turtle in all of us (*idem* : 151) ».

Une pléthore de travaux américains arrivent à des conclusions similaires à l'effet que la diversité ethnique réduirait le capital social (Fukuyama, 1995 ; Alesina et La Ferrara, 2000 ; Saguaro Seminar 2000, Glaeser *et al.* 2000 ; Johnston et Soroka, 2001). Une première série de travaux attribue ce faible niveau de capital social au faible potentiel civique (*civic-ness*) des groupes ethniques eux-mêmes car le capital social serait une caractéristique culturelle **héritée** qui demeurerait constante pour un groupe donné à travers les générations. Le stock de capital social d'une société diminuerait avec l'arrivée de nouveaux groupes ayant un capital social plus faible (Putnam, Leonardi et Nanetti, 1993 ; Fukuyama, 1995 ; Rice et Feldman, 1997 ; Black, 1982).

Selon un deuxième groupe de chercheurs, la baisse de capital social avec l'arrivée des immigrants est due à l'interaction psychosociale négative entre les groupes différents qui réduiraient la confiance et les comportements coopératifs au sein des groupes dominants et le capital social d'une société donnée (Forbes, 1997 ; Uslaner, 2002 ; Coleman, 1990).

Les résultats de Putnam et d'autres chercheurs américains et canadiens ont eu un impact indéniable. Ils ont alimenté les débats autour des questions de l'immigration, surtout les opinions qui lui étaient défavorables. Or, ces résultats scientifiques soulèvent des questions tant sur le plan des a priori théoriques sur lesquels ils s'appuient, que sur le plan de leur potentiel de généralisation. Conséquemment, l'adéquation de la méthodologie utilisée dans le contexte de ces études pose aussi un problème, car elles mesurent plus souvent la quantité de capital social produit sans rendre compte des conditions de sa production.

Nous reprenons ici des éléments du retour critique d'Annick Germain (2009b) sur les derniers travaux de Putnam et leur prémisse utilitariste. La meilleure coordination de la société et la richesse matérielle sont-elles les seules finalités des acteurs sociaux, le facteur liant de la cohésion sociale ? L'aspect culturel du capital social ne devrait-il pas être pris en compte dans l'évaluation de son apport, d'autant plus qu'il a un rôle important dans le renforcement des liens de *bonding* et de *bridging* et qu'il possède souvent une dimension politique et économique importante ? La quantité de capital social, soit la somme des relations sociales d'un individu, est-elle l'élément le plus déterminant dans l'évaluation du capital social d'une société ? La qualité du capital social soit son efficacité pour atteindre des objectifs politique et économique ne devrait-elle pas être analysée ? Ces questionnements ont évidemment un impact méthodologique.

Selon nous, une triangulation des analyses synchroniques et diachroniques du capital social pourrait aider à mieux comprendre l'évolution du capital social d'une société. Cette triangulation favoriserait aussi une meilleure prise en compte de la qualité du capital social et des étapes de sa construction. À cet effet, les grandes enquêtes nationales ponctuelles, utilisées notamment par Putnam, ne permettent pas toujours de bien saisir tous les aspects du capital social. Putnam (2007) lui-même souligne que des analyses longitudinales sont nécessaires pour documenter ses conclusions, qu'il qualifie lui-même d'ailleurs d'hypothèses.

Nous avons aussi un autre questionnement théorique important sur le paradigme historique, teinté d'essentialisme culturel ethnique, sur lequel Putnam s'appuie souvent, à l'effet que certaines communautés ont hérité d'un stock d'un capital social plus substantiel que d'autres. Nous reviendrons sur ce paradigme quand nous discuterons des composantes du capital social.

En plus des interrogations théoriques sur les résultats de Putnam et de ces collègues, nous questionnons le potentiel de généralisation de ces recherches. Les constats assez sombres sur l'impact de la diversité ethnoculturelle aux États-Unis ou en Italie sont-ils directement exportables dans des contextes nationaux différents? Alors que les États-Unis, par exemple, est un pays dont l'histoire esclavagiste et impérialiste est notoire, où les populations vivent encore une ségrégation raciale prononcée, qui mine profondément la confiance intergroupe. Ces conclusions peuvent-elles être généralisées ailleurs, dans des pays où les gouvernements soutiennent davantage l'intégration sociale des immigrants, et où la législation protège plus les droits des immigrants de première et de seconde génération, y compris leur identité culturelle, comme au Canada par exemple?

Une autre lacune importante sur le plan de la recherche des travaux de Putnam est le peu de prise en compte des nouveaux phénomènes associatifs. Or, ces derniers prennent de plus en plus d'importance dans la société postmoderne. Les immigrants ne sont pas en marge de ce renouvellement de la dynamique associative. Actuellement, les regroupements immigrants virtuels constituent des moyens très efficaces de faire circuler l'information grâce aux nouvelles technologies (Nedjalkova-Mitropoliitska, 2006).

Ces questionnements nous amènent même à remettre en doute le diagnostic alarmiste du déclin du capital social dans les sociétés postmodernes de Putnam. D'autres recherches proposent plutôt d'explorer l'hypothèse d'une transformation des liens sociaux et du capital social qui touche l'ensemble des groupes sociaux, y compris les immigrants.

Pour nourrir notre réflexion exploratoire sur le capital social et l'immigration, nous proposons de revenir aux trois grands pôles autour desquels s'articulent les théories sociologiques du capital social identifiées par Lallement (2006) : 1) la confiance 2) les réseaux et 3) la réciprocité. Nous avons vu que pour Putnam ces trois pôles connaîtraient un déclin dans les sociétés contemporaines en raison de l'arrivée de groupes immigrants ayant un stock de capital social moins important. À cet égard, une première question fondamentale se pose : certaines sociétés ont-elles un stock de capital social plus faible en raison de niveaux de confiance plus bas ou même de l'inexistence de liens de réciprocité? Cette dernière norme subsiste-t-elle dans les sociétés post-modernes? Examinons d'abord la norme de réciprocité qui constitue l'un des piliers du capital social. Cette norme fonctionne-t-elle dans tous les contextes et pour l'ensemble des groupes humains?

Contrairement à l'hypothèse formulée par Putnam, plusieurs recherches suggèrent que cette norme traverse les frontières ethniques. Elle alimente notamment le système du don qui apparaît comme l'un des fondements de la vie sociale. À cet égard, les travaux de Godbout et Caillé (1992) sont révélateurs. Selon eux, le don et toutes les relations de réciprocité qu'il implique serait un système qui traverse toutes les sociétés, des sociétés traditionnelles aux sociétés modernes. Il est **universel**. Certes, le don est souvent invisible dans la société contemporaine, mais il constitue un lien primaire incontournable. Au centre du cycle du don on retrouve, les femmes, les familles et les associations à but non lucratif, nous y reviendrons. Pour Godbout et Caillé, le don n'est ni tout à fait altruiste, ni totalement intéressé; les liens sociaux ne sont pas strictement utilitaires. Les personnes pratiquent le don dans le cercle des proches, mais aussi dans des cercles plus éloignés comme les étrangers. La diversité ethnoculturelle d'une société n'empêche pas le système du don. Gouldner (1960) soutient aussi que la norme de réciprocité est universelle et pas toujours strictement utilitaire, c'est en quelque sorte un mécanisme initiateur qui met en branle les interactions sociales. Dans le contexte de notre recherche, nous avons observé que chez les Sud-Asiatiques, l'hétérogénéité intergroupe n'empêche pas les échanges tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la « communauté ». Chez les Sud-Asiatiques, le don est pratiqué tant au sein de l'unité familiale, qu'au sein de la communauté sud-asiatique, d'ailleurs passablement hétérogène au Québec. Par exemple, le bénévolat pour la communauté est très valorisé. Les personnes qui ont la possibilité de donner de leur temps et de leur argent pour le bien commun s'impliquent dans plusieurs associations.

Dans le cadre de notre recherche des interviewés ont exprimé l'idée d'une dette à l'endroit de la société hôte. Pour l'une d'entre elle, par exemple enseigner la danse indienne aux membres de la société hôte constituait une manière de s'acquitter de cette dette. D'autres leaders sud-asiatiques disaient s'en acquitter en s'engageant dans la collectivité d'adoption, notamment avec le bénévolat, ou encore, en offrant en partage leur patrimoine culturel d'origine aux membres de la société hôte notamment dans le contexte des fêtes de quartier ou d'activités socio-culturelles.

L'autre hypothèse de Putnam que nous voulons discuter est celle de la décroissance de la production de capital social qu'il soit de type *bonding* ou *bridging* avec la croissance de l'hétérogénéité ethnique dans les sociétés post-modernes, notamment dans les villes. En ce qui concerne les liens de *bonding*, il est vrai que le processus migratoire les affecte. L'immigrant doit souvent quitter ses proches, ses amis, sa famille. Certains processus migratoires et contextes d'accueil ont cependant plus d'impact que d'autres sur les liens de *bonding*.

Au Québec, par exemple, où la majorité des immigrants est sélectionnée afin de mieux correspondre aux besoins démographiques et économiques, beaucoup d'immigrants peuvent préparer leur projet migratoire et se créer de nouveaux réseaux avant même d'entrer au pays, parfois avec l'aide d'amis et de parents. Les réseaux d'aide aux immigrants, les grandes associations des diasporas, les actions des municipalités et les politiques et programmes du Québec et du Canada peuvent aussi jouer un rôle important pouvant faciliter les réseautages des immigrants. Ces derniers peuvent notamment grâce aux nouvelles technologies entrer en contact plus facilement avec des immigrants originaires de leur pays déjà établis au Canada, ou encore avec des employeurs potentiels. De plus, les immigrants indépendants (sélectionnés en raison de leur connaissance de la langue et de leurs compétences professionnelles) ont des possibilités d'intégration en emploi plus rapide. Ils peuvent également immigrer avec leur conjoint et leur famille immédiate. Ces immigrants peuvent aussi se porter garant pour d'autres personnes apparentées. C'est le cas d'une partie des membres de la communauté sud-asiatique, notamment des premières vagues d'immigration, nous l'avons vu.

D'autres groupes d'immigrants sont cependant plus vulnérables économiquement, notamment les personnes admises dans la catégorie des réfugiés ou les demandeurs d'asile qui arrivent parfois par vagues importantes comme nous l'avons vu avec les immigrants sud-asiatiques récents. Ces derniers ont vécu des situations migratoires particulièrement difficiles (catastrophe naturelle, guerre, conflit) qui ont perturbé profondément leur réseau.

Cependant, ces catégories d'immigrants arrivent à recréer également des liens de *bonding* importants avec le soutien d'associations caritatives et des gouvernements, comme nous l'avons observé dans le cas des Sud-Asiatiques à Montréal.

Globalement, quelque soit le cas de figure, les immigrants investissent des efforts considérables, particulièrement dans les premières années de leur établissement, pour reconstituer ou renforcer leurs réseaux soit en créant de nouveaux liens de *bonding*, ou encore, en reconstituant des liens de *bonding* qui ont pu être relâchés ou perturbés dans le contexte du processus migratoire. Toutefois, en dépit des obstacles les liens de *bonding* des immigrants récents se recréent comme en témoigne la floraison d'organismes ethniques aux vocations diverses au Québec, surtout à Montréal. Ces liens de *bonding* sont en effet utiles pour sortir les immigrants de l'isolement social et de la pauvreté caractérisant souvent les premières années d'établissement.

Les liens de *bonding* peuvent être un préalable au développement de liens de *bridging* avec des membres de la société d'accueil. Il est à noter que ces deux types de liens s'établissent quand même assez rapidement et quasi simultanément chez les immigrants, surtout chez les immigrants de la catégorie des indépendants et de la famille. On l'a vu dans le cas des associations sud-asiatiques mais aussi avec de nombreux autres groupes et regroupement d'immigrants à Montréal (Germain *et al.* 1995; Germain et Sweeney, 2002; Ray et Rose 2000; Rose, Carrasco et Charbonneau, 1998).

Dans d'autres régions du Canada, en Europe et même aux États-Unis, de nombreuses autres recherches montrent que le capital social des immigrants est notable. Un premier groupe de recherches plus anciennes porte sur le cas des enclaves ethniques. À cet effet, des études concernant les immigrants dans les enclaves ethniques chinoise, cubaine, juive et sikhe (Bankston III et Zhou, 2002; Coleman 1990; Paré, *et al.* 2008 ; Portes et Shafer, 2006; Li, 2004; Walton-Roberts et Hiebert, 1997) des villes nord-américaines montrent que les liens de *bonding* favoriseraient parfois la prospérité économique des groupes immigrants et de la société hôte. Les liens forts des immigrants n'ont donc pas toujours un côté sombre. Ils peuvent même mener à l'établissement de nouveaux liens faibles de *bridging* dans certaines circonstances, nous l'avons observé avec les Sud-Asiatiques et comme d'autres chercheurs l'ont observé dans le cas d'autres réseaux, nous y reviendrons (Carrasco, Rose et Charbonneau, 1999).

Un second groupe de recherches montre que les immigrants contribuent à l'augmentation significative du capital social des villes. Selon Aizlwood et Pendakur (2004) plusieurs recherches réalisées au Canada révéleraient en effet l'impact positif de l'immigration sur le capital social des grandes villes, notamment parce que l'espace urbain y est beaucoup moins ségrégué qu'aux États-Unis. Les régions canadiennes les plus diversifiées et les plus densément peuplées, soit les grandes villes ont les plus hauts niveaux de capital social qu'il soit de type *bonding* ou *bridging*. Une recherche récente de Fernando Mata et Ravi Pendakur (2010) réalisée sur un échantillon de l'enquête canadienne *Canadian Social and Well-Being Surveys* (SCWB) en 1999 et 2001 pour les villes de Toronto, Vancouver et Montréal révèle l'importance de la localisation ou *city-effect* dans la construction du capital social. La ville de résidence a même beaucoup plus d'importance que les caractéristiques individuelles ou ethniques dans la formation de capital social. Ainsi, même si la confiance décroît avec la diversité ethnoculturelle, le réseautage, les échanges (réciprocité) et la participation augmentent par contre beaucoup. Notamment les interactions avec les amis, la famille et les voisins. Ainsi, pour Mata et Pendakur (*idem*) la diversité ethnoculturelle n'est pas une menace au développement de l'habilité à travailler ensemble. La diversité des villes induit cependant de nouvelles méthodes d'accumulation du capital social.

Selon Mata et Pendakur (*idem*), dans les villes, les groupes majoritaires (britanniques et francophones au Québec) auraient pour leur part moins de liens de *bonding* et de *bridging* que les groupes immigrants, notamment les groupes de l'Europe du Sud et du Sud de l'Asie. Pour eux (*idem*), les interactions sociales positives et multiples entre individus de différents groupes dans les villes canadiennes (notamment moins ségréguées que les villes américaines et européennes) ont des impacts positifs sur le capital social. Cette hypothèse de l'impact positif des interactions sociales fréquentes entre groupes différents est d'ailleurs corroborée par d'autres recherches (Foley, Edwards et Diani, 2001; Stein, Post et Rinden, 2000). Ainsi, la concentration ethnique des groupes ne signifie pas toujours que ces groupes n'ont pas d'interaction avec d'autres groupes ou s'intègrent peu à la société hôte comme le montrent Murdie et Ghosh (2010), notamment dans les cas des groupes ethniques de Toronto. À cet égard, il est à noter toute une variété de réponses d'adaptation, dépendant des caractéristiques individuelles des immigrants, de leur réseautage et du contexte socio-politique. Par exemple, les Bangladais de Toronto ne s'insèrent pas tous de la même manière. Au sein de ce même groupe ethnique de l'Asie du Sud, des niveaux d'insertion sociale sont variables selon le niveau d'éducation et le statut d'immigration (Ghosh, 2006).

Si l'appartenance à un groupe ethnique particulier n'est pas corrélée à un capital social plus faible dans la recherche de Mata et Pendakur (*idem*), l'appartenance à un regroupement plus vaste et racialisé comme les minorités visibles ainsi que le statut migratoire est légèrement corrélé avec un niveau de confiance plus bas. Mais cette faible confiance n'empêche pas la création de capital social. Par exemple, Sandercock, Dickout et Winkler (2004) observent que même pour les groupes d'immigrants les plus vulnérables économiquement comme la seconde vague de réfugiés tamouls de Toronto, les possibilités d'insertion et de participation existent. Le *Congrès tamoul du Canada* déploie, avec le soutien des gouvernements locaux, des efforts considérables pour accroître l'insertion sociale et la participation civique de ce groupe (Dickout, 2004). Nous avons nous-mêmes observé dans le contexte de notre recherche que malgré une vulnérabilité économique et sociale d'une majorité de Sud-Asiatiques de Montréal, ces derniers ont fait preuve d'une capacité de regroupement interethnique (liens de *bonding* et de *bridging*) remarquable pour obtenir des ressources de la société hôte et s'y intégrer en compensant les déficits de capital économique et humain relié aux difficultés particulières de leur histoire migratoire et de leur processus d'intégration au Québec.

Dans le domaine de l'éducation, la plus-value de l'ethnicité immigrante dans la formation du capital social a aussi souvent été mise en évidence, certes pour le capital social individuel, mais les résultats peuvent aussi être utilisés pour mieux comprendre la construction du capital social des groupes.

Des études récentes ont été réalisées sur le lien entre le capital social, la réussite scolaire et la mobilité sociale chez les immigrants de deuxième génération. Ces chercheurs explorent, entre autres, les facteurs contextuels et individuels dans la création du capital social. Par exemple, Bankston III et Zhou (2002) ont réalisé une étude importante sur la réussite scolaire de jeunes Vietnamiens de deuxième génération du village de Versailles à la Nouvelle-Orléans aux États-Unis. Cette étude, qui a utilisé plusieurs méthodes d'analyse (enquêtes nationales et entrevues), montre de façon nuancée l'interaction de plusieurs facteurs dans la création du capital social immigrant. Chez ces groupes immigrants réfugiés avec un très faible capital économique, les normes et les valeurs de la communauté vietnamienne ont joué le rôle de *bouclier* pour préserver des jeunes adolescents de la rue. Pour Bankston III et Zhou (*idem*) la communauté ethnique est une forme de capital social qui permet à certains membres de cette communauté très vulnérables de connaître la réussite scolaire et la mobilité sociale.

Par contre, les auteurs montrent également l'autre côté de la médaille de ce capital social ethnique, car il a joué un rôle d'exclusion des enfants qui ne réussissaient pas selon les standards élevés requis. Dans le cas de ces groupes d'immigrants, Bankston III et Zhou (*idem*) identifient aussi un processus d'intégration segmenté à la société américaine. Ici, le capital social ethnique n'est pas présenté comme une panacée mais plutôt comme un processus dont les résultats peuvent être positifs ou négatifs selon leur interaction avec d'autres facteurs, nous y reviendrons. Le concept de capital ethnique est aussi utilisé par des chercheurs britanniques (Dwyer *et al.* 2006) qui ont travaillé sur la réussite scolaire des immigrants d'origine pakistanaise de la ville défavorisée de Bradford et de la ville de classe moyenne de Slough en Angleterre, villes qui ont connu des problématiques de violences ethniques. Ces chercheurs ont pris en considération cette fois l'interaction du genre et de l'ethnicité dans la création de capital social. Ils montrent que le capital social immigrant favorise plutôt la réussite des femmes de ce groupe, entre autres, en raison de contraintes culturelles plus fortes. Ici encore on retrouve l'interaction de plusieurs phénomènes dans l'*outcome* du capital social dont les résultantes varient considérablement selon les facteurs considérés (genre, classe, âge).

L'ethnicité à elle seule n'est donc pas un facteur déterminant, un a priori permettant de prédire la nature ou le type de capital social produit. Ce facteur interagit avec plusieurs autres. Le contexte urbain et social a aussi une importance déterminante sur la production de capital social. L'ethnicité est d'ailleurs, nous l'avons vu dans la première partie de notre recherche, une construction sociale en constante évolution dont les frontières se redéfinissent notamment dans le processus de migration dans une nouvelle société et d'interaction avec la société hôte (Barth, 1969 et 1994). Carl L. Bankston III et Min Zhou (2002) dans une vaste étude sur la réussite scolaire des adolescents de divers sous-groupes de population aux États-Unis sont arrivés à des résultats assez différenciés selon les groupes. Ces différences étaient liées à l'appartenance ethnique en interaction avec de nombreux facteurs (statut socio-économique, type de famille, etc.). Leurs résultats font encore ressortir, qu'il est difficile de prédire le type de capital social produit par un groupe de population avec des a priori ethnoculturels.

Ces recherches montrent bien que le capital social ne devrait d'ailleurs pas être compris uniquement dans une perspective normative comme une ressource *bonne* ou *mauvaise* permettant l'action des individus ou des groupes.

D'autant plus que l'évaluation même du capital social peut poser problème, et, est souvent dépendante du point de vue, comme le font justement remarquer Lévesque et White (1999) dans *Le concept de capital social et ses usages*. Annick Germain (2004) a aussi souligné les travers de cette analyse dichotomique du capital social dans le cas des pratiques municipales et gouvernementales à Montréal à l'égard des associations immigrantes. Cette analyse a souvent l'effet pervers d'exclure ces associations des possibilités de *bridging* et de *linking*, voire même, d'un soutien administratif ou gouvernemental (Germain et Seewney, 2002). Cette dichotomie a aussi été questionnée par la recherche empirique qui observe plutôt des liens de complémentarité entre le capital social de type *bonding* et *bridging* comme dans le cas du réseau des femmes immigrantes à Montréal par exemple (Carrasco, Rose et Charbonneau, 1999).

Lévesque et White (*idem*) critiquent aussi les définitions fonctionnalistes et normatives du capital social de Putnam et de Coleman car elles sont aussi porteuses d'une certaine rigidité et d'un déterminisme historique et culturel (*idem* : 28). Les effets idéologiques dévastateurs de ces déterminismes ne sont d'ailleurs plus à démontrer.

De plus, des recherches empiriques récentes montrent que ces déterminismes ne résistent pas au test rigoureux de la réalité avec sa diversité de cas de figure, liés aux contextes particuliers et la créativité des réponses individuelles et collectives (Bankston III et Zhou, 2002).

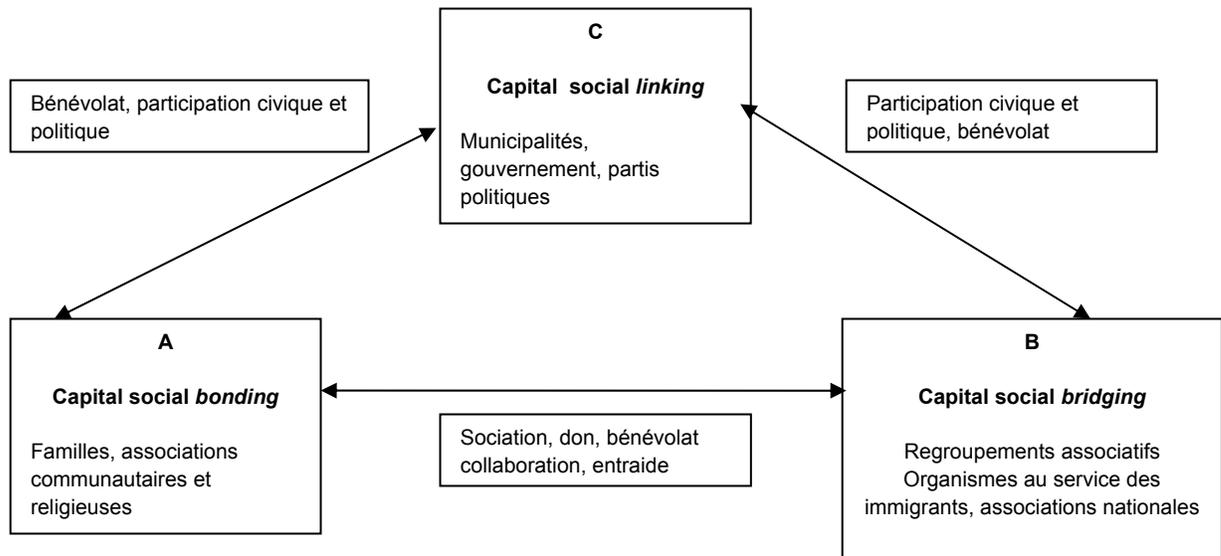
Par contre, l'approche systémique ou réticulaire du capital social de Bourdieu (1980) et de Lin (1995) peut mieux, selon nous, favoriser une meilleure prise en compte de la socialité dans laquelle s'inscrit le capital social en rendant compte de la complexité des relations sociales à l'oeuvre. Cette approche peut aussi être étendue à la prise en compte des relations communautés/institutions (capital social de type *linking*) dont l'impact a, tout de même, un poids non négligeable. A cet effet, Woolcock et Narayan (2000 : 19) soulignent que le capital social n'existe pas dans un vacuum politique. La nature et l'étendue des interactions entre les communautés et les institutions constituent une autre clef de la compréhension de ce capital et des impacts qu'il peut avoir sur le développement de la société. À cet effet, Woolcock, qui a réalisé nombre de travaux sur le capital social dans les pays en voie de développement, propose d'adopter un schème qu'il qualifie d'analyse synergique (*idem* : 14) du capital social pour intégrer sous la loupe des chercheurs l'analyse de l'impact gouvernemental sur l'*outcome* du capital social.

Bankston III et Zhou (2002) dans *Social Capital as Process : The Meanings and Problems of a Theoretical Metaphor* mènent une réflexion intéressante sur la notion de capital social. Selon eux, cette dernière est encore trop enfermée dans un carcan économique. La métaphore économique, liée à l'appellation même du concept et à ces origines, aurait le travers de faire bifurquer l'intérêt de recherche vers les seules ressources quantifiables alors que la socialité a, nous l'avons vu plus haut, bien d'autres finalités. Bankston III et Zhou (*idem*) proposent plutôt de définir le capital social comme un processus d'interactions sociales produisant un résultat (*outcome*) constructif. Pour en comprendre la mécanique, ils suggèrent d'en étudier les étapes (*idem* : 288).

Dans cette perspective théorique systémique, et, étant donné les résultats de notre propre recherche de terrain sur le capital social des Sud-Asiatiques, nous proposons un schéma analytique du capital social (Figure 12). Dans ce schéma, les catégories de capital social seraient plus continues que discrètes ou opposées. Elles seraient complémentaires, sans toutefois être statistiquement dépendantes les unes des autres. Les unes comme les autres seraient nécessaires à l'équilibre individuel et social. Les différents types de capital social s'inscriraient dans un continuum cyclique dans un schéma ternaire applicable à toutes les sociétés, et, par le fait même aux sous-groupes de population qui les composent.

Les composantes de ce cycle ternaire sont évidemment les **liens forts** et les **liens faibles**. Les premiers constituent la première étape du cycle et génèrent le capital social de type *bonding* (voir case A du graphique). Ces liens se retrouvent à la base de l'unité familiale. Ils ont des « vertus » sociales et éducationnelles bien connues, mais aussi des « vices » parfois uniquement attribués, à tort, à certains groupes de populations plutôt qu'à d'autres, on l'a vu. Ces liens forts se déclinent différemment selon les individus et les groupes, mais ces différences se nivellent graduellement dans le contexte des sociétés post-modernes. Ces liens sont aussi en transformation dans la société contemporaine. Cependant, ils demeurent **universels**. Ils se retrouvent tant chez les populations immigrantes que non immigrantes. Le capital social de type *bonding* est aussi créé dans les regroupements religieux et ethniques dont l'influence et la visibilité sont liées à une série de facteurs individuels et collectifs et qui, au même titre que la famille, se retrouvent aussi dans l'ensemble de la population.

Figure 12 : Le continuum du capital social des organisations ethniques



Source : Anna Maria Fiore

Ces regroupements peuvent entretenir des liens de *bridging* et de *linking* avec des associations ou des institutions gouvernementales. De plus, ces liens de *bonding* sont relativement indépendants, mais peuvent être alimentés, dilués et même supplantés par d'autres interactions sociales (*bridging* ou *linking*).

Par exemple, la pratique du *Rap* chez les jeunes de la communauté noire était à l'origine une pratique de *bonding* liant ces derniers entre eux, mais s'est rapidement étendue par l'interaction de facteurs économiques et sociaux (culture des jeunes et commercialisation) pour devenir une pratique qui a consolidé le regroupement des jeunes de différentes origines. Dans le contexte de notre recherche, nous avons observé par exemple un engouement de membres de la société hôte pour la danse indienne qui était à l'origine une pratique de *bonding* non seulement restreinte aux seuls adeptes de la religion hindoue, mais réservée aussi aux membres d'un sous-groupe (caste) bien particulier.

Un deuxième élément ou étape de ce continuum est le capital de *bridging* (voir case B du graphique) généré par les regroupements associatifs et les associations à portée métropolitaine ou nationale dans différents domaines (loisir, sportive, culturel, etc.). Elles créent les ponts entre les individus et les groupes différenciés. Ces regroupements peuvent rassembler des individus, mais aussi des associations ethnospécifiques. Ce capital social *bridging* peut lui aussi se nourrir des liens de *bonding* et de *linking* ou avoir un impact sur ces derniers.

Par exemple des associations ethnospécifiques ou un membre de sous-groupes de la communauté sud-asiatique (tamoul, sikh, bengali) peuvent se regrouper avec des associations ou membres de la société hôte d'origine britannique ou française au sein d'une association de femme, comme nous l'avons observé dans le contexte de notre recherche.

Un troisième élément de ce continuum est le capital social de type *linking* rattaché à des structures de gouvernance locales, des institutions, des municipalités et des gouvernements (voir case C du graphique). Ce capital social peut jouer un rôle de soutien des groupes les plus vulnérables de la société. Il peut aussi jouer un rôle de consolidation des organisations locales et nationales, voire favoriser la participation civique. Ces liens de *linking* ont une influence dans le développement des liens de *bonding* et de *bridging*. Par exemple, les associations communautaires, ethniques et religieuses entretiennent des liens avec les diverses instances gouvernementales par exemple pour les permis de construction de leurs édifices (Germain *et al.* 2003), le financement de leurs infrastructures et de leurs activités (Germain, 2004; Helly, 2004), la participation aux tables de concertation de quartier (Germain et Sweeney, 2002) ou la défense de leurs droits ou de leur sécurité (Woolcock et Narayan, 2000). Dans ce schéma analytique simple et relativement souple, il apparaît donc que les produits (*outcome*) des différents types de capital social émanent de l'ensemble de la population. L'appartenance ethnique ne peut en aucun cas être un facteur unique permettant de prédire le type de capital social produit. Ceci est d'autant plus vrai qu'au sein de chaque groupe ethnique - qu'il soit immigrant ou non immigrant - une série d'autres facteurs différentiels individuels et de groupes (sexe, âge, statut d'immigration, classes sociale, discrimination, etc.) ont de l'influence sur l'*outcome*, sans compter le rôle parfois important des institutions et du gouvernement. Ce schéma analytique peut aider à visualiser les étapes du processus de construction du capital social pour des recherches ultérieures.

De façon plus générale, il est aussi important dans les recherches à venir sur le capital social de garder en mémoire les constats et hypothèses suivants. Le premier est à l'effet que les composantes du capital social des organisations ethniques ne sont pas exclusives les unes par rapport aux autres. Dans les premières phases de la structuration communautaire¹⁴¹

ethnique les organisations tendent à privilégier les liens de *bonding* mais très rapidement, en parallèle, des liens de *bridging* et de *linking* sont établis avec d'autres réseaux. Les composantes du capital social seraient un système ouvert, en interactions constantes les uns avec les autres, liées par une relation de « transitivity », plutôt que des vases clos indépendants les uns des autres.

Le second constat est que chacune des composantes du capital social des organisations ethniques est aussi dépendante de l'interaction de facteurs contextuels d'ordre urbain, social, politique et économique (Bankston III et Zhou, 2002; Woolcock et Narayan, 2000). L'analyse des contextes socio-politiques urbains apparaît ainsi fondamentale pour comprendre la production du capital social des organisations ethniques puisque la ville demeure le lieu par excellence de production du capital social des organisations ethniques. Le capital social gagnerait donc à être analysé comme un processus et avec beaucoup plus de finesse. Une conception systémique du capital social favoriserait la juste mesure de tous les possibles.

CONCLUSION: CONTRIBUTION ET PISTES DE RECHERCHE POUR L'AVENIR

La contribution de cette thèse est de deux ordres. Dans un premier temps au plan empirique, cette recherche exploratoire a permis de documenter le tissu associatif des groupes sud-asiatiques de Montréal qui constituaient un groupe de la nouvelle immigration encore mal connu. Cette recherche était d'autant plus pertinente au plan social et local que ce groupe est stigmatisé et racialisé. Il était important de mieux connaître la diversité des dynamiques qui traversent cette communauté et ses rapports avec la société hôte.

Dans ce contexte, nous avons observé l'émergence d'un processus de communalisation au sens wébérien de ces groupes en nous appuyant sur les résultats de recherches et d'enquêtes antérieures, notamment basées sur des indicateurs socio-économiques, géographiques, urbains et spatiaux ainsi que sur des enquêtes qualitatives. Nos propres données d'enquête terrain ont permis d'éclairer et de qualifier la structuration communautaire de ces groupes en indiquant les points de convergence et de ruptures avec la société hôte. Nous avons constaté que le rôle des femmes était notable dans ce processus de communalisation tant dans la contribution de la reproduction du sentiment d'appartenance identitaire commun que dans la consolidation du réseau communautaire que se soit au plan culturel, social, politique ou économique.

Dans un deuxième temps, au plan théorique nous avons, avec l'étude du capital social produit par les associations sud-asiatiques, exploré l'hypothèse d'une transivité des différents types de capital et constaté que la production du capital social de type *bonding*, *bridging* et *linking* se faisait souvent dans les mêmes associations et correspondait en quelque sorte à la maturité des regroupements associatifs. Les liens de *bonding* étant les liens primaires développés dans les premières phases d'organisation tandis que les liens de *bridging* et de *linking* émergeaient surtout dans les phases ultérieures du développement des organisations ethniques avec le support des institutions de la société hôte sur le plan local.

Cette thèse constitue l'une des premières explorations de la structuration communautaire de ces groupes au Québec. En raison des contraintes inhérentes à la production d'une thèse par article, il a été nécessaire de procéder à certains choix dans l'exploitation de notre corpus de données.

Certains sujets n'ont pas pu être abordés ici, mais nous comptons publier d'autres articles dans l'avenir notamment sur les formes de collaboration inédites entre les sous-

groupes sud-asiatiques et sur l'évolution des *frontières ethniques internes* avec la transformation des contextes politiques internationaux.

Par ailleurs, il serait important de mener des études comparatives sur les groupes sud-asiatiques dans différentes villes canadiennes. Nos premières explorations ont indiqué certaines variations du développement organisationnel des groupes sud-asiatiques selon les différents contextes urbains au Canada qu'il serait intéressant de documenter davantage (Tableau 22).

Pour le Québec, la diversité de provenance des différentes composantes de l'immigration sud-asiatique, leur taille relativement modeste, leur concentration territoriale, leur ségrégation résidentielle et leur difficulté d'intégration économique et linguistique et l'orientation politique plus « libérale » et interculturelle des leaders a pu favoriser une structuration communautaire de personnes de différentes nationalités et origines au sein d'organisations sectorielles (politique, sociale, culturelle, éducative, religieuse, etc.).

Le cas des associations sud-asiatiques de Toronto semble assez différent. La taille importante de chaque composante, leur dispersion en banlieue, la polarisation socio-économique des groupes semblent avoir favorisé l'émergence de réseaux associatifs distincts sur une base nationale et ethnique et plus isolée d'autres réseaux en dépit des efforts de regroupements des organismes au service des Sud-Asiatiques.

Finalement à Vancouver, l'histoire ancienne de la communauté, sa fragmentation religieuse et politique interne ainsi que sa racialisation plus importante, sa localisation en banlieue et dans les zones rurales, sont autant de facteurs qui semblent contribuer à un isolement plus important d'une majorité de ces membres de statut social plus modeste.

Au plan théorique, d'autres recherches plus fines seraient aussi nécessaires pour explorer davantage l'hypothèse de la transitivité entre les différents types de capital social produits par les associations des populations issues de l'immigration. Les premiers constats de notre enquête peuvent-ils s'appliquer à d'autres groupes d'immigrants dans le contexte de Montréal ou d'autres villes canadiennes? L'hypothèse de la transitivité entre les types de capital social des organisations ethniques peut-elle être testée sur d'autres groupes qu'ils soient immigrants ou non immigrants? Quels rôles jouent les instances locales et l'État dans la production du capital social des associations issues de l'immigration? Les réponses à ces nouvelles questions de recherches permettraient d'éclairer les actions collectives de la société civile pour une meilleure insertion sociale et économique des populations issues de l'immigration qui constituent des acteurs-clés de nos sociétés.

Tableau 22 : Comparaison exploratoire des groupes sud-asiatiques dans trois régions métropolitaines, Canada

Région métropolitaine	Histoire/démographie	Liens	Capital social
Toronto	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Histoire récente ▪ Taille très importante/isolement/enclaves ▪ Localisation : périphérie ▪ Polarisation économique ▪ Diversité des groupes ▪ Structuration associative fragmentée ethnopolitique ▪ Représentation politique moyenne 	Moyen Faible	Bonding+++ Bridging+ Linking+
Vancouver	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Histoire ancienne ▪ Taille moyenne ▪ Isolement/polarisation économique/enclaves ▪ Localisation : Rural/périphérie ▪ Groupe plus <i>homogène</i> (région du Pendjab) ▪ Structuration associative plus religieuse, fragmentation par communautés ou gurdwaras ▪ Représentation politique forte 	Faible Moyen	Bonding+++ Bridging-- Linking++
Montréal	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Histoire récente ▪ Taille faible ▪ Isolement/polarisation économique/enclaves ▪ Localisation : Forte présence au centre de la ville/ Faible présence en périphérie ▪ Difficulté d'intégration économique et linguistique accrue ▪ Diversité des groupes ▪ Structuration associative sectorielle, efforts d'intégration avec organismes parapluies ▪ Représentation politique quasiment inexistante ▪ Liens moyens et forts avec d'autres réseaux prédominant 	Moyen Fort	Bonding++ Bridging++ Linking-

ANNEXE I : L'approche méthodologique

Notre enquête de terrain s'est déroulée de décembre 2006 à septembre 2007. Nous avons auparavant travaillé pendant plus d'une dizaine d'années auprès de la communauté sud-asiatique résidant sur le territoire de la ville de Montréal, surtout à Parc-Extension et à Côte-des-Neiges dans le domaine du développement communautaire et des relations interculturelles pour la municipalité montréalaise. Cette expérience de travail nous avait permis de nous familiariser avec le réseau associatif de ce groupe. Nous avons eu l'occasion dans le cadre de nos fonctions de suivre le développement de certaines associations et la mise en œuvre de divers projets de développement social pour les femmes, les jeunes, les aînés et les réfugiés. Nous avons aussi à notre actif plusieurs années d'observation participante aux événements communautaires importants (fêtes nationales, religieuses, de quartier). Dans le cadre de nos fonctions, nous avons travaillé en collaboration étroite avec des travailleurs communautaires des organismes à but non lucratif, des fonctionnaires des CLSC, du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration et de la Sûreté du Québec, des enseignants et des chercheurs, dont certains étaient d'ailleurs membres de la communauté sud-asiatique, qui avaient œuvré pendant de nombreuses années auprès de ce groupe. Parmi ceux-ci, certains sont devenus des informateurs-clés qui m'ont généreusement guidé et inspiré dans ce processus de recherche.

Stratégie d'enquête

La stratégie d'enquête de ce projet a mis à contribution plusieurs méthodes (analyse documentaire, socio démographique, enquête terrain) afin de permettre de prendre en compte les facteurs objectifs et subjectifs contribuant au processus de structuration de l'ethnicité postmigratoire ainsi qu'à la production du capital social. L'approche méthodologique choisie a été l'étude de cas. Cette approche sociologique, utilisée très tôt d'ailleurs par la tradition sociologique de Chicago pour étudier le processus de structuration de l'ethnicité immigrante en milieu urbain (Thomas et Znaniecki ([1918-1920] 1998), a une grande pertinence dans le contexte de notre recherche, car elle permet d'évaluer l'impact de facteurs difficiles à mesurer comme ceux d'ordre subjectif dans l'explication d'un phénomène social (Gauthier, 2009; Yin, 1994). Or, nous l'avons mentionné plus haut, ces facteurs revêtent une importance déterminante pour indiquer si un groupe ethnique se communalise selon le paradigme constructiviste ou pour qualifier le capital social qu'il produit.

Nous avons d'abord choisi l'étude des groupes immigrants originaires de l'Inde. Cependant, dès les premières entrevues tests, plusieurs éléments nous ont amenés à élargir la portée de notre recherche. Nous avons d'abord constaté que les associations indiennes de Montréal desservaient aussi souvent les immigrants originaires de l'ensemble de la péninsule sud-asiatique. En outre, nous avons déjà observé que les Sud-Asiatiques de diverses origines nationales et confessions religieuses se réunissaient dans le cadre d'activités communautaires (fêtes nationales, religieuses, de quartier, etc.). Nos premières analyses de la répartition des groupes sud-asiatiques nous indiquaient aussi qu'ils résidaient en majorité dans les mêmes quartiers, notamment à Parc-Extension et Côte-des-Neiges. Nous avons donc choisi d'étendre notre étude à l'ensemble des groupes sud-asiatiques pour vérifier l'hypothèse qu'ils constituaient, au Québec, un ensemble de groupes partageant des institutions communautaires et une appartenance commune et réunissaient les prémices d'une communalisation (Ledoyen, 1992; Tran, Kaddatz et Allard 2005).

Jusqu'à tout récemment, les Sud-Asiatiques n'ont pas fait l'objet de beaucoup d'études au Canada et encore moins au Québec. Ces groupes relativement récemment établis à Montréal sont encore mal connus. Ils constituent des minorités visibles selon la catégorisation du recensement canadien et possèdent des appartenances religieuses diversifiées (hindouisme, sikhisme, jaïnisme, chrétienne, etc.). Notre recherche s'est centrée sur deux grands thèmes :

- La communalisation du ou des groupes;
- Le capital social produit par ses associations.

Nous avons axé notre recherche sur la vie associative de ces groupes puisqu'elle constitue un des lieux importants de production culturelle et politique de l'ethnicité (Labelle, et Lévy, 1995; Breton, 1964, 1983). Rappelons que la vie associative est d'abord un lieu de construction identitaire ethnique où les immigrants et leurs descendants construisent une identité distincte par un processus de bricolage continu et revendiquent une place dans l'espace public par le biais, entre autres, d'activités collectives (Bilge, 2004).

Cette vie associative est aussi un moyen de ressourcement par lequel les immigrants trouvent un support matériel et psychosocial au cours de leurs premières années d'établissement (Germain, 2004). C'est également un instrument de mobilisation permettant de regrouper leurs membres en vue de se défendre contre la discrimination et l'exclusion

(Labelle et Lévy, 1995). C'est donc souvent au sein des associations que les immigrants construisent leur capital social en créant différents types de liens.

La vie associative des groupes sud-asiatiques a été analysée sous divers aspects. D'abord, nous en avons fait une description en identifiant les diverses composantes du réseau associatif sud-asiatique et sa répartition dans l'espace métropolitain de Montréal. Par la suite, nous avons analysé son autonomie institutionnelle (*institutional completeness*) (Breton, 1964) par rapport au réseau *mainstream*. Ensuite, nous avons étudié le capital social produit par ces associations. Notamment, avec l'analyse des liens sociaux existants entre les diverses associations sud-asiatiques ainsi que ceux observés entre les associations sud-asiatiques, les associations *mainstreams* et les institutions de la société hôte. Cette analyse nous a permis de qualifier le capital social produit en utilisant la typologie développée autour de la notion de capital social (*bonding, bridging, linking*).

Pour cette recherche, nous avons choisi de centrer notre collecte de données qualitatives sur la communauté sud-asiatique montréalaise. Montréal est en effet une ville privilégiée pour analyser la structuration de l'ethnicité postmigratoire et la production du capital social immigrant, car elle regroupe la grande majorité des immigrants de la province, notamment les Sud-Asiatiques. On y retrouve aussi les principales organisations immigrantes sud-asiatiques. Nous avons aussi réalisé quelques entretiens à Vancouver et Toronto, autres villes importantes où se concentrent ces immigrants pour vérifier si nos hypothèses concernant la communalisation du groupe et la production du capital social pouvaient aussi s'y appliquer.

Au départ, nous avons porté une attention particulière à l'échelle locale, car nous faisons l'hypothèse que le quartier demeure un espace important dans la construction de l'identité collective et individuelle tant pour la population native (Morin et Rochefort, 1998) que pour les immigrants (Germain, *ibid.*) ainsi que pour la production de capital social. Nous avons analysé le réseau associatif des quartiers comportant des concentrations importantes de populations sud-asiatiques. Cependant, nous avons observé que la portée des associations sud-asiatiques dépassait parfois le cadre du quartier et réunissait des membres résidents dans plusieurs quartiers de la ville et même de plusieurs villes de la région métropolitaine de Montréal qui conservaient des liens avec les quartiers « fondateurs » de leur communauté. Certaines associations avaient aussi des liens avec des associations sud-asiatiques d'autres villes, surtout Toronto.

Nous avons complété l'étude de la vie associative des groupes originaires de l'Inde par l'analyse du discours des « leaders » de ce groupe sur leur appartenance, l'organisation collective, la construction de leur communauté, leur orientation sociale et politique. Selon¹⁵¹

Labelle et Lévy (*idem*) le discours des leaders n'est pas nécessairement représentatif de l'ensemble de la population de ce groupe, mais il présente un intérêt particulier, car les leaders sont porteurs d'une ethnicité symbolique. Ils sont souvent porte-parole de leur groupe et, à ce titre, ils exercent une influence certaine sur son processus de structuration communautaire (Labelle et Lévy, *ibid.*). Certains d'entre eux sont la mémoire vivante de leur communauté et ont offert des témoignages très intéressants sur l'histoire de son établissement. Selon la définition de Martiniello, le leader est :

...un membre d'une communauté ethnique [...] qui a la capacité d'exercer intentionnellement un degré variable d'influence sur les comportements et/ou les préférences des membres de la communauté ethnique, dans le sens de la satisfaction de leurs intérêts objectifs tels qu'il les perçoit. (Martiniello, 1992 : 98)

Le leader peut exercer son influence à travers des activités exercées dans une ou plusieurs associations. Il jouit d'une certaine reconnaissance tant de la part du groupe qu'il représente que des membres de la société hôte qui reconnaissent sa légitimité. Le leader peut être un membre du conseil d'administration d'un organisme ou un employé. Il peut aussi être une personne influençant la cohésion du groupe par son discours ou ses activités sociales ou économiques.

Méthodologie

Pour analyser le processus de structuration communautaire des groupes sud-asiatiques et le capital social produit par leurs associations, nous avons combiné les approches macrosociale et microsociale pour saisir d'une part, les facteurs historiques et sociaux à l'origine de ce processus et, d'autre part, le rôle des interactions sociales, surtout à l'échelle locale. La recherche avait pour objectif de vérifier les hypothèses concernant la communalisation des Sud-Asiatiques et la transivité des formes de capital social produit par ces groupes. Elle visait à présenter une interprétation de ces phénomènes à partir d'un cas type par la mise en relation logique des facteurs historiques et sociaux émanant de l'analyse documentaire, statistique et de l'enquête de terrain.

Pour mener à bien cette recherche, nous avons utilisé quatre méthodes de cueillette de données : l'analyse documentaire, l'analyse sociodémographique, l'entretien semi-directif et l'observation non participante.

L'analyse documentaire

L'analyse documentaire a été réalisée tout au long de l'étude. Dans les premières phases de notre étude, nous avons cherché à mieux connaître le contexte pré-migratoire pour comprendre l'historique des différents sous-groupes de population sud-asiatique et les causes de leur émigration au Canada et au Québec par l'analyse de la littérature scientifique. Ensuite, nous avons recueilli la documentation sur l'historique de l'établissement du groupe sud-asiatiques au Canada. Puis, nous avons cherché à mieux comprendre la dynamique de la vie associative et à identifier certains leaders, notamment grâce aux journaux ethniques. Quatre types de document ont été utilisés :

- sources gouvernementales (ministères de l'Immigration et des Communautés Culturelles et du Patrimoine Canadien, Ville de Montréal);
- secteur associatif (mémoires, rapport annuel, etc.);
- journaux (nationaux, de quartier et ethniques);
- sites Internet;
- littérature scientifique (conférence, article, mémoire, thèse).

La presse sud-asiatique nous a permis de recueillir beaucoup d'informations sur la vie associative, surtout sur les leaders et les événements importants de la communauté. Quelques sites Internet étaient aussi très intéressants. Les mémoires et les rapports annuels des associations ont été particulièrement utiles pour retracer l'historique des organisations et évaluer le membership des associations, surtout les plus importantes et les plus anciennes.

Par contre, les recherches, rapports et articles scientifiques étaient peu nombreux, surtout pour le Québec. Ces derniers portaient sur certains sous-groupes spécifiques ou des problématiques (santé, femmes). Cette situation est sans doute due au caractère relativement récent de cette immigration. C'est pourquoi il nous est apparu important de mettre à contribution d'autres méthodes de cueillette d'information.

L'analyse sociodémographique

L'analyse sociodémographique a été réalisée à partir de cinq types de données :

- les données d'admission des immigrants (MICC);
- les données sur la présence des immigrants (MICC);
- les données censitaires recueillies par Statistique Canada (recensements 2001 et 2006);
- les données sur *l'Enquête sur la diversité ethnique* (2002) réalisée par Statistique Canada;
- *l'Atlas de l'immigration* (2001) de l'INRS-Urbanisation, culture et société.

Les données d'admission et les données sur la présence nous ont permis d'évaluer l'attraction et la rétention des immigrants sud-asiatiques au Québec. Les données censitaires ont servi à évaluer l'importance numérique de la communauté, ses diverses composantes ethniques, sociales et professionnelles. Nous avons obtenu les informations sur la répartition des Sud-Asiatiques au Canada, dans la région métropolitaine et les municipalités via les recensements de 2001 et 2006 et *l'Atlas de la région de Montréal de l'INRS-UCS*. L'analyse socio-démographique nous a permis de réaliser un premier repérage du groupe sud-asiatique au Canada notamment d'évaluer sa concentration ou sa dispersion sur le territoire de la province, des principales régions métropolitaines de recensement et des municipalités (Tableau 23).

Tableau 23 : Variables censitaires analysées

- Connaissance des langues officielles
 - Langue maternelle
 - Langue parlée à la maison
 - Lieu de naissance
 - Niveau de scolarité des 15 ans et plus
 - Origine ethnique
 - Période d'immigration
 - Principales divisions de l'industrie
 - Principales professions
 - Religion
 - Taux d'activité
 - Taux de chômage
-

L'entretien semi-dirigé

L'entretien semi-dirigé a été un moyen privilégié de recueillir des informations sur le processus de structuration communautaire et le sentiment d'appartenance des leaders ainsi que pour analyser le type de capital social produit par les associations. Cette technique d'entrevues assez souple permet de créer un climat de confiance avec l'interviewé. De plus, elle permet au chercheur de mieux adapter l'entrevue afin de tenir compte des obstacles de langues ou de culture de l'interviewé. L'entretien semi-dirigé permet aussi un accès privilégié à la pensée et au vocabulaire de l'enquêté ouvrant des perspectives inédites sur le monde de l'autre

(Gauthier, 2009) sans lui imposer les catégories mentales et les représentations sociales de l'enquêteur.

Dans le contexte de notre recherche, l'objectif des entretiens a été double. Premièrement, ils ont permis de recueillir les récits d'immigration pour enrichir le corpus sur l'historique migratoire et l'établissement des Sud-Asiatiques. Nous avons pu recueillir des informations sur les aspects factuels (période d'immigration, insertion socio-économique, etc.) et subjectifs (sentiments d'appartenance, opinions, etc.). De plus, les entrevues ont été le principal moyen de recueillir des informations sur la vie associative, le processus de structuration communautaire de ce groupe et le capital social produit par ses associations. Les entrevues se sont surtout déroulées en anglais pour minimiser les problèmes de traduction, car cette langue est bien comprise et parlée par la plupart des leaders de ce groupe. Certains leaders maîtrisaient très bien le français. Le canevas d'entretien (Annexe II) comprenait trois blocs :

- 1) Caractéristique de l'organisme, vie associative et réseau;
- 2) Historique migratoire, emploi, logement, relations sociales, perception, appartenance;
- 3) Caractéristiques sociodémographiques

Les entretiens des leaders ont été réalisés auprès de personnes oeuvrant au sein d'une variété de milieux et d'associations (Annexe V) : associations à vocation spécifique, organisations d'une région spécifique (ex. : Pendjab ou le Gujrat), organismes à vocation culturelle, de loisir ou religieuse, médias ethniques, organismes à vocation plus large couvrant l'ensemble de l'Asie du Sud ou plusieurs groupes ethniques, organismes ou institutions *mainstream* (CLSC, universités, médias nationaux, partis politiques, entreprise, etc.). Nous avons réalisé 39 entrevues avec des leaders au profil démographique varié sur le plan des origines ethniques, du genre, de l'âge, des catégories sociales, du statut d'immigration et de la religion (Annexe IV). Le principe de saturation est intervenu pour terminer l'enquête terrain. Notre stratégie de recrutement a combiné l'inventaire à partir des listes d'organismes spécifiques de ce groupe, des répertoires spécialisés (MICC, Ville de Montréal, bottins de quartier) ou du bottin téléphonique. Nous avons utilisé aussi les techniques « boule de neige » en prenant en considération les conseils de nos informateurs-clés pour recruter les leaders les plus significatifs et représentatifs des diverses composantes de la communauté. Nous avons sélectionné des membres ou anciens membres des conseils d'administration des organismes, des employés des organismes et quelques personnes exerçant un leadership reconnu sur ce groupe. Un pré-test de l'entretien a été réalisé auprès

de quelques participants. Après chaque entretien, nous rédigeons de courts commentaires sur le déroulement.

L'observation non participante

Nous avons utilisé cette technique de cueillette de données de manière complémentaire surtout dans les premières phases de la recherche pour entrer en contact avec des personnes pouvant nous suggérer des leaders ou les leaders eux-mêmes ainsi que pour mieux connaître les moments importants de la vie associative de ce groupe (fête nationale, religieuse, événement public dans les quartiers à forte concentration de membres de ce groupe, etc.) ou encore la dynamique interactionnelle et les rapports de pouvoirs entre les membres de ce groupe et les autres leaders locaux. Nous avons réalisé des résumés de nos observations après les événements.

Méthodes d'analyse des données

L'analyse des résultats de cette recherche a été faite avec une grille transversale en combinant les informations et constats tirés des sources documentaires, de l'analyse sociodémographique, des entretiens et de l'observation non participante. Les attributs plus objectifs des groupes sud-asiatiques (données statistiques, données factuelles sur la localisation des organismes) ont été utilisés pour repérer ce groupe dans l'espace métropolitain et vérifier les hypothèses concernant sa spatialisation à Montréal. Les données sur le membership ont été utilisées pour évaluer l'importance des associations.

Dans un deuxième temps, l'analyse des entretiens a été réalisée pour qualifier le type de discours des leaders par rapport à leur appartenance communautaire ainsi que la vie associative et le capital social des membres de ce groupe. À ce titre, les notions d'autonomie institutionnelle, de réseaux et de capital social (*bridging, bonding et linking*) ont été utilisées. Nous avons procédé à la transcription intégrale de tous les entretiens sous forme de verbatims à l'aide d'un logiciel de traitement de la voix (*Dragon speaking*). Les entretiens ont été lus et traités individuellement avec une grille d'analyse thématique.

Considérations éthiques

Plusieurs des sources utilisées respectent les critères de confidentialité ou encore sont des documents publics comme les données statistiques sur la population de Statistique Canada ou les documents et les rapports annuels des associations. Les précautions d'usage ont été prises pour protéger l'anonymat des personnes interrogées et certaines données relatives aux entretiens. Nous nous avons obtenu un certificat du Comité d'éthique en recherche avec les êtres humains (CER-05-089). Le consentement libre et éclairé de chacun des participants a été obtenu. Nous avons informé au préalable chaque personne recrutée des objectifs de la recherche, des méthodes employées, des risques et des bénéfices potentiels, des modalités de déroulement (durée, sujets abordés, etc.) (Annexe III). L'entreposage des cassettes et des verbatims imprimés a été réalisé de façon sécuritaire. Les verbatims ne comprenaient pas de données nominales. Les noms réels des informateurs ont été conservés sous clé.

Les données recueillies dans le cadre de cette recherche présentent des risques minimaux pour les informateurs. Nous avons effectué la totalité des entretiens ainsi que tout le traitement et l'analyse des entretiens. Nous avons eu une bonne participation de la population visée par notre étude. Nous avons diffusé certains des résultats de notre recherche auprès des associations de cette communauté, d'intervenants travaillant auprès de ces groupes et de chercheurs. Deux articles ont été publiés dans des revues scientifiques (Fiore 2008a et c). Un article a été soumis (Fiored).

ANNEXE II : GUIDE D'ENTRETIEN SUR LA VIE ASSOCIATIVE DU GROUPE ORIGINAIRE DE L'ASIE DU SUD

Préambule

- Présentation de la chercheure
- Présentation de la recherche et de ses objectifs
- Objectifs et modalités de l'entretien (durée, sujets abordés)
- Confidentialité et utilisation
- Autorisation d'enregistrer l'entretien
- Questions de la personne interviewée

Remarque : Les questions ne seront pas posées dans l'ordre mais plutôt insérées dans une conversation

Bloc I : Caractéristiques de l'organisme, vie associative, réseau

Objectifs :

- 1) Reconstituer l'historique de l'organisme
- 2) Comprendre le rôle de leader de l'interviewé au sein de l'association, du réseau communautaire ethnospécifique et à l'extérieur;
- 3) Recueillir des informations factuelles sur les associations du groupe originaire de l'Inde et sur leurs liens entre elles et avec les associations « mainstream ».
- 4) Recueillir des informations sur la perception de l'interviewé sur le réseau et la diaspora indienne;
- 5) Identifier les besoins (service, programme) et les principaux obstacles que ce groupe rencontrent (discrimination, racisme)

Thématiques

1. Fondation, statut, liens avec d'autres groupes et gouvernement

Nom officiel de l'association (signification du Nom)

Localisation (adresse, lieux d'activités, rayonnement)

Informations liées à la fondation (membres fondateurs, date, objectif, moyens)

Statut de l'association (lien avec d'autres associations du groupe ou de l'externe (quartier, ville, province, pays, autres pays), sources de financement, lien avec les paliers de gouvernement)

2. Membership

Nombre de membres

Mode de recrutement

Caractéristiques des membres (âge, sexe, profession, revenu, pays de provenance, langue, localisation résidentielle)

Confession religieuse

Affiliation politique

3. Rôle de leader

Poste actuel au sein de l'association (depuis quand ?)

Description de la fonction

Autres postes occupés au sein de l'association

Représentation dans d'autres instances (ex : CLSC, table de concertation locale, groupe de travail gouvernemental, comité consultatif)

Raisons de l'engagement

4. Mode de fonctionnement de l'association

Mode de nomination

Mode de fonctionnement de la prise de décision

Cotisation

Activités organisées (type, fréquence)

Répartition des tâches au sein de l'association

Réunion (type, fréquence)

5. Liens développés à l'échelle locale et nationale

Liens avec autres associations du groupe originaire de l'Inde (média, institutions religieuses ou éducative) à l'échelle locale, nationale et de la diaspora

Liens avec autres associations du groupe originaire de l'Asie du Sud (média, institutions religieuses ou éducative) à l'échelle locale, nationale et de la diaspora

Liens avec les associations mainstream à l'échelle locale et nationale

Liens avec les autres paliers de gouvernement (municipal, provincial, fédéral)

Liens avec le gouvernement indien

6. Perceptions et analyses du leader sur les besoins du groupe originaire de l'Inde

Informations générales (historique de la vie associative, estimé de l'importance numérique, concentration de population dans région métropolitaine, etc.)

Besoins du groupe (services médicaux, sociaux, municipaux)

Difficultés vécues par le groupe (manque d'information, discrimination, racisme)

Points de convergence et de divergence entre les groupes originaires de l'Inde des différentes villes canadiennes, Américaine et européennes.

J'aimerais vous poser quelques questions factuelles et plus personnelles pour mieux connaître votre histoire migratoire et les circonstances entourant de votre établissement à Montréal. Ces informations sont confidentielles et ne seront utilisées que dans le contexte de ma recherche doctorale.

Bloc II : Historique migratoire, emploi, logement, relations sociales, perception, appartenance

Objectifs

Retracer l'historique migratoire et les premières années d'établissement (logement, emploi) ou, le cas échéant, celui des parents

- 1) Comprendre les principaux obstacles rencontrés lors de l'établissement;
- 2) Identifier les premiers réseaux d'entraide
- 3) Décrire le réseau de relations sociales (parentèle, covillageoise, co-ethnique, voisinage, collègues)
- 4) Identifier les marqueurs identitaires et valeurs de l'interviewé
- 5) Identifier les points de divergences et de convergences avec les valeurs de la société réceptrice

- 6) Recueillir des informations sur les sentiments d'appartenance de l'interviewé;
- 7) Recueillir des informations sur son insertion à la société réceptrice.

Thématiques

1. Historique migratoire

Informations sur l'historique migratoire et les conditions d'établissements

2. Identité culturelle et valeurs personnelles

Éléments importants de l'identité personnelle et culturelle (langue, culture, religion, famille, principes, valeurs civiques)

3. Perceptions et sentiments d'appartenance

Perception de sa situation (familiale, professionnelle, économique)

Avantages et les inconvénients de vivre au Canada

Identification (région, Inde, Asie du Sud, Québec, Canada)

Bloc III : Caractéristiques sociodémographiques

Objectif

Recueillir des informations sociodémographiques sur l'interviewé

Age

Lieu de naissance (pays, province, village) et celui du conjoint

Langue maternelle (première langue apprise et encore comprise), parlée à la maison, au travail ?

Religion

État civil et nombre d'enfants

Niveau de scolarité (primaire, secondaire, universitaire) et domaine d'étude

Profession actuelle

ANNEXE III : FORMULAIRE DE CONSENTEMENT ET DOCUMENT D'INFORMATION

Structuration communautaire ethnique en contexte urbain : Analyse des groupes originaires de l'Asie du Sud à Montréal

Madame/Monsieur

Voici un ensemble d'informations sur ce projet de recherche auquel nous vous avons demandé de participer.

1. L'objectif du projet est de mieux connaître la vie communautaire des groupes originaires de l'Asie du Sud à Montréal et leurs modes de regroupement en association et dans l'espace urbain.
2. Votre participation au projet consistera à accorder une entrevue d'environ deux heures qui sera préférablement enregistrée. Cette entrevue portera sur les données sommaires concernant votre établissement à Montréal, sur les organismes communautaires, associations, institutions dans lesquelles vous êtes impliqué.
3. Les données recueillies dans cette entrevue serviront à la réalisation d'une thèse de doctorat en études urbaines (INRS/UQAM).
4. La confidentialité des résultats sera assurée de la façon suivante : toutes les données et informations recueillies durant toutes les étapes de la recherche ne seront accessibles qu'à la chercheuse et éventuellement au personnel technique. De plus, les noms des participants seront remplacés par des numéros d'identification lors de la saisie des données. Après une période de dix ans, les enregistrements sonores, les transcriptions originales et les données compilées sur disquettes informatiques seront détruits.
5. S'il y a des questions auxquelles vous ne pouvez ou préférez ne pas répondre, vous êtes tout à fait libre de choisir de ne pas répondre sans avoir à fournir de raisons et sans inconvénient. Sachez par ailleurs qu'à titre de participant volontaire à cette étude, vous avez la possibilité de vous en retirer à tout moment si vous le jugez nécessaire.

Vous trouverez ci-joints deux exemplaires d'un formulaire de consentement que nous vous demandons de signer si vous acceptez de nous accorder l'entrevue. L'objectif de ce formulaire est de démontrer que la responsable de la recherche a le souci de protéger le droit des personnes qui participent à la recherche. Avant de signer le formulaire, vous pouvez, si vous le désirez, demander à l'interviewer toutes les informations supplémentaires que vous jugerez à propos d'obtenir sur le projet de recherche. Vous pouvez aussi rejoindre la responsable ou sa directrice, Madame Annick Germain, pour des informations supplémentaires au numéro suivant : (514) 499-4000. Vous trouverez également à la fin de cette lettre le nom d'une personne extérieure à la recherche susceptible de vous renseigner sur vos droits en tant que sujet de cette recherche, Mme Marie-France Gagnier, présidente du comité d'éthique. Veuillez noter que ce projet de recherche a été approuvé par le comité d'éthique en recherche avec les êtres humains (CER-05-089).

Nous vous remercions de votre collaboration.

Formulaire de consentement des personnes interviewées

Structuration communautaire ethnique en contexte urbain :

Analyse des groupes originaires de l'Inde à Montréal

J'ai pris connaissance du projet de recherche décrit dans la lettre d'information.

J'ai été informé (e), oralement et par écrit, des objectifs du projet, de ses méthodes de cueillette de données et des modalités de ma participation au projet.

J'ai également été informé (e) :

- a) de la façon dont la chercheuse assurera la confidentialité des données et protégera les renseignements recueillis,
- b) de mon droit de mettre fin à l'entrevue ou à son enregistrement, si je le désire, ou de ne pas répondre à certaines questions,
- c) de mon droit, à titre de participant volontaire à cette étude, de m'en retirer à tout moment si je le juge nécessaire.
- d) de mon droit de communiquer, si j'ai des questions sur le projet, avec la responsable du projet (Anna Maria Fiore, 514-499-4000 et Annick Germain, directrice du projet de thèse).

J'ai l'assurance que les propos recueillis au cours de cet entretien seront traités de façon confidentielle et anonyme. Cependant, je suis conscient (e) que malgré toutes les précautions prises à cet effet, il demeure possible que je sois identifié (e) de manière indirecte.

La signature au bas de cette page indique que j'ai bien compris tout ce qui est mentionné ci-dessus, qu'on a répondu à toutes mes questions concernant la recherche de façon satisfaisante et que je participe volontairement à cette recherche.

Je signe ce formulaire en deux exemplaires et j'en conserve une copie.

Signature du participant

Date

Approbation du Comité d'éthique en recherche avec des êtres humains de l'INRS (CER-05-089).

Title: Ethnic Community Structure in the Montreal Metropolitan Area: Analysis of the South Asian Groups

I have read the research project description in the information letter.

I have been informed, verbally and in writing about the project goals, the methodology and about the way I will participate to the project.

I was also informed:

- a) On the means that will be use by the researcher to ensure the data confidentiality and the protection of the information collected.
- b) On my right to stop the interview or its recording, if I wish, or to do not answer to some questions.
- c) On my right, as a voluntary participant on this study, to retired myself anytime if I wish and if I judge it necessary.
- d) Of my right to contact the research responsible, if I have any question about the project (Anna Maria Fiore: XXX or Annich Germain, thesis director :XXXX).
- e) I have the guarantee that the information collected during the interview will be use confidentially and anonymously. Nevertheless, I am aware that despite all the precautions taken, it is possible that I might be identified indirectly.

The signature at the bottom of this page indicate that I have understood all the information mentioned above, that all my questions about the project were well answered, and that my participation to this project is voluntary.

I sign this form in two copies and I keep a copy.

Participant signature

Date

Note: This project has been approved by the ethical research committee on human beings (CER-05-089)

Information Document About the Research Project

Title: Ethnic Community Structure in the Montreal Metropolitan Area: Analysis of the South Asian groups

Madam,

Sir,

This document has the aim to inform you about the research project mentioned above.

1. The general goal of the project is to have a better understanding of the persons originating from South Asia living in the Montréal metropolitan area, more specially we would like to know more about their distribution in the Montréal area and about their associative life.
2. Your participation on the project will be a two hours interview which will be record. The topics of this interview will be: the life and history of your association, your participation to this association and your involvement in other community group.
3. The data collected will be used to realize a doctorate in urban studies (INRS/UQAM).
4. The confidentiality of the data will be assured as followed: all the data and information collected during the research will be only available to the researcher and the technical staff. The name of the participants will be replaced by an identification number when the data will be registered. After a ten year period, the tapes, original transcription and the data on computer disk will be destroyed.
5. If they are question to which you do not wish to answer, please feel free to choose to not answer without any consequences. As a voluntary participant on this research, it is possible for you to retire anytime if it is necessary.

You will find enclosed, two copies of the consent form. We ask you to sign both of them if you accept to give the interview and keep a copy. The goal of this form is to demonstrate that the responsible of the project will protect the human right of the research participants. Before the signature of the form, you can ask, if you wish any information about the project to the interviewer. You can contact the responsible or its director, Madam Annick Germain at the telephone number: 514-499-4000.

You will find at the bottom of this letter the name of the president of the Ethical Research Committee on Human Beings Madam Marie-France Gagnier who can give you more information on your rights. Please note that this research project have the approval of the ethical research committee on human beings (CER-05-089).

Thank you very much for your participation to this project.

ANNEXE IV : BILAN D'ENQUÊTE SUR LES GROUPES SUD-ASIATIQUES

Nombre d'interviews : 38 (39 personnes interviewées)

Répartition par sexe	
Femmes	Hommes
19	20
Répartition par langues d'entrevues	
Anglais	Français
35	4
Répartition des personnes interviewées par pays de naissance (39)	
<i>66 % originaires de l'Inde 34% autres origines</i>	
Bangladesh	2
Canada	3
Fidji	1
France	1
Hong Kong	1
Inde	26
Pakistan	3
Sri Lanka	1
Afrique	1

Répartition par régions métropolitaines		
Montréal	Vancouver	Toronto ³⁸
32	6	1

(Septembre 2007)

³⁸ La situation politique étant très tendue à Toronto en 2006 suite à l'arrestation de présumés terroristes, une seule entrevue a pu être faite. La réponse à nos requêtes d'entrevues a été faible.

ANNEXE V : TYPOLOGIE DES PRINCIPALES ASSOCIATIONS SUD-ASIATIQUES DE LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL

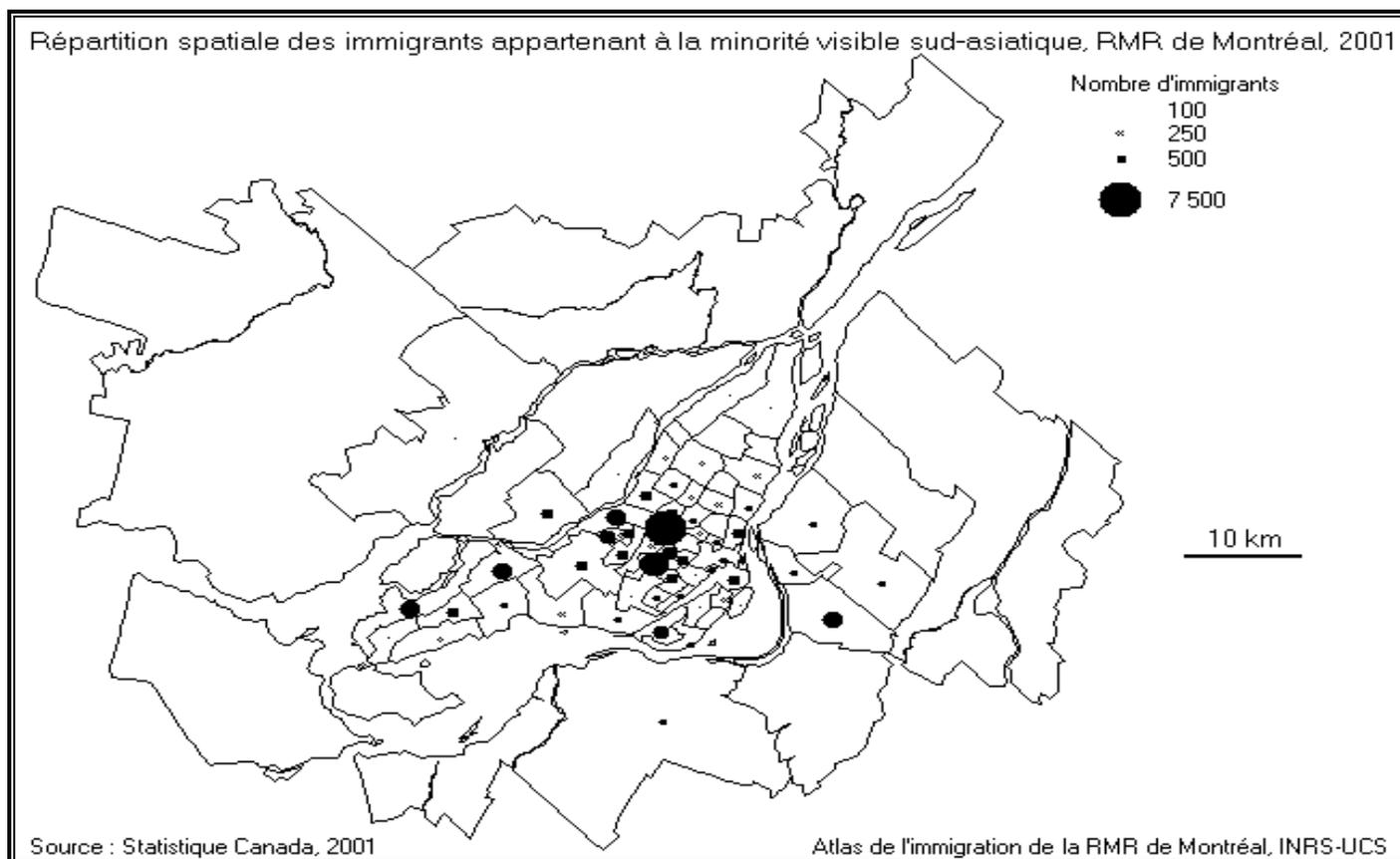
Parapluie (4)	Alliance des communautés de l'Asie du Sud, Association nationale des Canadiens d'origine indienne, Association Inde-Canada, Organisation Inde-Canada
Sociale (6)	Centre communautaire des femmes sud-asiatiques, Cercle des femmes d'origine indienne, Club de l'âge d'or du peuple d'origine indienne, Himalaya Seniors du Québec, Fondation Bharat Bhavan, Conseil sikh canadien
Culturelle (6)	Fondation Kala Bharati, Fondation Nrithyala, Société de culture hindoue, Société de musique Bharatya, Société Durkai Amman Koyil, Kathakali Opus IX
Éducative (3)	Hindi Québec Association, Centre d'études et de ressources de l'Asie du Sud, Institut interculturel de Montréal
Religieuse (11)	Association Gurudawara Guru Nanak Darbar, Association internationale pour la conscience de Krisna Canada, Association islamique Shiane Haidery inc., Association zoroastrienne, Centre de yoga Iyengar, Mission hindoue du Canada, Mission Saiva du Québec, Maison de Dieu Québec (Gurudawara Sahib Québec, inc.), Temple Shree Ramji Mandhata, Temple hindou du Québec, Temple Ramgi, Gurbani Sagar (Montréal-Sri Guru Ravidass Temple)
Sportive (1)	Association de cricket
Régionale (8)	Association Thamilar Olli, Association mondiale tamoule, Association Eelam du Québec, Association goanaise du Québec, Association pakistanaise du Québec inc., Association des Pakistanais Khybec du Québec, Société pakistanaise-canadienne du Québec, Société internationale du Bangladesh
Affaires (2)	Conseil des affaires Inde-Québec, Chambre de commerce indo-canadienne
Médias (6)	Asia Canada Leader Multicultural Newspaper, India vision, Images du Bangladesh, Hindus Post inc., Nouvelles asiatiques canadiennes, Revue Pragati, Bharat Times

(septembre 2007)

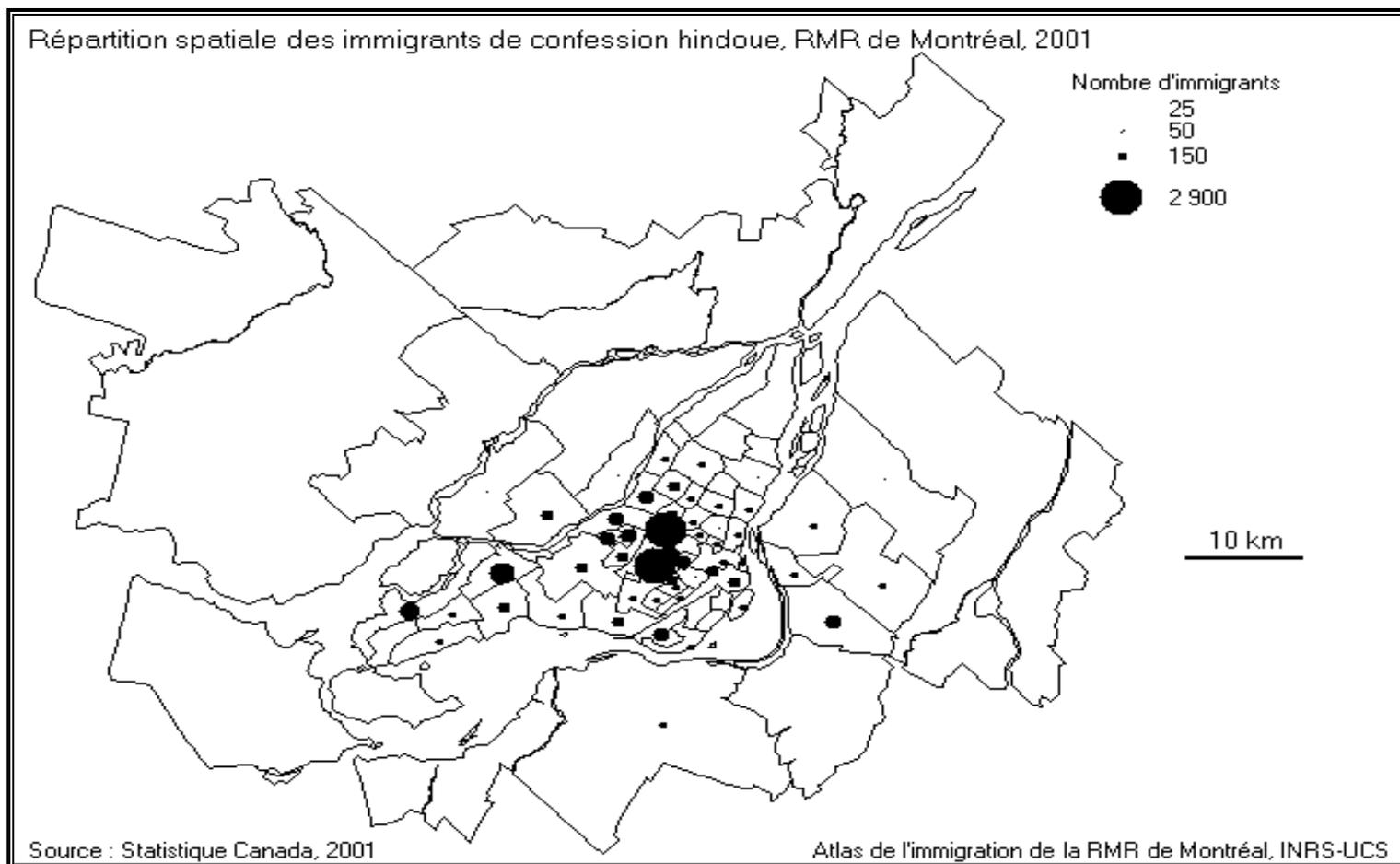
ANNEXE VI : GRILLE D'ANALYSE TRANSVERSALE

GRILLE D'ANALYSE TRANSVERSALE	
STRUCTURATION COMMUNAUTAIRE ETHNIQUE	
1- Dimensions historiques et sociales	Indicateurs et données recherchées
Contexte pré-migratoire	Causes de l'émigration indienne (politique, socio-économique, parcours migratoire, diaspora, ethnicité en Asie du Sud)
Contexte post-migratoire	Histoire migratoire, contexte d'accueil
2- Dimensions socio-démographiques	Indicateurs et données recherchées
Données d'admission et données censitaires	Taille des populations, religion, langue maternelle et parlée à la maison, connaissance des langues officielles, etc.
3- Caractéristiques du réseau associatif	Indicateurs et données recherchées
Données factuelles	Inventaire des associations, analyse du membership, répartition dans l'espace urbain, historique de la vie associative, autonomie institutionnelle (institutional completeness)
Qualification du réseau	Relations entre les associations sud-asiatiques et les divers acteurs de l'arrondissement (<i>bridging</i>) Relations entre les différents sous-groupes et au sein des groupes (<i>bonding</i>) Relations avec les autorités (<i>linking</i>)
4- Communalisation	Indicateurs et données recherchées
Analyse du discours des leaders	Perception de l'identité ou sentiment d'appartenance Organisation collective Orientation politique

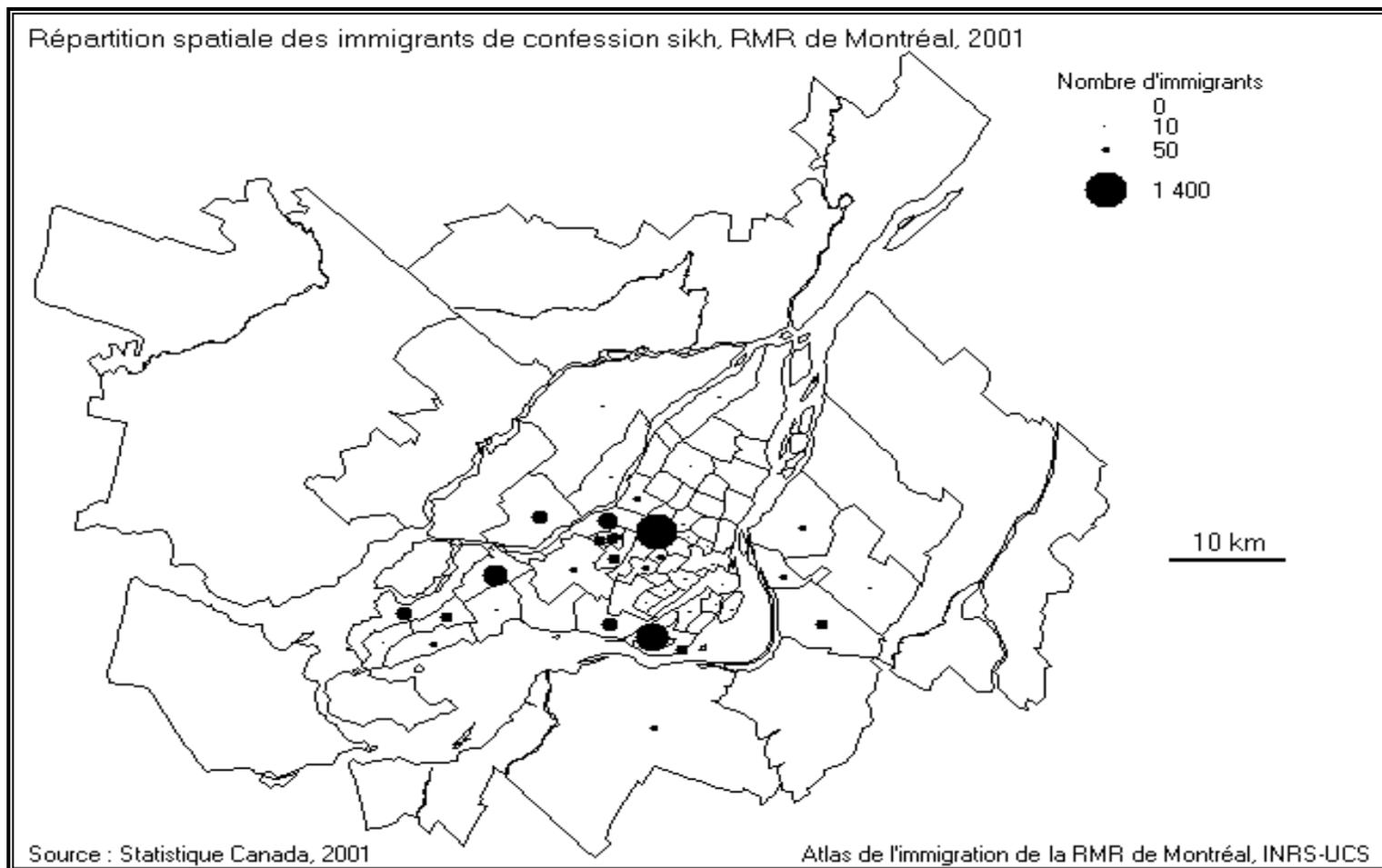
ANNEXE VII



ANNEXE VIII



ANNEXE IX



ANNEXE X : Profil socio-démographique des femmes de la communauté sud-asiatique interviewées à Montréal 2006-2007

Femme	Âge	Pays naissance	Religion	Langue maternelle	Langue parlée	État civil Enfant	Statut d'immigration	Études	Profession
1	68	Inde britannique Bengale	Hindoue	Bangali	Français Anglais Hindi Bengali	Mariée 0 enfant	Étudiante	PHD linguistique appliquée	Retraitée (Professeur CEGEP)
2	61	Inde	Hindoue	Telegu	Anglais Maharati Hindi	Veuve 0 enfant	Familiale	MBA	Retraitée (Gestionnaire)
3	60	Inde (Aryala)	Hindoue	Hindi	Urdu Pendjabi Anglais Français Gujarati Sanskrit	Mariée 2 enfants	Familiale	Bac. Éducation Maîtrise administ.	Ancien Professeur anglais (Inde) Conseillère financière et Courtier d'assurance (Canada)
4	59	Indes britannique (Bangladesh)	Hindoue	Bengali	Français Anglais	Célibataire 0 enfant	Familiale	Bacc. Enseignement	Directrice OBNL
5	53	Inde (Bombay)	Catholique	Konkani	Anglais Hindi Maharathi Tulu Gujarati Français Espagnol	Mariée 2 enfants	Immigration économique (travailleur spécialisé)	MA Arts Bacc. administration des affaires	Gestionnaire compagnie de navigation

ANNEXE X: Profil socio-démographique des femmes de la communauté sud-asiatique interviewées à Montréal 2006-2007

Femme	Âge	Pays naissance	Religion	Langue maternelle	Langue parlée	État civil Enfant	Statut d'immigration	Études	Profession
6	50	Inde (Tamil Nadu)	Hindoue	Tamoul	Anglais Tamoul	Veuve 3 enfants	Familiale	–	Professeuse de danse indienne classique
7	48	Inde (Calcutta)	–	Anglais	Anglais Français Bengali	Mariée 2 enfants	Familiale	PhD linguistique appliquée	Assistant professeur
8	45	Inde (Pendjab)	Sikhe	Hindi Pendjabi	Anglais Pendjabi Hindi Ourdou Français	Séparée 2 enfants	Demandeur d'asile	DEC Arts	Travailleuse communautaire
9	44	Sri Lanka (Colombo)	Hindoue	Tamoul	Tamoul Anglais Français	Mariée 2 enfants	Réfugiée	DEC comptabilité	Travailleuse Communautaire Comptable
10	40	Inde (Delhi)	Sikhe	Pendjabi	Anglais Français Pendjabi	Mariée 2 enfants	Familiale	DEC Planification financière	Conseillère financière
11	≈40	Pakistan (Lahore)	Musulmane	Pendjabi Urdu	Pendjabi Urdu Anglais Français	Mariée 3 enfants	Immigration économique Entrepreneur	Ma Psychologie Bacc. Travail social	Travailleuse communautaire
12	≈40	Inde (Bombay)	Chrétienne	Anglais	Anglais Français	Mariée 4 enfants	Étudiante Immigration économique	Bacc. Comptabilité	Comptable
13	38	Inde (Pendjab)	Hindoue	Hindi Pendjabi	Anglais Français	Célibataire 0 enfant	familiale	M.Sc. Anthropologie	Directrice Journal

BIBLIOGRAPHIE

- Agnew, V. 1993. « Feminism and South Asian women in Canada ». Dans *Ethnicity, Identity, Migration: The South Asian Context*, sous la dir. de M. Israel, N. K. Wagle, p. 142-166. Toronto: University of Toronto, Centre for South Asian Studies.
- Ahmad, F., S. Riaz, P. Barata et D. Stewart. 2004. « Patriarchal beliefs and perceptions of abuse among South Asian immigrant women ». *Violence Against Women*, vol. 10, no 3, p. 262-282.
- Aizlewood, A, et R. Pendakur. 2004. *Ethnicity and Social Capital in Canada*, Working Series Papers, No. 04-09, 33 p. Vancouver: Vancouver Center Center of Excellence for Research on Immigration and Integration. En ligne : http://riim.metropolis.net/wp_2004.html. Consultation le 16 juillet 2010.
- Alba, R.D., (dir.) 1990. *Ethnic Identity: The Transformation of White America*, New Haven London: Yale University Press, 374 p.
- Alesina, A. et E. La Ferrara. 2000. *The Determinants of Trust*. National Bureau of Economic Research, Working Paper, March 2000, no.7621, MA: Cambridge: Graduate Center of the City University of New York, En ligne: <http://www.nber.org/papers/w7621.pdf>. Consultation le 6 septembre 2010.
- Apparicio, P., O. Filiatrault, J. Mongeau et M. Radice. 2006. *Atlas de l'immigration de la région métropolitaine de recensement de Montréal en 2001*. Montréal: INRS-UCS. 57 p. En ligne à : <http://atlasim2001.inrs-ucs.quebec.ca>. Consultation le 14 juillet 2010.
- Apparicio, P., X. Leloup et P. Rivet. 2006. *La répartition spatiale des immigrants à Montréal : apport des indices de ségrégation résidentielle*. Montréal : Publication IM, Centre de recherche interuniversitaire de Montréal sur l'immigration, l'intégration et la dynamique urbaine. No. 28, 47p. En ligne à : http://im.metropolis.net/research-policy/research_content/doc/Rapport_Repartition_spatiale_des_immigrants_Apparicio.pdf. Consultation le 14 juillet 2010.
- Apparicio, P. 2007. « Les indices de ségrégation résidentielle : un outil intégré dans un système d'information géographique ». *Cybergeo : European Journal of Geography*, Espace, Société, Territoire, article 134. En ligne : <http://cybergeo.revues.org/index12063.html>. Consultation le 14 juillet 2010.
- Arora, A. et B. Mutta. 1997. *Health Project for South Asian Seniors*. A project by CASSA, Punjabi Community Health Centre and South Asian Women's Center.
- Badie, B. et S.Tolotti. 2007. *L'État du monde. Annuaire économique géopolitique mondial 2008*. Montréal: La Découverte/Boréal, 430 p.
- Bagnasco, A. 2006. « Le capital social dans un capitalisme en mutation ». Dans *Le capital social: performance, équité et réciprocité*, sous la dir. de A. Bevod et M. Lallement, p. 51-70. Paris: Éditions La Découverte/M.A.U.S.S.

- Balaskrishnan, T.R., P. Maxim et J. Rozzet. 2005. « Social class versus cultural identity as factors in the residential segregation of ethnic groups in Toronto, Montreal and Vancouver for 2001 », *Canadian Studies in Population*, vol. 32, no 2, p. 203-227.
- Ballard, R. et C. Ballard. 1977. « The Sikhs ». Dans *Between two Cultures: migrants and Minorities in Britain*, sous la dir. de J. L. Watson, p. 21-56, Oxford: Blackwell.
- Ballard, R. 1982. « South Asian families: structure and process ». Chapitre 8. Dans *Families in Britain*, sous la dir. de R. Rapaport et M. Rapaport, p. 179-204. London: Routledge.
- 1990. « Migration and kinship: The differential effect of marriage rules on the process of Punjabi migration to Britain ». Dans *South Asians Overseas: Contexts and Communities*, sous la dir. de C. Clarke, S. Vertovec et C. Peach, p. 219-249. Cambridge: Cambridge University Press.
 - (dir.) 1994. *Desh Pardesh: The South Asian Presence in Britain*. London: C.Hurst and Co. et Vancouver: University of British Columbia Press. 297 p.
 - 1996a. « The construction of a conceptual vision: Ethnic groups and the 1991 census » *Racial and Ethnic Studies*, vol. 20, no 1, p. 82-94.
 - 1996b. « The Pakistanis: Stability and introspection. » Dans *The Ethnic Minority Populations of Great Britain: Ethnicity in the 1991 Census*, sous la dir. de C. Peach, p. 121-149. London: Central Statistical Office.
 - 2000. « Religious reconstruction in an alien environment: the Sikh tradition in Britain ». Dans *The South Asian Religious Diaspora in Britain, Canada and the United States*, sous la dir. de H. Coward et J.R. Hinnells, p. 193-224. New York, SUNY Press.
 - 2002. « Race, culture and ethnicity ». Dans *New Developments in Sociology*, sous la dir. de M. Holborn, 44 p. Ormskirk: The Causeway Press. En ligne: <http://www.casas.org.uk/papers/pdfpapers/racecult.pdf>. Consultation le 15 juillet 2010.
 - 2003. « The South Asian presence in Britain and its transnational connections ». Dans *Culture and Economy in the Indian Diaspora*, sous la dir. de H. Sinh et S. Vertovec, p. 197-222. London: Routledge. En ligne : <http://www.casas.org.uk/papers/pdfpapers/southasianbritain.pdf>. Consultation le 15 juillet 2010.
 - 2006a. « Forced marriage: A criminal conspiracy? ». Dans *Female Marriage Migrants: Awareness Raising and Violence Prevention*, sous la dir. de N. Schlenzka, p. 167-180. Berlin: Edition Parabolis. Conférence présentée à l'Université de Roehampton le 12 janvier 2006. En ligne: <http://www.casas.org.uk/papers/pdfpapers/forced.pdf>. Consultation le 15 juillet 2010.
 - 2006b. « Popular islam in Northern Pakistan and its reconstruction in urban Britain ». Dans *Sufism in the West*, sous la dir. J.R. Hinnells et Malik, p. 160-186. London: Routledge. En ligne: <http://www.casas.org.uk/papers/pdfpapers/popularislam.pdf>. Consultation le 15 juillet 2010.

- 2007. « Living with difference: A forgotten art in urgent need of revival? ». Dans *Religious Reconstruction in the South Asian Diasporas: From one generation to another*, sous la dir. de J.R. Hinnells, Chapitre 14, p. 265-301. London: Palgrave Macmillan. En ligne : <http://www.casas.org.uk/papers/pdfpapers/difference.pdf>. Consultation le 15 juillet 2010.
 - 2008. « Inside and outside: Contrasting perspectives on the dynamics of kinship and marriage in contemporary South Asian transnational networks ». Dans *The Family in Question: Immigrants and Minorities in Multicultural Europe*, sous la dir. de R. Grillo, p. 37-70. Amsterdam: University of Amsterdam Press. En ligne : <http://www.casas.org.uk/papers/pdfpapers/insideandoutside.pdf>. Consultation le 15 juillet 2010.
- Ballard, R. et T. Parveen. 2008. « Minority professionals' experience of marginalisation and exclusion: the rules of ethnic engagement ». Dans *Advancing Multiculturalism, Post 7/7*, sous la dir. de J. Eade, p. 73-96. Cambridge: The Scholar's Press. En ligne : <http://www.casas.org.uk/papers/pdfpapers/rules.pdf>. Consultation le 15 juillet 2010.
- Ballard, R. 2009. « The dynamics of translocal and transjurisdictional networks: A diasporic perspective ». *South Asian Diaspora* vol. 1, no 2, p. 141-166. En ligne : <http://www.casas.org.uk/papers/pdfpapers/rules.pdf>. Consultation le 15 juillet 2010.
- Bankston III, C. et M. Zhou. 2002. « Social capital as process: The meaning and problems of a theoretical metaphor. » *Sociological Inquiry*, vol. 72, no 2, p. 285-317. En ligne : <http://tulane.edu/liberal-arts/sociology/upload/social-capital-as-process.pdf>. Consultation le 1^{er} septembre 2010.
- Banton, M. 1983. *Racial and Ethnic Competition*. Cambridge: Cambridge University Press, 434 p. En ligne : http://books.google.ca/books?id=9uQ8AAAAIAAJ&printsec=frontcover&dq=inauthor:%22Michael+Banton%22&hl=en&ei=JD5ATLyDJsGBIAfD LzNDQ&sa=X&oi=book_result&ct=result&resnum=7&ved=0CEgQ6AEwBg#v=onepage&q&f=false. Consultation le 16 juillet 2010.
- Barth, F. 1969. « Introduction » Dans *Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organization of Culture Difference*, p. 9-38. Boston: Little Brown. En ligne : http://www.bylany.com/kvetina/kvetina_etnoarcheologie/literatura_esaje/2_literatura.pdf Consultation le 16 juillet 2010.
- 1994. « Enduring and emerging issues in the analysis of ethnicity », communication présentée à la conférence *The Anthropology of Ethnicity: A Critical Review*, Dans *The Anthropology of Ethnicity Beyond « Ethnic Groups and Boundaries »*, 2000, 4th ed., sous la dir. de H. Vermeulen et C. Govers, p. 11-32. Amsterdam: Het Spinhuis. En ligne : http://books.google.ca/books?hl=en&lr=&id=XJrHpuoEZ_0C&oi=fnd&pg=PA11&dq=Barth+1969+Ethnic+Groups+and+Boundaries&ots=C4dym_djIU&sig=dH5OPyDSETEpWlWUnD2Gp6Yq3SE#v=onepage&q=Barth%201969%20Ethnic%20Groups%20and%20Boundaries&f=false. Consultation le 16 juillet 2010.
- Basran, G. S. 1993. « Indo-Canadians families: Historical constraints and contemporary contradictions ». *Journal of Comparative Family Studies*, vol. 3, no 24, p. 339-352.
- Basran, G.S, C. Gill et B.D. MacLean. 1995. *Farmworkers and their Children*. Vancouver: Collective Press, 118 p.
- Basran, G.S. et B. Singh Bolaria. 2003. *The Sikhs in Canada. Migration, Race, Class, and Gender*. Oxford: Oxford University Press. 222 p.

- Bauder, H. 2005. *Immigrants' Attitudes toward Self-Employment: The Significance of Ethnic, Rural and Urban Background and Labour Market Context.*, Working Paper Series. No.05-13. Vancouver : Centre of Excellence Vancouver for Research on Immigration and Integration in the Metropolis, 19 p. En ligne : <http://mbc.metropolis.net/assets/uploads/files/wp/2005/WP05-13.pdf>. Consultation le 16 juillet 2010.
- Bauder, H. et E. Cameron. 2002. *Cultural Barriers to Labour Market Integration: Immigrants from South Asia and the former Yugoslavia*, Working Paper Series, no 02-03, 30 p. Vancouver: Vancouver Center of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis,. En ligne : <http://mbc.metropolis.net/assets/uploads/files/wp/2002/WP02-03.pdf>. Consultation le 16 juillet 2010.
- Bauer, O. [1907]1974. « Le concept de nation ». Dans *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914*, sous la dir. de G. Haupth, W. Lowy et C. Well, p. 233-256. Paris: Maspéro.
- Bélanger, A. et É. Malenfant-Caron. 2005. *Projections de la population des minorités visibles, Canada, provinces et régions 2001-2017*, p. 88. Ottawa: Division de la démographie, Statistique Canada.
- Bevort, A. et M. Lallement (dir.). 2006. *Le capital social: performance, équité et réciprocité*. Coll. « Recherches, série Bibliothèque du MAUSS ». Paris: Édition La Découverte/M.A.U.S.S. 328 p.
- Bharat Times. Montreal Intercultural Newspaper. 2003-2006. Éditions mensuelles de septembre 2003 à janvier 2006, sous la dir. de Monika Spolia. Montréal.
- Bhattacharyya, H. 2005. « Forms of multiculturalism and identity issues in India ». *Diversité canadienne*, vol.4, no 1, hiver, p.46-49.
- Bibeau, G., E. Lomomba et K. Das. 2002. « Première partie : Des jeunes Hindous nous parlent ». Dans *Des jeunes hindous et Haïtiens de Montréal nous parlent de leur communauté, identité, marginalité et recherche d'aide*, *Interculture*, cahier no 142, avril 2002, p. 5-28.
- Bilge, S. 2004. « *Communalisations ethniques post-migratoires: Le cas des «Turcs» de Montréal* ». Thèse de doctorat, Paris, Coll. « Des thèses du Centre d'Études Canadiennes de l'Université Paris III/Sorbonne Nouvelle », no 9, 647 p.
- Black, J.H. 1982. « Immigrant political adaptation in Canada: Some tentative findings », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 15, no 1, March, p. 3-27.
- Blauner, R. (dir.). 1972. *Racial Oppression in America*. San Juan: Ed. San Juan, 309 p.
- 2001. *Still the Big News: Racial Oppression in America*. Philadelphia: Temple University Press. 269 p.
- Blokland-Potters, T. 2003. *Urban Bonds: Social Relationships in an Inner City Neighbourhood*. Cambridge, UK : Polity Press, 246 p.

- Bolaria-Singh, B. et P.S. Li. 1988. *Racial Oppression in Canada*, 2th ed. Toronto: Garamond Press. 272 p.
- Bourdieu, P. 1980. « Le capital social. Notes provisoires ». Dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.31, janvier 1980, p. 2-3. En ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss_0335-5322_1980_num_31_1_2069. Consultation le 20 avril 2011.
- [1983]. 1986 « The forms of capital » Dans *Handbook of Theory and Research for Sociology of Education* », sous la dir. de J.G. Richardson, p. 241-258. New York: Greenwood Press.
- Bradley, M. 2007. « La transmission de l'identité religieuse dans un contexte d'immigration : le cas de réfugiés tamouls hindous d'origine sri-lankaise à Montréal ». Mémoire de maîtrise en sciences des religions, Montréal, Université du Québec à Montréal, 138 p. En ligne : <http://www.archipel.uqam.ca/933/>. Consultation le 7 septembre 2010.
- Breton, R. 1964. « Institutional completeness of ethnic communities and personal relations of immigrants ». *American Journal of Sociology*, vol. 70, p.193-205.
- Breton, R. 1983. « Communauté ethnique, communauté politique ». *Sociologie et société*, vol. XV, no 2, p. 23-37.
- Breton, R. 1996. « Les nouveaux modes d'organisation ethniques au Canada ». *Hommes et migrations*, no 1200, p. 35-41.
- Breton, R., N.-J. Hartman et P. Reed (dir.) 2004. *A Fragile Social Fabric? Fairness, Trust and Commitment in Canada*. Montréal: McGill-Queen's University, 222 p.
- Buchignani N, D.M. Indra et R. Srivastava. 1985. *Continuous Journey : A Social History of South Asians in Canada*. Toronto: McClelland & Stewart, 249 p.
- Bucolo, E. et J.L. Laville. 2006. « Capital social et économie solidaire ». Dans *Le capital social : performance, équité et réciprocité*, sous la dir. de M. Bevort et M. Lallement. p. 263-278. Paris: Édition La Découverte/M.A.U.S.S.
- Caillé, M. 2006. « Préface ». Dans *Le capital social : performance, équité et réciprocité*, sous la dir. de A. Bevort et M. Lallement, p. 7-17. Paris: Édition La Découverte/M.A.U.S.S.
- Canada. Statistique Canada. 2001a. *Dictionnaire du recensement de 2001. Gouvernement du Canada*, no au catalogue 92-378-XIF, 487 p. En ligne : www.statcan.ca. Consultation le 3 mars 2008.
- 2001b. *Recensement de 2001*. Compilation spéciale de l'échantillon (20%), réalisée pour la Direction des affaires interculturelles. Ville de Montréal.
- 2006. *Dictionnaire du recensement de 2001. Gouvernement du Canada*, no au catalogue 92-566-XWF, En ligne : <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/ref/dict/azindex-fra.cfm>. Consultation le 21 avril 2011.
- 2008a. *Groupes de minorités visibles, chiffres de 2006, pour le Canada, les provinces et les territoires - Données-échantillon (20 %) (tableau)*. Portrait ethnoculturel du Canada - Faits saillants en tableaux, Recensement de 2006, produit n° 97-562-XWF2006002 au catalogue de Statistique Canada. En ligne :

[http://www12.statcan.ca/english/census06/data/highlights/ethnic/index.cfm? Lang=F.](http://www12.statcan.ca/english/census06/data/highlights/ethnic/index.cfm?Lang=F)
Consultation le 7 février 2009.

- 2008b. *Groupes de minorités visibles, chiffres de 2006, pour le Canada, les provinces et les territoires, et les subdivisions de recensement (municipalités) avec une population de 5 000 ou plus - Données-échantillon (20 %) (tableau).* Portrait ethnoculturel du Canada - Faits saillants en tableaux, Recensement de 2006, produit n° 97-562-XWF2006002 au catalogue de Statistique Canada. En ligne : [http://www12.statcan.ca/english/census06/data/highlights/ethnic/index.cfm?Lang=F.](http://www12.statcan.ca/english/census06/data/highlights/ethnic/index.cfm?Lang=F) Consultation le 7 février 2009.
- 2008c. *Groupes de minorités visibles (15), statut des générations (4), groupes d'âge (9) et sexe (3) pour la population de 15 ans et plus, pour le Canada, les provinces, les territoires, les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement- recensement de 2006-Données-échantillon (20%),* no au catalogue 97-562-X2006010. En ligne : [http://www12.statcan.ca/francais/census06/data/topics/AboutProduct.cfm.](http://www12.statcan.ca/francais/census06/data/topics/AboutProduct.cfm) Consultation le 7 février 2009.
- 2008d. *Groupes des minorités visibles, statut d'immigrant et période d'immigration, groupes d'âge et sexe pour la population, pour le Canada, les provinces, les territoires, les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement.* Recensement de la population 2006-données échantillon (20%), no au catalogue 97-562-XCB2006011. En ligne : [http://www12.statcan.ca/francais/census06/data.](http://www12.statcan.ca/francais/census06/data) Consultation le 25 avril 2008.
- 2008e. *Langue maternelle détaillée (148), réponses uniques et multiples portant sur les langues (3) et sexe (3) pour la population, pour le Canada, les provinces, les territoires, les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement,* Recensement de 2006 - Données-échantillon (20 %) (tableau). Tableaux thématiques. Recensement de la population de 2006. Produit no 97-555-XCB2006007 au catalogue de Statistique Canada. En ligne : [http://www12.statcan.ca/francais/census06/data/topics/Print.cfm?PID=89186&GID=837977&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0.](http://www12.statcan.ca/francais/census06/data/topics/Print.cfm?PID=89186&GID=837977&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0) Consultation le 7 février 2009.
- 2009. *La mosaïque ethnoculturelle du Canada, recensement de 2006: résultats.* En ligne : [http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/as-sa/97-562/index-fra.cfm?CFID=3508822&CFTOKEN=25545254.](http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/as-sa/97-562/index-fra.cfm?CFID=3508822&CFTOKEN=25545254) Consultation le 19 juillet 2010.

Canadian Asian News. *News, Views and Analysis*, sous la dir. de Latafat Ali Siddiqui, Shabana Nasir et Intisar Zaidi, vol. 7, no 75, octobre 15-31, Toronto et Montréal.

- Cardozo, A. et R. Pendakur. 2008. *Canada's Visible Minority Population: 1967-2017*, Working Papers Series, No. 08 - 05, 94 p. sous la dir. de L. Sheldon SFU; K. Pendakur, SFU et Daniel Hiebert, UBC. Vancouver: Metropolis British Columbia Center of excellence for Research on Immigration and Diversity. En ligne : <http://mbc.metropolis.net/assets/uploads/files/wp/2008/WP08-05.pdf>. Consultation le 16 juillet 2010.
- Carrasco, P., D. Rose et J. Charbonneau. 1999. « La constitution de liens faibles: une passerelle pour l'adaptation des immigrantes centro-américaines mères de jeunes enfants à Montréal ». *Études ethniques au Canada*, vol. 3, no 1, p. 73-91.
- Cauchy, C. 2003a. « Les communautés de la nouvelle vague - De «Parc Ex» à *Little Hindustan* ». *Le Devoir* (Montréal), mardi, 23 décembre 2003, vol. XCIV, no 292, p. A1.
- 2003b. « Les communautés de la nouvelle vague - De la soumission à l'émancipation ». *Le Devoir* (Montréal), mardi, 23 décembre 2003, no 292, p. A1.
- 2007. « Le Québec est convié au défi de la diversité. Le Québec entend ratissé plus large que les accommodements raisonnables ». *Le Devoir* (Montréal), mercredi, 15 août 2007, p. A 1.
- Centre communautaire des femmes sud-asiatiques. 2003. *Treads. Drawing Together Women's Narratives From Our Community*, sous la dir. D. Chew, L. Spring, O. Rukundo et M. Sarkar, Montréal : Centre communautaire des femmes sud-asiatiques, 63 p.
- Chan, J.B.L et Y.M. Cheung. 1985. « Ethnic resources and businesses in Toronto ». *Human Organization*, vol. 44, no 2, p.142-154.
- Charbonneau, J. et A. Germain. 1998. « Les modèles d'insertion urbaine des groupes ethniques : discussion à partir du cas des quartiers multiethniques montréalais ». *Canadian Ethnic Studies*, vol. XXX, no 1, p. 97-117.
- Charbonneau, J. et J.-G. Simard. 2005. « Network of community associations and collective social capital : A review of analyses and Experiences », chapitre 8, Dans *Social Capital in Action: Thematic Policy Studies* (septembre 2005), Canada, Projet de recherche sur les politiques Social Capital as a Public Policy Tool, p. 154-182. Ottawa: PRI Project. En ligne : http://policyresearch.gc.ca/doclib/BK_SC_ThematicStudies_200509_e.pdf. Consultation le 8 juin 2009.
- Coleman, J.S. 1984. « Introducing social structure into economic activity ». *American Economic Review*, vol. 74, no 2, p. 84-88.
- 1988. « Social capital in the creation of human capital ». *American Journal of Sociology*, Supplement: Organizations and Institutions: Sociological and Economic Approaches to the Analysis of Social structure, vol. 94, p. S95-S120. En ligne : <http://links.jstor.org/sici?sici=0002-9602%281988%2994%3CS95%3ASCITCO%3E2.0.CO%3B2-P>. Consultation le 20 juillet 2010.
- 1990. *Foundations of Social Theory*. Cambridge, Mass.: Belknap Press of Harvard University Press, 993 p.
- Cornell S. E. et D. Hartmann (dir.) 2007. *Ethnicity and Race: Making Identities in a Changing World*: Thousand Oaks, California: Pine Forge Press, 311 p.

- Côté, É. 2008. « Les Asiatiques du Sud devant les Chinois. Ils représentent désormais le quart des minorités visibles au pays ». *La Presse* (Montréal), jeudi, 3 avril 2008, p. A8.
- Dansereau, F., P. Boulanger, J. Damasse, C. Gagnon, D. Leblanc et S.-Z. Madani. 1995. « Parc-Extension : du quartier fondateur à la multiethnicisation en accélérée ». Dans *Cohabitation interethnique et vie de quartier*, sous la dir. De A. Germain, p. : 95-139. Coll. « Études et Recherches », no 12. Québec: Direction des communications et ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles.
- Dossa, P. 2006a. *Creating Politicized Spaces: "Here" and "There": Lives of Elderly Afghan Women in Metropolitan Vancouver*, Working Papers Series, No. 06-02, 28 p. Vancouver: Metropolis British Columbia Center of Excellence for Research on Immigration and Integration. En ligne : http://riim.metropolis.net/wp_2006.html. Consultation le 16 juillet 2010.
- 2006b. *"Witnessing" Social Suffering: Migratory Tales of Women from Afghanistan*, Working Series Papers, No. 06-03, 36 p. Vancouver: Metropolis British Columbia Center of Excellence for Research on Immigration and Integration. En ligne : http://riim.metropolis.net/wp_2006.html. Consultation le 16 juillet 2010.
- Deliège, R. 1993. *Le système des castes*. Coll. « Que sais-je ? ». Paris: Presses universitaires de France. 127 p.
- Derouin, J.M. 2004. « Les Asiatiques et le multiculturalisme dans les trois grandes villes du Canada : Constats tirés de l'Enquête sur la diversité ethnique ». *Nos diverses cités*, no 1, printemps, p. 56-60.
- Desai, S. et S. Subramanian. 2000. *Colour, Culture and dual Consciousness: Issues Identified by South Asian Immigrant Youth in the Greater Toronto area*. Toronto: The Council of Agencies serving South Asians (CASSA) and The South Asian Women's Center (SAWC), 82 p. En ligne : http://www.settlement.org/downloads/CASSA_Youth_Report.pdf. Consultation le 14 juillet 2010.
- Dickout, L. 2004. *The Quest to Negotiate Equitable Civic Engagement: Response of Toronto's Sri Lankan Tamil Community to Social Development Planning in Canada's Largest Multicultural Metropolis*, Working Series Papers, No. 04-17, 29 p. Vancouver : Vancouver Metropolis Center of Excellence for Research on Immigration and Integration Vancouver. En ligne : http://riim.metropolis.net/wp_2004.html. Consultation le 16 juillet 2010.
- Dwyer, C., T. Modood, G. Sanghera, B. Shah, B et S. Thapar-Bjorkert. 2006. « Ethnicity as social capital? Explaining the differential educational achievements of young British Pakistani men and women ». Dans *Ethnicity, Mobility and Society* Leverhulme Programme Conference, University of Bristol, 16-17 March, 2006. En ligne : <http://www.bristol.ac.uk/sociology/leverhulme/conference/conferencepapers/dwyer.pdf>. Consultation le 18 juillet 2010.

- Dyck, I. 2005. *Immigration, Place and Health: South Asian Women's Accounts of Health, Illness and Everyday Life*, Working Papers Series, No. 04-05, 24 p. Vancouver Metropolis Center of Excellence for Research on Immigration and Integration Vancouver. En ligne : http://riim.metropolis.net/wp_2004.html. consultation le 16 juillet 2010.
- Eid, P. 2007. *Ethnic and Religious Identity Building Among Second Generation Youth in Montréal*. Montréal: McGill-Queen's University Press, 272 p.
- 2009. « La ferveur religieuse et les demandes d'accommodement religieux. Une comparaison intergroupe ». Dans *Appartenances religieuses, appartenance citoyenne. Un équilibre en tension*, sous la dir. de P. Eid, P. Bosset, M. Milot et S. Lebel-Grenier, p. 283-323. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Filion, L. J., C. Ramangalahy, G.A. Brenner et T.V. Menzies. 2004. « Chinese, Italian and Sikh ethnic entrepreneurs in Canada: Implications for the research agenda, education programs and public policy ». Dans *Emerging Paradigms in International Entrepreneurship*, sous la dir. de M. V. Jones et P. Dimitratos, p. 295-318. Cheltenham, UK: Edward Elgar.
- Fiore, A.M. 2006. « Évolution des enjeux de l'immigration à Montréal de 1970 à aujourd'hui : Bilan et perspectives ». Dans *Diversité et indépendance des médias*, sous la dir. de I. Gusse, p. 259-282. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- 2008a. « Éléments d'histoire et de démographie des Sud-Asiatiques de Montréal : Prémices d'une communalisation? » *Diversité urbaine*, vol.8, no.1, p.63-88.
 - 2008b. « Le groupe Sud-Asiatique : Une communauté en formation? », 12 p. Québec: 76^e Congrès de l'Association francophone pour le savoir.
 - 2008c. « Parcours identitaires croisés : Le cas des immigrants originaires de l'Asie du Sud au Québec ». Dans *Inde-Québec : Regards croisés et rencontres francophones*, sous la dir. de V.Vencatesan et V. Rao, *Synergie Inde*, no 3, année 2008, p.19-40., Paris : Revue du GERFLINT.
 - À paraître d. « Le capital social des populations issues de l'immigration : Une analyse qualitative des associations sud-asiatiques de Montréal ». *Canadian Ethnic Studies/Études ethniques au Canada*.
- Forbes, H.D. 1997. *Ethnic Conflict: Commerce, Culture and the Contact Hypothesis*. New Haven: Yale University Press, 291 p.
- Foley, M. W., B. Edwards, et M. Diani, 2001. « Social capital reconsidered ». Dans *Beyond Tocqueville: Civil society and the social capital debate in comparative perspective*, sous la dir. de B. Edwards, M. W. Foley, et M. Diani, p. 266-280. Hanover, NH: University Press of New England.
- Frideres, J. 2008. « Creating an inclusive society: Promoting social integration in Canada ». Chapitre 3. Dans *Immigration and Integration in Canada in the Twenty-first Century*, sous la dir. de J. Biles, M. Burstein et J. Frideres, p. 77-101. Montréal & Kingston: McGill-Queen's University Press.
- Fukuyama, F. 1995. *Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity*. New York: The Free Press, 457 p.

- Gans, H.J. 1979. « Symbolic ethnicity : The future of ethnic groups and cultures in America ». *Ethnic and Racial Studies*, vol.2, no 2, p. 1-20.
- Gauthier, B. (dir.) 2009. *Recherche sociale : De la problématique à la collecte de données*, 5^e édition, Québec : Presse de l'Université du Québec, 768 p.
- Garnier, D. 2007. « Au Bangladesh, les premiers réfugiés climatiques ». *Le Monde diplomatique* (Paris), avril 2007, p. 16-17. En ligne : <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/04/GARNIER/14594>. Consultation le 21 juillet 2010.
- Geertz, C.1973. *The Interpretation of Cultures: Selected essays*. New York: Basic Books, 470 p.
- Germain, A. (coord.), J. Archambault, B. Blanc, J. Charbonneau, F. Dansereau et D. Rose. 1995. *Cohabitation interethnique et vie de quartier*, Coll. « Études et Recherches », no 12. Québec: Direction des communications et ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, 325 p.
- Germain, A. et D. Rose. 2000. *Montréal: The Quest for a Metropolis*. World Cities series, Chichester, UK: John Wiley & Sons, 306 p.
- Germain, A. et M. Seewney. 2002. *La participation des organismes s'occupant d'immigrants et/ou de communautés culturelles aux instances de concertation de quartier*, Montréal : Institut national de la recherche scientifique -Urbanisation, Culture et Société, 166 p.
- Germain, A. 2003. « Capital social et vie de quartier en contexte multiethnique ». Dans *Les possibilités et les défis de la diversité : un rôle pour le capital social*, Réseau canadien de la recherche sur les politiques/OCDE, Montréal, 24-25 novembre 2003.
- Germain, A. (coord.), F. Dansereau (coord.), F. Bernèche, C. Poirier, M. Alain, J.-É. Gagnon, A.-L. Polo, C. Legrand, L. Vidal, L. Ainouche et A.Daher. 2003. *Les pratiques municipales de gestion de la diversité à Montréal*, mars. Montréal : Institut national de la recherche scientifique-Urbanisation, Culture et société, 174 p.
- Germain A. 2004. « Capital social et vie associative de quartier en contexte multiethnique : quelques réflexions à partir de recherches montréalaises ». Dans *Special Issue : The Role of Social Capital in Immigrant Integration*, sous la dir. de P.S. Li et J.L. Kunz, *Revue de l'intégration et de la migration internationale*, vol.5, no 2, printemps, p.191-206.
- Germain A et C. Poirier. 2007.« Les territoires fluides de l'immigration à Montréal ou le quartier dans tous ses états ». *Revue Globe, Revue internationale d'études québécoises*, vol.XX, no 1, p.107-120.
- Germain A. 2009a. « The roots of social capital, or is social capital a misleading concept? » Dans *11^e congrès national Métropolis*, Calgary, 5 p.
- 2009b. « De quelques débats sur l'intégration des immigrants au Québec et sur la diversité culturelle à la lumière d'un retour critique sur la notion de capital social ». *Univers canadien, Canadian Universe*, vol. 1, p. 169-176.
- Ghosh S. 2006. « 'We are not all the Same'. *The differential Migration Settlement Patterns and Housing Trajectories of Indian Bengalis and Bangladeshis* ». Dissertation submitted as partial requirement for Ph.D. Toronto: York University, Geography Department, 348 p.

- Ghosh, S. et R.M.Garrison. 2007. « Are the ESL needs of all immigrants the same? A case study of Indian Bengalis and Bangladeshis in Toronto ». *Contact*, June, vol. 33, no 2, p.129-154.
- Glaeser, E.L., D. Laibson, J.A. Scheinkman et C.L. Soutter. 2000. « Mesuring trust ». *Quaterly Journal of Economics*, no. 65, August, p. 811-846.
- Godbout, J.T. et A. Caillé. 1992. *L'esprit du don*. Montréal-Paris : Édition La Découverte. 345p. En ligne : <http://dx.doi.org/doi:10.1522/30010518>. Consultation le 25 juillet 2010.
- Gouldner, A.W. 1960. « The norm of reciprocity : A preliminary statment ». *American Sociological Review*, vol. 25, no 48, novembre, p. 161-176.
- Govindarajan, H. 1992. *The Nātyaśāstra and Bharata Nātya*. New Delhi: Harman Publishing House.
- Grafmeyer, Y et I. Joseph. 1990. *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*. 3^e éd. Paris: Aubier-Montaigne. 378 p.
- Granovetter, M.S. 1973. « The strength of weak ties ». *American Journal of Sociology*, vol. 78, no 6, p. 1360-1380.
- Granovetter, M. S. 1983. « The strenght of weak ties: A network theory revisited. »Chap. 7, vol.1 Dans *Sociological Theory*, sous la dir. de Randall Collins, p. 201-233. San Francisco: Josey-Bass.
- Grosfoguel, R. 2004. « Race and ethnicity or racialized ethnicities ? » « Identities within global coloniality ». *Ethnicities*, vol. 4, no 3, p. 315-336.
- Haase-Dubosc, D. [et al.](dir.). 2002. *Enjeux contemporains du féminisme indien*. Paris : Édition de la Maison des sciences de l'homme, 445 p.
- Hechter, M. 1976. « Response to Cohen : Max Weber on the ethnicty and ethnic change ». *American Journal of Sociology*, vol.79, no 5, p. 1151-1178.
- Heinrich, J. 2003a. « The « Allo » Anglos : Immigrants who favour English are among the fastest-growing groups of newcomers to Montreal. Its a curiosity of the latest census ». *The Gazette* (Montreal), Saturday, February 8, 2003, Review, E2.
- 2003b. « How some immigrants dodge rules to get their kids into English schools ». *The Gazette* (Montréal), Saturday, February 8, 2003, Review, E4.
- 2003c. « Mixed emotions about Montreal ». *The Gazette* (Montreal), Saturday, February 8, 2003, Review, E4.
- Helly, D. 1996. *Le Québec face à la pluralité culturelle 1977-1994 : un bilan documentaire des politiques*. Québec: Institut québécois de recherche sur la culture. 491 p.
- 1999. « Une injonction: appartenir participer. Le retour de la cohésion sociale et du bon citoyen ». *Lien social et politique –RIAC*, vol. 41, no 81, printemps, p. 35-46.
- 2003. « Social Cohesion and Cultural Plurality ». *Canadian Journal of Sociology*, vol. 28, no 1, p.19-42

- .. — 2004. « Le financement des associations ethniques par le programme du Multiculturalisme canadien ». Dans *La vie associative des immigrants : quelles (re) connaissances? Réponses européennes et canadiennes*, sous la dir. de A. Manço, J. Gatugu, S. Amoranitis, p. 223-249. Coll. «Compétences interculturelles». Paris : L'Harmattan.
- Helly, D., M. Lavallée et M. McAndrew. 2000. « Citoyenneté et redéfinition des politiques publiques de gestion de la diversité : la position des organismes non gouvernementaux québécois ». Dans *Recherches sociologiques*, vol. XLI, no 2, 2000, p. 271-298.
- Hiebert, D., A. Germain, R. Murdie, V. Preston, J. Renaud, R. Damaris, E. Wigly, V. Ferreira, P. Mendez et Ann Marie Murnaghan. 2006. *Aperçu de la situation et des besoins en matière de logement des immigrants récents dans les RMR de Montréal, Toronto et Vancouver*. Rapport de recherche, séries sur les besoins particuliers de logement, Ottawa: SCHL-CMHC, 45 p.
- Hirji, S. et J. Beynon. 2001. *Teachers of Punjabi Sikh Ancestry: Their Perceptions of their Roles in the British Columbia Education System*, Working Series Papers, No. 01-21, 28 p. Vancouver: Vancouver Center of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis. En ligne : http://riim.metropolis.net/wp_2001.html. Consultation le 17 juillet 2010.
- Hoernig, H. et M. Walton-Roberts. 2006. « Immigration and urban change: National, regional and local perspectives. » Dans *Canadian cities in Transition: Continuity and Change in the Twenty-First Century*, 3th ed. sous la dir. de T. Bunting et P. Filion, p. 408-418. Oxford: Oxford University Press.
- Honneth, A. 2006. *La société du mépris. Vers une théorie critique*. Paris : La Découverte, 360 p.
- Hou, F. et G. Picot. 2004. « Le visage ethnique des quartiers de Toronto, Montréal et Vancouver. » *Tendances sociales canadiennes*, vol. 72, no 11-008-X12003004 au catalogue, printemps, p. 9-14. Ottawa: Statistique Canada. En ligne : <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-008-x/11-008-x2003004-fra.pdf>. Consultation le 26 juillet 2010.
- Hyndman, J. et M. Walton-Roberts. 2000. « Interrogating borders: A transnational approach to refugee research in Vancouver. » *The Canadian Geographer*, vol. 44, no 3, p. 244-258.
- Ishan, A. 2008. « (Re-) Creating the community: South Asian transnationalism on Chicago's Devon Avenue » *Urban Geography*, vol. 29, no 3, 1 avril-15 mai, p. 224-245.
- ISUMA. 2001. Capital social. *Revue canadienne de recherche sur les politiques*, vol. 2, no 1, printemps. Ottawa : Government of Canada's Policy Research Secretariat.
- Jaffrelot, C. 1999. *Le Pakistan, carrefour de tensions régionales*, Bruxelles: Édition complexes. 143 p.
- 2000. *Le Pakistan*. Lille : Fayard. 503 p.
- 2005. *Inde : la démocratie par la caste. Histoire d'une mutation socio-politique 1885-2005*. Coll. « L'Espace politique ». Paris : Fayard, 591p.
- 2006. *L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours*. Lille: Fayard-CERI. 969 p.

- Johnston, R. et S. Soroka. 2001. « Social capital in a multicultural society: the case of Canada ». Dans *Social Capital and Participation in Everyday Life*, sous la dir. P. Dekker et M. Uslaner, p. 30-44. London: Routledge.
- Juteau, D. 1999. *L'ethnicité et ses frontières*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal. 226 p.
- Kala Bharati. Centre bharata natya. 2007. *Report of activities 2006-2007*, Montréal: Kala Bharati, Centre bharata natya, 16 p.
- Khilnani, S. 2006. « Cultivons notre diversité! ». *Courrier international-Hors Série*, Mars-avril-mai, p. 35-36.
- Khilnani, S. 2005. *L'idée de l'Inde*. Paris: Fayard. 365 p.
- Labelle, M., G. Turcotte, M. Kempeneers et D. Meintel. 1987. *Histoires d'immigrées: itinéraires d'ouvrières colombiennes, grecques, haïtiennes et portugaises à Montréal*. Montréal, Boréal, 275 p.
- Labelle, M. et J.J. Lévy, 1995. *Ethnicité et enjeux sociaux : le Québec vu par les leaders des groupes ethnoculturels*, Montréal : Liber, 380 p.
- Ladouceur, N. 2002. *Les transformations identitaires de femmes immigrantes indiennes de religion hindoue vivant à Montréal*. Mémoire de maîtrise en communication. Montréal : Université du Québec à Montréal, 194 p.
- Lahiri, J. 2003. *The Namesake*. Boston, New York: A Mariner Book Houghton Mifflin Company. 291 p.
- Lalich, W. 2003. « Public Places and Ethnic Coommunity Capital : The Creation of a Multicultural Sydney » Communication présentée à la Conférence *Challenging Urban Identities*, ISA Research Committee on Urban and regional Development Italie: Université de Milan-Bicocca, 25-27 septembre 2003, 35 p.
- Lallement, M. 2006. « Capital social et théories sociologiques ». Dans *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*, sous la dir. de A. Bevort et M. Lallement, p. 71-88. Paris: La Découverte.
- Ledoyen, A. 1992. *Montréal au pluriel. Huit communautés ethnoculturelles de la région montréalaise*. Publication réalisée dans le cadre d'une étude de la Commission des droits de la personne du Québec, Coll. « Documents de recherche », no 32, Québec: Institut québécois de la recherche sur la culture, 329 p.
- Leloup, X. et V. Ferreira. 2005. *Conditions de logement des ménages immigrants au Québec. Une réalité contrastée*, coord. Odile Simard. Québec: Société d'habitation du Québec, 184 p.
- Leloup, X. 2007. « Vers la ville pluraliste? Distribution et localisation des minorités visibles à Montréal, Toronto et Vancouver en 2001 ». *Canadian Journal of Regional Science/Revue canadienne des sciences régionales*, vol. XXX, no 2, p. 263-292.
- Lévesque, M. et D. White. 1999. « Le concept de capital social et ses usages ». *Lien social et politique — RIAC, Les mots pour le dire, les mots pour le faire : le nouveau vocabulaire du social*, no 41 (printemps), p. 23-33.

- Li, P.S. 2004. « Social capital and economic outcomes for immigrants and ethnic minorities ». *JIM/RIMI, Special Issues: The Role of Social Capital in Immigrant Integration*, sous la dir. de P.S. Li et J.L. Kunz, vol 5, no 2, printemps, p.171-190.
- Li, P.S. et J.L.Kunz (dir.). 2004. *Special Issues: The Role of Social Capital in Immigrant Integration*, printemps, vol. 5, no 2. Edmonton : Centre d'excellence des Prairies pour la recherche en immigration, 262 p.
- Lin, N. 1995. « Les ressources sociales : une théorie du capital social ». *Revue française de sociologie*, vol. XXXVI, no 4, p. 685-704.
- Mand, K. 2006. *Social Capital and Transnational South Asian families: Rituals, Care and Provision*. Families & Social Capital ESRC Research Group Working paper no 18, mars. 12 p. London: South Bank University. En ligne : <http://www1.lsbu.ac.uk/families/workingpapers/familieswp18.pdf>. Consultation le 14 juillet 2010.
- Markovits, C. 1994. *Histoire de l'Inde moderne 1480-1950*. Paris: Fayard. 727 p.
- Martiniello, M. 1992. *Leadership et pouvoir dans les communautés d'origine immigrée : l'exemple d'une communauté ethnique en Belgique*. Paris : L'Harmattan/CIEMI.
- 1995. *L'ethnicité dans les sciences sociales contemporaines*. Coll. « Que sais-je ? », 1^{ière} éd. Paris : Presses universitaires de France, 127 p.
- Mata, F. et R. Pendakur, R. 2010. *Social Capital Formation and Diversity in Canadian Cities: Impacts of Individual and Place-Related Characteristics*, Vancouver: Métropolis British Columbia Research Center of Excellence on Immigration and Diversity, Working Paper Series no. 10-02, sous la dir. de Linda Sheldon, SFU; Krishna Pendakur, SFU and Daniel Hiebert, UBC, 47 p. En ligne: <http://mbc.metropolis.net/assets/uploads/files/wp/2010/WP10-02.pdf>. Consultation le 16 juillet 2010.
- McAll, C. 1990. *Class, Ethnicity and Social Inequality*. Montréal: McGill-Queen's Study in Ethnic History University Press, 304 p.
- McAll, C. et L. Tremblay. 1996. *Les requérants au statut de réfugié au Québec : un nouvel espace de marginalité?* Coll. « Études et recherches », no 16, Québec: Ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration, 142 p.
- McNicoll, C. 1993. *Montréal. Une société multiculturelle*. Paris : Éditions Belin, 317 p.
- Merali, N. et A. Shariff. 2006. « South Asian international arranged marriages: Pathways to family class sponsorship ». Communication dans le cadre de la *Conférence nationale du Centre d'excellence de Métropolis* (Vancouver, mars), 21 p.
- Metha, H. 2004. « The South Asian Women's Community Centre is 20 years old ! Celebrating twenty years of grassroots community work, feminism and activism ». *Shakti*, vol. 12, no 1, 10-11.
- Meyer, É. P. 2007. « Ressorts du séparatisme tamoul au Sri Lanka ». *Le Monde diplomatique* n°637, (Paris), avril, p.14-15.
- Milot, M. 2008. *La laïcité en 25 questions*. « Coll. 25 questions » Ottawa: Novalis, 128 p.

- Milot, M. 2009. « L'émergence de la notion de laïcité au Québec-Résistances, Polysémie et Instrumentalisation ». Dans *Appartenances religieuses, appartenance citoyenne. Un équilibre en tension*, sous la dir. de P. Eid, P. Bosset, M. Milot et S. Lebel-Grenier, p. 29-73. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Montréal et Québec. 1995. « Communautés sud-asiatiques du Québec ». Dans *Profils des communautés culturelles du Québec*, sous la dir. de A.M. Fiore et B. Aboud, p. 549-557. Ville de Montréal et Québec: Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles et Les Publications du Québec.
- Morin, R. et M. Rochefort 1998. « Quartier et lien social : des pratiques individuelles à l'action collective ». *Lien social et politique - RIAC*, 39, printemps 1998, p 103-114.
- Mountz, A. et M. Watson-Roberts. 2006. « Geography and Policy: the Conundrums of Engagement ». *GeoJournal*, vol. 65, no 4, p. 263-273
- Murdie, R. et S. Ghosh. 2010. « Does spatial concentration always mean a lack of integration? Exploring ethnic concentration and integration in Toronto ». *Journal of Migration and Ethnic Studies*, vol. 36, no 2, p. 293-311.
- Naidoo, J. et D. Campbell. 1988. « Canadian South Asian women in transition: A dualistic way of life ». *Journal of Comparative Family Studies*, vol. XIX, no 2, p. 311-327.
- Nair, R. 1998. « Renegotiating Home and Identity: Experiences of Gujurati Immigrant Women in Suburban Montréal » Thesis submitted to the Faculty of Graduate Studies and Research in partial fulfillment of requirements of the degree of Master of Arts, Montréal, McGill University, Department of Geography, 162 p.
- Nakra, H. [s.d.] *The Bharata Natya Tradition: A Personal Perspective*. The KALA BHARATI Monograph Series. Montréal : Kala Bharati Centre bharata natya, 13 p.
- Nanavati, A. 2009. *Social Capital and Labour Market Outcomes for South Asia-Born Immigrants in Canada*, Working Paper Series no 09 – 10, 40 p. sous la dir. de Sheldon, Linda SFU; Krishna Pendakur, SFU et Daniel Hiebert, UBC, Vancouver : British Columbia Center for research on Immigration and Diversity. En ligne : <http://mbc.metropolis.net/assets/uploads/files/wp/2009/WP09-10.pdf>. Consultation le 16 juillet 2010.
- Narayan, D. et M.F. Cassidy. 2001. « A dimensional approach to measuring social capital: development and validation of a social capital inventory ». *Current Sociology*, vol.49, no 2, p.60-105.
- Nayar, K.E. 2004. *The Sikh Diaspora in Vancouver. Three Generations Amid Tradition. Modernity and Multiculturalism*. Toronto : University of Toronto Press, 276 p.
- Nedjalkova-Mitropolitska, N. 2006. « Le rôle des forums internet pour l'établissement des immigrants : le cas du forum WWW.BGCANADA.COM ». Mémoire présenté pour l'obtention du grade de Maître ès sciences (M.Sc.), Montréal, Études urbaines, programme offert conjointement par l'INRS-UCS et l'UQÀM, 150 p.
- Nyogi-Nakra, M. 2003. « Explorations in bharata natyam abroad ». Dans *New Directions in Indian Dance*, sous la dir. de K. Sunil, p. 145-155. Mumbai : Marg Publications.

- Nyogi-Nakra, M. 2007. *Kala Bharati in the Third Decade*, June 2007. Montreal : Kala Bharati, Centre bhārata natya, 14 p.
- Ornstein, M. 2000. *Ethno-Racial Inequality in Toronto: Analysis of the 1996 Census*. Toronto: Institute for Social Research, York University, 133 p.
- Paré, S. 2002. « Réseaux et réseautage? Le rôle des associations chez les petits entrepreneurs ethniques montréalais ». Dans *Congrès International Francophone sur la PME*. Montréal, octobre 2002.
- Paré, S., T.V. Menzies, L.J. Filion et G.A. Brenner. 2008. « Social capital and co-leadership in ethnic enterprises in Canada ». *Journal of Enterprising Communities : People and Places in the Global Economy*, vol. 2, no 1, p.52-72.
- Parreñas, R. et L.C.D. Siu (dir.). 2007. *Asian Diasporas : New Formations, New Conceptions*. sous la dir. de R. Parreñas et de L.C.D.Siu, Palo Alto, CA: Standford University Press, 320 p.
- Peach, C. 2006. « South Asian migration and settlement in Great Britain, 1951-2001. » *Contemporary South Asia*, vol. 15, no 2, juin 2006, p.133-146. En ligne : <http://www.informaworld.com/smpp/content~db=all?content=10.1080/09584930600955234&tab=citations>. Consultation le 15 juillet 2010.
- Pendakur, K. et R. Pendakur. 2004. *Colour My World: Has the Majority-Minority Earnings Gap Changed over Time?* Working Papers series no. 04-11, 41 p. Vancouver: Vancouver Center of Excellence for Research on Immigration and Integration. En ligne : http://riim.metropolis.net/wp_2004.htm. Consultation le 16 juillet 2010.
- Pendakur, K. 2005. *Visible Minorities in Canada's Workplaces: A Perspective on the 2017 Projection*, Working Paper Series no 05-11, Vancouver: Vancouver Center of Excellence for Research on Immigration and integration, En ligne : http://riim.metropolis.net/wp_2005.html. Consultation le 16 juillet 2010.
- Poirier, C. 2006. « Le renouveau d'un quartier d'intégration à Montréal ». *Diversité urbaine* vol.6, no 2, hiver, p. 51-61.
- Ponthieux, S. 2006. « Le concept de capital social, analyse critique ». Dans *Actes du 10^{ème} colloque de Comptabilité Nationale Comptabilité Nationale, valeur de l'entreprise, mesure des performances économiques et sociales* (Paris, janvier 2004), p. 305-334. Paris: ACN éditeurs Economica.
- 2006. « Usages et mésusages du capital social ». Dans *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*, Chap. 1, p. 89-108, sous la dir. de A. Bevort et M. Lallemand, La Revue du M.A.U.S.S. Paris: La Découverte.
- Portes, A. 1998. « Social capital: Its origins and applications in modern Sociology ». *Annual Review of Sociology*, vol. 24, no 1, p. 1-24.
- Portes, A. et S. Shafer. 2006. « Revisiting the enclave hypothesis: Miami twenty-five years later », communication présentée à la *Conference New Directions in Equality and Stratification* (Princeton N.J., April 6-8, 2006). Working Paper no 06-10, 52 p. Princeton, N.J.: Center for Migration and Development, Princeton University.

- Potvin, M. 1997. « Les jeunes de la deuxième génération haïtienne au Québec : entre la communauté « réelle » et la communauté « représentée » ». *Sociologie et sociétés*, vol. XXIX, no 2, automne 1997, p. 77-101.
- Potvin, M., G. Audet et M. McAndrew. 2008. « Les discours d'opinion à l'égard du jugement du kirpan à l'école dans la presse québécoise ». Dans *L'accommodement raisonnable et la diversité religieuse. Normes et pratiques. Actes du colloque pour une prise en compte raisonnée de la diversité à l'école publique*, sous la dir. de M. McAndrew, M. Milot, J.-S. Imbeault et P. Eid, p. 241-270. Montréal Fidès.
- Pragati. Éditions de janvier à décembre 2005, sous la dir. de G. Bhowmick, Montréal.
- Pratt, G. et M. Walton-Roberts. 2005. « Mobile Modernities: A South Asian family negotiates immigration, gender and class in Canada ». *Gender Place and Culture: A Journal of Feminist Geography*, vol. 12, no 2, June 2005, p.173-195. En ligne : <http://www.crsi.mq.edu.au/people/staff/documents/2005mobilemodernities.pdf>. Consultation le 31 juillet 2010.
- Putnam, R.D., R. Leonardi, et R.Y. Nanetti. 1993. *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton, N.J. : University Press, 258 p.
- Putnam, R.D. 2000. *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*. New York: Simon & Schuster, 544 p.
- 2007. « *E pluribus unum: Diversity and community in the twenty-first century* ». *Scandinavian Political Studies*, vol. 30, no 2, p. 137-174.
- Qadeer, M. et S. Kumar. 2006. « Les enclaves ethniques et la cohésion sociale ». *Revue canadienne de recherche urbaine, Édition spéciale, Nos diverses cités : défis et possibilités*, vol.15, no 2, supplément 2006, p. 1-20.
- Québec. Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration. 1990. *Au Québec pour bâtir ensemble. Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration*. Direction générale des politiques et programmes, 88 p.
- Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles. 1995. *Profils des principaux groupes religieux du Québec* M. Carle et É. Martel avec la collab. de C. Bégin et É. Rey. sous la dir. de C. Bégin, Québec : Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles et Les Publications du Québec, 191 p.
- Ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration. 2000. *Tableaux sur l'immigration au Québec, 1995-1999*. Direction de la planification stratégique, 22 p., mars. En ligne : <http://www.micc.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Immigration-QC-1995-1999.pdf>. Consultation le 29 juillet 2010.
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. 2005. *Portrait statistique de la population d'origine sud-asiatique recensée au Québec en 2001*. Direction de la recherche et de l'analyse prospective. p. 10. Québec : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. 2007. *Consultation 2008-2010. Caractéristiques de l'immigration au Québec*. Direction de la recherche et de l'analyse prospective, juin. En ligne : <http://www.micc.gouv.qc.ca/publications/fr/planification/0810-caracteristiques-immigration.pdf>. Consultation le 21 février 2011.

- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et. 2008a. *Présence en 2008 des immigrants admis au Québec de 1997 à 2006*. Direction recherche et analyse prospective. réd. et traitement statistique Pierre Baillargeon, Nicole Turcotte et Danielle Paquette, mai. En ligne : <http://www.micc.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Presence-Quebec-2008-immigrants-admis1997-2006.pdf>. Consultation le 13 janvier 2009.
 - Ministère de l'Immigration et des Communautés Culturelles. 2008b. *Tableaux sur l'immigration au Québec, 2003-2007*. Direction de la recherche et de l'analyse prospective, 42p. ,mars. En ligne : http://www.micc.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Immigration_Qc_2003-2007.pdf. Consultation le 31 juillet 2010.
 - Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et. 2010. *Portrait statistique de la population d'origine ethnique sud-asiatique recensée au Québec en 2006*. Direction de la recherche et de l'analyse prospective, 9 p. En ligne : <http://www.quebecinterculturel.gouv.qc.ca/publications/fr/diversite-ethnoculturelle/com-sud-asiatique-2006.pdf>. Consultation le 31 juillet 2010.
- Radice, M. 2010. « EVERYDAY COSMOPOLITAN PLACE MAKING : Multiethnic Commercial Streets in Montréal Neighbourhoods ». Thèse présentée pour obtenir le grade de Philosophiae Doctor, Ph.D., Montréal, Études urbaines, programme offert conjointement par l'INRS et l'UQAM, janvier 2010, 462 p. En ligne : <http://www.inrs-ucs.uquebec.ca/Theses/RadiceMarthaPhD2010.pdf>. Consultation le 7 septembre 2010.
- Ravanera, Z. R. 2008. « Social capital, social integration and political participation of young Canadians », June 30. Dans *2008 European Population Conference* (Barcelona, 9-11 juillet, 2009), 28 p. London, Ont. : Population Studies Centre University of Western Ontario.
- Ray, B. et D. Rose. 2000. « Cities of the everyday : Socio-spatial perspectives on gender, difference and diversity », sous la dir. de T. Bunting et P. Fillion, dans *Canadian Cities in Transition : The Twenty-First Century*. Toronto: Oxford University Press Canada, p. 402-424.
- Reitz, J. G. et R. Breton.1994. *The Illusion of Difference: Realities of Ethnicity in Canada and the United States*. Toronto: C.D. Howe Institute.
- Reitz, J. G., et S. M. Sklar. 1997. « Culture, race, and the economic assimilation of immigrants ». *Sociological Forum*, vol. 12, no 2, p. 233-277.
- Reitz, J. G. et R. Banerjee. 2006. « Racial inequality, social cohesion, and policy issues in Canada ». Dans *Belonging ? Diversity, Recognition and Shared Citizenship in Canada*, p. 489-545, sous la dir. de T.J. Courchene, K. Banting et S. L. Seidle. Montréal: Institute for Research on Public Policy.

- Reitz, J.G. 2008. « Religion, religiosity, and the social integration of immigrant ethnic groups : Comparing Québec and the rest of Canada ». Dans *Conférence du CEETUM.*, (Montréal, 27 mars 2008).Présentation power point. En ligne : <http://www.ceetum.umontreal.ca/pdf/CEETUM%20Presentation%20-%20Religion%20Religiosity%20and%20Social%20Integration%20Presentation27%203%202008.pdf>. Consultation le 31 juillet 2010.
- Rex, J. 1986. *Race and Ethnicity*. London : Open University Press, 148 p.
- Rice, T. et J. Feldman, 1997. « Civic culture and democracy from Europe to America ». *Journal of Politics*, vol. 59, no 4, p. 143-172.
- Rose, D., P. Carrasco et J.Charbonneau. 1998. *The Role of "Weak Ties" in the Settlement Experiences of Immigrant Women with Young Children : The Case of Central Americans in Montréal*. CERIS-Toronto Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement, Working Paper, 31 p.
- Rose, D., A. Germain et V.Ferreira. 2006. *La situation résidentielle et les besoins en logement des immigrants récents dans la région métropolitaine de Montréal*. Canada : Société canadienne d'hypothèque et de logement, 45 p.
- Saguaro Seminar. 2000. *Social Capital Community Benchmark Survey: Excutive Summary*. Harvard: John F. Kennedy School of Government. En ligne : <http://www.ksg.harvard.edu/Saguaro/community/survey/results.html>. Consultation le 30 août 2010.
- Sandercock, L. 2003. *Rethinking Multiculturalism for the 21st Century*, Vancouver : Vancouver Center of Excellence for Research on Immigration and Integration, Working Papers Series, No 03-14, 32 p. En ligne : http://riim.metropolis.net/wp_2003.html. Consultation le 17 juillet 2010.
- Sandercock, L., L . Dickout et R. Winkler, R. 2004. *The Quest for an Inclusive City: An Exploration of Sri Lankan Tamil Experience of Integration in Toronto and Vancouver*, Working Papers Series, No 04-12, 50 p. Vancouver: Vancouver Center of Excellence for Research on Immigration and Integration. En ligne : http://riim.metropolis.net/wp_2004.html. Consultation le 16 juillet 2010.
- Schellenberg, G. et H. Maheux. 2007. « Perspectives des immigrants sur leurs quatre premières années d'établissement au Canada : Faits saillants des trois vagues de l'enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada ». *Tendances sociales canadiennes, édition spéciale*, avril, no 11-008, 36 p. Ottawa : Statistique Canada. En ligne : <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-008-x/2007000/pdf/9627-fra.pdf>. Consultation le 31 juillet 2010.
- Scott, K. et K. Selbee et P. Reed. 2006. *Créer des liens: engagement social et civique chez les immigrants canadiens*, 51 p., Ottawa : gouvernement du Canada, Conseil canadien du développement social. En ligne : <http://www.ccsd.ca/francais/pubs/2006/creerliens/>. Consultation le 11 juin 2009.
- Shea, D. 2002. « The long awaited, arduously prepared, never seen before SAWCC timeline ». *Shakti* , vol. 11,no 4, p.17-32.
- Siddiqui, S. 2002. « My first five months with SACC ». *Shakti*, vol.11, no 4, p.8-9.

- Stein, R. S., S. Post et A. Rinden. 2000. « Reconciling context and contact effects on racial attitudes ». *Political Research Quarterly*, vol. 52, June, p. 285-303.
- Stone, W. et J. Hughes. 2002. « Measuring social capital: Towards a standardised approach ». Dans *2002 Australasian Evaluation Society International Conference* (Wollongong, Australia, October/November 2002), Aust.: Australian Institute of Family Studies. 8 p. En ligne : http://www.evaluationcanada.ca/distribution/20021030_stone_wendy_hughes_jody.pdf. Consultation le 31 juillet 2010.
- 2002. *Social Capital: Empirical Meaning and Measurement Validity*. Research Paper no. 27, June 2002, Melbourne, Aust.: Australian Institute of Family Studies, 70p. En ligne: <http://www.aifs.gov.au/institute/pubs/RP27.pdf>. Consultation le 31 juillet 2010.
- St-Germain-Lefebvre, C. 2008. « Femmes, ethnicité et religion : La communauté tamoule hindoue du Sri Lanka à Montréal ». Mémoire de maîtrise en sciences des religions, Montréal, Université du Québec à Montréal, 158 p.
- Thandi, S.S. 2006. « Punjabi diaspora and homeland relations ». Dans *RE-IMAGINING PUNJAB. A Symposium on the Changing Contours of a Region in the Age of Globalisation*, 567 (India, November 2006) 10 p. En ligne: <http://www.india-seminar.com/2006/567.htm>. Consultation le 31 juillet 2010.
- Thomas, W.I. et F. Znaniecky [1918-1920] 1998. *Le paysan polonais en Europe et en Amérique: récit de vie d'un migrant (Chicago 1919)*, 5 vol., Coll. « Essais et Recherches : Série Sciences Sociales », Paris : Nathan, 446 p.
- Thureau-Dangin, P. (dir.) 2006. Inde un autoportrait. *Courrier international*, hors série, 112 p.
- Tigar McLaren, A. 2006. *Parental Sponsorship – Whose Problematic? A Consideration of South Asian Women's Immigration Experiences in Vancouver*, Working Paper Series, No 06-08, 40 p. Vancouver: Center of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis. En ligne : http://riim.metropolis.net/wp_2006.html. Consultation le 16 juillet 2010.
- Tocqueville, A. [1835] (1992). *De la démocratie en Amérique*. « Coll. Bibliothèque de la Pléiade ». Paris : Les Éditions Gallimard. En ligne : <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.dem1>. Consultation le 30 juillet 2010.
- Tönnies, F. [1887] (1977). *Communautés et société: catégories fondamentales de la sociologie pure*. « Coll. Les Classiques des Sciences Humaines ». Paris: Retz.
- Tran K., J. Kaddatz et P. Allard. 2005. « Les Sud-Asiatiques au Canada : l'unité dans la diversité. » *Tendances sociales canadiennes*, automne, au catalogue no 11 -008, p. 23-29. Ottawa : Statistique Canada. En ligne : http://www.statcan.gc.ca/kits-trousses/pdf/social/edu04_0128a-fra.pdf. Consultation le 31 juillet 2010.
- Uslaner, E. 2002. *The Moral Foundations of Trust*. Cambridge : Cambridge University Press.
- van Kemenade, S. 2002. *Social Capital as a Health Determinant: How is it Defined?* Working Paper 02-07, Health Policy Research Working Papers Series. Policy Research Division, Strategic Policy Directorate, Population and Public Health Branch, Health Canada, 27 p.

- Vertovec, S. 2002. *Religion in Migration, Diasporas and Transnationalism*, Working Papers Series, No 02-07, 39 p., Vancouver: Vancouver Center of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis. En ligne: http://riim.metropolis.net/wp_2002.html. Consultation le 17 juillet 2010.
- Walton-Roberts, M. et D. Hiebert. 1997. « Immigration, entrepreneurship, and the family: Indo-canadian enterprise in the construction industry of Greater Vancouver. » *Canadian Journal of Regional Science/Revue canadienne des sciences régionales*, vol.20, no 1&2, spring/summer,p. 119-140.
- Walton-Roberts, M. 1998. « Three readings of the turban: Sikhs in Greater Vancouver ». *Urban Geography* , vol. 19, no 4, p.311-331.
- 2003. « Transnational geographies: Indian immigration to Canada. » *The Canadian Geographer*, vol.47, no 3, 30 septembre, p. 235-250.
- 2004a. « Globalization, national autonomy and non-residents Indians ». *Contemporary South Asia*, vol. 13, no 1, mars, p. 361-373.
- 2004b. « Rescaling citizenship: Gendering canadian immigration policy ». *Political Geography*, vol. 23, no 3, p. 265-281.
- 2004c. « Returning, remitting, reshaping: non-resident Indians and the transformation of society and space in Punjab, India ». Dans *Transnational Spaces*, sous la dir. de P. Crang, P. Dwyer et P. Jackson, p. 78-103. London: Routledge. En ligne : http://riim.metropolis.net/wp_2001.html. Consultation le 17 juillet 2010.
- 2004d. « Transnational migration theory in population geography: Gendered immigrant networks between Canada and India ». *Population, Space and Place*, vol. 10, no 5, p. 361-373. En ligne : <http://www3.interscience.wiley.com/journal/109627392/abstract?CRETRY=1&SRETRY=0>. Consultation le 31 juillet 2010.
- 2005b. « Regional immigration and dispersal: Lessons from small and medium sized urban centres in British Columbia ». *Canadian Ethnic Studies*, vol. 37, no 3, p. 12-34.
- 2005c. « Transnational educational fundraising in Punjab: Old practices, new readings ». *International Journal of Punjab Studies*, vol.12, no 1, p. 129-152.
- 2008. « Weak Ties, Immigrant Women and Neoliberal States: Moving Beyond the Public/Private Binary » *Geoforum*, vol. 39, no 1, p.499-510.
- 2009. *India-Canada Trade and Immigration Linkages: A Case of Regional (Dis) Advantage?* Working Paper Series, No. 09 – 04, 59 p., sous la dir. de L. Sheldon, SFU; K. Pendakur, SFU et Daniel Hiebert, UBC, Vancouver : Metropolis British Columbia Center of Excellence for Research on Immigration and Diversity. En ligne : <http://mbc.metropolis.net/assets/uploads/files/wp/2009/WP09-04.pdf>. Consultation le 16 juillet 2010.
- Walton-Roberts, M. et G. Pratt. 2003. *Mobile Modernities: One South Asian Family Negotiates Immigration, Gender and Class in Canada*. Working Paper Series, No.03-13 Vancouver: Vancouver Center of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis, 25 p. En ligne : http://riim.metropolis.net/wp_2003.html. Consultation le 17 juillet 2010.

- Waters, J. L. et Sin Yih Teo. 2003. *Social and Cultural Impacts of Immigration: An Examination of the Concept of 'Social Cohesion' with Implications for British Columbia*. Working Series Papers, No. 03-03, January, 54 p. Vancouver: Center for Excellence for research on Immigration and Integration. En ligne : http://riim.metropolis.net/wp_2003.html. Consultation le 17 juillet 2010.
- Weber, M. [1921-1922]1971. *Économie et société*, vol.I. [*Wirtschaft und Gesellschaft, Grundriss der verstehenden Soziologie*] Trad. de l'allemand par Julien Freund et al., 4^e éd. allemande, J.Winkelmann (ed.) Tübingen, J.C.B. Mohr (P.Siebeck) 1956. Paris : Plon. 411-427 p.
- [1904-1905]1964. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme. Suivi d'un essai*. « Coll. Recherches en sciences humaines : série jaune ». Paris : Librairie Plon, 341 p. En ligne : <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.wem.eth>. Consultation le 15 juillet 2010.
- Winter, E. 2004. *Max Weber et les relations ethniques. Du refus du biologisme racial à l'État multinational*. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 214 p.
- Woolcock, M. 1998. « Social capital and economic development: Toward a theoretical synthesis and policy framework ». *Theory and Society*, vol. 27, no 2, p. 151-208.
- Woolcock, M., et D. Narayan. 2000. « Social capital: Implications for development theory, research, and policy ». *World Bank Research Observer*, Vol. 15, no 2, 29 p. En ligne : <http://www.csae.ox.ac.uk/conferences/2000-oia/pdfpapers/woolcock.pdf>. Consultation le 9 juin 2009.
- Woolcock, M. 2001. « The place of social capital in understanding social and economic outcomes ». *ISUMA, Canadian Journal of Policy Research*, vol. 2, no 1, p.11-17.
- Yan, M.C., et S. Lauer. 2007. *Neighbourhood Houses and Bridging Social Ties*, Working Paper, No. 07 – 07, 38 p. sous la dir. de Linda Sheldon, SFU; Krishna Pendakur, SFU et Daniel Hiebert, UBC. Vancouver: British Columbia Center of excellence for Research on Immigration and Diversity. En ligne : <http://mbc.metropolis.net/assets/uploads/files/wp/2007/WP07-07.pdf>. Consultation le 16 juillet 2010.
- Yan, M. C., S. Lauer et S. Chan. 2009. *Social Capital and the Labour Market Process among New Generation Youth from Visible Minority Immigrant Families*, Working Paper, No. 09-01, sous la dir. de Linda Sheldon, SFU; Krishna Pendakur, SFU et Daniel Hiebert, UBC. Vancouver: Metropolis British Columbia Center of Excellence for Research on Immigration and Diversity, 30 p. En ligne : <http://mbc.metropolis.net/assets/uploads/files/wp/2009/WP09-01.pdf>. Consultation le 16 juillet 2010.
- Yin, R.-K. 1994. *Case Study Research-Design and Methods*, 2^e édition, Thousand Oaks, California: SAGE Publications.
- Zelinski, W. 2001. *The Enigma of Ethnicity: Another American Dilemma*. Iowa City-IA: University of Iowa Press, 305 p.
- Zhou, M. et C.L. Bankston III, 1998. *Growing up American: How Vietnamese Children Adapt to Life in the United States*, New York: Russell Sage Foundation, 270 p.
- Zins, M.J. 1999. *Inde. Un destin démocratique*. Coll. « Asie Plurielle », Paris: La Documentation française, 200 p.

- 2002. *Pakistan. La quête de l'identité*. Coll. « Asie Plurielle », Paris : La Documentation française, 188 p.